

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°373

AVRIL 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **CIZRE: LA TURQUIE ACCUSÉE DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ**
- **TURQUIE : L'IMPASSE MILITAIRE DE LA « LIGNE ERDOĞAN »**
- **KURDISTAN D'IRAK: DAECH UTILISE DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES PECHMERGAS**
- **IRAK: DES RELATIONS BAGDAD-ERBIL DANS L'IMPASSE**
- **YEZIDIS : 3500 FEMMES ET ENFANTS TOUJOURS ENTRE LES MAINS DE DAECH**
- **ROJAVA: LE FÉDÉRALISME DES KURDES FAIT DÉBAT, AFFRONTLEMENTS AVEC LE RÉGIME À QAMISHLO**

CIZRE : LA TURQUIE ACCUSÉE DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Le 26 avril, l'Association turque des Droits de l'Homme (*İnsan Hakları Derneği*, İHD) a fait parvenir au bureau du Haut-Commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) un rapport sur les massacres de masse commis contre la population kurde dans la ville turque de Cizre. Le Président de l'Association, Öztürk Turkdoğan, a accusé le gouvernement de crimes contre l'humanité, ajoutant que l'absence d'indépendance de la justice turque la rendait incapable d'évaluer correctement les actions de ses forces de sécurité.

Ce rapport de 84 pages, accessible en anglais sur le site de l'IHD (<http://en.ihd.org.tr/>), fait état de violations effrayantes des Droits de l'homme perpétrées durant les 79 jours de couvre-feu imposés sur Cizre du 14 décembre 2015 au 02 mars 2016, et apporte des présomptions graves de meurtres de masse de civils.

Les auteurs qui ont visité la ville après la fin du couvre-feu rapportent la destruction complète de plusieurs quartiers, comme pour la rue Yafes que, selon les témoins interviewés, les militaires ayant pris position sur la

pente opposée ont continuellement bombardé au mortier et aux grenades tout en tirant à balles réelles à l'arme légère. Lors de la visite, eau et électricité étaient toujours coupés, les réseaux (y compris les égouts) ayant été détruits. Des témoins ont déclaré avoir dû quitter leurs habitations, car snipers et militaires déployés autour de l'hôpital public et sur les collines environnantes « faisaient feu sur tout ce qui bougeait ». D'autres ont fait état d'avertissements lancés par haut-parleurs depuis les véhicules blindés disant : « Si vous ne quittez pas votre logement, nous ferons usage d'armes

chimiques ». Les militaires ont parfois incendié un immeuble entier (comme rue de Nusaybin) simplement parce qu'un slogan y avait été écrit sur un mur.

En revenant dans leurs appartements détruits, les habitants ont fréquemment constaté le pillage de leurs biens, l'électroménager trop lourd pour être emporté ayant été détruit à l'arme à feu ou brûlé. Des slogans racistes ou à connotation sexuelle menaçant explicitement les femmes kurdes ont été retrouvés sur les murs. Le rapport rappelle que le 11 février dernier, deux photos de corps féminins avaient été partagées sur les réseaux sociaux, et fait état du soupçon d'exactions sexuelles.

Des interviewés blessés durant les opérations chez eux ou dans leur jardin (donc n'ayant pas contrevenu au couvre-feu) ont témoigné avoir dû attendre une ambulance des heures. À l'hôpital de Cizre, ils n'ont été enfin traités qu'après avoir été harce-

lés « pour les besoins de l'enquête » par les forces spéciales.

Lors de leur entrée au quartier de Cudî, également bombardé à distance à partir de l'école primaire El Ceziri, les auteurs témoignent d'une forte odeur de corps brûlés, en particulier près d'un des trois immeubles (à présent effondrés) où des civils prisonniers sont morts dans une cave. Des témoins ont rapporté avoir vu durant le couvre-feu devant ces immeubles des rangées de sacs contenant des corps avant qu'ils ne soient emportés par les forces de sécurité. Au n° 23 rue Bostanci, 26 sacs, au n° 6 rue Narin, plus de 60 sacs... Un employé municipal a témoigné que, rue Bostanci, deux corps seulement étaient entiers, mais brûlés, les autres sacs ne contenant plus que des restes pesant de 5 à 10 kg. Les avocats des familles ont indiqué que des corps ont été envoyés pour identification dans différentes villes : 78 à Habur, 13 à Şırnak, 28 à Urfa, 20 à Antep, 17 à Mardin, 6 à Malatya et 16 à Cizre même...

Les forces de sécurité apparaissent avoir systématiquement « nettoyé » les traces des crimes commis dans les caves en incendiant et détruisant les lieux et en jetant des restes humains dans le Tigre. Malgré cela, des restes brûlés (morceaux d'os, mains...) ont été retrouvés dans certaines caves. Une partie d'un bras humain a également été retrouvée (et photographiée) sous un pont sur la rive du Tigre. Les tentatives de dissimulation des exactions se sont poursuivies une fois les restes remis aux familles : pour éviter une enquête, les autorités ont imposé l'inhumation sous 24 h, se donnant le droit en cas de désobéissance de retirer les restes aux familles pour y procéder elles-mêmes !

L'İHD a demandé à l'Organisation des Nations Unies et au Comité international de la Croix-Rouge l'envoi d'une mission de surveillance en Turquie, son président demandant des réunions pour en examiner les modalités.

TURQUIE :

L'IMPASSE MILITAIRE DE LA « LIGNE ERDOĞAN »

Le président turc Erdoğan a opté depuis bientôt un an pour une ligne politique de guerre civile contre la population kurde de son pays, avec un objectif qui apparaît comme hautement personnel : obtenir le soutien des nationalistes dans son projet d'établissement d'un pouvoir présidentiel. Même s'il a déclaré que le but de son action était l'éradication du PKK, l'usage systématique dans les villes kurdes du couvre-feu total donne aux opérations militaires la forme d'une guerre contre l'ensemble de la population. Quant à l'éradication prochaine du PKK... Combien de fois a-t-elle été proclamée depuis les années 80 ? L'Histoire a montré que les violences exercées contre les civils

kurdes n'ont jamais fait qu'augmenter le soutien de la population kurde à la guérilla. L'armée turque semble-t-elle plus proche du but cette fois-ci ? En passant en revue les attaques menées par celle-ci durant le mois d'avril, il est permis d'en douter.

Le 31 mars à Diyarbakir, 7 policiers turcs ont été tués et 13 blessés par une bombe commandée à distance au passage d'un bus de la police, et qui a également blessé 14 civils. Arrivé dans la ville le lendemain 1^{er} avril, le Premier ministre Ahmet Davutoğlu n'a pu que suivre la cérémonie funéraire des policiers tués... Durant la nuit, une autre attaque du PKK contre une installation électrique de l'armée s'est produite à

Kiziltepe, dans la province de Mardin, faisant un mort civil et 18 blessés. Le 3, une autre bombe a tué 5 soldats et un officier des forces spéciales à Nusaybin, qui se trouvait pourtant sous couvre-feu depuis la mi-mars. Le 5, à Silopi, une attaque à la roquette a frappé un véhicule blindé de la police, tuant un officier et blessant 4 policiers – et menant à l'imposition d'un couvre-feu. Le 8, de nouveau à Nusaybin, 1 officier et 4 membres des forces de sécurité ont été tués dans des affrontements avec des militants kurdes. Le 12, une autre attaque à la bombe a totalement rasé un casernement des forces spéciales à Hani (officiellement 2 soldats tués et plus de 50 personnes blessées, mais le PKK a annoncé 11 morts

parmi les forces spéciales). La liste se poursuit avec le 16 la mort de 4 soldats près de Mardin (bombe contre un véhicule), le 23 celle d'un officier près de Şırnak, et d'un soldat à Nusaybin dans des combats de rue. Enfin le 29 un attentat suicide a blessé 13 personnes devant une mosquée à Bursa. L'auteur, une femme, a été désignée par les autorités comme une ancienne militante du PKK ayant aussi combattu en Syrie... Les analystes (comme les militaires turcs) s'attendent non pas à une diminution du nombre d'attaques, mais plutôt à son augmentation à la faveur du printemps, et à leur probable extension vers de nouveaux territoires. Le PKK a d'ailleurs annoncé la création d'une alliance avec d'autres groupes d'extrême-gauche pour augmenter son niveau d'action...

La guerre de M. Erdoğan vise maintenant les représentants élus de la population kurde comme tous ceux qui la soutiennent de près ou de loin ou qui osent critiquer sa politique : le 13, le gouvernement a soumis au parlement une proposition pour priver d'immunité les députés en butte à une action judiciaire. Elle ne vise évidemment pas les députés AKP soupçonnés de corruption, mais ceux du HDP ! Les 316 députés AKP l'ont tous signée, et Kemal Kilicdaroglu, leader du CHP (opposition kémaliste, ex-parti unique) a annoncé sur *CNN Türk* que son parti la soutiendrait – tout en déclarant qu'elle était inconstitutionnelle ! Le 28, la discussion de cette proposition a provoqué des affrontements physiques entre parlementaires AKP et HDP.

Les réactions à l'international se font de plus en plus inquiètes à la perspective du chemin dans lequel M. Erdoğan entraîne le pays. Le 3, juste après la première attaque sur Nusaybin, Fédérica Mogherini, représentante diplomatique de l'UE, a appelé la Turquie à relancer le processus de paix, rappelant qu'il avait dans le passé « donné des résultats positifs et prometteurs ». Deux jours plus tard, le Président turc a répondu en excluant toute reprise des discussions avec le PKK. En Allemagne, où vivent d'importantes diasporas kurde et turque, après des affrontements le 11 dans plusieurs villes, les autorités craignent un retour sur leur sol des violences kurdo-turques des années 90.

Depuis la perte de son avion militaire le 24 novembre dernier, la Russie est en première ligne parmi les critiques de M. Erdoğan. Alexandre Lukachevich, son représentant permanent à l'OSCE, a demandé à Ankara le 15 d'« abandonner sa stratégie militaire menant à une impasse pour régler la question kurde », tout en se déclarant surpris que « les États-Unis et l'Union européenne [n'aient] pas fait de déclarations claires concernant les violences contre les Kurdes ». La faiblesse des réactions occidentales est également critiquée par les Kurdes eux-mêmes : le 8, le député HDP Dirayet Tasdemir a accusé les pays occidentaux de « faire preuve d'hypocrisie envers les Kurdes en fermant les yeux sur la politique autoritariste de la Turquie à leur égard au lieu d'enquêter sur les crimes commis ».

Dans plusieurs pays européens, les critiques viennent de la société civile. Ainsi au Royaume Uni, une campagne pour la libération d'Abdullah Öcalan a été lancée le 25 dans l'enceinte du Parlement britannique en présence de plusieurs membres des deux Chambres par une table ronde organisée par deux des plus importants syndicats du pays, *Unite* et *GMB*, avec le soutien du syndicat écossais *Unison*. Simon Dubbins, responsable des relations internationales de *Unite* y a notamment déclaré : « La violence infligée par l'État turc est la pire que j'aie jamais vue – et je suis allé en Palestine, en Colombie, j'ai vu beaucoup de zones de conflit. Mais ce que nous avons vu à Sur [vienne ville de Diyarbakir] était absolument méprisables et vil. Ces attaques doivent cesser », ajoutant : « Donner [à Erdoğan] des millions de livres tout en le laissant faire ce qu'il veut aux gens, à la liberté de la presse, aux droits syndicaux et faire la guerre au peuple kurde, tant qu'il conserve les réfugiés loin [de l'Europe] est absolument méprisables. D'autres États, et pas seulement la Grande-Bretagne, doivent faire pression sur la Turquie pour mettre fin à cette situation. » Dubbins s'est félicité de ce que cette réunion avait « brisé un tabou » en appelant explicitement à l'intérieur du Parlement de Londres à la libération d'Öcalan, et a expliqué : « Comment peut-on avoir des négociations sincères et durables et des résultats concrets lorsque le seul leader [...] pouvant négocier et en ayant la volonté est gardé à l'isolement ? [...] Même en Colombie, l'État rencontre les FARC face à face. »

KURDISTAN D'IRAK : DAECH UTILISE DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES PECHMERGAS



La ville de Makhmour se trouve à 60 km au sud-ouest d'Erbil et 80 au sud de Mossoul, la « capitale » en Irak de l'organisa-

tion djihadiste Daech. Elle est donc en position stratégique comme base de préparation du prochain assaut sur cette ville. Brièvement prise par Daech en juillet 2014,

Makhmour a été rapidement reconquise par les pechmergas, qui la contrôlent à présent. Des éléments de l'armée irakienne s'y trouvent également, en prévision

justement de l'attaque sur Mossoul. Les pechmergas n'expriment cependant pas une grande confiance en les capacités des soldats irakiens. Un commandant kurde déclarait récemment que l'armée irakienne n'était pas capable de reprendre Mossoul, et un péchmerga de Makhmour affirmait à un intervieweur n'avoir strictement aucune confiance en les Irakiens : « Nous nous battons pour reprendre notre terre [alors que] pour eux c'est une guerre de religion », expliquait-il.

Les opérations militaires pour reprendre Mossoul, lancées le 24 mars dernier, ont déjà provoqué le déplacement de près de 20 000 personnes, et Daech lance des attaques incessantes sur Makhmour. L'organisation djihadiste a peut-être perdu durant ces derniers mois de nombreux territoires en Irak comme en Syrie, mais elle conserve clairement sa motivation et sa capacité meurtrière sur le terrain : le 1^{er} du mois elle a envoyé vers Makhmour quatre véhicules porteurs de bombes, parvenant ainsi à tuer onze membres des forces de sécurité kurdes et à en blesser une douzaine d'autres. Le même jour, une roquette a frappé la ville sans causer de victimes. Le lendemain, les djihadistes ont également lancé une attaque pour reprendre des zones de l'ouest du Sindjar qu'ils avaient perdues récemment. Les Yézidis des YBS (Unités de Résistance du Sindjar), alliés à des combattants arabes des Nawader al-Shammar, les ont repoussés en leur infligeant de lourdes pertes : au moins 32 djihadistes tués, de nombreux blessés.

Bien qu'ils considèrent être moins bien équipés et protégés que les soldats irakiens, les pechmergas s'organisent pour répondre à ces assauts. Le 4, la 9^e Brigade de pechmergas a annoncé avoir déployé une dizaine de drones de type mini-hélicoptère et munis de

caméras pour observer les mouvements des djihadistes. Cependant, le même jour, Masrouf Barzani, responsable du Conseil de sécurité du Kurdistan, a dans une interview avec *CBS News* fait part de son inquiétude : combien de temps les pechmergas pourront-ils continuer à combattre alors qu'ils n'ont pas été payés depuis quatre mois ? La question se pose avec d'autant plus de force que, face à la résistance opiniâtre des Kurdes, les djihadistes n'hésitent pas à recourir à l'arme chimique.

Daech, qui avait déjà fait usage des armes chimiques le mois précédent – tout d'abord du chlore, puis ensuite des gaz militaires – les a de nouveau employées à plusieurs reprises en avril. On estime que les différentes attaques chimiques de Daech à l'est de la province de Mossoul ont fait une trentaine de morts et de blessés chez les pechmergas, et que près de 200 personnes au total, dont des enfants, ont dû être traitées dans les hôpitaux de la Région du Kurdistan. Le 12, Jean-Yves Le Drian, le Ministre français de la défense, qui s'était rendu sur la ligne de front non loin d'Erbil, a confirmé que Daech avait bien fait usage de gaz moutarde contre les pechmergas. Et le 20, les djihadistes ont lancé près de Makhmour une nouvelle attaque chimique.

Les Kurdes connaissent hélas bien les armes chimiques. Celles-ci ont été massivement utilisées contre eux en 1987-1988 par l'armée du régime de Saddam Hussein lors des opérations génocidaires de l'« Anfal ». La ville de Halabja notamment avait subi le 16 mars 1988 un bombardement chimique au gaz moutarde qui avait fait 5 000 victimes civiles. Les Occidentaux, qui soutenaient alors l'Irak de Saddam contre l'Iran de Khomeiny, avaient conservé un silence assourdissant. Ces opérations ont été reconnues comme génocidaires par la Suède et la

Norvège en 2012, puis par le Royaume Uni et la Corée du Sud en 2013. En Irak même, près de 30 ans après les événements et 13 ans après la chute du régime de Saddam Hussein, la reconnaissance de cette tentative de génocide ne va toujours pas de soi : le 13 de ce mois, lorsque des députés kurdes ont demandé au président du Parlement de Bagdad Salim Al-Jabouri la publication d'excuses officielles pour ces opérations, une bagarre a éclaté entre députés kurdes et députés de la coalition « Etat de la Loi ». Un député kurde a déclaré que les victimes de l'Anfal et des membres de son groupe parlementaire avaient été insultés...

Plus récemment, en août 2012, Barack Obama avait déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Damas constituerait une « ligne rouge » qui déclencherait une intervention militaire... avant de faire marche arrière. Mais en Syrie aussi, des armes chimiques ont été ce mois-ci utilisées contre les Kurdes, non pas par Daech, mais par d'autres membres de l'opposition syrienne soi-disant modérée : le groupe rebelle Jaysh al-Islam a annoncé le 11 du mois qu'il allait faire passer en jugement l'un de ses commandants pour en avoir employé à Alep au cours de combats contre les combattants kurdes des YPG. L'information est plutôt embarrassante pour la coalition anti-Daech, qui considère Jaysh al-Islam comme un allié. Pourtant, le groupe avait bel et bien participé avec Daech à la prise de Raqqa, avant que l'organisation djihadiste ne se retourne contre lui et ne l'en expulse...

Concernant le matériel et les soldes des pechmergas, le Gouvernement régional du Kurdistan, après des discussions à haut niveau avec ses homologues américains, a finalement réussi à obtenir un soutien financier des États-Unis : le Secrétaire américain à la Défense

Ash Carter a le 19 lors d'une visite à Bagdad annoncé non seulement que les États-Unis allaient augmenter le nombre de leurs troupes en Irak et y déployer des hélicoptères Apache AH-64, mais aussi qu'ils financeraient les peshmergas jusqu'à un montant de 415 millions de dollars, dans le cadre des efforts pour reprendre Mossoul. En ajoutant les fonds nécessaires à la créa-

tion de deux nouvelles brigades, l'aide financière des États-Unis aux peshmergas se montera à 900 millions de dollars.

Les préparatifs s'intensifient donc contre Daech. Le 17, des leaders de tribus sunnites du sud de la province de Kirkouk ont annoncé qu'ils combattraient les djihadistes aux côtés des peshmergas kurdes.

Massoud Barzani a approuvé cette décision, déclarant qu'il s'agissait pour eux de participer à la reprise de leurs propres territoires. Le 21, les peshmergas ont repoussé une attaque-suicide de Daech sur Shingal (Sindjar), et le 30, une nouvelle attaque au sud-est de la ville de Mossoul. Le même jour, ils ont repris aux djihadistes un village au sud de Kirkouk.

IRAK : DES RELATIONS BAGDAD-ERBIL DANS L'IMPASSE

Va-t-on vers un divorce croissant entre le Kurdistan irakien et le reste du pays ? En tout cas, les Kurdes sont de moins en moins nombreux à Bagdad. Les chiffres officiels montrent que près de 40% des 500 000 Kurdes de Bagdad, souvent pris pour cibles de chantages ou d'attaques, ont quitté la capitale depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003 : il ne sont plus que 300 000. L'exode a surtout été sensible depuis deux ans. Au moment où il est question au Kurdistan d'un référendum d'autodétermination à tenir avant la fin de l'année, le gouvernement central et celui de la Région du Kurdistan (GRK), s'ils sont certes alliés dans la lutte contre Daech, ont toujours des relations tendues. Les désaccords persistent notamment sur la gestion des hydrocarbures, Bagdad considérant les ventes directes opérées par la Région du Kurdistan comme illégales. En représailles, l'ancien Premier ministre Maliki avait il y a près de deux ans décidé de cesser de verser à la Région du Kurdistan les 17% du budget fédéral qui sont censés lui revenir. Les versements n'ont jamais repris depuis, même s'il y a quelques semaines, le successeur de Maliki, Haider Al-Abadi, a proposé de payer les fonctionnaires de la Région du Kurdistan en échange d'un arrêt des exportations directes du GRK...

Autre point de tension entre Bagdad et Erbil, après l'attaque de Daech en juillet 2014, les Kurdes ont pris le contrôle de la plupart des territoires disputés entre GRK et Bagdad, et notamment celui de Kirkouk, où se trouvent justement d'importantes ressources pétrolières. Courant mars dernier, la *North Oil Company*, dépendant du gouvernement central, a cessé de pomper le pétrole de Kirkouk dans le pipeline l'exportant vers la Turquie. Au tout début d'avril, un espoir de compromis est né lorsque le Premier ministre irakien a proposé comme Ministre du pétrole de son futur gouvernement un géologue kurde. Consultant spécialiste du pétrole, Nizar Mohammed Salim Doski, doyen de la faculté de planification à l'université de Dohouk, qui avait enseigné 30 ans à l'Université de Mossoul, a d'ailleurs déclaré qu'il espérait que « les différences entre Bagdad et le Gouvernement régional du Kurdistan pourraient être résolues ». Mais l'espoir d'une nouvelle donne a été de courte durée : dès le 2, Doski a retiré sa candidature « en raison de l'absence d'accord politique sur la forme du futur gouvernement ». Une périphrase signifiant que Bagdad avait omis de discuter sa nomination avec les partis politiques kurdes. Or ceux-ci ont deux exigences : 1- ils veulent au gouvernement central irakien une proportion de représentants kurdes

qui soit en rapport avec celle des Kurdes dans la population du pays, et 2- ils ne sont pas prêts à se voir imposer des Kurdes choisis directement par Bagdad sans qu'ils aient eu leur mot à dire. Le 3, Fadel Mirani, secrétaire du Bureau politique du PDK, a déclaré que les différents groupes kurdes au parlement irakien s'étaient mis d'accord pour refuser de participer au gouvernement si le nombre de ministres kurdes n'était pas augmenté. Les Kurdes demandent 20% des postes ministériels, alors qu'ils n'ont reçu que 2 postes sur un gouvernement de 16 ministres, soit 12,5%. Le 4, Beriwan Khilani, une députée irakienne membre du PDK, a accusé le Premier ministre de chercher à utiliser la « réforme » pour marginaliser encore davantage les Kurdes et les exclure du processus politique dans le pays. Le 17, deux des principaux partis kurdes d'Irak, l'UPK et le PDK, ont publié une déclaration conjointe selon laquelle ils ne soutiendront pas le nouveau gouvernement car il n'a pas fait l'objet d'un accord avec la Région du Kurdistan. La déclaration réitérait également le droit des Kurdes à l'autodétermination au travers d'un référendum « qui se tiendra comme prévu ».

La situation politique et économique difficile que connaissent toutes deux Bagdad et Erbil ne rendent certainement pas leurs

relations plus faciles. C'est sous une forte pression des partisans de Moqtada Sadr, descendus dans la rue pour protester contre la corruption générale, que le Premier ministre irakien tente de mettre en place un nouveau gouvernement « technocratique » théoriquement capable d'y mettre fin. Mais sa tentative l'a mené à un véritable bras de fer avec le Parlement irakien, qui a refusé d'accepter la nomination de plusieurs ministres. Le 27, après de nombreuses péripéties, dont une suspension des sessions du parlement et le remplacement (contesté par une partie des parlementaires) du président du parlement, les députés irakiens ont finalement approuvé cinq des nominations qui leur étaient soumises : les ministres de l'Électricité, de la Santé, de l'Éducation supérieure, du Travail et des Ressources en eau...

La Région du Kurdistan est de son côté également en crise politique et en situation économique difficile : son Vice-Premier ministre, Qubad Talabani, a déclaré le 14 qu'elle souffrait d'un déficit de 100 millions de dollars par mois. Lors d'une conférence du MERI, un institut de recherche basé à Erbil, l'économiste américain Franck Gunter y a par ailleurs estimé le nombre de chômeurs à 620 000... et averti qu'il continuerait à augmenter tant que la situation actuelle se perpétuerait.

Politiquement, le parlement d'Erbil ne fonctionne toujours pas, ce qui pose plusieurs problèmes juridiques concrets. Par exemple, la loi anti-terrorisme qui donne en partie son cadre à la lutte contre Daech expire le 26 juillet prochain : comment la prolonger légalement ? Soran Omer, président de la Commission des Droits de l'homme du parlement, a déclaré que le parlement avait accepté une première extension l'an dernier à condi-

tion que la loi puisse être amendée sous six mois. Une nouvelle extension nécessiterait la réactivation du parlement... Il en est de même pour le référendum d'autodétermination annoncé par le Président Massoud Barzani pour avant la fin de l'année : le 10, le secrétaire du Parlement, Fakhradin Qadir, a précisé qu'une résolution préparatoire à ce propos avait déjà été soumise au Parlement, mais qu'aucune décision n'avait pu être prise en raison du non-fonctionnement de l'institution... Le 12, Hendren Mohammed Salih, le Président de la Haute Commission Électorale Indépendante du Kurdistan a déclaré que celle-ci avait bien la capacité technique d'organiser le référendum au moment annoncé, mais qu'elle avait besoin pour ce faire d'une demande officielle suivant un Acte du Parlement qui définirait le budget à allouer à la consultation et – point politiquement très sensible – déciderait si celle-ci doit ou non concerner les territoires dits « disputés », situés hors des frontières officielles de la Région du Kurdistan.

Dans ces territoires précisément, les tensions entre forces militaires relevant des deux gouvernements sont permanentes. Le 18, après que le gouvernement central ait annoncé qu'il allait faire revenir son armée à Kirkouk, les pechmergas kurdes, qui contrôlent présentement la ville, ont déclaré qu'ils ne permettraient pas ce retour : « Kirkouk est protégé par les pechmergas et nous n'avons pas besoin à présent d'une autre force », a déclaré le Brigadier général (péchmerga) Mariwan Mohammed, ajoutant : « Quand le peuple de Kirkouk a eu besoin d'eux, ils se sont enfuis... C'est pourquoi nous ne les autorisons pas à revenir ». En effet, les soldats irakiens avaient en juillet

2014 fui Kirkouk comme Mossoul – mais dans cette dernière ville, les pechmergas kurdes les ont immédiatement remplacés pour empêcher sa prise par les djihadistes. Le gouverneur de la province de Kirkouk, le Dr. Nejmeddin Karim (un Kurde proche de l'Union patriotique du Kurdistan) a officiellement refusé à l'armée irakienne l'entrée dans la ville, bloquant ainsi la décision de Bagdad. Kirkouk a une population ethniquement diverse, Kurdes, Arabes et Turkmènes, et certains résidents de cette dernière communauté, ne souhaitant pas le retour des soldats irakiens, ont appuyé une proposition de création d'unités locales de défense qui refléterait cette diversité. Toujours le 18 avril, le Président Massoud Barzani, a déclaré : « Le sort de Kirkouk se trouve entre les mains de ses résidents, qui vont voter sur l'avenir de la ville ».

Mais le lieu de toutes les tensions depuis quelques semaines est la petite ville de Tuz Khurmatu, au sud-est de Kirkouk. Située au Kurdistan, mais comportant une forte communauté turkmène et chiite, elle comprend aussi des quartiers kurdes et arabes sunnites. Y sont présents des miliciens chiites Hashid al-Shaabi comme des pechmergas kurdes, entre lesquels la tension augmente depuis plusieurs mois. La ville avait connu des meurtres et des kidnappings, puis, selon la municipalité, les tensions avaient baissé après un accord entre pechmergas et al-Shaabi. D'après plusieurs témoignages, pourtant, certains bâtiments administratifs contrôlés par un camp sont de fait inaccessibles aux membres des autres communautés... Puis le 23, des échanges de tirs à l'arme automatique et d'obus de mortier entre milices chiites et pechmergas ont fait au moins 12 morts. Les pechmergas attri-

buent les combats au lancer d'une grenade sur le QG d'un parti kurde, ayant fait plusieurs morts et blessés – alors que la milice chiite al-Shaabi raconte exactement l'inverse. Le 24, de nouveaux combats ont éclaté entre les mêmes protagonistes, des sources kurdes faisant en plus état de la présence de militants du Hezbollah libanais et de soldats iraniens aux côtés des milices chiites.

Afin de faire baisser la tension, le Dr. Nejmeddin Karim, gouverneur de la province de Kirkouk, et un commandant des al-Shaabi

ont donné une conférence de presse commune, durant laquelle ils ont insisté sur la nécessité de s'unir face à l'ennemi commun. Cependant, après l'annulation d'une réunion sur place suite à la mort accidentelle d'une dirigeante de l'UPK, et malgré la conclusion d'une trêve, les heurts ont continué. Le 27, trois officiers arabes sunnites de la police de Tuz Khurmatu ont été tués et deux autres blessés par des tirs de miliciens chiites sur leur voiture (d'autres sources irakiennes ont attribué la mort des policiers à un sniper des pechmergas). Finalement, le 28,

afin d'éviter de nouveaux combats, les deux camps ont décidé de retirer leurs combattants respectifs de la ville et de laisser la police locale en assurer le contrôle. Ces derniers événements de Tuz Khurmatu laissent présager un « après-Daech » difficile.

Le contact Erbil-Bagdad n'est pas rompu, puisque des délégations kurdes, soit du GRK, soit de différents partis politiques, continuent à se rendre régulièrement dans la capitale irakienne. Mais jusqu'à présent le blocage quant à la gestion des hydrocarbures demeure.

YEZIDIS :

3500 FEMMES ET ENFANTS TOUJOURS ENTRE LES MAINS DE DAECH

Le 1^{er} avril, les YPG (combattants kurdes de Syrie affiliés au PYD) ont libéré des mains de Daech 53 yézidis, 12 femmes et 41 enfants, qui ont pu regagner le Sindjar (en kurde Shingal). Selon la députée yézidie irakienne Vian Dakhil, l'organisation djihadiste détient encore 3500 femmes et enfants yézidis. Un certain nombre de captives yézidies utilisées comme esclaves sexuelles ont été transférées loin d'Irak, jusqu'au Pakistan ou en Afghanistan.

Le 21, le parlement britannique a reconnu à l'unanimité par 278 votes le génocide des Yézidis par l'organisation djihadiste Daech. Le gouvernement s'était abstenu de décrire comme un génocide la violence exercée par Daech contre les Yézidis, les chrétiens et les musulmans chiites au Moyen-Orient, déclarant que la question relevait de la Cour pénale internationale. Mais

la CPI ne peut pas porter un jugement sur la qualification des actes en question s'il ne lui est pas demandé de le faire. C'est pourquoi le vote du parlement est important. La motion parlementaire a également appelé le gouvernement britannique à demander immédiatement au Conseil de sécurité des Nations Unies de donner compétence à la CPI sur la question « afin que les auteurs puissent être traduits en justice ». Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry, la Chambre des représentants des États-Unis, le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont déjà tous déclaré considérer les actions du groupe djihadiste comme un génocide.

Le 29 à Bagdad, la députée yézidie irakienne Vian Dakhil a déclaré à une conférence de presse que le Parlement irakien venait de déclarer Sindjar comme ville en état de catastrophe.

« L'Etat islamique – a-t-elle ajouté – a détruit les lieux de culte yézidis et ceux de nos frères chiites aussi ». « 95% des maisons à Sindjar sont détruites, et les yézidis ont souffert de la captivité, des enlèvements, et on estime que 28 fosses communes y ont été découvertes, la plupart contenant des femmes et des enfants, qui ont été tués par balles et par derrière ». C'est au cours de cette conférence de presse que la députée yézidie a estimé à 3 500 le nombre de yézidis portés disparus, dont selon toute vraisemblance la majorité est encore captive des djihadistes.

En début de mois, le Ministre des affaires des martyrs et de l'Anfal du GRK avait estimé quant à lui que 25 fosses communes découvertes dans la région du Sindjar depuis sa libération de Daech contenaient un millier de yézidis assassinés par les djihadistes.



ROJAVA: LE FÉDÉRALISME DES KURDES FAIT DÉBAT, AFFRONTEMENTS AVEC LE RÉGIME À QAMISHLO

A lors que jusqu'à présent les combattants kurdes du PYD (Parti de l'unité démocratique) et les forces du régime de Bachar Al-Assad avaient pu en général éviter les affrontements directs, des heurts assez violents ont ce mois-ci éclaté à Qamishlo (nom arabe Qamishli), ville majoritairement kurde de la Djézireh, à l'est du pays, où le régime conserve le contrôle de certains quartiers et de l'aéroport. Ces affrontements se sont produits dans le contexte de la proclamation unilatérale le 17 mars dernier d'une « Région fédérale » dans le nord syrien par le Conseil démocratique syrien (CDS), expression politique des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance militaire essentiellement organisée autour du parti PYD et de ses combattants des YPG (hommes) et des YPJ (femmes).

Par ailleurs, alors que le régime a décidé le 22 février d'organiser en avril des élections législatives dans les territoires qu'il contrôle, les Kurdes du PYD ont annoncé le 3 avril qu'ils s'opposeraient à leur tenue dans leurs régions, argumentant que ses habitants avaient déjà voté pour établir l'administration actuellement en place, et que la nouvelle entité fédérale avait vocation à s'étendre à l'ensemble de la Syrie. Le 13, l'administration des trois cantons de Kobanê, Afrîn et Djézireh a annoncé qu'elle boycotterait la consultation, la qualifiant de « théâtre » : « [Nous] n'avons rien à faire avec les élections d'Assad et recherchons une nouvelle administration pour l'ensemble de la Syrie », a déclaré un ancien officiel kurde de Kobanê.

L'opposition syrienne comme le régime ont rejeté l'établissement

de cette administration fédérale : le 1^{er} du mois, Samir Alta, membre du Forum démocratique de Syrie, a déclaré que l'établissement d'un système fédéral dans le pays devrait faire l'objet d'un référendum national, et le 6, Haytham Manna, figure de longue date de l'opposition syrienne et jusqu'alors l'un des co-présidents du CDS a annoncé qu'il s'en était retiré le 19 mars en raison de son désaccord avec la proclamation du 17 mars.

Les autorités de la nouvelle Région fédérale ont mis en place une conscription obligatoire pour tous et ont commencé immédiatement à l'appliquer en recrutant et en entraînant leurs propre armée, les « Forces autonomes de protection » (FAP). Les recrues, qui comprennent des Kurdes, des Arabes et des Chrétiens, doivent suivre un entraînement de neuf mois organisé par les YPG. Le PYD avait établi une période de service militaire de six mois – parfois déjà contestée par des jeunes que l'armée syrienne cherchait parfois également à incorporer – qui se trouve donc allongée de 3 mois supplémentaires. Les nouvelles unités des FAP ont commencé à se déployer en arrière de la ligne de front avec Daech pour assurer la sécurisation et le contrôle des territoires pris aux djihadistes par les YPG et les FDS, qui demeurent en première ligne.

Les Kurdes ne sont pas seulement en butte aux attaques de Daech. Le 12, une commandante des YPJ d'Afrin, le « canton » le plus à l'ouest du Rojava (Kurdistan de Syrie) a expliqué que les Kurdes y étaient attaqués sur quatre fronts différents : le groupe Al-Nosra, Jaysh al-Islam, Ahrar al-Sham, d'autres groupes armés... sans compter l'hostilité incessante de la Turquie.

Les FDS continuent de se trouver au cœur du dispositif local de l'alliance internationale contre Daech. Le 1^{er} avril, Salih Muslim, co-président du PYD, a annoncé que les FDS se préparaient à présent à reprendre Raqqa, ajoutant que les YPG auraient besoin de jusqu'à 50 000 résidents arabes de la région de Raqqa pour reprendre la ville. Les combattants des FDS tentent en parallèle de prendre le contrôle du corridor de 70 km reliant Raqqa à la Turquie afin de couper les djihadistes de la frontière. Le 15, le Président Obama a confirmé l'envoi au Rojava de 250 militaires supplémentaires, incluant des Forces spéciales. 50 soldats américains sont déjà déployés sur place depuis novembre 2015. Le 28, 150 militaires américains sont effectivement arrivés à Rumeilan, ce qui a porté le nombre de militaires américains au Rojava à 300. Ce choix d'alliance des États-Unis cause des tensions de plus en plus vives entre ce pays et la Turquie, dans un contexte où le Département d'État exprime de plus en plus clairement ses inquiétudes par rapport à la situation des droits de l'homme en Turquie et à la dérive autoritaire du président Erdoğan.

Le 20, l'opposition syrienne a annoncé qu'elle quittait Genève après que des frappes aériennes sur des marchés aient tué 47 personnes dans la province d'Idlib, dans le Nord-Est du pays. Les délégués de l'opposition avaient déjà la veille suspendu leur participation aux discussions, mais n'avaient pas encore décidé s'ils quittaient ou non la ville.

C'est également le 20 que des affrontements sévères ont débuté dans la ville de Qamishlo, dans le

canton le plus oriental du Rojava, celui de la Djézireh, où le régime contrôle certains quartiers de la ville ainsi que son aéroport, et une partie de la ville de Hassaké, plus au sud. Les combats ont opposé l'armée syrienne et des milices pro-régime aux forces de sécurité kurdes (Asayish) bientôt rejointes par les YPG. Il semble que les heurts aient fait suite à un différend le 19 à un point de contrôle, lors duquel des paramilitaires pro-régime ont arrêté deux membres des YPG avant de les

transférer à Damas. Les affrontements, qui se sont poursuivis le 21, ont fait 30 morts chez les forces du régime, dont 50 membres se sont par ailleurs rendus aux Kurdes. Les tirs ont continué le 22, les forces pro-régime ayant notamment depuis les quartiers qu'ils contrôlent bombardé le reste de la ville à l'artillerie, tuant 5 civils et en blessant 22.

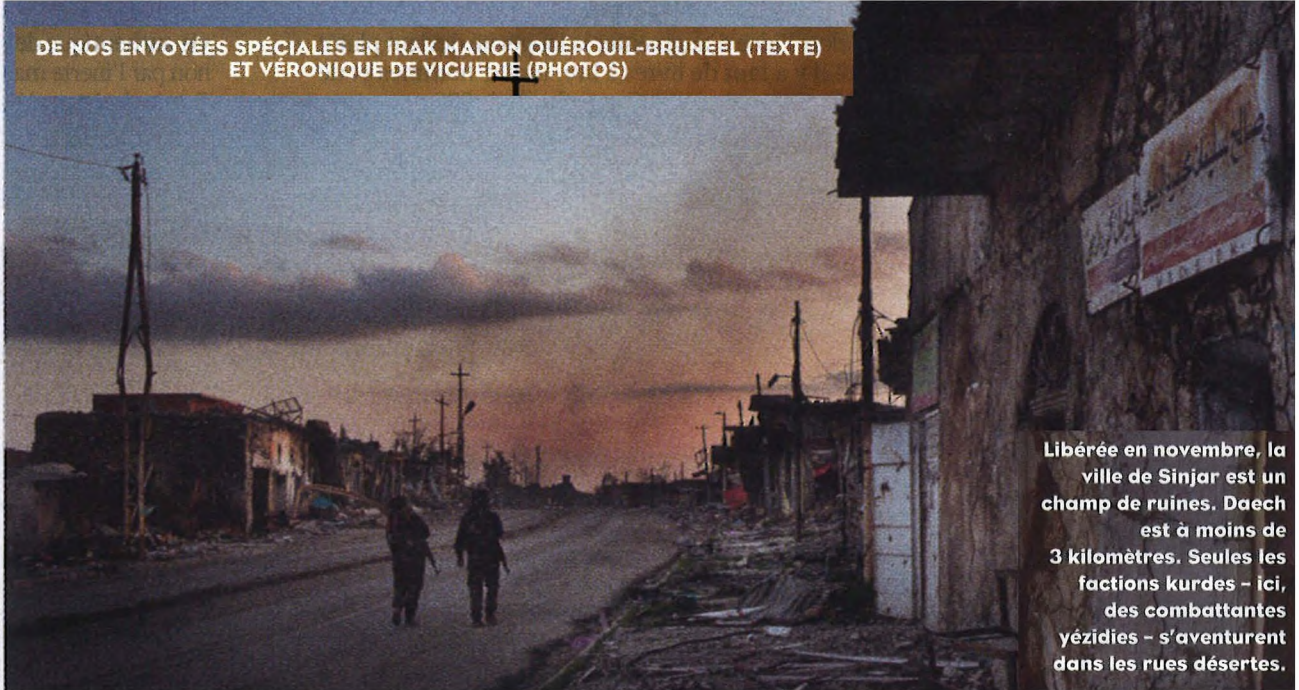
Le 23, une rencontre entre Kurdes et officiels de Damas arrivés par avion s'est tenue à l'aéroport. Elle

a permis de conclure une trêve d'une durée indéfinie. D'après une déclaration des Asayish kurdes, 17 civils, 10 combattants kurdes et 31 membres des forces du régime ont été tués durant ces trois jours de combats successifs.

Cependant, il semble que Daech ait tiré de ces événements l'opportunité de rappeler son existence aux forces tenant la ville : le 30, un attentat suicide à Qamishlo a fait cinq victimes parmi les Asayish kurdes.

LE LONG CALVAIRE DES YÉZIDIÉS

DE NOS ENVOYÉES SPÉCIALES EN IRAK MANON QUÉROUIL-BRUNEEL (TEXTE)
ET VÉRONIQUE DE VICUERIE (PHOTOS)



Libérée en novembre, la ville de Sinjar est un champ de ruines. Daech est à moins de 3 kilomètres. Seules les factions kurdes - ici, des combattantes yézidiées - s'aventurent dans les rues désertes.

Depuis le massacre des leurs, la résistance yézidie s'organise : 600 femmes ont pris les armes et combattent en première ligne. Une véritable révolution.



Au prix de tractations secrètes, près de 900 esclaves sexuelles appartenant à cette minorité religieuse ont été arrachées aux griffes de Daech. Mais des milliers de Yézidis restent plongés dans l'enfer djihadiste. Dans les montagnes du Sinjar en Irak, des centaines de femmes ont pris les armes, déterminées à libérer et venger leur peuple martyr.



Dans cette unité de femmes à la frontière syrienne, les nouvelles recrues sont formées par leurs sœurs du PKK. Au menu, libération de la femme et guérilla marxiste.



LE PEUPLE YÉZIDI TRAVERSE LA PIRE ÉPREUVE DE SON HISTOIRE



OBLIGÉES D'APPRENDRE À TUER POUR NE PAS MOURIR



Les Unités des femmes du Sinjar rassemblent des combattantes venues de toutes les régions du Kurdistan. Pour les djihadistes, être tués par ces femmes en treillis les priverait du paradis.



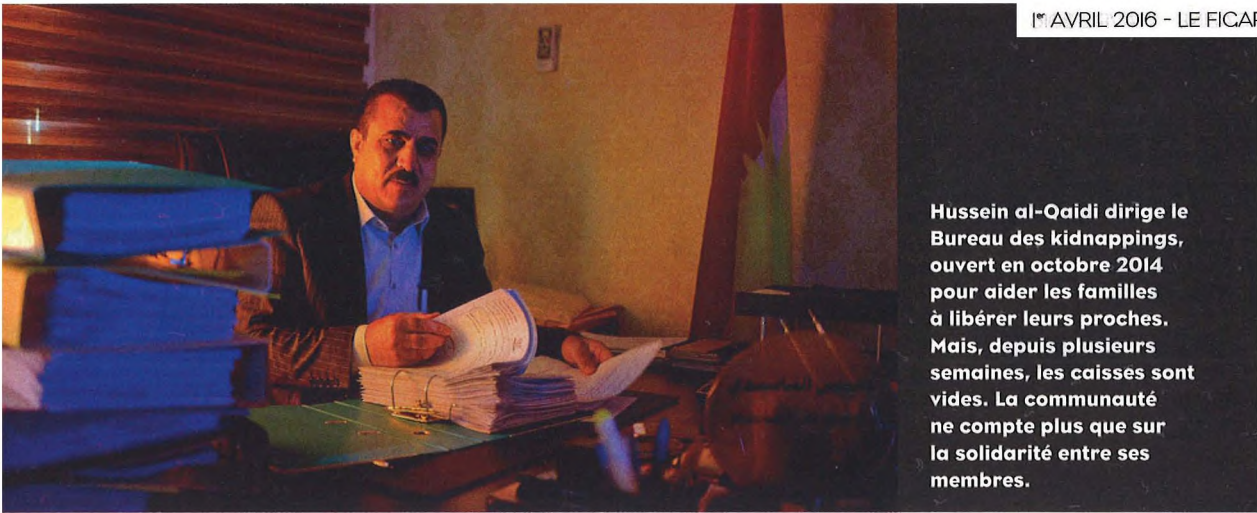
C'est l'histoire d'une femme qui sait à peine écrire, mais qui s'est débattue avec les mots et sa mémoire douloureuse pour témoigner.

Pour que le monde et ses six enfants, quand ils seront grands, découvrent son calvaire sans fard. Enfoui dans les plis de sa longue jupe tachée, Sévé (prénom modifié) déterre un an en enfer, soigneusement consigné sur du papier d'écolier. Tout est là : l'invasion de son village, dans la région de Sinjar, par les hommes de l'Etat islamique le 3 août 2014, ce « jour sombre où l'humanité est morte », écrit-elle, la fuite éperdue dans les montagnes écrasées de chaleur, « le ciel qui tremblait sous l'effet de la soif » et « les bébés qui hurlaient de faim du soir au matin ». Puis les mois de séquestration dans une prison près de Mossoul, parquée avec des centaines d'autres femmes yézidiennes. « Ils nous urinaient dessus, nous violaient trois fois par jour. Même lors des bombardements aériens, ils nous traînaient dans des tunnels pour nous violer. Ils n'arrêtaient jamais. Pour leur échapper, on s'enduisait le visage de charbon, on se roulait dans la poussière. C'était comme mourir à chaque minute. »

Sévé retrousse ses manches et montre ses avant-bras tatoués à l'aiguille et au charbon : entre deux viols, elle a gravé dans sa chair les noms de son père et de son mari, pour que son corps leur soit rendu si elle ne survivait pas. Un jour de juillet 2015, suite à de longues tractations avec ses ravisseurs, elle a été libérée avec ses six enfants contre 15 000 dollars. Installée dans un camp de déplacés au Kurdistan irakien, Sévé, 32 ans, se bat depuis avec ses fêlures, ses cauchemars, et un ulcère à l'estomac. Morte à l'intérieur, percluse de plaies ouvertes à jamais. Tortures, séances de viols collectifs, avortements sauvages, gamines de 8 ans victimes d'hémorragie suite à de multiples sévices sexuels... A mesure que l'Etat islamique perd du terrain en Irak et en Syrie, les témoignages des rescapées se multiplient, et l'horreur affleure. Selon les associations locales, plus de 5 000 femmes ont été enlevées lors de l'attaque de Sinjar, au nord-ouest de l'Irak, pour servir de *sabayas*, selon l'expression islamique consacrée : des « femmes butin » dépouillées de leur humanité, réduites à l'état d'esclave sexuelle

au profit des combattants ou des sympathisants de l'Etat islamique. « Nous les pensions perdues à jamais, mais, quelques jours après leur enlèvement, certaines ont réussi à s'échapper. C'est là que nous avons compris qu'il y avait peut-être un moyen de les sauver », explique Khalil Hadji, un avocat yézidi qui a délaissé les prétoires de Dahuk, au Kurdistan irakien, pour se consacrer à ces opérations d'exfiltration à haut risque. Au lendemain de l'attaque, il monte une équipe constituée de deux policiers, d'un médecin, d'un chef de tribu du Sinjar et de son épouse, une ancienne députée au Parlement irakien. Le groupe s'appuie sur ses contacts avec les populations arabes dans les villages tombés sous le joug de l'Etat islamiste pour négocier patiemment, une à une, la libération des captives : 110 en un an et demi !

Minutieusement orchestrés, ces rachats exigent des semaines, voire des mois de préparation. Le prix exigé varie en fonction de la valeur de cette marchandise humaine - « jusqu'à 20 000 dollars pour une jolie fillette de 9 ans » -, du lieu de détention et du nombre d'intermédiaires impliqués dans l'opération. « Les cas en Syrie nécessitent, par exemple, une plus lourde logistique que pour ceux dans la région de Mossoul, plus facile d'accès », confie l'avocat. Comme lui, ils sont une dizaine de facilitateurs, souvent issus des classes aisées de la communauté yézidienne, à œuvrer dans l'ombre pour tenter d'arracher les leurs à l'enfer djihadiste. Même si certains préfèrent la lumière aux tractations secrètes... Belle voiture, beau costard, Abu Shuja a longtemps fait de fructueux négoce avec les populations arabes des environs de Mossoul. Depuis un an et demi, « de jour comme de nuit », il met son réseau au service des familles des victimes. Le bon samaritain, qui avance comme un record personnel le chiffre de 420 libérations, affirme avoir orchestré l'exfiltration, le 23 février dernier, d'une Suédoise de 16 ans ayant rejoint les rangs de Daech. Mais déplore que le mérite en ait été attribué aux seuls peshmergas. Sur le ton de la confiance, aussitôt démenti par un sourire gourmand, Abu Shuja laisse entendre qu'il travaille d'arrache-pied au cas d'une jeune Française mariée à un djihadiste, dont il exhibe les grands yeux turquoise sur son téléphone portable. « Nous aidons gracieusement les Européens à retrouver leurs enfants perdus ; nous apprécierions en retour un peu d'aide pour racheter nos femmes », tacle l'homme d'affaires. ◀



Hussein al-Qaidi dirige le Bureau des kidnappings, ouvert en octobre 2014 pour aider les familles à libérer leurs proches. Mais, depuis plusieurs semaines, les caisses sont vides. La communauté ne compte plus que sur la solidarité entre ses membres.

DAECH VOULAIT LES ÉRADIQUER, MAIS

→ Depuis le début de cette délicate entreprise de rachat, les prix exigés pour chaque vie n'ont cessé d'augmenter. Car, avec la médiatisation des sauvetages et les exécutions publiques de plusieurs intermédiaires accusés de trahison par Daech, ces derniers n'hésitent pas à faire monter les enchères. Ouvert par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en octobre 2014 pour soutenir financièrement les familles des victimes, le Bureau des kidnappings est au bord de la faillite. Depuis plusieurs mois, les familles doivent s'endetter pour avancer l'argent nécessaire aux libérations. Son directeur, Hussein al-Qaidi, petite moustache baasiste, reconnaît bien « quelques problèmes financiers », mais rejette la responsabilité sur le gouvernement irakien. Après tout, la région de Sinjar, dans la province de Ninive, dépend du gouvernement central irakien, et non du GRK... M. al-Qaidi répugne à parler gros sous, mais il désigne le mur de classeurs qui s'élève sur son bureau, où sont consignés les noms des 3 878 Yézidis - hommes, femmes, enfants - encore en captivité : « Même un million de dollars ne suffirait pas à tous les sauver. »

Le peuple yézidi traverse l'une des pires épreuves de son histoire, qui n'en a pourtant pas manqué. Depuis toujours, l'accusation est la même : les membres de cette minorité, estimés à 500 000 en Irak, seraient des adorateurs du diable en raison du culte voué à un ange déchu. Au fil des siècles, les Yézidis ont été persécutés par l'Empire ottoman puis, comme les autres tribus kurdes, par le régime de Saddam Hussein. Aujourd'hui, ce sont les djihadistes qui les exterminent, au nom de leur sanglante entreprise de purification religieuse. Dans son calvaire, ce petit peuple se sent abandonné de tous. Leur chef religieux, le Baba Sheikh, reçoit dans son bureau de Shekhan, à une cinquantaine de kilomètres de Dahuk. Une salle tout en longueur, tapissée de canapés verts et de photos de lui serrant la main du pape, de l'ancien président irakien Jalal Talebani ou du Kurde Massoud Barzani. Le vénérable les regarde, l'air de se demander où sont désormais passés tous ces « amis ». Dehors, l'appel du muezzin déchire le silence de la fin d'après-midi. « Nous avons offert une parcelle à nos voisins musulmans pour qu'ils construisent une mosquée. C'est vous dire si nous sommes des gens pacifistes. »

Baba Sheikh tire sur sa longue barbe blanche, comme s'il avait encore du mal à réaliser le cataclysme qui a frappé les siens. La gorge nouée, il parle de ces jeunes rescapées venues demander sa bénédiction après avoir été souillées par les djihadistes.

« Certaines voulaient se suicider, elles ne pouvaient plus ni parler ni manger ». Nouda, 19 ans, vendue à un émir de Mossoul, est l'une des premières à avoir osé pousser sa porte. « Elle m'a dit : "Si je dois être tuée pour racheter l'honneur de ma famille, finissons-en maintenant !" Quand j'ai vu cette petite toute tremblante, j'ai compris qu'il fallait les aider à retrouver leur place parmi nous ». En septembre 2014, le religieux émet une déclaration officielle dans laquelle il rappelle le statut de victime de ces survivantes, et interdit à quiconque de leur faire du mal. Pour effacer leur conversion forcée à l'islam, il organise également une cérémonie collective de baptêmes au temple sacré de Lalesh. C'est dans la quiétude des vieilles pierres de ce sanctuaire des Yézidis, perdu dans les vallées verdoyantes du nord de l'Irak, que les rescapées viennent se purifier. En ce vendredi, les fidèles sont nombreux à se presser autour de la tombe de Sheikh Adi, réformateur de la religion yézidie, et à s'asperger de l'eau bénite venue de la vallée de Lalesh. Dans la pénombre du temple, Jamila, visage concentré, lance un foulard coloré. Selon la croyance, si le tissu reste accroché à la paroi rocheuse, son vœu sera exaucé. A chaque pèlerinage, la jeune fille formule le même. Jamila avait à peine 12 ans quand elle a été kidnappée par les hommes de Daech avec toute sa famille, dont elle est sans nouvelle depuis. Elle raconte d'une voix douce le tri opéré entre les hommes et les femmes, puis son voyage en bétailière en compagnie de 400 femmes jusque dans une « grande maison à trois étages » de Mossoul, où des hommes viennent faire leur marché. « Ils nous demandaient nos âges, si nous étions mariées ou vierges, et la date de nos dernières règles. » Jamila est vendue à un combattant de deux fois son âge, qui la viole sans répit. Elle parvient à s'échapper un soir, mettant fin à quatre mois de calvaire. Mais aujourd'hui, chaque nuit, son agresseur revient la hanter. Dans ses cauchemars, son visage se confond avec celui de son ancien maître d'école, reconnu parmi la foule venue se fournir en esclaves. L'homme qui lui a appris à lire et à écrire, qu'elle a côtoyé sans crainte pendant des années. « Comment nos voisins musulmans ont-ils pu nous trahir du jour au lendemain ? »

Cette question hante les Yézidis. Dans les premiers jours de l'offensive, alors que la nouvelle de l'arrivée des djihadistes enflait, beaucoup ont fait le choix de rester, persuadés d'être protégés par la coutume du *krive*. Ce système de parrainage intertribal scellé avec le sang des enfants circoncis, censé prévenir les conflits dans une région ethniquement mixte, a fait



LES YÉZIDIS REFUSENT DE CAPITULER

long feu. Plus de trois mois après la reprise de Sinjar par les factions kurdes, les habitants revenus se comptent sur les doigts d'une main. Maisons éventrées, fenêtres brisées, jouets abandonnés dans la cour... La ville est un immense champ de ruines sur lequel flotte un sentiment de désolation. La menace reste proche, des mortiers viennent régulièrement s'écraser au milieu des décombres. Mais, surtout, la confiance s'est évanouie. Envers les populations arabes voisines, accusées d'avoir participé au massacre, mais également envers les peshmergas kurdes, qui se sont enfuis lors de l'offensive islamiste. Seules les milices du PKK et du YPG, son frère syrien, échappent à ce climat de défiance. Ce sont eux qui, en août 2014, ont ouvert un corridor d'évacuation, sauvant 120 000 Yézidis piégés dans les contreforts du Sinjar. Au lendemain du massacre, ce sont vers eux que la population traumatisée s'est donc tournée pour créer sa propre armée, les Unités de résistance de Sinjar (YBS). Depuis le 12 janvier, ces milices comptent également une faction féminine, les Unités des femmes de Sinjar (YFS), qui rassemble environ 600 femmes. Des Yézidies, mais également des chrétiennes et des musulmanes venues de tout le Kurdistan pour soutenir leurs sœurs en lutte contre l'Etat islamique. « *Ce qui nous réunit, au-delà des ethnies et des religions, c'est la philosophie de notre leader Ocalan, fondée sur la liberté de la femme, quelle qu'elle soit* », annonce Bérigan, une Arabe de Damas de 19 ans.

Le slogan historique du PKK, « Femmes ! Vie ! Liberté ! », est venu bousculer la culture et les traditions yézidies, profondément patriarcales. « *Chez nous, les filles sont mariées très jeunes et ne vont pas à l'école. Même sortir de chez soi sans la permission de son père, c'est compliqué. Alors, faire la guerre...* » Norouz se souvient du choc provoqué par la vision de ces femmes en uniforme venues de Syrie, de Turquie et d'Iran, qui se battaient aux côtés des hommes pour repousser les assauts des djihadistes. Il y a trois mois, elle s'est enfuie de chez elle pour les rejoindre. Au sein des Unités des femmes de Sinjar, la jeune femme de 21 ans reçoit une instruction militaire, mais également des cours d'alphabétisation et d'idéologie marxiste. En prenant les armes, c'est tout un nouveau monde qui s'est ouvert à elle. Basée sur un poste de combat avancé, à cheval entre les deux chaînes de montagnes qui relient l'Irak à la Syrie, Norouz poursuit deux rêves : libérer les milliers de femmes prisonnières de Daech, mais également participer à la construction

d'une nouvelle société sur le modèle socialiste du Rojava, le Kurdistan syrien.

« *Tout le monde pensait qu'après le massacre de 2014, le peuple yézidi serait éradiqué. C'est le contraire qui s'est passé : nous assistons à une véritable renaissance* », s'enthousiasme la charismatique Raparin, dépêchée du Rojava pour former les nouvelles recrues yézidies. Trente-huit ans, dont quinze passés dans la guérilla, la commandante au visage d'Apache confie des débuts un peu difficiles : « *Ici, c'est très différent des autres parties du Kurdistan. Le rôle des femmes a longtemps été nié. Nous devons nous battre à la fois contre Daech et contre les mentalités réactionnaires.* » Inlassablement, entre deux offensives, les camarades font du porte-à-porte pour arracher de nouvelles recrues à leurs familles réticentes. Si le nombre d'adhésions est encore décevant - les Yézidies représentent à peine la moitié des effectifs des Unités des femmes de Sinjar - la commandante assure que les consciences s'éveillent rapidement. « *Comment rester assise dans sa cuisine face aux souffrances de nos sœurs ?* », s'anime Sama, une combattante dont les joues rondes trahissent le jeune âge. Elle a été témoin en première ligne de l'horreur, quand les hommes de l'EI sont entrés dans Sinjar : « *Deux de mes amies se sont jetées de la montagne pour ne pas tomber entre leurs mains. J'ai vu des femmes abandonner leurs nouveau-nés pour se sauver plus vite. J'ai vu la peur crue, animale.* » La vengeance est un puissant moteur chez ces jeunes guerrières, le seul qui pousse Dersem, 21 ans, à combattre - elle qui détestait les armes confie aujourd'hui tirer sans état d'âme. Dans la foulée de la catastrophe, ses quatre sœurs se sont également engagées. « *Mon père dit qu'il a offert ses filles à la révolution* », sourit la jeune femme, ravie d'échapper à un destin tout tracé. Et si, des décombres de Sinjar, une nouvelle société était en train d'émerger ? Dans une académie militaire de Khana Sor, près de la frontière syrienne, on prépare activement l'avenir. Quatre fillettes âgées de 11 à 13 ans, portant treillis et cartable Barbie, étudient studieusement l'histoire du camarade Ocalan, entre deux cours de kurde et de mathématiques. « *On les forme à devenir de bons soldats* », explique l'instructrice, qui porte l'uniforme du PKK. Ses élèves ont toutes le mot « guérilla » à la bouche. Adéssa, la plus jeune, chuchote qu'elle veut rejoindre les Unités des femmes de Sinjar dès sa majorité, pour protéger son peuple. Apprendre à tuer, pour ne pas mourir : c'est aujourd'hui le seul choix qui s'offre aux femmes yézidies.

■ MANON QUÉROUIL-BRUNEEL

REUTERS

Geologist tipped as Iraq's oil minister may facilitate deal with Kurds

April 1, 2016 By Isabel Coles and Saif Hameed REUTERS

ERBIL, Iraq | The man nominated to be Iraq's new oil minister is a Kurdish petroleum geologist who could end a bitter dispute with the northern self-rule region and free up more oil exports through a pipeline to Turkey.

Nizar Saleem Numan, named as oil minister in Prime Minister Haider al-Abadi's new lineup of ministers, told Reuters in an interview he was "hopeful the differences could be resolved" between Baghdad and the Kurdish Regional Government (KRG).

Should Numan's appointment be approved by parliament, "he will certainly serve to facilitate a deal with Kurds and the central government," said political analyst Hisham al-Hashimi. "He is also a very experienced person in the oil industry and known for his integrity."

Numan, 65, is the dean of the college of planning at the University of Duhok in the Kurdish region and spent three decades at the University of Mosul, the largest city in northern Iraq, now under control of Islamic State militants.

He told Reuters that he had also worked as a consultant for oil companies

in both the northern Kurdish region and the rest of Iraq.

The dispute with the Kurds involves an agreement for the KRG to transfer to Iraq's central state oil marketing company 550,000 barrels a day of crude produced in the Kurdish region, in return for a 17 percent share in the federal budget.

The Kurds, seeking more autonomy from Baghdad to export their own oil, halted all oil transfers to the Iraqi government in September 2015, instead shipping crude independently. They stopped receiving government funding, according to the outgoing oil minister Adel Abdul Mahdi.

Mahdi said in March the central government would not resume pumping crude through a Kurdish pipeline to Turkey unless it reached a financial agreement with the KRG.

Baghdad's state-run North Oil Company previously fed 150,000 barrels a day into the pipeline, which carries crude from the Kirkuk fields and other reservoirs managed by the Kurdish authorities to the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean Sea.

The situation has been further complicated by the presence of Islamic State militants in northern Iraq who have allowed the Kurds to expand their control over the oil producing region of Kirkuk. ●



2 APRIL 2016

Six Turkish Military Men Killed By Remote Bomb on Syrian Border



02 April 2016 / sputniknews.com

Five Turkish soldiers and a member of a special operations team died in a bomb blast on Saturday during a security operation in the southern Turkish city of Nusaybin, local media reported.

ANKARA (Sputnik) – The military operation was conducted in the Kurdish-dominated city on the Syrian border as part of Ankara's

ongoing effort to defeat the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), outlawed in Turkey.

A military source told the Turkish Dogan news agency that Kurdish insurgents had detonated the bomb remotely when security forces entered a home in Nusaybin.

Some 350 service members have died in clashes with PKK since a ceasefire between

Kurdish rebels and Ankara broke down in July 2015, prompting Turkish authorities to launch raids in the Kurdish-majority southeastern provinces.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that more than 5,000 rebels had been killed over the same period of time, although pro-Kurdish lawmakers say the campaign took a heavy toll on the civilian population. ●



APRIL 5, 2016

Kurdistan to export oil through Iran

rudaw.net - 5/4/2016

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government (KRG) will start exporting oil through Iran as part of an agreement due to be signed in a

months time, a Kurdish official told Rudaw on Tuesday.

"A delegation from the KRG Ministry of Natural Resources met with Iran's Ministry of Oil for talks on exporting Kurdistan's oil through Iran," said Abdullah Akreyi, head of

Iran-KRG relations in Kurdistan's Department of Foreign Affairs.

"There is a month left for final agreement between the two sides," Akreyi added. "Talks about exporting Kurdistan's oil through Tabriz and Kermanshah provinces are progressing and in the final stage with only one month left for both sides to sign the agreement."

Akreyi expects that the anticipated meeting will be held in the Kurdistan Region's capital Erbil.

In late March representatives of the Kurdistan Region in Tehran said talks about exporting the Kurdistan

Region's oil through Iran will be resumed with the Islamic Republic of Iran after the Newroz holidays.

Nazim Dabagh, the representative of the KRGs office in Tehran, said that talks with Tehran have yet to reach a consensus.

After sanctions against Iran were lifted the Kurdistan Region began to think about the prospect of exporting oil through Iran.

Dabagh says the oil pipeline will be placed in Iran for exporting oil without revealing further details on the number of barrels that will be exported per day. ■

Syrian Kurds proceed with federal structures despite Turkish threats

Erdogan not backing down on US support for Syrian Kurds



Week in Review
April 3, 2016
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan slammed the Obama administration's support for Syrian Kurdish rebels battling the Islamic State during a visit to Washington last week.

Erdogan met with US President Barack Obama on the margins of the Nuclear Security Summit on March 31, after having been previously rebuffed in his request for a private meeting. US Vice President Joe Biden, in a separate meeting with Erdogan, "reiterated that the United States considers the PKK [Turkey's Kurdistan Workers Party] a designated foreign terrorist organization, and the two leaders pledged to deepen cooperation in the fight against all forms of terrorism, including the PKK."

The Turkish president made his case against the Obama administration's Syria policies at other forums around the US capital, including a dinner hosted by the Turkey-US Business Council for think tankers and former US officials, as well as at events at the Brookings Institution, the Atlantic Council and in a meeting with American Jewish leaders.

Washington got a taste of the Erdogan experience when the Turkish president's massive security entourage "pushed, threatened, and kicked both Turkish and Western journalists and protesters" prior to his speech at Brookings. As reported by Foreign Policy, "Brookings President Strobe Talbott told a Turkish official that the organization was prepared to call off the visit even though Erdogan's motorcade was already en route to the event." The Turkish official intervened to de-escalate the confrontation outside Brookings to allow the speech to proceed.

Obama later said, "I think the approach that they [the Turkish government] have taken towards the press is one that could take Turkey down a path that is very troubling."

The spectacle on Massachusetts Avenue brought home to Washington policy elites the Turkish president's anti-democratic and increasingly personalized approach to politics, which will be familiar to readers of Al-Monitor's Turkey Pulse.

Metin Gurcan reports this week on a speech by Erdogan at the War Colleges Command, the most prominent educational institution of the Turkish Armed Forces (TSK). "What raised eyebrows among the listeners," Gurcan writes, "was Erdogan's deviation from the established practice of treating the 'commander in chief' designation as symbolic, in practice allowing the prime minister and the general staff chief to handle security issues. For the first time, Erdogan used the term 'executive commander in chief' — in other words, a functioning commander in chief. Last year, Erdogan's darts were aimed at the Gulenist movement. This year, the prime target was the West. He spoke of the hypocrisy of Western countries in combating terror. 'No matter what we said, how much we warned, they didn't listen. At the end, snakes started to bite them and the mines began to go off under their feet. Now you can see how those who chatter about democracy freedoms, rights and laws forget all about them when they get into trouble,' he said."

Semih Idiz writes that Erdogan unleashed on foreign diplomats covering the trial of two Cumhuriyet reporters by saying, "This is not your country. This is Turkey. You can only act within the consulate building or its borders; the rest is subject to permission."

Idiz adds, "Erdogan was not happy to see US Vice President Joe Biden meet [Cumhuriyet editor Can] Dundar's family during his visit to Turkey in January, especially after Biden reportedly told Dundar's son that he had 'a very brave father he must be proud of.' Washington continues to stress that this case and other developments that undermine democracy in Turkey concern it deeply. The EU is being criticized for appearing lenient toward Turkey because it needs to cooperate with Ankara over the flood of refugees from Syria and other Middle Eastern countries. However, none of this has prevented EU diplomats from actively following certain cases in Turkey. The German ambassador and the consuls general of key



US Vice President Joe Biden (L) and Turkish President Recep Tayyip Erdogan meet in Washington, March 31, 2016. (photo by REUTERS/Joshua Roberts)

EU countries as well as Australia, the United States and Canada were present at last week's hearing in Istanbul over the case against Dundar and [Cumhuriyet journalist Erdem] Gul."

SYRIAN KURDS ESTABLISH GOVERNANCE STRUCTURES

Fehim Tastekin this week examines the declaration of "the Federal Democratic System of Rojava and Northern Syria, [which] would have a population of about 4 million and would incorporate Rojava's three cantons — Jazeera, Kobani and Afrin — as well as Tell Abyad and areas in northern Aleppo province that have been recaptured by Kurdish forces."

Tastekin explains, "This structure is being worked out by the Kurdish political movement despite Turkey's threats. The Kurds are leading the creation of popular assemblies in places where Kurds are in the majority and the creation of constituent assemblies (councils of elders) elsewhere. For example, the first congress of the Sheba region convened Jan. 28 and declared that it only recognizes the Syrian Democratic Forces (SDF) set up by the People's Protection Units (YPG), Arab and Turkmen groups, and the Democratic Syrian Assembly that was formed to send a delegation to the Geneva peace talks. Also, after ridding Tell Abyad of IS, the Kurds established a 113-member assembly and an executive council made up of seven Arabs, four Kurds, two Turkmens and one Armenian. ... Despite its enmity toward the PYD, the Kurdish National Council, supported by Iraqi Kurdistan President Massoud Barzani, is pro-federalism for a model."

Tastekin adds, "Kurds under PYD leadership are confident of their future in Kurdish-majority areas. The Kurds have long debated the concept of democratic autonomy formulated by Kurdistan Workers Party leader Abdullah Ocalan. But this is not a subject familiar to Syria's tribal Arabs. Kurdish sources say they have switched to federalism because many people could not understand what democratic autonomy and a cantonal system entail. The Kurds are an organized community that can handle the democratic autonomy institutions. They have acquired significant local governance experience over the past five years, starting with grass-roots committees in neighborhoods and villages. Women play a major role in Kurdish self-rule. Kurdish cantons have promoted a 40% quota for women's participation in public affairs. Can this be done in regions where women are denied public roles?...The Kurds are not insisting on including locations that the YPG won't be able to control in the federation. That is why, if liberated from IS, Raqqa could form a separate federal entity. The same goes for El Bab, Menbic and Azaz, where Kurds are in the minority and YPG control is out of the question. They are aware that any attempt by the YPG to impose its rule over heavily Arab- and Turkmen-populated areas would be suicidal. There are already worrying signs of collective Arab tribal resistance to the Kurdish federal move. In those areas, the SDF made up of Arabs, Kurds and Turkmens promotes itself as the core of the future Syrian army and tries to prove that it is in charge. In short, the freshly introduced federal system will go through a series of serious tests because of international considerations, the attitude of the Syrian regime and the ethnic-sectarian fault lines of the region." ♦

Why Erdogan can't end PKK war

Turkish President Recep Tayyip Erdogan's personal agenda precludes a negotiated settlement with the Kurds, and a military solution remains just as out of reach.



Kadri Gursel
April 5, 2016
TranslatorTimur Göksele
/www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan's months-long war against the Kurdistan Workers Party (PKK) has become unbearably destructive and deadly, and the violence is threatening to spill over into western Turkey. The general picture emerging is that the PKK cannot be eliminated militarily and no negotiated settlement with the organization is foreseeable.

In this context of impasse, Turkey is trying to manage a crisis that becomes deeper and harder to control. The growing casualty toll among security forces is but one dimension of the crisis. During the last week of March, 21 soldiers and police were killed in the urban warfare raging in the southeast. Most of them were killed by PKK-made roadside bombs, in booby-trapped buildings, by vehicle-borne bomb attacks and by sniper fire. According to official figures, fatalities among security forces since July have exceeded 420.

The situation is obviously extremely disturbing for Erdogan, who is seen as the proprietor of this war. He took on the PKK militarily and used the campaign to his political advantage. He persuaded voters that he and his Justice and Development Party (AKP) were the only ones who could cope with the PKK terror threat, which the public suddenly perceived as its No. 1 problem as the Nov. 1 elections approached.

But now, Erdogan finds he cannot deliver his promised solution. The terror threat shows no sign of easing and the number of combat deaths increases daily. Erdogan is trying to persuade the public to accept the security forces' fatalities by constantly invoking the significance of "martyrdom" in Islam. He never misses an opportunity to emphasize how the PKK is suffering disproportionate casualties.

Speaking March 18 in Ankara, he said Turkey had suffered more than 300 casualties since the war began. He added, "But do you know what we have gained? We have demonstrated once again to friend and foe that this is our land. This is a magnificent gain that can be compared only with the Battle of Gallipoli." He said in a March 25 speech, "The number of our martyrs has passed 300. But the number the terrorists have lost is at least 10 times as much."

Erdogan has turned his accolades of martyrdom into his standard rhetoric in the war against the PKK. While talking of the Turkish republic, whose borders are defined by treaties, he is taking a risk when he says, "For a land to be a country, it needs the blood of martyrs." Is he unaware that the Kurdish separatists, who have lost many more people, could adopt the same narrative?

This is Erdogan's style. When he undertakes a tough challenge, he always says, "We will go to the end." Is it possible for the Turkish forces to "go the end" of the war by totally eliminating the PKK? Is it possible, given the realities of the Middle East, to find a military solution to Turkey's Kurdish problem, similar to Chechnya and Sri Lanka? Given the balance of power that heavily favors Ankara, it is possible — but only theoretically.

If Turkey tries to see this military battle through to the bitter end, we can visualize the result. Take the destruction and death of the past eight months and multiply it by as much as 10. Terrorism would increase in major western Turkish cities. It is not far-fetched to predict tens of thousands of fatalities, and the destruction of even more Kurdish-populated towns. The number of displaced Kurds could exceed a million people. Another wave of migrants would flood Europe via Turkey, and Turkey's economy would suffer severely.

Such a war could, of course, spill over to Syria and Iraq, and Turkey could find itself confronting major powers. The PKK has sizable popular support bases in all countries where Kurds live. It is well-organized, has developed alliances with major powers and has no shortage of manpower. As such, it is able to absorb severe blows.



A woman with children talks to soldiers in Baglar district, which is partially under curfew, in the Kurdish-dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey, March 17, 2016. (photo by REUTERS/Sertac Kayar)

Could "going to the end" in the Kurdish war mean the end of Erdogan's regime, or even the end of Turkey? A military solution is practically impossible.

Then, what about a political solution? Never mind a political settlement — is it possible even to agree to a cease-fire with the PKK? In the current circumstances, that goal, too, is out of reach. One can achieve a cease-fire only through negotiations. But as long as Erdogan's main political ambition is his executive presidency, it seems impossible to conduct overt or covert negotiations with the PKK.

In 2016, Erdogan will submit to the parliament a draft constitution that calls for an authoritarian presidency. If the draft goes through parliament, we will have a constitutional referendum. If not, Erdogan's game plan calls once again for early elections. While passing through these phases, Erdogan cannot reach an accord with the PKK without risking the nationalist votes he badly needs. He would also jeopardize his plan to keep the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party below the 10% vote threshold in an early election.

Because of all this, one must accept the reality that Turkey will continue to live in a civil war environment of great risks. As long as the war rages, the cost of a potential political settlement will continue to rise, regardless of whether Erdogan attains his ideal presidency — which actually means a dictatorship.

The PKK is raising the bar. In a March 29 radio message, PKK military chief Murat Karayilan told his followers to escalate the fighting. He listed Kurdish autonomy and the release of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan as essential to resolving the war.

Cemil Bayik, co-chair of the Union of Kurdish Communities, the highest political structure of the PKK, told The Times of London in mid-March that the movement's basic goal is to smash Erdogan and the AKP.

Erdogan is using his war against the PKK as a tool for his presidential agenda, bringing the country to the threshold of a crisis. It is urgent to sever the link between the war and his presidential agenda, but Erdogan himself remains the major obstacle to that goal. ♦

Kadri Gursel is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He wrote a column for the Turkish daily Milliyet between 2007 and July 2015. He focuses primarily on Turkish foreign policy, international affairs and Turkey's Kurdish question, as well as Turkey's evolving political Islam. On Twitter: @KadriGursel

LE FIGARO

1^{er} avril 2016

En Irak, la Turquie avance ses pions avant la bataille de Mossoul

THIERRY OBERLÉ ✉ @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À BASHIQA (KURDISTAN IRAKIEN)

DES MAISONS, des bâtiments publics et des véhicules en Lego et en Playmobil, le fleuve Tigre peint en bleu, cinq ponts en carton-pâte pour l'enjamber : la maquette de Mossoul installée sur une table de la salle du centre des opérations militaires ressemble à un jeu d'enfant. C'est pourtant bien la bataille pour la reprise de la deuxième ville d'Irak - aux mains de l'État islamique - que prépare la milice Hashd al-Watani («le rassemblement de la nation») dans le camp d'entraînement de Bashiqa, au Kurdistan irakien, près de la ligne de front de la plaine de Ninive. Et ce sont de vrais missiles tirés par Daech qui ont tué un colonel irakien le 16 janvier et un soldat turc le 26 mars.

Entouré de grillages et protégé à son entrée par des murs anti-attentats, le camp de Bashiqa aurait, selon ses responsables, formé 4000 combattants, tous originaires de la région de Mossoul, en prévision de l'offensive sur la « capitale » de l'État islamique. La milice fondée par Atheel al-Nujaifi, le riche ex-gouverneur de Mossoul, se veut multiconfessionnelle, afin de dépasser les clivages religieux et multiethniques qui fragmentent le pays, mais la plupart des recrues sont des Arabes sunnites exilés au Kurdistan irakien après la débâcle de juin 2014 de l'armée irakienne devant les djihadistes.

Les « formateurs » d'Ankara

La troupe est logée dans des constructions provisoires et s'entraîne au milieu des champs. Elle défile au pas cadencé, le fusil-mitrailleur sur l'épaule, avec à sa tête deux porte-étendards moustachus tenant le drapeau irakien et l'oriflamme de Hashd al-Watani frappé d'un aigle. L'exercice du jour consiste à s'emparer d'une ferme. Le fils d'un paysan de Ninive joue le rôle du djihadiste. Un scénario crédible ! Coiffé d'un chèche, le volontaire se cache dans une cahute en terre battue. L'assaut est donné. Le « terroriste » est capturé sous le regard silencieux de ses parents et d'un instructeur... turc.

La milice présente la particularité d'être encadrée par au moins une quarantaine de formateurs venus d'Ankara. L'influence de ces « associés » semble dépasser le cadre de la simple formation militaire. Le général Hilal, le commandant en chef du camp, un ancien de l'armée de Saddam, s'exprime devant ses visiteurs sous la surveillance du capitaine Ali, un officier turc tatillon flanqué de son fidèle traducteur. « La qualité de notre force est de représenter des familles de



Encadrés par des instructeurs turcs, des Irakiens sunnites de la milice Hashd al-Watani s'entraînent près du camp de Bashiqa.

chaque quartier de Mossoul. Nous voulons récupérer notre ville prise par les armes et qui sera demain libérée par les armes», dit le général. Le capitaine turc acquiesce. « Les Turcs nous aident, ce sont des gens sérieux à la mentalité militaire proche de la nôtre », poursuit le général. Le capitaine semble satisfait. « Nous sommes des frères et des collègues. La religion nous rapproche. Notre mission est d'entraîner et de coordonner », commente-t-il, sans vouloir, bien entendu, être cité.

Membre de la coalition arabo-occidentale anti-Daech et de l'Otan, la Turquie est parvenue à s'immiscer dans le conflit irakien grâce à ses bonnes relations avec les Kurdes d'Irak. Le gouvernement de la région autonome du Kur-



diens irakiens. « La Turquie est membre de la coalition internationale, rappelle Atheel al-Nujaifi, le patron de Hashd al-Watani, qui brandit l'épouvantail des milices chiïtes. Le soutien turc est rassurant pour les habitants sunnites de Mossoul. Il est une garantie pour qu'il n'y ait pas de vengeance après la libération de la ville, qui craint les exactions des milices sectaires. Nous avons des relais parmi les civils. La population en a assez de Daech mais elle ne veut pas s'impliquer par peur de la violence des Wahadate al-hachd ach-chaabi (les Unités de protection populaire) liées à Téhéran. Elle n'a pas confiance en l'avenir. »

Après la Syrie, la confrontation indirecte entre la Turquie et l'Iran se propagera-t-elle à l'Irak à la faveur de la libération éventuelle de Mossoul ? Les plans de reconquête de la « capitale » de l'État islamique ne prévoient pas une pénétration des redoutables milices chiïtes dans Mossoul, mais Bagdad risque de faire appel à ces dernières pour pallier les faiblesses de son armée dans la phase de progression des forces irako-kurdes.

La place de l'ancien gouverneur dans la perspective d'une défaite de Daech est, également, sujette à caution. Atheel al-Nujaifi est critiquée pour sa gestion, jugée désastreuse et délétère, de la province de Ninive. « Bagdad veut nous empêcher d'avoir une vraie force dans la zone », proteste-il, tout en espérant entrer dans le bastion djihadiste « avant la fin de l'année ». Ses hommes devraient participer à la sécurisation de la cité. En attendant, ils permettent à la Turquie d'avoir une carte dans une partie irakienne dont la complexité des jeux d'influence explique, en partie, les difficultés à balayer Daech. ■



« Le soutien turc est rassurant pour les habitants sunnites de Mossoul »

ATHEEL AL-NUJAIFI,
EX-GOUVERNEUR DE MOSSOUL

distan entretient, en effet, des liens commerciaux et politiques serrés avec son puissant voisin. Il accepte, par solidarité ethnique, la présence de bases arrière des indépendantistes kurdes du PKK turco-syrien, mais ne bronche pas lorsque Ankara bombarde des guérilleros dans les montagnes de Qandil. Pour les partisans du président kurde Masoud Barzani, les marxistes du PKK sont des rivaux, notamment dans la région de Sinjar, en pays yazidi, où ils combattent l'État islamique avec vigueur. De son côté, la Turquie voit dans le Kurdistan irakien un tremplin pour ses produits et sa stratégie d'influence régionale.

En décembre, l'arrivée à Bashiqa d'un bataillon turc de plusieurs centaines de soldats équipés de véhicules blindés avait provoqué l'indignation de Bagdad, allié de l'Iran. Ankara avait justifié le déploiement par la rotation des conseillers militaires chargés de soutenir les mili-



Turquie: Erdogan demande le soutien européen contre les séparatistes kurdes

Washington, 1 avril 2016 (AFP)

LE PRÉSIDENT TURC Recep Tayyip Erdogan a appelé jeudi à Washington les pays européens à soutenir la campagne de son gouvernement contre les séparatistes kurdes, après un attentat à la voiture piégée qui a fait sept morts dans le sud-est de la Turquie.

Son intervention devant le cercle de réflexion Brookings a été marquée par des heurts opposant des services de sécurité turcs à des manifestants et des journalistes.

"Nous ne pouvons plus tolérer ça", a déclaré M. Erdogan à propos de l'attentat. "Les pays européens et les autres pays, j'espère, peuvent voir le véritable visage derrière ces attentats", a déclaré le président turc, venu dans la capitale américaine pour participer au sommet sur la sûreté nucléaire organisé par Barack Obama.

Sept policiers turcs ont été tués et au moins 27 personnes ont été blessées dans un attentat à la voiture piégée jeudi à Diyarbakir, la plus grande ville du sud-est de la Turquie à majorité kurde, une attaque attribuée aux séparatistes kurdes.

M. Erdogan a estimé jeudi que le monde entier devait s'unir pour combattre le terrorisme, affirmant que les Kurdes étaient aussi dangereux que les combattants du groupe Etat islamique.

La coalition internationale contre l'EI menée par les Etats-Unis en Syrie assiste les Unités de protection du peuple (YPG) –bras armé du principal parti kurde en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD)– dans la lutte contre le groupe jihadiste.

Mais la Turquie considère que les YPG sont des alliés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'Occident ne doit pas considérer qu'il y a de "bons terroristes" sous prétexte qu'ils combattent les jihadistes de l'EI, a déclaré M. Erdogan. ●



Turquie: cinq soldats et un policier tués par le PKK dans le sud-est

Istanbul, 2 avril 2016 (AFP)

CINQ SOLDATS et un policier des forces spéciales ont été tués samedi dans un attentat à la bombe attribué aux rebelles du PKK à Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a rapporté l'agence Dogan.

Ces membres des forces de l'ordre participaient à une opération militaire dans cette ville de la province de Mardin, quand une bombe laissée par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a explosé, a précisé l'agence de presse.

Nusaybin est soumise au couvre-feu depuis la mi-mars, et les forces de l'ordre y mènent une opération d'envergure pour y combattre les activistes du PKK, qui selon les autorités y ont creusé des tranchées et dressé des barricades.

Jeudi, un attentat à Diyarbakir, principale ville à majorité kurde du sud-est, avait déjà tué sept policiers et blessé 27 personnes lorsqu'une voiture piégée a explosé au passage d'un bus de police.

Le responsable présumé de cet attentat a été arrêté samedi dans le quartier où l'explosion a eu lieu, selon la police. L'attaque a été revendiquée par le HPG,

l'aile militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), "en représailles aux attaques de l'armée turque au Kurdistan".

L'explosion avait été déclenchée à distance, alors que la plupart des attentats récents en Turquie sont des opérations suicide. Neuf autres suspects avaient déjà été arrêtés vendredi dans le cadre de l'enquête.

Et une attaque à la voiture piégée vendredi peu avant minuit a encore fait un mort, plus au sud, dans la région: L'explosion du véhicule, dont il ne restait qu'un essieu carbonisé selon les images de la presse locale, a tué un ouvrier de chantier syrien et blessé 18 personnes près d'une base militaire près de Kiziltepe, dans la province de Mardin, a annoncé l'armée.

Après une accalmie de deux ans, le conflit kurde a repris l'été dernier et des affrontements sanglants opposent les forces de sécurité aux rebelles du PKK dans de nombreuses villes du sud-est anatolien placées sous couvre-feu.

Le président turc Recep Erdogan a affirmé cette semaine que 355 membres de forces de l'ordre avaient trouvé la mort dans les affrontements qui ont repris dans la région depuis l'été. Il a également affirmé que 5.359 membres du PKK avaient été tués, un bilan difficile à confirmer auprès d'autres sources. ●

LA CROIX 1^{ER} AVRIL 2016

Les Kurdes de Syrie ouvrent une représentation à Paris

Agnès Rotivel, — 01 avril 2016
www.la-croix.com

Le 17 mars, les Kurdes de Syrie ont décrété que les trois cantons kurdes au nord de la Syrie formaient désormais une fédération. Ils espèrent qu'elle sera reconnue au niveau international.

Le représentant du Kurdistan Salih Muslim Muhammad et le responsable en France du PYD Khaled Issa lors d'une conférence de presse le 31 mars à Paris.

Les Kurdes de Syrie font cavalier seul et s'affirment sur la scène internationale. Après avoir proclamé le 17 mars une région fédérale kurde, le Rojava, composé de trois cantons dans le nord du pays (Afrine, Kobané, Djézireh), ils ont l'intention d'ouvrir d'ici à la fin du mois d'avril un bureau de représentation en France, après en avoir ouvert un à Moscou et prochainement un à

Washington. C'est ce qu'a déclaré le chef du Parti de l'union démocratique (PYD), Saleh Muslim, lors d'une visite à Paris où le parti, en tant que tel, dispose déjà d'un bureau de représentation, dirigé par Khaled Issa.

Une initiative rejetée par Damas et l'opposition

Cette initiative est rejetée à la fois par le régime de Bachar al Assad et par les groupes d'opposition arabes, qui s'opposent à ce qu'ils considèrent comme un démantèlement de la Syrie.

Les Kurdes de Syrie sont depuis le début exclus des négociations de paix à Genève. La Turquie s'oppose à cette participation car elle considère le PYD comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 la rébellion sur le sol turc.

Les Kurdes n'entendent pas faire sécession

Saleh Muslim insiste sur le fait que la fédération



Le représentant du Kurdistan Salih Muslim Muhammad et le responsable en France du PYD Khaled Issa lors d'une conférence de presse le 31 mars à Paris. / ERIC FEFERBERG/AFP

kurde n'entend pas faire sécession. « Nous faisons partie de la Syrie et ne voulons pas une sécession », a-t-il dit. « Mais la Syrie ne reviendra pas comme avant, le modèle de l'État centralisé est fini. Face aux plans de morcellement de la Syrie entre États alaouite, sunnite, etc., notre projet de fédération est le seul moyen de garder le pays unifié. Ce modèle peut être appliqué dans le reste du pays ». ■



Kurdistan turc

«Une guerre contre notre histoire»

Répression Après trois mois de combats entre le pouvoir turc et le PKK, le désespoir s'est abattu sur Diyarbakir. Certains habitants ont été expropriés par le pouvoir turc, tandis que d'autres ont vu leur maison détruite.



A Diyarbakir, dans la partie «ouverte» du quartier Sur, coupé en deux depuis trois mois, le 16 mars. PHOTO JAN SCHMIDT-WHITLEY. CIRIC

REPORTAGE

Par **RAGIP DURAN**
Envoyé spécial à Diyarbakir

«**N**ous vivons le 1915 des Kurdes», soupire Ahmet, maître forgeron, en évoquant cette année fatidique qui marqua le début du génocide des Arméniens. Un de ses collègues renchérit : «C'est comme une nouvelle invasion mongole!» Les petits commerçants et artisans de la rue principale, Gazi, au cœur de la vieille ville de Diyarbakir, la capitale du sud-est de la Turquie en majorité peuplée de Kurdes, sont désespérés. Officiellement, «l'opération anti-terroriste» lancée en janvier dans le quartier de Sur, dans le centre de la cité entourée de vieux remparts, s'est achevée le 9 mars. Mais elle peut reprendre à tout moment, comme l'a rappelé le ministre de l'Intérieur. Et même si elles sont moins violentes et moins spectaculaires, les interventions des forces de sécurité et les mesures d'urgence se poursuivent.

En ce 26 mars, les autorités viennent de rendre publique une décision datant du 21, le jour du «Newroz», le nouvel an kurde, décrétant «l'expropriation urgente» des deux tiers du district au nom de la «sécurité nationale». «Je m'excuse

mais cela ne s'appelle pas expropriation ou nationalisation, c'est de la confiscation pure et simple», murmure Ahmet en soulignant que le seul recours possible est de saisir le Conseil d'Etat. Mais cette institution, comme le reste du pouvoir judiciaire, est désormais totalement à la botte des islamo-conservateurs de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002.

Jours de terreur

Entouré de son antique muraille de basalte noir classée au Patrimoine mondial de l'Unesco, le cœur de la cité se meurt, victime de la reprise depuis cet été de la «sale guerre» entre Ankara et les rebelles du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mène la lutte armée contre Ankara). Un conflit qui a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. En 2014, le quartier était peuplé de 121 750 habitants, selon le recensement. Il n'en reste guère plus de 30 000, d'après la municipalité. Les autres ont fui les combats et les opérations de nettoyage des forces spéciales de l'armée et de la police. Le quartier de Sur est désormais peuplé de gens désespérés, qui ne peuvent pas rentrer chez eux, même si leurs maisons sont encore habitables.

Dans les ruelles latérales de Gazi, la

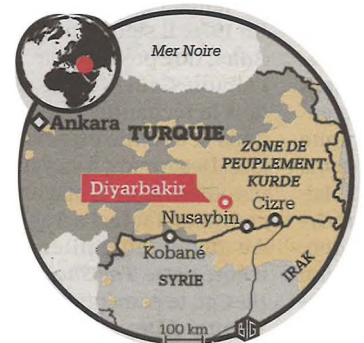
police a dressé des barricades et tendu de larges rideaux pour cacher les destructions causées par les obus et des tirs de tanks. Partout flottent les couleurs nationales turques. «C'est quand même aussi notre drapeau à nous, les Kurdes, mais Ankara se considère sur une terre ennemie et y hisse son drapeau comme sur une ville conquise», explique un vieil homme. Assis sur les petits tabourets d'un café en plein air, les résidents de Sur regardent leurs maisons interdites d'accès malgré la fin des combats. La peur est toujours là.

Le 26 mars, le DTK (Congrès de la société démocratique, un mouvement regroupant l'ensemble des organisations politiques et culturelles kurdes) tenait un congrès extraordinaire au grand théâtre de Diyarbakir. Il n'y avait guère plus de 300 personnes dans la salle... Moins que le nombre des délégués.

Une semaine plus tôt, à peine 100 000 personnes s'étaient réunies en périphérie de la ville à l'appel du HDP, le principal parti prokurde, pour fêter Newroz. L'année précédente, ils étaient plus d'un million. «Les gens sont déboussolés, las des violences, apeurés par de possibles attentats kamikazes comme ceux qui visent, depuis cet été, les meetings et les manifestations de notre parti», explique un responsable local.

Les violents combats des trois der-

niers mois ont laissé leurs traces. Dans le vieux quartier de Sur qui en fut l'épicentre, tous se souviennent de ces jours de terreur et de feu. «Ma



femme et mes trois enfants ont survécu pendant quarante-sept jours à la maison. Heureusement que j'avais déjà acheté des stocks d'aliments secs pour l'hiver. Les quinze derniers jours, ils se sont réfugiés dans le sous-sol du voisin. J'ai négocié avec les policiers, ils m'ont enfin donné l'autorisation de rentrer trente minutes chez moi. J'ai pris ma femme et mes enfants et nous nous sommes sauvés», raconte Osman, vendeur de souvenirs désormais sans clients. Il ajoute avec un soupir las : «Tu vois cette chemise? Je la lave tous les soirs avec mes sous-vêtements depuis au moins trois semaines. Je n'ai que ça comme habits, c'est tout ce que j'ai pu emporter.»

Les bulldozers rasant les bâtiments trop endommagés. Les



décombres et les restes d'une vie sont ensuite entassés dans une décharge sauvage installée près du campus de l'université. Des miroirs brisés et une cabine de douche rappellent une salle de bain. Des assiettes cassées évoquent une cuisine. Un album d'anciennes photos noir et blanc, jaunies, juste à côté d'oreillers, sont les ultimes vestiges d'une chambre à coucher. «*J'y étais trois fois au petit matin et, à chaque fois, j'ai vu une vieille femme qui se promenait autour des débris. Elle tentait de retrouver ses vêtements et ses souvenirs*», raconte un journaliste local.

Trouble spéculation immobilière

Les autorités, qui reconnaissent la perte de 72 policiers et soldats, affirment que 286 membres du PKK ont été «neutralisés» durant les combats. Une version que nombre d'habitants de la ville résument. «*Ceux qui ont été tués, c'étaient les jeunes de notre quartier... La guérilla du PKK n'était pas venue ici*», raconte un employé de banque à la retraite. «*Quand ils ont commencé à dresser des barricades et creuser des fossés, au nom de l'autonomie du quartier et pour empêcher la police d'y entrer et d'arrêter leurs camarades, nous nous sommes opposés en leur disant que les Turcs viendraient et détruiraient nos maisons*», ajoute un pharmacien qui dénonce une «*guerre contre notre kurdité, contre notre histoire, notre patrimoine*» menée par le pouvoir. D'aucuns dénoncent aussi de troubles intérêts de spéculation immobilière. «*J'ai un parent qui travaille à la préfecture. Il m'a dit que les promoteurs qui s'occupent d'enlever les débris construiront ensuite les nouveaux bâtiments. Ils ont déjà été sélectionnés il y a plus de six mois.*» Sans cesse revient la même interrogation. «*Pourquoi les soldats et les policiers se comportent-ils comme des occupants et des pilliers?*» Ahmet, le maître forgeron dont l'atelier n'existe plus, garde son sang-froid : «*Peu important les dégâts matériels. On va reconstruire et on recommencera à travailler normalement. Mais nos cœurs qui ont été sauvagement brisés, qui donc pourra les soigner?*» ◆

Le PKK contesté, Ankara jusqu'au-boutiste

Alors que la paix semblait proche, Erdogan a sorti l'artillerie lourde pour réprimer les rebelles kurdes, dont la stratégie offensive fait débat en interne.

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est-il allé trop loin en portant, ces derniers mois, le combat au cœur de villes du sud-est de la Turquie ? A Diyarbakir, le reproche est fréquemment formulé par certains habitants, y compris ceux qui militent pour la cause kurde. «*Bien sûr que je veux que mes droits soient respectés et le Kurdistan reconnu. Mais, selon moi, le PKK n'adopte pas la bonne stratégie. La preuve, c'est qu'il n'obtient pas de résultats alors que les civils sont pénalisés*», expliquait récemment Mihemed Ronahi, un sociologue de 36 ans. Le même reproche a été formulé par Murat Karayilan, responsable militaire du PKK et membre du bureau exécutif de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK) : «*C'était une erreur d'entrer de cette façon dans les villes. Il aurait fallu procéder différemment*», a-t-il déclaré le 29 mars à l'agence d'information de l'Euphrate.

Face au PKK, le pouvoir turc mené par Recep Tayyip Erdogan a fait preuve d'une intransigeance absolue, assiégeant et plaçant sous couvre-feu les quartiers de Diyarbakir, Cizre ou Nusaybin, où des jeunes avaient creusé des tranchées et monté des barricades. Des hélicoptères, des chars et des véhicules blindés ont été mobilisés. Les activistes kurdes affirment que des dizaines de civils ont été tués par des policiers ou des soldats. Des cadavres sont restés plusieurs jours dans les rues sans que leurs proches ne puissent les récupérer.

Briser l'élan. Quelques mois plus tôt, au printemps 2015, les pourpar-

lers de paix lancés en 2012 semblaient pourtant sur le point d'aboutir. Jamais, après plus de trente ans de guerre entre le PKK et l'Etat turc, une issue n'avait été aussi proche. Mais lors des élections législatives du 7 juin, le Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, obtient 13% des voix et gagne 80 députés au Parlement. S'il reste vainqueur, le Parti islamo-conservateur de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan perd la majorité absolue. «*Erdogan misait sur le fait que les habitants du sud-est, majoritairement kurdes, allaient voter soit pour l'AKP, soit pour le HDP, au détriment des autres partis. Mais avant même les élections, il s'est rendu compte que cela ne suffirait pas à lui assurer la majorité*», explique Olivier Grojean, maître de conférences à la Sorbonne.

Le 20 juillet, un attentat à Suruc achève de briser l'élan. Attribué par le gouvernement à l'Etat islamique (EI), il provoque une réaction du PKK, qui accuse le gouvernement de complicité avec les jihadistes. Après de nouvelles législatives qui ont vu le HDP conserver 59 députés, les affrontements sporadiques s'intensifient en novembre, avec, en première ligne, les jeunes du PKK, soutenus par des combattants aguerris du mouvement.

Renfort. Leur volonté d'affronter les forces de sécurité turques tient aussi au succès de Kobané, en Syrie. Remportée contre l'EI après plusieurs mois de combats médiatisés, la bataille a mobilisé des milliers de Kurdes venus en renfort depuis la Turquie. Ils ont bénéficié du soutien de la coalition internationale, dont la France, qui a multiplié les bombardements et les largages d'armes et de munitions. Cette aide, et la renommée obtenue par les combattants kurdes pour leur lutte contre les jihadistes à Kobané, ont ulcéré Erdogan. Bien plus que les menaces de l'EI, il redoute que les territoires kurdes autonomes syriens ne s'étendent et débordent en Turquie.

LUC MATHIEU

Deadly rebel shelling batters Aleppo Kurdish quarter

At least 14 civilians, including women and children, were killed in the mortar barrage on Sheikh Maqsoud.

6 APRIL 2016

<https://now.mmedia.me>

BEIRUT – Rebel factions have launched a bloody mortar barrage on the Kurdish enclave in Aleppo that killed and wounded dozens of civilians, including women and children.

Insurgent factions operating outside Aleppo's Sheikh Maqsoud commenced a fierce offensive on the Kurdish-populated district in the north of Syria's second city at 5:00 a.m. Tuesday morning, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

The monitoring NGO tracking developments in the war-torn country reported Wednesday that the ensuing clashes between the Al-Nusra Front and other insurgent factions on one side and the Kurdish People's Protection Units (YPG) on other have left nine combatants dead.

Civilians in the besieged Sheikh Maqsoud district, however, have suffered the most from the assault, as rebel groups have pounded the neighborhood with a withering mortar barrage.

According to the Observatory, at least 14 Sheikh Maqsoud residents—including three children, an elderly woman and a pregnant woman—were killed by the ongoing shelling.

"The number of dead is expected to rise since over 50 people were injured, including at least 20 children, some of whom remain in critical condition," the report added.

The Observatory also posted a series of grue-



Sheikh Maqsoud. (image via Syrian Observatory for Human Rights)

some photos on its Facebook page showing dead and injured civilians, including young children.

Meanwhile, videos circulated on social media showed rebels gathered outside Sheikh Maqsoud launching round after round of mortars into the Kurdish enclave, which lies next to

a vital rebel supply route that Kurdish YPG forces have attempted to cut in recent months.

Also known as "Death Road," the Castello Highway spans the northern edges of Aleppo. Since regime forces cut off rebel supply lines leading southward into the city from Turkey, the dangerous thoroughfare has served as the only supply line into its rebel-held western sectors.

The Kurdish ANHA news agency—which is closely affiliated with the YPG—also reported 14 civilian casualties in what it called the "heavy and indiscriminate" bombardment of Sheikh Maqsoud.

The ruling Movement for a Democratic Society (TEV-DEM) political coalition of the de-facto autonomous Kurdish regions of northern Syria strongly condemned the assault as well as "international silence in the face of massacres."

"We call on international parties... to put an end to massacres being committed against civilians in this district," the statement said.

Tensions have ratcheted up between the YPG and armed opposition groups in and around Aleppo after Kurdish troops in February rolled back anti-Syrian regime rebels from a number of their positions in a thin corridor of territory north of Aleppo near the Turkish border.

Syrian rebel groups have accused the YPG of coordinating its offensives with Damascus at the expense of the "revolution," while the Kurds and their allies insist they are "rescuing" villages from Nusra and Ahrar al-Sham. ●

Erdogan: Strip PKK Supporters of Turkish Citizenship

By Jack Moore On 4/6/16
<http://europe.newsweek.com>

Turkey President Tayyip Recep Erdogan on Tuesday proposed stripping the citizenship of supporters of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as the conflict between the group and the country's authorities rages on.

"Perhaps we are dying one by one, but at least we are killing them in their tens, twenties and thirties. This is continuing like that. To prevent them from doing harm we must

take all measures, including stripping supporters of the terrorist organization of their citizenship," Erdogan said in a speech to lawyers in Ankara on Tuesday.

"These people don't deserve to be our citizens. We are not obliged to carry anyone engaged in the betrayal of their state and their people."

The comments came a day after Erdogan ruled out new peace talks with the group designated as an extremist organization by Turkey, the EU and the U.S. In his speech on Tuesday, he said that "this state has nothing



to discuss with terrorists. That business is over."

He also argued for pro-Kurdish politicians to have their immunity from prosecution stripped, calling for the Turkish parliament to "immediately" act. Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) has accused the pro-Kurdish HDP party of →

⇒ holding close links to the PKK and supporting extremist attacks against Turkish authorities.

He also reiterated his criticism of academics and journalists for supporting the PKK and opposing Turkey's military operation against the group in southeastern Turkey, in which activists said Turkish forces killed hundreds of civilians in an operation that Ankara said had ceased in February.

"Supporters [of terror] who pose as academics, spies who identify themselves as journalists, an activist disguised as a politician... are no different from the terrorists who throw bombs," Erdogan said.

The conflict between the PKK and Turkish authorities has left almost 40,000 dead since 1984. Until July 2015, a ceasefire had been observed between the two sides since the end of October 2012 at the behest

of imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan.

Since the collapse of the ceasefire, the group's members have conducted attacks against Turkish authorities in majority-Kurdish regions in southeast Turkey, while its affiliate, the Kurdistan Freedom Falcons, also known as TAK, has claimed responsibility for two bomb blasts in the Turkish capital Ankara in recent months. ■



7 Avril 2016

Kurdish Town Cizre Destroyed by 80% in Turkish Crackdown



A boy stands near a destroyed building in Cizre in March.

Dirayet Tashdemir, a member of Turkish parliament from the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) said that around 600 people were killed in the Kurdish regions of Turkey, and 99 of them were children.

sputniknews.com — 07 AVRIL 2016

MOSCOW (Sputnik) – Four-fifths of the Kurdish town of Cizre has been destroyed as a result of the Turkish crackdown on the minority, a member of Turkish parliament from the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) said Thursday.

"80 percent of Cizre is already destroyed, including even those parts that were not under a blockade before," Dirayet Tashdemir told reporters at a press conference in Rossiya Segodnya International

Information Agency.

He estimated the death toll in the town less than 2 miles north of the Syrian border at nearly 300 residents. Eighty-six have died in the Sur district of the unofficial Kurdish capital of Diyarbakir, followed by 74 in Idil and 32 in Nusaybin, he added.

"In total, around 600 people have been killed in the Kurdish regions, and 99 of them were children," Tashdemir stressed.

Relations between Ankara and the Kurds, who comprise some 25 percent of the country's population, have been progressively worsening. Ankara has been carrying out a campaign against the Kurdistan Workers' Party (PKK), which seeks to create a Kurdish state in parts of Turkey and Iraq, since the summer of 2015 following a deadly suicide attack in Suruc. Ankara considers PKK a terrorist organization.

In February, Kurdish activists claimed Turkish troops had burned some 150 civilians to death in basements in the town of Cizre in the southeastern Turkish province of Sirnak. ●



Syrie: 18 morts dans un bombardement rebelle sur un quartier kurde d'Alep

Beyrouth, 6 avr 2016 (AFP)

DIX-HUIT CIVILS, dont une femme enceinte et trois enfants, ont été tués dans un bombardement rebelle sur un quartier kurde de la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, a indiqué mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette attaque survenue mardi a également blessé 70 personnes dont 30 enfants, a précisé l'OSDH, ajoutant qu'elle violait l'accord de cessation des hostilités entré en vigueur le 27 février.

"Un bombardement majeur a fait 18 morts parmi les civils mardi, dont trois enfants, une femme enceinte et une dame âgée", a indiqué l'Observatoire. "Il s'agit d'une violation très claire du cessez le feu", a déclaré son directeur, Rami Abdel Rahmane.

L'attaque visait le quartier à majorité kurde de Cheikh Maksoud, où quelque 50.000 habitants sont pris au piège entre les quartiers contrôlés par le régime et les zones des rebelles.

Les rebelles, dont le groupe islamiste Ahrar al-Sham, allié à Al-Qaïda en Syrie, ont poursuivi mercredi leur bombardement de Cheikh Maksoud qui surplombe les zones du régime, a fait savoir l'OSDH

Selon M. Abdel Rahmane, les rebelles tentent de prendre le contrôle du quartier car il leur permettrait d'avoir "une rampe de lancement pour les attaques" sur les forces gouvernementales.

La ville d'Alep, ancienne capitale économique de la Syrie, est divisée depuis 2012 entre quartiers rebelles et zones détenues par les forces du régime de Bachar al-Assad.

Les Kurdes, qui représentent environ 15% de la population syrienne, ont tenté d'éviter la confrontation avec les deux parties depuis le début du conflit en 2011. Mais la montée en puissance du groupe Etat islamique, qui s'est emparé de larges pans de territoire, les a conduits à combattre les jihadistes dans certaines régions.

Le conflit syrien a fait plus de 270.000 morts et plusieurs millions de déplacés depuis 2011.●



7 April 2016

The Battle Is On For Control Of Iraq's Oil-Rich Kirkuk

By Charles Kennedy for Oilprice.com
07 April 2016

As fighting rocks northern Iraq's oil-rich Kirkuk area, and air strikes attempt to take out Islamic State positions, the dust will likely either settle in favor of the Iraqi Kurds, who have played a key role in protecting this area from the ISIS advance and who could use Kirkuk to cement their independence ambitions, or in favor of Baghdad, which knows that the loss of Kirkuk means the loss of northern Iraq.

Last weekend, military operations targeting ISIS in northern Iraq took out some 60 Islamic State fighters, according to Iraqi security forces, both in the provinces of Nineveh and Kirkuk—both oil venues.

Some 30 militants were reportedly killed in air strikes near Nineveh's Qayyarah oil field.

While ISIS has terrorized northern Iraq—a swathe of territory that lies between that controlled by the Kurdistan Regional Government (KRG) and the central government in Baghdad—since June 2014, the Sunni jihadist group is only the immediate threat to this area. The real game here, once the dust settles, is between Baghdad and Erbil, the Iraqis and the Iraqi Kurds.

And as ISIS loses ground to the combined force of the Iraqi military and the Kurdish Peshmerga, this end game is getting closer to its climax.

Kirkuk is multi-ethnic, so winning it over has been more challenging, both for Baghdad and for Erbil. But fair percentages of all ethnic groups in the disputed city are

now showing support for a referendum that could change the status of this oil-rich venue and bring it closer to Iraqi Kurdistan—or at least further out of Baghdad's grip.

The referendum would decide whether Kirkuk would become part of Iraqi Kurdistan, or whether it would simply seek greater autonomy from Baghdad—especially when it comes to its oil wealth. But many still favor union with Iraq. The same referendum will be held in Iraqi Kurdistan, which will decide the question of independence from Iraq. The referendum could take place by the end of this year.

It has not fallen on blind eyes among the local leadership of Kirkuk that the Kurdish Peshmerga have been the key force keeping them safe from ISIS.

There is a vacuum right now in the north because the Iraqi army was forced largely to retreat when ISIS moved in the summer of 2014, leaving the Peshmerga in charge—at least in areas that are closer to the Kurdish borders.

Baghdad has been trying to prevent this for some time—most notably since the Kurds started exporting their own oil unilaterally, bypassing the Iraqi central government and getting product to market directly through Turkey.

But the pipeline that runs through Kirkuk concerns both Baghdad and Erbil.

Kirkuk has already decided it wants its own oil company, which means separating off from the Iraqi North Oil Company (NOC), and the Kurds are publicly supporting Kirkuk's bid, which is intended to gain more localized control over the province's oil

wealth. There isn't much Baghdad can do about this legally, because constitutionally Kirkuk can launch its own oil company if it starts producing over 100,000 barrels of oil per day. It already produces over 150,000 bpd.

It's all about the oil, and Kirkuk is home to about 10 percent of Iraq's total reserves of 140 billion barrels.

And now Baghdad will start punishing Kirkuk for its disloyalty. It's already decided that it won't allow the province any budget for railway development, which is much-needed. It's not a brilliant move on Baghdad's part, and will likely only strengthen the resolve for a referendum as the move is seen to be an overt attempt to keep Kirkuk from taking on strategic projects.

Baghdad is also hitting out at the Kurds by holding back 150,000 bpd from being exported from Kirkuk, through Iraqi Kurdistan. Essentially, the Iraqis have turned off the northern taps. This strikes out at an already stretched budget for the Kurds who were also hoping to add 150,000 bpd to their supply this year, but will likely have to settle for 100,000 bpd. In all, that would mean 200,000 bpd less going through Iraqi Kurdistan, and it had already lost big with a pipeline problem that saw the Kirkuk-Ceyhan leg closed down for the month.

Baghdad is trying to starve them out by holding back oil. It's taking a gamble here because it needs the Kurdish Peshmerga to protect Kirkuk from ISIS—but it's a gamble Baghdad thinks it will win because it knows exactly how important Kirkuk is to the KRG's independence ambitions. With Kirkuk's oil, Kurdistan has a better chance of going it alone. But whether the Peshmerga will keep fighting if they aren't being paid is another question.

When they root out ISIS, that's when the real game will begin. ■

Quand Vladimir Poutine est le mieux placé pour jouer la carte kurde syrienne

Olivier d'Auzon 04/04/2016

Ecrivain, juriste et consultant auprès de la Banque mondiale, auteur du livre "Le grand échiquier de Poutine"

www.huffingtonpost.fr

On le sait, la Russie, Moscou est le premier pays à avoir accueilli sur son sol un bureau représentant le PYD ayant le statut d'organisation non gouvernementale.

Par ailleurs, on soulignera volontiers qu'au Nord d'Alep, les combattants kurdes ont avancé couverts par l'aviation russe contre les rebelles d'al-Nosrah et de Ahrar al-Sham.

Et c'est ainsi que le PYD, directement lié au PKK turc, a bel et bien compris que les tensions entre Ankara et Moscou leur donnaient des moyens de pression en fournissant des armes aux YPG.

Dans ce contexte, Moscou menace Ankara d'une déstabilisation accrue de l'Anatolie du Sud-Est, car rien n'indique que les lance-grenades de types RPG-7 fournis par la Russie pour la Syrie ne puissent pas à l'avenir se retrouver aux mains du PKK turc.

Et dès lors, la Turquie a-t-elle des raisons de s'inquiéter que des armes plus perfectionnées ne tombent à l'avenir dans les mains du PKK, à l'instar des missiles portatifs anti-chars (Kornet) ou anti-aériens (Strelaou Igla).

La vengeance est un plat qui se mange froid. Ankara et Washington en savent quelque chose.

Au lendemain du crash du Sukhoi Su-24, abattu à quatre kilomètres de la frontière ottomane par un missile air-air tiré par un chasseur turc F-16 en novembre 2015, Vladimir Poutine avait martelé: "Nous savons ce que nous devons faire".

Et la réponse du berger à la bergère passe assurément par le levier du PKK turc via le PYG syrien et par la fédéralisation de la Syrie.

Dans ce contexte, pour Recep Erdogan, la fédéralisation de la Syrie se traduirait pour la Turquie par la création à sa frontière Sud d'un quasi-Etat kurde allié du PKK et reconnu par la communauté internationale. Ce dernier ayant du reste participé activement à lutter contre l'Etat islamique, explique Caroline Galactéros.

Les Russes enrayent la tentation turque de déstabiliser le Caucase russe, et notamment la

Tchéchénie.

Qu'on y songe, le soutien discret des Russes au PKK, poursuivi après 1991 et croissant depuis 2015, est un moyen de freiner la tentation turque visant à déstabiliser le Caucase russe, et notamment la Tchéchénie, via le développement de mouvements djihadistes, confie Caroline Galactéros, experte en géopolitique dans son blog "Bouger les lignes".

La carte kurde des Russes est autrement plus mortelle que la carte tchéchéne des Turcs.

La situation est assurément asymétrique. De fait, alors que la Turquie est plus petite que la Russie, les Kurdes en Turquie sont 12 à 18 fois plus nombreux que les Tchéchènes en Russie. La Russie cherche également à compenser l'emprise américaine au Kurdistan irakien en établissant un Kurdistan concurrent en Syrie qui pencherait du côté de Moscou.

Le soutien Russe aux Kurdes syriens contrarie les velléités impériales de la Turquie islamo-conservatrice de Recep Erdogan et il tend aussi à compenser l'emprise américaine au Kurdistan irakien en établissant un Kurdistan concurrent en Syrie qui pencherait du côté de Moscou. Pour mémoire, le levier kurde des Russes remonte à Catherine II qui déjà utilisa les guerriers kurdes pour sécuriser les frontières du Sud de la Russie. A partir de 1804, les combattants kurdes s'allièrent aux troupes tsaristes lors des conflits armés entre l'Empire russe et l'Empire ottoman.

En 1923, l'URSS créa même le "Kurdistan rouge", à cheval entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, rappelle Caroline Galactéros.

Quand les Américains, sont empêtrés dans les contradictions de leurs alliances, comme le montre la question des Kurdes syriens

Comment soutenir tout à la fois durablement les Kurdes syriens appuyés par le PKK et la Turquie membre de l'OTAN? L'alliance Occidentale n'en n'est pas à une contradiction prêt. Pour preuve, la bataille de Kobané où l'aviation américaine avait aidé les troupes kurdes assiégées dans cette ville qui se trouve pourtant à la frontière avec la Turquie.

Dans le même temps, Ankara elle militait volontiers pour entraver les actions du PKK à Kobané. Et s'agissant de la Syrie, Ankara choisit d'ouvrir sa frontière Sud aux rebelles islamistes tels que Front al-Nosrah et Arhar al-Sham que les Kurdes syriens combattent!

L'intervention russe de septembre 2015 et le rapprochement de Moscou avec les Kurdes a obligé Washington à créer, le 11 octobre 2015, les "Forces démocratiques syriennes"(FDS), coalition composée des YPG kurdes, de combattants arabes rebelles et de chrétiens syriaques.

Quand Washington accroît son soutien aux Kurdes syriens sans trop fâcher Ankara

Les Forces Démocratiques Syriennes apparaissent en effet comme un cache-sexe destiné à combler l'ascendant militaire sans équivoque des combattants kurdes dans les combats au sol contre Daech. Et il va sans dire que ces combattants cultivent une affinité certaine avec les Russes, les Iraniens et le régime de Damas. Ces combattants obligent du reste la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis et leurs alliés sunnites à revoir ses plans.

En clair, la stratégie de la coalition qui visait à faire tomber rapidement le régime de Bachar El-Assad pour disloquer la Syrie en plusieurs entités pro-américaines s'est heurtée à l'intervention russo-iranienne.

Dès lors les Etats-Unis sont acculés à privilégier des mouvements tactiques contradictoires et politiquement bien aléatoires.

Cela passe par un soutien multi-cartes afin de se ménager une marge de manœuvre politique minimale fort utile pour les négociations relatives à l'avenir de la Syrie.

D'où les efforts désespérés à soutenir des acteurs que tout sépare à l'instar de la Turquie et des Kurdes. Pour l'illustrer on soulignera volontiers que, lors de la bataille d'Alep de février 2016, les Kurdes étaient accompagnés au sol par des conseillers américains qui leur apportaient un soutien logistique destiné à leur permettre de reprendre l'ascendant sur les "rebelles" que les Etats-Unis soutiennent par ailleurs d'une main lâche mais néanmoins sans équivoque, souligne Caroline Galactéros.

Et il y a plus, le soutien logistique de Washington consistant à rendre possible la jointure un entre Afrin et Kobané était apporté alors même que les combattants YPG avançaient au sol en étroite coopération avec l'armée de Bachar El-Assad et sous la protection de l'aviation russe.

"Le levier kurde" est utilisé par tous les acteurs, Russie et États-Unis en tête

A plus long terme, deux Kurdistan vont émerger comme quasi-Etats autonomes au sein de nations irakienne et syrienne progressivement confédéralisées.

De fait, Erbil regarderait vers Washington tandis que Afrin, Kobané et Djéziré auraient les yeux rivés vers Moscou.

Dans ce contexte, le PKK turc, renforcé par l'existence d'un Kurdistan syrien et un soutien russe officieux, pourrait constituer une menace politique lourde tant pour ➤

➤ la Turquie de Recep Erdogan que pour le Kurdistan irakien de Barzani. Ce qui constitue assurément un moyen très sûr de saborder discrètement la tutelle américaine au Levant, souligne Caroline Galactéros.

Moscou se doit de préserver ses intérêts stratégiques et énergétiques dans la zone et de conforter son statut d'interlocuteur incontournable

On le sait, ce qui compte pour Moscou, c'est de préserver avant tout ses intérêts stratégiques et énergétiques dans la zone. Et il y a plus, Poutine se doit de conforter son statut

d'interlocuteur incontournable dans un monde qui se veut multipolaires tout en freinant la déstabilisation régionale au profit des alliés sunnites de Washington.

Qu'on se le dise, la Russie a très largement rempli ses objectifs militaires en Syrie. Tandis que Washington a été progressivement acculé à devoir reconnaître tout à la fois l'échec de son plan régional et son incapacité à freiner les ardeurs des Russes. Etant entendu que Washington, flanqué d'un allié turc partiellement incontrôlable, ne saurait entraîner l'OTAN dans une confrontation directe avec Moscou.

De fait, Vladimir Poutine s'il parvient à obtenir de Washington que l'Armée syrienne ne sera pas démantelée ou encore que le parti Baas ne soit pas dissout et que le régime syrien soit maintenu, il est en passe de réussir haut la main son pari.

Et dans ce contexte, on l'aura compris la question kurde n'est pas étrangère à la consolidation d'un nouvel équilibre au Moyen-Orient qui est somme toute très favorable à la Russie.

L'EXPRESS

6 AVRIL 2016

Pourquoi les Kurdes sont incontournables dans la lutte contre Daech

Par Christian Makarian, le 06/04/2016
<http://www.lexpress.fr>

Les Kurdes sont aujourd'hui un élément clef de la stratégie américaine contre le groupe Etat islamique. De quoi susciter la colère de la Turquie, qui craint leurs velléités indépendantistes.

La vérité est toute nue: en Syrie, comme en Irak, il faudra faire avec les Kurdes. Les modalités, en revanche, apparaissent revêtues de complexité - c'est tout l'enjeu de la bataille qui s'annonce pour la reconquête des deux "capitales" de l'Etat islamique, Raqqa (Syrie) et Mossoul (Irak). Dans la situation actuelle au Moyen-Orient, les Kurdes présentent trois caractéristiques très appréciables.

Ils constituent la seule ethnie susceptible de combattre Daech de part et d'autre de la frontière entre la Syrie et l'Irak, ce qui leur confère en partie la même configuration géographique que l'Etat islamique et les rend directement opérationnels.

Ils disposent d'organisations structurées (le parti PYD syrien, qui a mis sur pied une force armée conséquente, le YPG, ainsi que les peshmergas du Kurdistan irakien) et d'un territoire quasi indépendant, dirigé depuis Erbil (Irak), dans une zone qui est pourvue de ses propres ressources pétrolières. Ils ont remporté à ce jour plusieurs victoires contre Daech, symboliques ou décisives: à Kobané (janvier 2015) et à Tal Abyad (juin 2015), dans le nord de la Syrie, à Sinjar (novembre 2015), dans le nord de l'Irak.

LA CARTE KURDE JUGÉE CRUCIALE À WASHINGTON



Très structurés, les combattants kurdes sont indispensables dans la lutte contre Daech.afp.com/Safin Hamed

Depuis le début du conflit syrien, les Kurdes n'ont cessé de s'imposer comme un élément clef de la stratégie américaine contre Daech. En sus des livraisons d'armes qu'ils effectuent, des forces spéciales présentes sur place et du soutien financier qu'ils apportent, les Etats-Unis ont dépêché à Kobané l'envoyé spécial du président Obama Brett McGurk, en février dernier.

La carte kurde est jugée cruciale à Washington, d'autant plus que, après l'effondrement des forces d'opposition syriennes dû au pilonnage des Russes, cette composante du conflit représente un appui terrestre indispensable. Quant à l'Irak, où l'aviation américaine et la coalition effectuent les deux tiers de leurs frappes, le soutien des Kurdes y est encore plus déterminant dans la perspective de la bataille de Mossoul.

UNE ALLIANCE QUI HÉRISSE LA TURQUIE

Cette alliance, fondée sur la réalpolitik, hérisse la Turquie, où vivent de 12 à 15 millions de Kurdes, dont l'organisation principale, le PKK, est en guerre ouverte avec le gouvernement d'Ankara et continue d'être rangée parmi les mouvements terroristes par les Etats-Unis et l'Union européenne. On n'en est plus à une contradiction près... Le cauchemar de la Turquie est évidemment de voir un Etat kurde se créer de facto en Syrie, ce qui aurait des répercussions immédiates sur son propre sol.

En 1920, le traité de Sèvres, qui démembrait l'Empire ottoman, avait prévu la création d'une entité kurde; le traité de Lausanne (1923) mit fin à ce rêve éphémère. Or cet espoir renaît aujourd'hui dans les décombres de la Syrie. Recep Tayyip Erdogan est déchaîné contre la ligne adoptée par les Etats-Unis.

DES RELATIONS AMBIGUËS AVEC DAMAS

Mais les Kurdes, qui tiennent désormais les trois quarts de la frontière syro-turque, font aussi bien le jeu des Russes. Vladimir Poutine voit dans la montée en force des Kurdes un excellent moyen d'exaspérer la Turquie, coupable d'avoir abattu un avion russe. En échange, le PYD, principale formation kurde de Syrie, attend de Moscou une attitude compréhensive à l'égard de ses velléités d'autonomie.

Dans cette configuration, le PYD entretient avec Damas des relations pour le moins ambiguës, ce que montre une certaine mansuétude du dictateur syrien, prêt à tout pour réduire l'emprise sur le terrain de ses opposants directs. Mais il y aura un prix. Le 17 mars, les Kurdes de Syrie ont proclamé une entité "fédérale démocratique" pour pousser leur avantage. Ils ont enclenché une dynamique qui accélère le morcellement du Moyen-Orient. ■

Greece starts deportations under deal with Turkey

MYTILENE, GREECE

Migrants' return marks stepped-up efforts to stem flows to Europe

BY LIZ ALDERMAN

They had braved risks and hardships to get to Greece, having crossed the narrow strait from Turkey in flimsy rafts like nearly a million others last year — with thousands dying along the way.

But on Monday, Greek and European Union officials sent them back — 202 migrants — initiating a central part of a deal worked out with Turkey last month to stem the flow of people making the perilous journey to European shores.

In this port on the island of Lesbos, as the sun rose over the Aegean Sea, more than 100 officers from the European border agency, Frontex, marched the migrants onto two ferries bound for the Turkish town of Dikili. Once there, the migrants were taken into tents for processing and then loaded onto buses — to where, Turkish officials would not say.

Some 66 others were deported from the island of Chios, where riots broke out last week among asylum seekers fearing deportation. In all, Greek officials said those deported were mostly Pakistanis and Afghans, though they also included two Syrians, who had not asked for asylum, the officials said.

The deportations marked a significant step for the European Union in its effort to curb the migrant crisis. The deal means that those landing here illegally will now be returned to Turkey.

Since the deal with Turkey was struck, the number of people attempting the crossing has slowed to a relative trickle — though it has not ended.

Even as the 202 migrants were landing in Turkey on Monday, others were taking off, despite the fact that the Turks pledged to cut off the route in exchange for 6 billion euros, or about \$6.8 billion, and other inducements.

In Greece, the deportations have perils of their own, however, enough to make it unclear whether they can be scaled up quickly.

Though the deportations on Monday did not meet any resistance, they sent fresh waves of anxiety through the overcrowded, military-style camp where migrants are detained in Moria, on Lesbos.

"We fled from war — why are we being



More than 200 migrants were deported on Monday from the Greek island of Lesbos back to Turkey, the first such group under an agreement between the European Union and Ankara.

held here?" one Iraqi migrant shouted at journalists from behind a chain-link fence, topped with razor wire, as others crowded around him. "We are not criminals. This is like being in jail. It is inhumane. What is going to happen to us?"

"We will not go back to Turkey!" shouted an Afghan migrant. Police officers then moved in and forced journalists to leave, before breaking up the crowd of migrants gathered at the fence.

In the past week, riots have broken out in several places, especially among Afghans and Syrians, many of whom have little idea how the asylum process works and who have grown increasingly fearful that, having made it this far, they may be sent home.

More than 800 migrants broke out of a military camp in Chios on Friday to protest what humanitarian groups said were prisonlike conditions.

Greece is still waiting for thousands of police officers and specialists on asylum from other European Union countries to arrive to help with the process of sifting who will stay and who will go.

That means the thousands of migrants in Greece who are applying for asylum will remain in Greek processing centers for the foreseeable future.

Under the deal, Europe will take in one Syrian refugee in Turkey for each person returned from Greece. Of the migrants it receives, Turkish officials have said, those judged not to be refugees will be deported to their home countries.

Syrian refugees eventually deported back to Turkey will either be sent back to the cities where they first registered in Turkey or will go to camps where they will be processed for asylum to Europe.

"The main objective is to stick a blow to the business model of human traffick-

ing from the Turkish coasts to the Greek islands," said Giorgos Kyritsis, the Greek government's spokesman on migration.

"The deal aims to convince people that until now were victims of the smugglers, that it is against their interests to risk their lives and pay all this money in order to make it to the Greek islands," he said, "and that the shortest and the only legal way to get to Europe is to be included in the resettlement program underway in Turkey."

Yet even as the Turkish officials carried out a series of raids to crack down on smugglers in recent days, some migrants have been undeterred by — or unaware of — the new regulations.

On Monday, dozens of migrants set off for Greece in rubber dinghies and were intercepted by the Greek and Turkish Coast Guards.

Less than two hours after the ferries took the 202 migrants from Lesbos back to Turkey, another 59 migrants from Syria were picked up by the Greek Coast Guard in a Zodiac raft.

The Greeks brought them to the port of Lesbos, and later police ushered the group to the migrant camp in Moria, where nearly 3,600 migrants who arrived after the March 20 deal are being detained.

"God willing, I will get to Germany," said Mohamed Zaki, 22, after he was brought ashore. "We're lucky — we are in Europe," he said, adding that the smugglers did not inform them that deportations were now taking place.

The processing of asylum applications on the Greek islands is expected to start on Thursday and could take weeks, if not months, if migrants appeal a rejection.

Mr. Kyritsis, the Greek migration offi-

cial, said that no one who applied for asylum would be sent back to Turkey before receiving a definitive answer from the authorities.

As the expulsions got underway on Monday, several European countries said they were working to fulfill their end of the bargain with Turkey.

Germany announced it was accepting 32 Syrians from Turkey in the state of

Lower Saxony, and Finland said it would take in 11 Syrians. The numbers were still a long way short of commitments to distribute some 160,000 asylum seekers among European Union countries.

In Lesbos, two German tourists who were on vacation shouted messages of support to the migrants from outside the fence at the camp in Moria.

“We don’t agree with these deportations — I can assure you there are many people in Germany who don’t agree with the policy of closed borders,” said Adrian Ils, a retiree from Cologne.

“It’s a shame the E.U. cannot find a common policy to share the problem,” he added. “We need to show our solidarity with desperate people — isn’t that what Europe is about?”

International New York Times WEDNESDAY, APRIL 13, 2016

A dangerous gamble in Iraq

Zalmay Khalilzad

WASHINGTON Iraq is facing major financial pressure, and the war against the Islamic State grinds on. The last thing the country needs is a major political crisis. But that’s exactly what appears to be in the works — unless the United States and Iran work together to help the prime minister avoid it.

The latest troubles began on March 31, when Haider al-Abadi, Iraq’s prime minister, presented a new cabinet to the country’s Parliament. That is within his right, of course, but he did so without agreement from the political parties that dominate the assembly. Most of Mr. Abadi’s nominees are reformist technocrats, people with integrity and excellent credentials — but they do not represent Iraq’s major parties, nor do they have their support.

Mr. Abadi made his move under significant pressure. There has been widespread dissatisfaction with the government’s inability to address economic and governance problems. For months, activists and Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the spiritual leader of Iraq’s Shiites, have been calling for a range of reforms, including shrinking the size of government, improving services, cutting wasteful spending and fighting corruption.

In announcing his new cabinet, Mr. Abadi sought to outmaneuver Iraq’s political leaders, probably because he believed that if he put forward a qualified and respected team, positive public reaction and support from Ayatollah Sistani would force others to acquiesce.

It hasn’t quite worked that way. Several other political players with strong followings in the Parliament — including influential Kurds, Shiites and Sunnis — are opposed. Ammar al-Hakim, the leader of the Islamic Supreme Council of Iraq, a powerful Shiite party, suggested that if the cabinet was unaffiliated with

any political party, the prime minister should be, too — meaning Mr. Abadi, who belongs to the Dawa Party, should resign. A Kurdish geologist who was nominated for the position of oil minister quickly withdrew his name because, he said, it had not been put forward by any of the Kurdish parties. A respected Shiite technocrat who was nominated for the finance and planning portfolios has withdrawn his candidacy, too.

The positions of two internal and two external parties will be crucial in deciding what comes next.

Nuri Kamal al-Maliki, the former prime minister, still retains power in Iraqi politics and could spoil the cabinet process. But some diplomats and politicians close to the scene believe that even if he was displeased with some of the names put forward, he was generally happy with the proposed cabinet because it keeps the prime minister’s office in the hands of his party and excludes those who he believes were responsible for planning his ouster in August 2014. Ayatollah Sistani will be the other key player. His endorsement for a reformist cabinet would carry a great deal of weight, and his opposition would be a death blow.

The Iranians, who usually act as brokers between Shiite groups, have generally been skeptical of Mr. Abadi, whom they regard as too close to the United States. However, Iran has recently opposed unseating the prime minister, perhaps fearing that prolonged negotiations over his succession could drive Shiite parties further apart and divert diplomatic and security resources away from the fight against the Islamic State. Iran might also realize that lasting success against the jihadist group requires addressing Iraqi Sunnis’ concerns rather than encouraging sectarianism.

The United States has also played an influential role in facilitating agreements among Iraqis in recent years. The United States has had a good work-

ing relationship with Mr. Abadi, as Secretary of State John Kerry’s visit to Baghdad last week affirmed. But officials in Washington are, like their Iranian counterparts, concerned that a political crisis in Baghdad could delay the campaign to retake Mosul from the Islamic State. The political crisis could also derail efforts by the Iraqis to deal with their financial problems.

The ideal outcome would be the quick selection of a full cabinet that is independent of the political parties. This is politically unachievable right now. In the meantime, the United States and Iran can help Iraq avert a crisis by encouraging Iraqi leaders to give Mr. Abadi

Haider al-Abadi is taking his country to the brink of political crisis. Now it’s up to the United States and Iran to save him.

some — but not all — of the government changes he seeks. The rest would have to be traded for the crucial buy-in of the political parties. One way to do this would be an agreement to have Mr. Abadi nominate half of the candidates for the 14 portfolios he intends to change, and allowing

the major parties to nominate the other half. Such a development would still represent progress on reform.

Both Washington and Tehran should be interested in an immediate resolution of the political crisis in Baghdad and they will probably have to work in parallel for a quick compromise between the political parties and the prime minister. Washington and Tehran will also need to coordinate with each other and engage with Iraqi leaders to ensure that Mr. Abadi’s gamble does not become a major crisis.

ZALMAY KHALILZAD was the American ambassador to Iraq from 2005-7. He is the author of, most recently, “The Envoy,” a memoir.

The Islamic State

The Raqqa Imperative

The United States and its allies against the Islamic State face a major choice in its next target: the Iraqi city of Mosul, or the IS "capital" of Raqqa.

Henri J. Barkey / April 8, 2016

//www.the-american-interest.com

Paris. Istanbul. Brussels. These are the most recent and spectacular of the Islamic State's (IS) outrages. The wave of terrorism is not about to end anytime soon unfortunately. Western countries feel especially vulnerable because theirs are open societies; it is not just transportation nodes, but schools and religious institutions, cafes and restaurants, that are targets. More importantly, the wave of terrorism constitutes the greatest challenge to Europe and the United States since the Cold War. This is because, together with the wave of refugees cascading from the Middle East to European shores, there is a real possibility that many of these European societies will find their character dramatically altered. The rise of right-wing and other extremist groups will fundamentally change the Transatlantic relationship, which has been the foundation of Western success.

If the United States and the West want to prevent the likes of Marine le Pen in France from coming to power, they need to deal IS a deadly blow. The current war against IS has been partly successful; its finances are hurting, recruitment is down, and it has lost significant territory. However, it still controls Iraq's second largest city, Mosul, with an estimated population of a million or more. And in its capital, Raqqa in Syria, its leader, the so-called Caliph al-Baghdadi, resides along with senior cadres.

The real question, then, concerns which of these places to target. Although Mosul is a much larger target and rescuing civilians from IS's occupation is a critical goal, in such a large city street by street fighting, with booby-trapped buildings, promises to be costly and time consuming. Raqqa, by contrast, is smaller, almost encircled, and far more doable. Additionally, Raqqa is the nerve center for the far-flung network of bombers and others intent on killing civilians. Raqqa's liberation would deal a heavier military and psychological blow to the "heroic" narrative IS has peddled up to now. With Raqqa gone and the leadership cadres on the run (they won't be able to fall back on Mosul, because most of the roads have already been cut), morale

among IS fighters in Mosul will dissipate quickly.

Nevertheless debate is still raging among allies and especially within the Obama administration as to which of these two cities, Raqqa or Mosul, should be targeted first. Mosul is where the Iraqi army collapsed in June 2014, quickly abandoning its positions and tons of equipment in the face of a rag-tag army of jihadists. Many Iraqi army units were the product of the corrupt fiction of some commanders who pocketed the salaries of imaginary soldiers. It remains to be seen whether the Iraqi army, which has to take the lead, has been rebuilt sufficiently to take on such a mission. Further complicating this question is a coordination nightmare: Iraqi Kurdish forces, the peshmerga, would also take part in the operations, and irregular Shi'a forces from down south are pushing for a role as well. In other words, the Mosul front is far from being ready.

Raqqa poses another set of challenges: the only force poised to go on the onslaught are the Syrian Democratic Forces, SDF, which are primarily composed of the militia of the Syrian Kurdish Democratic Union Party, the PYD. The PYD, which accounts for almost 80 percent of the SDF's fighting force, is anathema to America's NATO ally Turkey. Turkish President Recep Tayyip Erdogan is battling a renewed insurrection by Turkish Kurds led by the Kurdistan Workers' Party, the PKK with which the PYD has a long-standing affiliation, so he has been dead set against any further U.S.-PYD collaboration, beginning with a slated offensive against the town of Manbij which is Raqqa's last line of defense. Erdogan's primary fear is that the Syrian Kurds will achieve a federal arrangement in a post-Bashar al-Assad Syria, not unlike the Kurdish Regional Government in Iraq, thereby inspiring their Turkish brethren as well.

The offensive against Raqqa would roughly emulate a previous operation against another IS stronghold, Shadadi. Each successful campaign encourages more Sunni Arabs to come and join the anti-IS effort. The projected attack on Manbij is likely to achieve the same result, in which the opposition created a joint military council composed of Arab, Kurdish, and Turkmen groups to manage not just the offensive but the



days after as well. The challenge in Raqqa will be twofold. First, find sufficient numbers of Arabs, Sunni or Christian, from both outside and inside Raqqa to govern the city, with the PYD playing a much diminished and subordinate role. Second, prevent a race for Raqqa between Damascus-backed forces and the SDF.

Turkish opposition is not the only reason for American reluctance. Raqqa is an Arab city and the Kurds, while willing to lead the coalition in capturing it, echoing American concerns, are unwilling to occupy the area for fear of triggering inter-communal tensions. A great deal of effort is being expended now to increase the Arab contingent of the SDF.

The Obama Administration faced a similar dilemma in October 2014 when IS decided to mount a massive attack on the Syrian Kurdish border town of Kobani. President Obama was faced with a tough choice: abandon the Kurds or deal IS, which was making use of enormous quantities of American-made equipment captured from the Iraqi Army in Mosul, a devastating blow and face the opprobrium of Erdogan, who did not want to see the Kurds survive. Obama overruled advisers worried about Turkey's reaction and helped save Kobani.

History proved him right; he not only helped create in the PYD the only military force in the region capable of consistently defeating IS, but his cooperation with the Kurds also alarmed the Turks sufficiently to provide the United States access to a series of military bases—something they had steadfastly opposed—to fight IS.

This time, too, cooperation with Syrian Kurds will infuriate Erdogan, but the stakes in Europe are far too dire. Another series of bomb attacks could trigger massive political shifts. The sooner Raqqa is liberated from IS, the sooner IS will be defeated, and, in turn, the sooner the United States and the coalition will be able to focus on the real issue in Syria: its regime's future. Defeating IS may give the West a respite from terrorism, but it is the reconstitution of Syria that will start resolving the refugee crisis.

Assad dans son berceau des illusions

Le grand allié russe de Damas serait prêt à lâcher le président syrien au profit d'une nouvelle équipe plus légitime qui lui assurerait sa présence dans le pays.

↳ "Nous reconstruirons Palmyre dès que possible", "Et nos maisons ?"
Dessin de Schrank paru dans Basler Zeitung, Bâle.



—Yediot Aharonot
(extraits) Tel-Aviv

La reconquête de Palmyre démontre le succès de la stratégie de l'armée syrienne et de ses alliés (la Russie, l'Iran et le Hezbollah) dans la guerre contre le terrorisme et les graves erreurs de la coalition dirigée par les Etats-Unis, qui, un an et demi après sa mise sur pied, n'a obtenu que des résultats dérisoires." Cette déclaration publique du président syrien Bachar El-Assad survient alors qu'un troisième round de pourparlers de paix doit s'ouvrir à Vienne [avril 2016].

Sérieusement, Assad est-il en mesure de reprendre la main et de rétablir l'autorité de son régime sur toute la Syrie ? Et de quels pourparlers parle-t-on ? La position de l'opposition syrienne, encouragée par Riyad, fait de la démission de Bachar El-Assad le préalable à toute négociation. De son côté, Assad et son régime n'ont aucune intention de décamper. Les succès répétés de ses forces terrestres réduisent en outre la probabilité même d'un compromis.

A quoi riment de tels pourparlers quand on sait que les décisions sont prises en dernier recours à Téhéran et à Riyad ? Les relations entre l'Arabie Saoudite et la république islamique d'Iran sont au plus bas : les deux régimes s'affrontent par procuration au Yémen, le Conseil de coopéra-

tion du Golfe (CCG) a inscrit le Hezbollah [libanais pro-iranien] sur sa liste des organisations terroristes et le régime iranien a laissé faire des manifestants venus "spontanément" incendier l'ambassade saoudienne à Téhéran [3 janvier].

Mais tout cela n'est qu'une brouille par rapport au grand jeu mené depuis le Kremlin. C'est Moscou qui semble tenir le plus à des pourparlers de paix. En même temps, bien que la Russie ait annoncé l'évacuation de ses forces terrestres, Moscou s'est ostensiblement attribué le premier rôle dans la reconquête de la ville antique de Palmyre. Il n'est pas impossible qu'à défaut d'avoir pu les écraser les Russes tablent désormais sur les divisions entre les groupes d'opposition, dont la plupart exigent la tête d'Assad et le considèrent comme un criminel de guerre. La logique veut que, s'ils veulent maintenir leur tête de pont en Syrie, les Russes doivent opter pour des élections réellement démocratiques menées sous leur houlette. Cela aurait l'avantage d'avoir pour partenaire un gouvernement qui puisse garantir les intérêts russes (maintien de la flotte russe dans le [port syrien de] Tartous et donc en Méditerranée) bien mieux que le régime Assad.

Piégés. La Russie n'est pas sans savoir que les Alaouites, le groupe

confessionnel dont est issu et sur lequel s'appuie Assad, ne sont qu'une minorité (11 %) en Syrie. Et, ces dernières semaines, les responsables de la diplomatie russe ont plusieurs fois fait savoir qu'ils trouvaient les déclarations victorieuses d'Assad déplacées et prématurées. Par ailleurs, le Kremlin a inversé ses plans. Au départ, leur objectif était d'abord et avant tout la liquidation de la rébellion modérée, Daech et Al-Nosra étant relégués au second plan. Maintenant que le cessez-le-feu tient vaillamment, ce sont ces derniers qui sont devenus les cibles prioritaires de l'armée russe. Mais le jour où le cessez-le-feu volera en éclats, les Russes vont-ils à nouveau concentrer le tir sur l'opposition syrienne modérée ?

Toujours est-il qu'à ce stade Américains et Saoudiens se sont laissés piéger. La principale conséquence du cessez-le-feu a été la réoccupation par l'armée syrienne de tous les territoires évacués ou démilitarisés par les groupes rebelles, ainsi que la capture de milliers de combattants de l'opposition non islamiste, le tout

Assad a perdu toute légitimité dans l'ensemble des opinions publiques arabes

avec la bénédiction de la couverture aérienne russe. Ces faits ne sont pas étrangers à l'annonce par la Russie d'un retrait partiel de ses forces terrestres. De même, au grand dam du régime syrien, les Russes se sont bien gardés de condamner les Kurdes, qui veulent créer une région autonome kurde en Syrie, d'autant que le Kremlin considère les forces kurdes et les minorités chrétiennes comme des partenaires stratégiques contre les groupes sunnites extrémistes. Il y a donc un conflit d'intérêts entre les Russes et le régime d'Assad, et il est probable qu'Assad, à plus ou moins brève échéance, n'ait d'autre choix que d'accepter la perte de la Syrie du Nord.

La prise de Palmyre est une victoire en trompe-l'œil. Le régime syrien ressemble davantage à une personne handicapée qui a perdu l'usage de la plupart de ses membres. Le cœur alaouite bat toujours, mais le cerveau et le bras droit sont sous perfusion

russe, le bras gauche est cautérisé par l'Iran et le Hezbollah, et les jambes sont affaiblies. Un tel régime peut-il garantir l'avenir du pays face à une population à 80 % sunnite et sous assistance médicale russe et iranienne ?

La Syrie est en pleine tourmente depuis les années 1940. Jusqu'en 1970, elle a été le théâtre d'innombrables coups d'Etat militaires. Aujourd'hui, la Syrie connaît la pire situation depuis son indépendance en ayant perdu le contrôle de ses frontières. La frontière occidentale [avec le Liban] est sécurisée par le Hezbollah et l'Iran ; les frontières méridionales et orientales sont contrôlées soit par Daech, soit par l'Irak allié à l'Iran ; des djihadistes

venus du monde entier contrôlent la moitié du territoire ; enfin, depuis six mois, l'intervention russe a eu pour effet de déconnecter le Nord kurde. Fondée il y a à peine soixante-dix ans, la Syrie n'est plus qu'un corps chancelant. La moitié de sa population a fui et le nombre de tués avoisine le demi-million. Malgré ses réseaux mafieux, le régime d'Assad aurait-il la capacité économique de reconstruire le pays ? La réponse est bien entendu négative. Les seuls à même de reconstruire la Syrie sont l'Arabie Saoudite et le CCG, le hic étant qu'ils sont du côté des insurgés.

Par ailleurs, martelé des décennies durant, le slogan démagogique de la Mouqawama ["résistance" en arabe] face à Israël a longtemps servi de pis-aller pour consolider la dictature baasiste. Mais l'armée syrienne n'a libéré ni le plateau du Golan ni la Palestine. Au lieu de cela, elle s'est retournée contre la population syrienne et l'a martyrisée. Assad a perdu toute légitimité non seulement en Syrie, mais aussi dans l'ensemble des opinions publiques arabes, tandis que l'Occident le considère comme un criminel de guerre au même titre que les chefs de Daech. Le président syrien se berce d'illusions en imaginant que la reconquête de Palmyre est le coup d'envoi d'une reprise en mains de la Syrie et d'une restauration de son régime de terreur. Désormais, son sort dépend du bon vouloir de Moscou et de Téhéran, lesquels devront bien finir par négocier avec les Occidentaux.

—Yaron Friedman

Des affrontements entre Turcs et Kurdes place de la Comédie à Montpellier

Une manifestation de Kurdes a été le théâtre de tensions cet après-midi place de la Comédie à Montpellier entre les militants indépendantistes et leurs opposants, en faveur du gouvernement turc.

10/04/2016

<http://france3-regions.francetvinfo.fr>

Une manifestation en faveur du gouvernement turc était prévue à partir de 14 heures à Montpellier. Pour montrer leur opposition, une centaine de militants kurdes se sont regroupés place de la Comédie vers midi. Ils portaient des drapeaux du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Sur leurs étendards, le visage d'Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie depuis février 1999.

C'est quand environ 800 militants pro-gouvernement turc sont arrivés entre 14 heures et 15 heures que le climat s'est tendu. Quelques échauffourées ont éclaté. Un important dispositif de CRS a formé un cordon de sécurité



Une centaine de militants pro-kurdes étaient regroupés place de La Comédie, sous l'œil vigilant d'un important dispositif de police.



Environ 800 militants pro-gouvernement turc se sont opposés à la manifestation du Parti des travailleurs du Kurdistan.

autour des militants pro-kurdes et la manifestation pro-gouvernement turc s'est poursuivie à partir de 17 heures.

Trois militants du PKK ont été interpellés. Deux policiers ont été légèrement blessés.

Contexte

Le PKK est un parti nationaliste kurde, d'inspiration marxiste-léniniste, qui revendique la

création d'un Etat pour les Kurdes vivant en Turquie. Le PKK dispose d'une antenne dans les zones de peuplement kurde en Syrie, le Parti de l'Union démocratique (PYD). Ce dernier combat l'Etat islamique, et a conclu une alliance de circonstance avec le régime de Bachar al-Assad. ■



6 AVRIL 2016

Erdogan traité de pédophile et zoophile en Allemagne

6/04/2016 -Source: Belga © afp.
<http://www.7sur7.be>

Le parquet allemand a ouvert une enquête préliminaire visant un satiriste qui dans un poème a traité à la télévision le président turc Recep Tayyip Erdogan de pédophile et de zoophile.

"Juridiquement, il pourrait s'agir d'une infraction à l'article 103 du code pénal, 'insulte d'une personne privée visant des représentants ou des organes d'un Etat étranger', un délit passible de maximum 3 ans d'emprisonnement, a expliqué à l'AFP le procureur de Mayence (ouest) Gerd Deutschler.

JAN BÖHMERMAN

Le parquet va demander à la chaîne publique ZDF de fournir l'extrait vidéo en question pour déterminer s'il y a lieu de poursuivre le satiriste Jan Böhmermann. Cependant, pour cela, il faudra que le gouvernement turc réclame officiellement des poursuites pénales.

POÈME SATIRIQUE

L'enquête préliminaire a été engagée après la réception d'une vingtaine de plaintes à la suite de la diffusion fin mars par la chaîne publique ZDF-neo d'un poème satirique lu lors d'une émission comique. Entre autres vers, M. Böhmermann, encadré du drapeau turc et d'un portrait d'Erdogan, dit:

"Ce qu'il préfère c'est baiser des chèvres, et réprimer des minorités. Taper des Kurdes, frapper des Chrétiens en regardant des pornos d'enfants. Et même la nuit, au lieu de dormir, c'est fellation avec 100 moutons. Oui, Erdogan tout entier est un président avec une petite queue".

TEXTE INSULTANT

Le 1er avril, la chaîne ZDF avait retiré la vidéo de sa médiathèque, tandis que la chancelière Angela Merkel, par la voix de son porte-parole Steffen Seibert, dénonçait un texte "sciemment insultant".

SCIEMMENT EN INFRACTION

M. Böhmermann avait lu son poème en réaction à la convocation par le gouvernement turc de l'ambassadeur allemand pour dénon-



Le parquet allemand a ouvert une enquête préliminaire visant un satiriste qui dans un poème a traité à la télévision le président turc Recep Tayyip Erdogan de pédophile et de zoophile.

cer une autre satire diffusée à la télévision sous forme d'une chanson dénonçant les atteintes aux libertés par le président Erdogan. Il avait même souligné que son poème était en infraction avec le droit pénal allemand, contrairement au chant qui avait valu l'incident diplomatique germano-turc.

"LIMITES POUR LA SATIRE"

Après le retrait de la vidéo par la ZDF, il avait relevé avec provocation que lui et son employeur avaient "démonstré où étaient les limites pour la satire en Allemagne. Enfin!" ♦

TURQUIE: LA GUERRE DANS LE SUD-EST À MAJORITÉ KURDE

Par Pierre Magnan le 10/04/2016
<http://geopolis.francetvinfo.fr>

La Turquie est en guerre. Contre une partie de sa population. Ankara a imposé le mardi 5 avril 2016 un couvre-feu dans la ville de Silopi, dans le sud-est du pays. D'autres villes de la région, à majorité kurde, sont aussi placées sous couvre-feu. Preuve de la tension qui règne entre forces de l'ordre et militants kurdes, sept policiers ont été tués le 31 mars à Diyarbakir.

Difficile de savoir quel est le bilan de cette guerre. Une guerre loin des yeux des journalistes européens. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé fin mars que 355 membres des forces de l'ordre avaient trouvé la mort dans les affrontements qui ont repris dans la région depuis l'été. Il a également affirmé que 5.359 membres du PKK avaient été tués.

Villes assiégées, bombardements, couvre-feu et attentats contre les forces de l'ordre. «Nous vivons le 1915 des Kurdes», soupire Ahmet, maître forgeron, en évoquant cette année fatidique qui marqua le début du génocide des Arméniens. cité dans Libération.

«C'EST UNE GUERRE CIVILE»

Diyarbakir, Sur, Silopi... toutes les villes de la région ont subi le passage des forces de répression turques venues lutter contre le PKK et ses soutiens, depuis le réveil du conflit entre le pouvoir d'Erdogan et les autonomistes kurdes en juillet 2015. Un exemple montre l'ampleur des affrontements entre les deux camps: la «capitale» kurde, Diyarbakir, entourée de ses murailles noires, ville classée au patrimoine de l'Unesco, a vu son cœur passer de 121.750 habitants, selon le recensement, à à peine plus de 30.000, d'après la municipalité.

«La Turquie est prise dans une spirale de la violence depuis que la trêve entre le PKK et l'AKP (parti au pouvoir, NDLR) est tombé à l'eau en juillet. Depuis, c'est une surenchère qui n'est pas près de se tarir. Pire, c'est une guerre civile qui est en train d'atteindre l'ouest du pays et d'affecter des civils, ce qui n'était pas arrivé depuis 1984», analyse pour France 24 Cengiz Aktar, professeur de sciences politiques à l'université Bahçesehir d'Istanbul.

MASSACRE À CIZRE

Les forces gouvernementales agissent tous azimuts, dans les campagnes du sud-est de la Turquie, mais aussi en dehors des frontières du pays. On ne compte plus les raids turcs



Quartier de Cizre détruit.

contre les Kurdes en Irak ou en Syrie. Les Turcs auraient même interdit aux Kurdes de Syrie d'attaquer l'EI à l'ouest de l'Euphrate.

Les militants du PKK, eux, ont tenté de concentrer leur révolte dans les villes à majorité kurde. Des tranchées ont été creusées et des barricades érigées pour «protéger» les villes «libérées». En représailles, les forces turques ont repris les villes à l'arme lourde. Chars et canons ont appuyé les forces du pouvoir central.

Le 7 février, après la mort dans la localité de Cizre de 60 civils kurdes brûlés alors qu'ils étaient réfugiés dans les caves de deux immeubles, le leader du Parti de la démocratie des peuples (HDP), Selahattin Demirtas, a accusé le pouvoir d'avoir sciemment perpétré un «massacre». «Les autorités ont ensuite dispersé les corps des victimes dans les rues et les maisons dévastées (par les combats) comme si les cadavres étaient déjà là», a dit le responsable de la troisième force politique du pays. Un journal militant donne un récit de ce sanglant épisode de la guerre des villes.

Alors que l'Europe négociait un accord avec la Turquie sur la question des réfugiés, l'épisode a poussé un eurodéputé espagnol, Javier Couso (Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique, GUE/NGL), à demander à la Commission d'ouvrir une enquête indépendante sur les faits.

L'ampleur de la réaction de l'Etat central a provoqué des interrogations dans le camp kurde sur la pertinence des choix stratégiques du PKK. L'armée turque, qui a mobilisé 10.000 soldats selon Reuters, a en effet multiplié les offensives pour débusquer les combattants du PKK, imposant des couvre-feux quasi-permanents. Entre le 16 août 2015 et le 5 février 2016, Ankara en a imposé 59 dans les

villes de Diyarbakir, Sirnak, Mardin, Hakkari, Mus, Elazığ et Batman, affectant 1,3 million d'habitants.

LA PRESSE SOUS PRESSION

Pendant que dans le sud-est, les combats se poursuivent, l'Etat continue son combat contre les différentes formes d'opposition ou de critiques. Le procès de deux journalistes d'opposition, considéré comme un test pour la liberté de la presse en Turquie, se déroule à huis-clos. Accusés d'espionnage par le pouvoir, ils risquent la prison à vie pour avoir dévoilé des informations sur des armes allant vers la Syrie. «On ne pourra pas faire taire la liberté de la presse», a scandé la petite foule de partisans, militants d'ONG et députés d'opposition venus applaudir Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien Cumhuriyet et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, à leur entrée au tribunal d'Istanbul.

Face à ce conflit, l'Union européenne a adopté une position prudente. Sous l'impulsion de l'Allemagne, l'UE a signé un accord avec Ankara sur la question des réfugiés. Et après une colère du président turc sur le silence européen qui a suivi des attentats en Turquie, la porte-parole de la Haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, a déclaré: «Au nom de l'Union européenne, nous réitérons notre solidarité continue avec la Turquie, son gouvernement et son peuple, confirmant notre plein soutien à la lutte contre le terrorisme et la violence» tout en rappelant que le PKK «est sur la liste de l'UE des organisations terroristes». Federica Mogherini a aussi appelé Ankara à «se réengager dans le processus de paix kurde qui avait donné récemment autant de résultats positifs et prometteurs».

Un processus qui semble bien loin. ■

April showers bring ... growing violence in southeast Turkey?

Both the Turkish government and the Kurdistan Workers Party are feverishly preparing for expected heavy clashes in the spring.



Author Metin Gurcan
April 11, 2016
Translator Timur Göksele
www.al-monitor.com

This year, the coming of spring has not brightened the lives of people in Turkey's southeastern towns, where violence continues. The coming of spring means heavy winter conditions and melting snow are replaced by green trees and many rainy, foggy days. It also means a probable increase and expansion of clashes.

The milder meteorological conditions will allow the Kurdistan Workers Party (PKK) to become more mobile. With improved logistics support, the PKK could integrate its urban units, which have been operating independently, and transform them into a regional force and escalate fighting. Security forces, which are aware of these realities, are frantically preparing.

Security officials in Ankara expect multiple, simultaneous PKK operations on the ground or actions in the cities at the end of April. Ankara has reacted by increasing the number of special operations teams trained in urban warfare, appropriate vehicles and weaponry.

Al-Monitor has learned from its sources in Ankara that one extraordinary step taken was to shorten the training periods of police special operations teams. Gendarmerie special operations teams in the region that today total 12,500 will be boosted to at least 20,000. Police special operations teams that today have 7,800 personnel will be increased to 20,000.

The Turkish Armed forces (TSK) also appear to be making similar redeployments and changes. For example, infantry brigades at Bingol, Sarikamis, Tatvan and Denizli have been transformed entirely to commando brigades. These four brigades, made up of 20,000 professional and specially trained soldiers, have been deployed to critical areas of Tunceli, Bingol, Agri, Hakkari, Sirtak and Mardin. Two commando battalions have been temporarily redeployed from Cyprus to defend some permanent bases in the region.

The TSK's increasing need for manpower this spring to set up permanent regional bases may force it to stray from its established principle of fielding only professional troops in anti-terror operations and not using conscripts.

In short, Turkish security forces are planning to double their presence in the region to sustain their control of towns and to dominate the rural terrain.

The PKK is also active, reinforcing its mountain units. Turkish intelligence has reports that the PKK may shift its operations to the calmer Van region and rural areas to ease the pressure it is currently under in Nusaybin, Sirtak and Yuksekova, and to launch attacks in western cities. The PKK, which appears to have learned well from the first wave of combat in Silopi, Cizre, Idil and Sur, is hunting tanks and armored vehicles using snipers, planting roadside bombs and digging tunnels.

In the past two weeks, about 50 security personnel have lost their lives in Nusaybin, a scene of heavy clashes. Normally a town of 90,000, its population is now down to 30,000. In this town, which abuts the Syrian border across from the Kurdish town of Qamishli, there are wide avenues and four- and five-story concrete buildings, unlike in Cizre, Sur and Silopi, where there are mostly narrow streets with trenches

dug and barricades backed by roadside bombs.

In Nusaybin, clashes take place mostly inside buildings. The PKK, which has prepared well and deployed experienced units, plants explosives at the foundations of buildings likely to be searched by security forces and sets them off by remote control. Reports say there are about 300 PKK militants from its rural units in Nusaybin, in addition to 700-800 local Civil Defense Units militants.

In six neighborhoods of Nusaybin where operations continue, security forces have identified about 200 buildings the PKK uses for safe houses, medical stations, ammunition storage and supply warehouses. After many personnel lost their lives in building collapses, the security forces are now considering the use of heavy fire from a distance to demolish all those buildings in the six neighborhoods, after first evacuating civilians.

"If necessary, we should think of totally evacuating the places, which are not anymore habitable anyway, and pulverize them from a distance. We should totally raze these locations and rebuild them," President Recep Tayyip Erdogan said recently. "We won't sacrifice even a finger of our police and soldiers for all the piles of concrete and iron there. We are sustaining martyrs because of this."

According to security experts quoted by Turkish media, what is happening in Nusaybin is not a classic terror operation, so the buildings the PKK is using for combat purposes should be collectively flattened by heavy-caliber fire from a distance.

As the clashes and casualties in Nusaybin have become a main agenda item recently, Turkey has devised a new strategy to handle the problems in that town. After reports of coordination discord between the governor of Mardin province and security units on the ground, the authority for operational decisions in the town was transferred from the civilian decision-makers to the military, which means consolidating intelligence and decisions to a single military command. For the first time since July 22, when the clashes began, command and control in Nusaybin will be exclusively in the hands of senior military officers.

Al-Monitor consulted technical experts who said it won't be easy to destroy the concrete-and-steel structures with tank and 155-mm artillery fire from a distance. These experts, who spoke with us on the condition of anonymity, said one option is to use penetration ammunition similar to laser-guided, 2,000-pound MK-84 ammunition fired from planes. Another option would be to use concentrated barrages of 203-mm artillery. The last option would be to send in armored bulldozers protected by tanks. Given the sharp increase in public sensitivity and the political pressure exerted from Ankara, security forces may have to make a decision soon.

Nusaybin may well be the harbinger of a new phase of wider and more violent clashes in the spring. The use of tanks, heavy armor, antitank weapons, snipers and roadside bombs are amplifying, increasing the destruction. Turning over the decision-making to the military could mean even the use of combat planes might be on the agenda. ♦

No wonder, then, that the coming spring isn't bringing the usual joy and happiness, but more fear and anguish in the region.

Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse.

‘The Peshmerga Isn’t Afraid of ISIS’

Fighting on the front lines, Kurdish Peshmerga soldiers have joined the Iraqi Army in a bloody battle against the Islamic State. But sharing a common enemy doesn’t make them easy allies.

Photos and Story by Cengiz Yar
2016/04/12
<http://foreignpolicy.com>

MAKHMOUR, Iraq — Nonstop small-arms fire rattled across the grassy plains in this corner of northern Iraq. Ambulances raced down a dirt path away from the front lines, carrying wounded fighters. Reinforcements whizzed in the other direction. A large blast rocked the town of Nasr, roughly a mile from where I stood, and smoke flooded the air — either from an Islamic State suicide bomber or a coalition airstrike.

Here, Kurdish Peshmerga and Iraqi Army soldiers are trying to claw their way northwest to the Islamic State’s stronghold of Mosul, roughly 50 miles away. Nasr is no more than a couple dozen houses perched on a hill, but it is one of the first steps in Iraq’s recently announced operation to recapture Mosul, the country’s second-largest city.

The offensive, which was launched on March 24, is already displacing civilians and threatening to cause a humanitarian crisis. An estimated 20,000 people live in the territory between the front line and the Tigris River, toward which the Iraqi Army is slowly advancing. More than 2,000 people had already fled to Makhmour from Islamic State-controlled territory by March 25, according to aid workers. They were being held in a two-floor youth recreation center, as Kurdish Peshmerga officers suspect that there are Islamic State sleeper cells in the group and are questioning the men. Every inch of the building was packed full, and dirt and scraps of food were scattered throughout the throngs of people. A thick, rotten smell hung in the air. I saw several humanitarian groups offering boxes of food, sometimes leading to pushing and shoving — a moving human wall of misery.

Makhmour was taken for a few days by the Islamic State in August 2014, after the group’s capture of Mosul. The jihadis were



The Iraqi Army fires artillery at Islamic State positions near Makhmour.



An Iraqi soldier carries the dead body of his brother, who was killed during a battle for the Islamic State-controlled village of Nasr.



A Peshmerga commander (center) stands with his troops on the front line in Makhmour, Iraq.

pushed out shortly thereafter by Kurdish forces, but the group has remained on the borders of Makhmour until late last month. On March 31, the Iraqi Army and Sunni tribal fighters, backed by Kurdish Peshmerga and heavy coalition air support, captured several surrounding villages from Islamic State militants. The Iraqi Army remains in the driver’s seat in the effort to push closer to Mosul as the Peshmerga watch from close by, not entirely convinced of their nominal ally’s fighting ability.

The fight hasn’t been easy for the estimated 2,000 Iraqi Army soldiers here. Near the front line, a group of fighters gathered around a slender Iraqi Army soldier, who was weeping as he trudged through the dirt. His tactical vest was streaked with blood, and in his arms, he carried the dead body of his brother.

“What is this fight between Shia and Sunni?” he cried in anger, screaming into the chaos of the battle. “Why is Iraq doing this?”

A few minutes later, another pickup truck came back from the front. On the truck bed sat a man covered in dust, as if he’d been caught in a sandstorm. Beside him was another dead Iraqi Army soldier covered in a blanket. Tan military boots stuck out from under the blanket on the bed of the truck as it sped off toward Makhmour. A large group of Iraqi Army fighters in a convoy of pickup trucks and Humvees headed in the opposite direction, chanting a war hymn and waving their weapons in the air.

The Peshmerga, however, have watched the Iraqi Army’s slow progress with frustration. Barzan Abdal, a 25-year-old Peshmerga lieutenant who lives in Erbil, watched the convoy drive off from the front-line berm into the no-man’s land beyond. He viewed the inability of the Iraqi Army to take Nasr for three days as a sign of failure. “They’ve completely

lost morale. That’s why they can’t fight,” he said, referring to the Iraqi Army soldiers who were his allies in this fight.

If the Peshmerga and the army here didn’t share a common enemy in the Islamic State, they would be rivals instead of allies. The two forces serve different governments, which each have competing agendas, and have a long history of mistrust between them. These divisions threaten to weaken the fight against the Islamic State: The Kurdish forces are openly skeptical about the military’s fighting capability, suggesting their presence was largely to beat back an Islamic State advance if the army retreats in disarray.

“I have zero confidence in the Iraqis,” said Juma Talib, a 38-year-old Peshmerga fighter from Erbil, who watched the fighting from the top of a command post at the front line. “For us, this is about reclaiming our land. For them, this is a religious war.”

But whether it’s Peshmerga or the Iraqi Army on the front lines, the Islamic State has employed ruthless tactics to keep their enemies at bay.

“There are families still in the villages, and anytime we get close, they use the civilians as human shields,” said Marwan, a 31-year-old Kurdish private with the 91st division of the Iraqi Army, who was stationed at an earthen berm protected by sandbags and cinderblock bunkers. His finger never strayed far from the trigger of his M16 rifle as he described the Islamic State’s use of suicide bombs and improvised explosive devices, which it has employed in the past to decimate Iraqi Army units.

Despite the difficulties of the fight, Marwan seemed determined to press forward. “This advance is very important, because they are using everything against us, and if we don’t stop them, they’ll come back and

➔ take Makhmour," he said.

Nearby, I talked with a group of Peshmerga fighters who joked about the quality of my body armor, compared to their complete lack of protection. This was a common complaint: Peshmerga fighters say the weaponry and equipment provided to them by coalition forces pales in comparison to the heavy support provided to the Iraqi Army. The majori-

ty of the Kurdish forces are equipped with hand-me-down Kalashnikovs; very few, if any, fighters have body armor; and heavy weaponry is almost nonexistent.

Abdullah Aziz, a tall, dark-haired, 42-year-old Kurd, smiled lightly as he tapped his tactical vest to show the lack of ceramic plates or any protection. But despite the Iraqi Army's better equip-

ment, Aziz didn't have much faith in them. "We're here because we're scared that the Iraqi Army will collapse, and we're here to stop that from happening," he said. "The Peshmerga isn't afraid of ISIS. It takes them [the Iraqi Army] six days to take two villages. We could take six villages in two hours." □

REUTERS

Syrian Kurds in six-month countdown to federalism

April 12, 2016 / BEIRUT / By Tom Perry / REUTERS

SYRIAN KURDS and their allies aim to finalise plans within six months for an autonomous political federation in northern Syria, pressing ahead despite the objections of foreign governments which fear Syria's disintegration.

While talks to end the five-year conflict in Syria struggle, the plans are taking shape independently of United Nations-led diplomacy and creating facts on the ground in an area of the country known in Kurdish as Rojava.

But the goal of a federal administration where Kurdish officials say other ethnic groups will have autonomy and rights is encountering resistance, notably from the United States, which backs the main Kurdish militia militarily.

Hadiya Yousef, a Kurdish official leading efforts to build the new government, says it is time the West gave its full backing to a plan she says is not aimed at Kurdish secession but at helping to resolve the Syrian crisis.

"We don't expect hostile parties to support this project, but we hope Western states that have lived the experience of unions and federalism to support this type of project," she told Reuters in an interview.

Kurdish groups have emerged as some of the best organised in Syria since the eruption of the conflict in 2011.

Their militia, the YPG, has carved out three areas of northern Syria where regional governments have already been set up. Yousef expects the new federal government to grow into areas where Islamic State is losing ground.

The YPG has been a crucial partner for the United States in its campaign against Islamic State in Syria, and forms the backbone of the Syria Democratic Forces alliance that is battling the jihadist group across wide areas of the north.

But that has not been translated into political support from the United States, whose policy is shaped partly by Turkey's concerns that rising Kurdish influence in Syria is fuelling separatism among its own Kurdish minority.

When representatives of the Kurdish-controlled north voted last month to establish the self-run "federal democratic system of Rojava", Washington reiterated its opposition to "semi-autonomous zones inside Syria". The main Syrian Kurdish party, the PYD, has meanwhile been left out of the U.N.-led peace talks, in line with Turkey's wishes.

Yousef, 43, said the decision to set up a federal government was in large part driven by the expansion of territories captured from Islamic State, including Arab towns.

"Now, after the liberation of many areas, it requires us to go to a wider and more comprehensive system that can embrace all the developments in the area, that will also give rights to all the groups to represent themselves and to form their own administrations," she added.

JAILED FOR KURDISH ACTIVISM

Jailed for two years in Damascus prior to the war on charges of being a member of a secret organisation aiming to break up Syria, Yousef today rejects any notion Kurds are pursuing a separatist agenda, even as they become more powerful.



Kurdish members of the Self-Defense Forces stand near the Syrian-Turkish border in the Syrian city of al-Derbasiyah during a protest against the operations launched in Turkey by government security forces against the Kurds, February 9, 2016.

Reuters/Rodi Said/Files

Kurds, the largest non-Arab ethnic group in Syria, faced systematic discrimination by the state until the 2011 uprising. Kurdish minorities also exist in Iran and Iraq, where Kurds have established a regional government in the north.

Yousef is co-chair of a 151-member council including Kurds, Arabs, Turkmen, Assyrians and other groups that will approve a new constitution known as a "social contract". Drafting will begin after consultative meetings at community level.

Such meetings have already been held in the town of al-Shadadi, recently captured from Islamic State, and Sarrin, a town just east of the Euphrates river in Aleppo province seized from the jihadists last year.

"All the meetings are so far positive," she said.

Though the details have yet to be agreed, Yousef said a new government would have a legislative council based in a yet-to-be-decided location. The constitution would also define the nature of the relationship between the federation and the government of a reformed, democratic Syria, she said.

"After the approval of the social contract, there will be general elections in the area of democratic federalism and the formation of a council elected by the people," said Yousef.

Syria's President Bashar al-Assad and rebel groups fighting to topple him all reject what they see as Kurdish separatism. Assad's government said the vote last month to seek self-administration had no "legal value" because it did not represent the will of all Syrians.

Yousef said preparations over the next six months would include public diplomacy abroad to explain the plan, adding: "We will work as hard as we can to be ready in six months." ●

Free speech isn't Erdogan's only casualty

Selahattin Demirtas

DIYARBAKIR, TURKEY When Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, recently paid a visit to Washington, he gave Americans a taste of the kinds of policies he employs at home. His guards reportedly roughed up reporters outside a think tank while an LED-lit van that said "Truth + Peace = Erdogan" drove around the United States capital.

Many American policy makers are horrified by Mr. Erdogan's efforts to kill off what is left of free speech in Turkey. Even President Obama admitted that he was "troubled" by the direction of the country, a NATO ally.

While the American public is right to be concerned about Mr. Erdogan's efforts to stifle free speech and imprison journalists, as a Kurd I am saddened that the criticism ends there. There has been hardly any real mention of the government's abuses in the fight against the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., the deportations of civilians, the destruction of Kurdish towns and the imprisonment of Kurdish politicians in Turkey.

Both Europe and the United States have turned a blind eye to the human rights violations in Turkey's Kurdish towns over the past year. Europeans did so because they were desperate to strike a deal with Mr. Erdogan to get Turkey to contain Syrian refugees. Washington, for its part, feels that Turkey is indispensable in the fight against the Islamic State.

But let me tell you what this pragmatic approach is hiding: Ever since peace talks between the Turkish government and the P.K.K. broke down last summer, the country has been in havoc.

Last August, Kurdish youth groups close to the P.K.K. began an insurgency in some Kurdish towns. The government responded first with tear gas and plastic bullets, later with 24-hour curfews that lasted for weeks and finally with tanks and artillery. Photos from some of the besieged towns look like early pictures from the Syrian civil

While the world rightly decries Erdogan's war on journalists, it ignores his war against the Kurds.

war. More than 300,000 people had to evacuate their homes. The death toll is over 1,000, hundreds of whom are civilians, according to the Turkish Human Rights Foundation. Large parts of the Kurdish towns of Cizre, Silopi and the historic Sur are now heaps of rubble.

While the government and the P.K.K. have different views on why peace talks collapsed, there is no doubt about what motivates Mr. Erdogan's continuing military campaign. He is stoking nationalist sentiment with an eye to a possible referendum this summer that would expand his constitutional powers.

Perhaps a little background is necessary here: Kurdish people in Turkey have been waging a struggle for greater freedoms for decades. Generations have perished in prisons and torture chambers as Turkey has gone through successive military coups. When I was growing

up in the 1970s and 1980s, we were not allowed to speak Kurdish, speak about speaking Kurdish or even sing in Kurdish. I became a human rights lawyer in part because my older brother went to jail for trying to do grass-roots activism — just organizing peaceful demonstrations under a political party was enough to get him labeled a terrorist.

We have come a long way in terms of Kurdish cultural rights, but Turkey is still far behind the rest of the world in basic democratic freedoms. True, the peace talks with the imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan over the past few years did bring us a much-needed cease-fire and a breathing space to celebrate our political views. But since then, the negotiations have fallen apart and the Turkish government has sought to reverse those gains. The Turkish government is meanwhile trying to expand its draconian antiterrorism laws to censor speech and other political activities.

Mr. Erdogan became even more intransigent about the peace process after my party, the Peoples' Democratic Party, or H.D.P., which advocates for

Kurdish rights, cleared for the first time a 10 percent threshold in parliamentary elections in June 2015 and gained entry to the Parliament. This has impeded the president's ability to change the Constitution to expand his powers.

Since last summer, hundreds of our party members have been arrested and dozens of our elected mayors have been dismissed or detained. Meanwhile, Turkey has been shelling Syrian Kurds who are fighting the Islamic State across the border in Syria.

Mr. Erdogan is targeting our party precisely because we stand in the way of the authoritarian order he is trying to establish. The H.D.P. is a progressive coalition of Turks, Kurds, socialists, democratic Islamists, liberals and minorities dedicated to democratic reforms, gender equality, diversity and Kurdish rights. We ran on a party list that included people from Turkey's many ethnic groups, including Kurds, Turks, Armenians, Assyrians and Yazidis — from all walks of life. I am a co-chairman of the party because every possible political unit, from municipal governments to local chapters, is led by a one man-one woman partnership. Our party was founded to provide common ground for all of the people of Turkey who want to see more democracy.

All of this is anathema to the despotic, male-dominated nationalism fueled by Mr. Erdogan.

In Washington, Mr. Erdogan presented himself as "fighting terrorism" and complained that the United States hasn't supported his campaign against the Kurds in Syria and Turkey. Someone should tell him that he is actually turning into a source of instability for the Middle East. By ending the peace process with the P.K.K., by creating a repressive security state, by shelving the rule of law and by cracking down on free speech, he is drowning what is left of Turkey's democracy — making this country more susceptible to radicalism and internal conflict than ever.

SELAHATTIN DEMIRTAS is a co-chairman of the Peoples' Democratic Party.

Palmyre, beauté inaltérable sauvée de la sauvagerie de Daech



Les artificiers russes font méthodiquement exploser les mines laissées par les hommes de Daech dans les ruines du site antique de Palmyre, repris début avril par l'armée syrienne. NOËL QUIDU



Alberto Stabile
« LA REPUBBLICA »

Envoyé spécial à Palmyre (Syrie)

Dans l'air flotte encore l'odeur de la bataille. Le vent du désert transporte la puanteur des incendies mal maîtrisés, des explosifs utilisés sans retenue. Les rues sont des pièges mortels à cause des mines laissées par les hommes de Daech. Les artificiers russes les font exploser une à une, soulevant des nuages de fumée noire. On marche entre les ruines. Des groupes de militaires syriens se reposent à l'ombre de leurs chars avec le calme et la joie des vainqueurs. Palmyre a été libérée. L'armée djihadiste s'est retirée vers Raqqa, laissant sur le terrain des centaines de morts. Mais l'écho des coups de canon qui résonne dans la plaine, sous les murs de la citadelle, avertit que la guerre sera encore longue.

Palmyre est un immense campement de soldats, une ville fantôme, rendue exsangue par la fuite des civils sous le feu des combats. Personne n'ose revenir dans un lieu rendu malsain et dangereux par la guerre. Et revenir pour faire quoi ? Vivre de quoi ? Le tourisme, l'unique richesse de cette terre autrement aride et ingrate, s'est tari au fil de cinq années de révoltes armées qui ont dégénéré en conflit international.

Un douloureux voyage

Une semaine après la fin des combats, on compte les dégâts, qui se révèlent gigantesques. Il suffit de voir la dégradation du temple de Baal, dont la fameuse cella, comportant l'autel des sacrifices, le saint des

Massacrées à coups d'explosifs, les ruines du II^e siècle continuent de resplendir dans le soleil couchant du désert. Mais la ville pleure ses héros morts et entame un long travail de déminage sous la houlette des forces russes. Les djihadistes, qui ont perdu sept cents hommes, ne sont pas loin.



saints et les niches, chacune creusée dans un seul bloc de marbre, a été fracassée. D'après Mahmoud, archéologue amateur revenu en visite sur les lieux où il a étudié pendant des années, ils ont utilisé « 30 tonnes d'explosifs, après deux tentatives infructueuses avec des charges de qualité inférieure ».

Ou bien il suffit de s'arrêter au beau milieu de la longue colonnade, qui constitue l'artère principale sur près d'un kilomètre, pour observer de près les ruines de l'Arc de triomphe construit à la fin du II^e siècle. Les djihadistes l'ont fait exploser sous l'œil d'une caméra pour montrer au monde entier leur énième abomination commise contre l'histoire. Ils ont fait de même avec le temple de Baalshamin, dont les structures composées d'une multitude de blocs de marbre ont été projetées à des centaines de mètres, comme autant d'éclats d'une crise de rage.

Pourtant, même si les coups infligés ont été profonds, ils ne semblent pas de taille à diminuer le charme d'un site parmi les plus admirés et les plus aimés au monde. En parcourant la colonnade au coucher du soleil en direction de la sortie, dans la lumière déclinante qui exalte la couleur de la pierre et la finesse des décorations, devant l'ampleur de tout ce qui est resté intact, on en viendrait à dire que malgré les destructions, la beauté de Palmyre l'emporte sur cette nouvelle barbarie, comme elle l'a déjà fait tant de fois par le passé.

Il n'en est pas moins douloureux, le voyage qui commence par la place du musée archéologique, ciblé à plusieurs reprises par des salves d'artillerie (ici, tous assurent que l'aviation russe a fait exprès de ne pas bombarder des zones comme celle-ci aux environs du site pour éviter aux vestiges des dommages collatéraux irréparables). Le musée a été dévasté et mis à sac.

L'entrée est complètement recouverte des débris calcinés du toit, des poutres, des briques brisées, des morceaux de plâtres. Deux fossés béent sur le pavé

à gauche de la porte centrale. Des débris tombés du ciel ayant résisté à l'explosion. Dans la galerie est, les plaques utilisées pour sceller les caveaux ont été privées de leurs bas-reliefs, des bustes, des visages, des profils, des scènes de la vie quotidienne gravées en mémoire des défunts. Le tout est probablement destiné au marché noir des pièces archéologiques. Même la statue de la déesse Allat (figure mythique, apparemment proche d'Athéna la Grecque), haute de trois mètres et considérée comme le clou de la collection, a subi ce traitement : la tête et les bras ont été amputés à coups de marteau. Désormais, elle trône comme un corps étranger et méconnaissable sur un océan de ruines.

À la tête d'un groupe de jeunes archéologues venus de Damas, le responsable des musées du ministère syrien de la Culture, Hamed Dib, cherche à dresser l'inventaire du désastre : « Il est difficile de faire une estimation, nous venons de commencer à tracer une carte du site et une liste des pièces. Ce que je peux dire, c'est qu'heureusement, au moins quatre cents objets importants ont été sauvés avant l'arrivée des miliciens de Daech. »

Le califat cherchait de l'or

Parmi le petit groupe qui s'est attelé aux réparations du musée, un homme peut en dire plus sur cette opération de sauvetage qui s'est finie en tragédie. Il s'appelle Mohammed al-Asaad. C'est l'un des fils de Khaled al-Asaad, ancien archéologue et ex-directeur du musée et du site de Palmyre, tué par les djihadistes pour s'être refusé à révéler la cachette des statues et des objets de valeur emportés dès les rumeurs d'invasion de Palmyre par les hommes du califat.

Quadragénaire à la stature imposante et aux gestes doux, Mohammed al-Asaad se dit touché par les manifestations de respect envers son père venues d'Europe. « Pendant quelques jours, ils ont semé la terreur. Tout le monde a vu ce qu'ils ont fait du théâtre antique, les exécutions en masse des civils et des soldats. Au début, mon père semblait relativement épargné. Ils l'ont convoqué deux ou trois fois, pour l'entendre dans le cadre d'une enquête, selon leur terme, mais ils avaient l'air très contrariés par le fait que le musée n'était pas ce qu'ils cherchaient. Ils cherchaient des objets à vendre au marché noir et, surtout, ils cherchaient de l'or, qui n'a jamais été ici. »

Le fait est qu'à la fin du mois de juillet, Khaled al-Asaad a été retenu pour la troisième fois, mais que, contrairement aux fois précédentes, il n'est jamais revenu chez lui. « Nous le détenons, nous sommes en train de l'interroger », disaient les hommes du califat à sa famille. Ensuite, plus rien. « Le 18 août, après dix-neuf jours d'emprisonnement, mon père a été tué, raconte Mohammed. Ils lui ont ordonné de se mettre à genoux, mais il a refusé. Ensuite, ils l'ont égorgé et l'ont pendu par les pieds en le laissant se vider de son sang. »

Le cadavre de l'archéologue, qui parlait l'araméen et avait écrit vingt livres sur Palmyre et la route de la soie, a été exposé sur la place du musée, où les djihadistes avaient construit une cage pour humilier les

prisonniers, au centre d'une fontaine sans eau. Mohammed se souvient de l'ultime requête de son père : « Il a demandé à entrer dans le musée pour la dernière fois. Il voulait respirer l'air qu'il avait respiré pendant quarante ans. Ils l'ont fait entrer pieds nus. » Ce n'est qu'alors qu'il manifeste son émotion.

Les Russes maîtres du lieu

Un véhicule blindé portant au flanc les couleurs russes barre l'accès au parc archéologique qui donne sur la place. Les artificiers qui déminent la ville ont installé leur camp dans le restaurant du site. Poliment, mais fermement, un officier indique au groupe de visiteurs quelles rues il est possible de parcourir parmi les ruines et quelles rues sont encore dangereuses. « Ils ont mis des mines partout, même dans les arbres et les plantes, pas seulement les rues et les édifices, dit l'officier qui se nomme Viktor. Mais, pour nous, ce n'est pas un problème, nous avons une longue expérience de ce type d'opérations. » Je l'interroge : en Tchétchénie ? « Entre autres », répond-il, coupant court à la conversation.

Ici, mais pas seulement, ce sont eux qui dictent les règles du jeu. Silencieux, efficaces, d'une méfiance extrême envers les étrangers, les soldats russes entourent leur commandant, armés de fusils chargés. Anecdote : deux journalistes syriens voudraient faire voler des drones pour photographier le site endommagé. Un représentant du gouvernement syrien refuse. Viktor accepte : « Des drones ? Bien sûr, pourquoi pas ? » Même si Poutine a décidé un retrait partiel des troupes, les soldats russes parlent et agissent comme s'ils allaient rester un certain temps.

Il faut aller dans les entrailles du théâtre romain, un bijou resté miraculeusement intact, pour découvrir des traces du passage des hommes du califat : couvertures, matelas en mousse, restes de nourriture et graffitis sur les murs. À l'entrée du temple de Baal, ils ont laissé libre cours à leur ironie : « Impossible d'entrer sans l'autorisation de l'État islamique ». Et encore : « Entrée interdite aux Frères (musulmans, NDLR) et aux civils ». Et aussi, sérieusement : « Res-ter et s'étendre ».

Il a fallu trois semaines de combats violents pour que l'arrogance des soldats du califat cède la place à une retraite précipitée. La participation de l'aviation russe à la lutte contre un ennemi privé de l'arme aérienne a été décisive. Mais les djihadistes ont montré une fois de plus qu'ils n'avaient pas peur de mourir au combat : sept cents d'entre eux ont péri, contre une soixantaine de soldats syriens. S'ils ont quitté Palmyre pour se retirer en direction de Raqqa, leur capitale, c'est parce que, depuis Kobané, ils ont compris que cela ne valait pas la peine de sacrifier un grand nombre d'hommes pour défendre des positions fixes alors qu'ils pouvaient utiliser ces mêmes forces dans des raids non moins dévastateurs. Mais ils sont là, proches, sur la route qui va à Deir ez-Zor, une ville qui représente pour eux la frontière avec l'Irak, le pays où leur aventure a commencé. ■

Après dix-neuf jours d'emprisonnement, mon père a été tué. Ils l'ont égorgé et l'ont pendu par les pieds en le laissant se vider de son sang

MOHAMMED AL-ASAAD, FILS DE KHALED AL-ASAAD, ANCIEN DIRECTEUR DU MUSÉE ET DU SITE DE PALMYRE, TUÉ PAR LES DJIHADISTES

La traque des chefs de Daech s'intensifie

Une centaine de cadres de l'État islamique ont été éliminés par les raids de l'aviation américaine au cours des derniers mois.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

JOHN KERRY l'a affirmé vendredi lors de sa visite surprise à Bagdad : « Daech est en train de perdre ses chefs (...) et nous continuerons à cibler et à éliminer ses dirigeants », a ajouté le secrétaire d'État américain, en annonçant que la pression militaire allait s'accroître « encore plus » sur l'organisation djihadiste, « clairement en train de perdre du terrain ».

En l'espace de quelques semaines, les États-Unis et leur allié irakien ont réussi à liquider plusieurs ténors du cercle dirigeant de l'État islamique (EI). Dernier en date connu, Abdel Rahmane al-Qadouli, originaire de Mossoul, un vétéran du réseau al-Qaïda qui jouait le rôle de ministre des Finances de Daech, un maillon important pour payer et engager des recrues. Certains présentaient al-Qadouli comme un possible successeur du calife al-Baghdadi, lorsque ce dernier connaîtra un sort similaire à ses « frères » djihadistes, éliminés les uns après les autres par des frappes ciblées américaines. « On se débarrasse des leaders qui gèrent leurs finances », soulignait après la mort de Qadouli, Ashton Carter, le secrétaire américain à la Défense, bien conscient que l'argent est plus que jamais le nerf de la guerre, au moment où l'EI doit, faute de liquidités, couper les salaires de ses membres.

Trois semaines auparavant, un haut responsable de la branche militaire, Omar le Tchétchéne, était victime d'une frappe de drone alors qu'il se trouvait à Chaddada, au nord-est de la Syrie. Une perte là encore importante : « Barberousse », qui avait servi dans les forces armées de son pays, la Géorgie, avant de combattre en Tchétchénie, assistait le calife dans les opérations militaires de l'EI. Enfin, le 18 mars, c'était au tour du gouverneur de Daech dans sa « capitale » irakienne Mossoul, Alian Natiq Mabrouh, d'être éliminé lors de raids aériens de la coalition sur le quartier Farouk, qui tuèrent une dizaine d'autres cadres du groupe djihadiste. Ils avaient tous, d'après des sources locales, des liens de proximité avec Baghdadi. Au total, selon le Pentagone, près d'une centaine de leaders et de cadres intermédiaires de Daech auraient péri, ces derniers mois, dans des frappes ciblées.



« Les Américains ont de plus en plus de renseignements sur les chefs de Daech, affirme un expert qui rentre d'Irak. Il ne leur a fallu que quelques jours, ajoute-t-il, pour venger la mort récente d'un de

Des soldats irakiens montrent un drapeau de l'EI dont ils se sont emparés, samedi, à la faveur de l'offensive menée pour déloger les djihadistes de la plaine de Ninive, avec la reprise de Mossoul en ligne de mire. SAFIN HAMED/AFP

« La question est de savoir si Barack Obama réussira à éliminer al-Baghdadi avant son départ de la Maison-Blanche »

UN EXPERT QUI RENTRE D'IRAK

leurs sergents tué par Daech près de Mossoul. Ils ont la liste des cadres, ils savent à peu près où ils se trouvent. La question est de savoir si Barack Obama réussira à éliminer Baghdadi avant son départ d'ici à la fin de l'année de la Maison-Blanche, comme il avait réussi à tuer Oussama Ben Laden en 2011. »

Selon un récent rapport du Soufan Group, des experts en sécurité basés à New York, les « raids des forces spéciales américaines ont augmenté ». Sentant le vent tourner, la population parle davantage. Les « indics » se multiplient chez les tribus sunnites qui préparent l'avenir. « Bagdad essaie de se gagner les tribus sunnites de Mossoul pour faciliter le processus de reconquête de la ville », relevait récemment un quotidien à Bagdad.

Les commandos des Seal ou des SAS britanniques sont épaulés par leurs homologues jordaniens, habitués à infiltrer les tribus sunnites de l'ouest de l'Irak. Les forces spéciales hachémites avaient déjà joué un rôle essentiel dans la localisation puis la liquidation en 2006 d'Abou Moussab al-Zarqoui, le chef d'al-Qaïda en Irak.

Depuis leur base d'Aïn al-Assad dans la province d'al-Anbar, partagée

avec les forces spéciales américaines, les unités d'élite du contre-terrorisme irakien recueillent de précieuses informations sur les déplacements des dirigeants de Daech. De leur côté, les prisonniers djihadistes arrêtés parlent. La veuve de l'ancien financier Abou Sayyaf, tué l'an dernier par un raid américain en Syrie, mais aussi des cadres intermédiaires, comme Fadhel Abed, cet ancien de l'Armée islamique devenu responsable de l'EI dans la région de Jourf al-Sakhr, au sud de Bagdad, avant d'être emprisonné. Bref, l'étau se resserre sur la « tête du serpent » djihadiste, mélange d'anciens d'al-Qaïda et d'ex-militaires de Saddam Hussein, tous aguerris à l'action clandestine.

D'où une paranoïa accrue à la direction de l'organisation djihadiste qui a durci la répression contre les « traîtres » ou tous ceux qui cherchent à désertir. Ils sont de plus en plus nombreux. À Hit, dans le nord, Daech a encore exécuté fin mars cinq personnes, accusées d'espionnage au profit de l'armée irakienne. Régulièrement, la presse de Bagdad se fait l'écho d'une information livrée par un citoyen qui conduit à la destruction « d'une cible » de Daech, comme à Mossoul, fin mars.

Derrière l'offensive militaire, il y a aussi une part de guerre psychologique. « L'État islamique n'a pas confirmé la mort de Qadouli, ni celle d'Omar le Tchétchéne » tempère ainsi Romain Caillet, spécialiste de la mouvance djihadiste. Une chose est sûre : « la guer-

re antiterroriste américaine est plus robuste », selon Soufan Group, qui fait observer que l'on s'approche des 5 000 soldats américains désormais déployés en Irak. Et en Syrie, où plusieurs cadres du Front al-Nosra, la branche locale d'al-Qaida, viennent d'être liquidés, les « opérations de combat direct » ont également aug-

menté, ainsi que les frappes de drones, opérées conjointement par la CIA et le Commandement des opérations, dont les missions ont été étendues en vue d'identifier et de localiser les ténors de Daech et d'al-Nosra.

À ces coups durs s'ajoutent de récents bombardements contre dix bâtiments renfermant des réserves de cash,

une perte estimée à plusieurs centaines de millions de dollars.

Après ses pertes territoriales - Tall al-Abyad en Syrie, un conduit routier entre l'Irak et la Syrie puis récemment Palmyre - Daech est nettement en recul, même si l'organisation terroriste est encore loin d'être défaite. ■

LE FIGARO

lundi 11 avril 2016

En Syrie, le Front al-Nosra se rêve en émirat

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

ALORS QUE les activistes syriens ont renoué, à la faveur de la trêve, avec l'esprit anti-Assad des manifestations du début de la révolution de 2011, une autre menace noircit leur horizon : celle du Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaida. Dans la province d'Idlib (nord-ouest du pays) qu'il contrôle depuis un an, le groupe djihadiste se rêve aujourd'hui en émirat et cherche à imposer son propre système de gouvernance à l'instar de son rival, l'État islamique. « Les combattants d'al-Nosra sont passés d'un pouvoir essentiellement militaire à une velléité d'emprise sur la population », observe Abou Yahya (un pseudonyme), un activiste syrien contacté par téléphone à Marat en-Noman, dans la province d'Idlib. « Al-Nosra, dit-il, veut bâtir ses propres institutions, gérer les services destinés à la population. Ses dirigeants ne cachent plus leur soif de pouvoir. »

Lorsque, fin mars 2015, l'Armée de la conquête (une coalition de différentes brigades anti-Assad dont fait partie le Front al-Nosra) s'empare d'Idlib, le groupe est relativement bien accueilli par la population, d'autant plus qu'il prétend vouloir concentrer ses efforts sur les questions sécuritaires, confiant aux civils la gestion de la ville. Mais al-Nosra va progressivement révéler son vrai visage en écartant progressivement les autres factions et en imposant ses idées radicales. En témoigne la création de « l'administration des régions libérées » (*Idaret al-Manateq al-Mouharrarra*), qui voit le jour à Idlib et dans d'autres localités de la province, comme Reeha et Jisr al-Choughour. Son objectif : superviser les affaires de la ville, des taxes à l'électricité, en passant par l'eau et les questions d'ordre administratif. Un système qui rappelle celui de l'EI qui, dès sa création en 2014, s'est distingué par ses propres institutions, ses lois, son drapeau, et son système de financement basé, en partie, sur le prélèvement d'impôts. « Al-Nosra se sent en compétition avec l'EI et cherche à montrer qu'il est aujourd'hui capable de jouer un rôle qui n'est pas seulement militaire, mais qui relève également de la gouvernance », estime Lina Khatib, spécialiste du Moyen-Orient à la School for

“ Al-Nosra veut bâtir ses propres institutions, gérer les services destinés à la population. Ses dirigeants ne cachent plus leur soif de pouvoir ”

ABOU YAHYA, ACTIVISTE SYRIEN

Oriental and African Studies de Londres.

Mais à l'inverse de l'EI, passé maître dans l'art de la communication, le Front al-Nosra agit dans l'ombre, en exerçant sur la population une pression aussi discrète que sournoise. Abou Yahya, l'activiste, en a fait les frais : il y a trois mois, des « agents » ont fait irruption chez lui à 10 heures du matin, avant de lui faire subir un interrogatoire de deux heures. Son « crime » : avoir osé critiquer le groupe sur sa page Facebook. « Quiconque cherche à les défier, y compris sur les réseaux sociaux, est aussitôt intimidé [...] En fait, al-Nosra rêve d'un État où tout le monde se soumet, où personne ne dit “non” ou “pourquoi” », dit-il. Début janvier, deux militants de renom, Raed Fares et Hadi Abdallah, avaient déjà subi les foudres d'al-Nosra. Les djihadistes avaient envahi les locaux de leur radio, Fresh FM, dans la ville de Kafranbel, avant de confisquer le matériel technique et les générateurs, et d'arrêter les deux compères. Libérés quelques jours plus tard, il leur fut reproché de « promouvoir des idées laïques, favorables aux apostats ». « D'après moi, al-Nosra est plus dangereux que Daech parce qu'il n'affiche pas ouvertement ses intentions. Ses motifs sont cachés. Son mystère fait son danger », confie Hadi Abdallah, de passage à Istanbul.

Pendant ce temps, sur le terrain militaire, al-Nosra continue à bomber le torse. Lundi 4 avril, le groupe a pourtant subi un sérieux revers avec la mort de son porte-parole, Abou Firas al-Souri, et de 20 autres djihadistes lors d'un raid américain. Cela ne l'a pourtant pas sérieusement affecté au niveau opérationnel. La semaine passée, un groupe rebelle proche d'al-Nosra, Ahrar al-Cham, a revendiqué la destruction d'un avion militaire du régime au-dessus d'al-Eis, dans le nord de la Syrie - une opération qui avait été préalablement attribuée à

al-Nosra. La semaine d'avant, la branche syrienne d'al-Qaida avait capturé avec d'autres groupes djihadistes cette ville qui surplombe la route Damas-Alep à l'issue d'une violente bataille contre l'armée et le Hezbollah libanais, dont au moins 12 membres ont péri.

En parallèle, le groupe djihadiste fait la guerre à tous les groupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) qui refusent de se placer sous sa tutelle. Mi-mars, des combats l'ont ainsi opposé à la Division 13 (une brigade de l'ASL soutenue par les États-Unis) dans la ville de Marat en-Noman. Les accrochages ont fait au moins 13 morts et débouché sur l'enlèvement d'une cinquantaine de membres du groupe rebelle ainsi que sur l'expulsion des troupes de l'ASL de la ville.

À l'origine de cette offensive : la volonté d'étouffer les manifestations qui ont repris, depuis l'accord de cessation des hostilités entré en vigueur le 27 février. Tout commence, début mars, par une série de rassemblements pacifiques, rapidement pris à partie par des contre-manifestants pro-al-Nosra. Les djihadistes font alors brûler le drapeau tricolore vert, blanc et noir de la Syrie, un symbole « laïque » à leurs yeux. Très vite, la situation dégénère : les combattants radicaux s'en prennent aux locaux de l'unité de l'ASL, et les manifestants s'attaquent au QG de la sécurité d'al-Nosra. « Al-Nosra cherche à faire dérailler la trêve. Il multiplie les agressions par crainte de se retrouver isolé en cas de processus politique de sortie de crise. », relève un journaliste syrien.

Malgré les risques encourus, la rue n'a cependant pas dit son dernier mot : ces derniers jours, les habitants de Marat en-Noman sont de nouveau descendus manifester pour dénoncer les diktats du groupe djihadiste. « La bataille est loin d'être gagnée pour al-Nosra », veut croire Abou Yahya. Si une grande partie de la population fait aujourd'hui bloc contre le groupe radical, c'est aussi, selon lui, « parce qu'il s'est avéré incapable d'offrir les services promis en retour des impôts prélevés ». ■

Europe's migrant deal with Turkey puts German chancellor in a bind



Angela Merkel faces a new chorus of critics.

BERLIN

BY ALISON SMALE

Last September, Chancellor Angela Merkel was widely seen as an idealist, charitably welcoming hundreds of thousands of refugees to Germany in the face of stiff opposition at home and from European allies. But the influx swiftly became too much to handle.

Fast forward, and this year it is a rather different Angela Merkel at the helm, with an approach toughened by experience. This is the pragmatic Angela Merkel, who entered a calculated deal with an increasingly authoritarian President Recep Tayyip Erdogan of Turkey to stanch the migrant flow.

Ms. Merkel now stands accused by a new chorus of critics of not only betraying her ideals on immigration but also of jeopardizing core European values, as the costs of doing business with Mr. Erdogan become painfully clearer by the week.

Mr. Erdogan, who has stifled the news media at home and shown little tolerance for criticism, has used his new leverage in Europe to extend his brand of censorship to Germany, employing diplomatic threats — and now a private lawsuit — to try to silence a German comedian who had skewered him.

The satirist, Jan Böhmermann, earned plaudits but also criticism when, on his TV show two weeks ago, he read a crude poem, which he himself labeled “abusive criticism,” and accused Mr. Erdogan of lewd behavior and fierce political repression.

That case has now become Exhibit A in the unpalatable bargains Ms. Merkel has made in pursuit of security and political survival, or what might be known as *realpolitik* version 2016.

“It has always been easy to take shots at *realpolitik*, because it is never pretty,” and involves choosing between bad options, said Jan Techau, the direc-

tor of Carnegie Europe, a foreign policy research organization in Brussels.

Unlike many commentators in Germany, Mr. Techau said he detected a tone of moral superiority mixed in with the undoubted sharpness of Mr. Böhmermann’s satire, which was inspired by what critics of the chancellor’s deal with Mr. Erdogan saw as her sudden coziness with the Turkish leader.

“He can get on the moral high ground very easily, and does not have to look at the shades of gray,” Mr. Techau said of the comic. “Whereas someone like Merkel does not have one single good option left.”

In the land of bad options, Ms. Merkel’s deal with Mr. Erdogan has for now paid off, if at a steep price.

Her bargain with Turkey — billions of euros in European aid in exchange for keeping illegal migrants and refugees in Turkey — has so far worked, with word spreading back to Syria and Afghanistan and the migrant flow dropping sharply since the deal was reached in March.

That agreement has also relieved some pressure on Europe’s system of open borders, which the influx had threatened to collapse. And it has bought some political breathing space for the chancellor from a surge of support for the far right, which capitalized on German anxiety about the new migrants, most from Muslim countries.

Responding to those fears, Ms. Merkel and her government on Thursday announced what they called a “historic step” to improve security and better integrate immigrants in Germany.

But the bill for dealing with Mr. Erdogan is arriving.

The moves by the Turkish president have stirred strong resistance in Germany, where media and cultural figures have united behind Mr. Böhmermann. They have also put Ms. Merkel in an uncomfortable spot after she initially said through her spokesman that she had agreed in a phone call with Turkey’s prime minister on April 3 that the comic’s poem was “deliberately offensive.”

That statement provoked criticism that the chancellor, herself raised in

Ms. Merkel stands accused of not only betraying her ideals on immigration but also of jeopardizing European values.

Communist East Germany, was not strong in defending Western values, above all freedom of speech. Later, her spokesman, Steffen Seibert, and then

the chancellor herself, emphasized the inviolability of artistic liberty.

With Turkey, Ms. Merkel said, “these basic values are valid regardless of all the political problems we discuss with each other.”

But the controversy is far from over. Ms. Merkel must now decide whether to grant Turkey’s request to sue Mr. Böhmermann under an antiquated law on insulting foreign leaders. Mr. Erdogan seems to be taking no chances: He has also filed a private lawsuit against the comic under a different legal provision on individual insult. His lawyer, Michael-Hubertus von Sprenger, said the Turkish leader wanted to see the comic punished, and to refrain from repeating his crude error.

Before her practical pivot toward Mr. Erdogan to stem the refugee flow this year, Ms. Merkel herself had blown hot and cold over rapprochement with Turkey, and Turkish membership in the European Union.

In an interview with the *Süddeutsche Zeitung* in May 2010, Ms. Merkel mused openly about what kind of a country Turkey would be in 2015, touching on the very issues that remain so sensitive now.

“Nobody today can say precisely what situation Turkey will find itself in in 2015,” she said then, when Turkey appeared on a more Western path. “The country has great economic growth potential. There are judicial advances.”

“But the Turks are far from implementing necessary rights,” she added. “Much will depend on what path Turkey chooses for itself. However, it is not just a question of that, but above all of the European Union’s ability to integrate.”

When 2015 actually arrived, of course, the chancellor found herself under the greatest pressure of her decade in office over the refugees. Critics in her own conservative camp and a rising far-right party were calling for limits on the migrants. Ms. Merkel rejected that idea, but by October, she was already in Istanbul, talking to Mr. Erdogan about getting help from Turkey to control the flow.

After those talks, on Oct. 18, Ms. Merkel cited “good reasons” — including fighting terrorism and caring for more than two million refugees from Syria in Turkey — for Europe to “dynamize” the process surrounding Turkish membership in the European Union.

Using ambiguous language, Ms. Merkel also indicated that it was time to share burdens and consider visa-free travel to Europe for Turkey’s citizens.

Not even a month into the bargain, however, its benefits and costs are becoming clearer every day. In particular, some analysts have noted, Ms. Merkel’s

course will be closely watched not only by Mr. Erdogan but also by another leader with authoritarian tendencies: President Vladimir V. Putin of Russia.

Both leaders prickle at the openness of Western society and interpret any criticism as state-authorized, said Mr. Techau, the Carnegie Europe director. It is not, of course. And several media lawyers and experts have opined in recent days that Mr. Böhmermann's poem,

while crude, is protected under artistic license of satire.

But in a sense, Mr. Erdogan has already succeeded in quieting his critic: It was announced on Tuesday that Mr. Böhmermann is now living under police protection after unspecified threats by Turkish nationalists.

Further, after intense attention to the case, the comic and his team said they had agreed with the public broadcaster ZDF that they would not make or broad-

cast their usual Thursday show.

A European Parliament debate on Wednesday illustrated the widening concern in Europe about dealings with Turkey. "We have given Erdogan the keys to the gateway of Europe with the E.U.-Turkey deal," said a former Belgian prime minister, Guy Verhofstadt, who heads the liberal group in the legislature. "Now we risk giving him the keys to our media outlets."

International New York Times APRIL 12, 2016

What's missing from Syria's peace talks

Saleh M. Mohamed

This week, United Nations talks meant to chart a path toward a peaceful, democratic future for Syria are set to resume in Geneva. But, in an absurd twist, the legitimate representatives of a large, democratically governed area in the country will not be invited to attend.

This area is called Rojava, in the northern part of Syria, and despite its frequent description as "Kurdish," it is governed inclusively by Kurds, Arabs, and the area's other ethnic groups. Furthermore, its self-defense forces are part of the Syrian Democratic Forces backed by the United States that have advanced toward Raqqa, the center of the Islamic State's power in Syria.

Both in strategic and moral terms, Rojava's existence is a rare bright spot in this conflict. So the exclusion of its representatives from the United Nations process is not only unfair, but makes no sense if the aim of the talks is to establish a viable path to democracy in Syria.

The primary reason for this injustice is that Turkey opposes Rojava's military force, the People's Protection Units, or Y.P.G., claiming it is one and the same with the P.K.K., a Kurdish group with a long history of armed conflict with the Turkish government.

This is not true. Both groups are Kurdish, but the Syrian Kurds, with their Arab allies and international support, are locked in a difficult, but thus

far successful, battle against the Islamic State. The Y.P.G.'s fight is about Syria, not Turkey. Its role is to defend the institutions of self-government in Northern Syria (the party of which I am co-presi-

dent, the Democratic Union Party, is part of this political coalition, along with other parties and civil society organizations).

It's a fair question to ask what kind of democracy this is. Its central philosophy is that people should govern themselves from the bottom up, and so as much decision-making as possible is left to local assemblies. These assemblies, furthermore, are designed to ensure a voice for non-Kurdish minorities and for women. This is real and genuinely inclusive democracy, and it deserves to be supported, not ignored.

This system could be a model for all of Syria, a country where any functioning democratic system would have to include all ethnic groups and religions in order to survive. This is why we have proposed a federal model of government for Syria. More local autonomy, without breaking up the country, offers more stability and inclusion than distant rule from Damascus. This realistic and pragmatic solution should be on the table for discussion in Geneva.

Unfortunately, while the Kurdish National Council, which is sponsored by the Kurdish administration in northern Iraq and claims to speak for Syrian Kurds, was invited to the talks as part of a coalition of opposition groups, they do not legitimately speak for Rojava. The decision was made not to invite our own representatives.

The European Union and the United States, both of whom could have pushed for our inclusion, have their own incentives to placate Turkey, including its cooperation with Europe's response to the refugee crisis and a need for Turkish

support in the military campaign against the Islamic State. We understand the demands of realpolitik, but the exclusion of Rojava from the United Nations talks is shortsighted and unjust.

Turkey has tried to legitimate its opposition with propaganda falsely depicting Rojava as an ethnic project for Kurdish dominance that aims to divide Syria. They have spread grotesque accusations of "ethnic cleansing" by Kurdish forces, reports not supported by more measured analyses, for instance, those by the U.N. commission of inquiry on Syria.

We have cooperated with the United Nations as well as international human rights organizations. If there are wrongs, we aim to right them. I urge skeptics to come and see the reality of our inclusive democracy for themselves — it's happening now, even if it's not heavily covered in the international press.

We want to make common cause with democratic opposition throughout Syria, and so we ask the United States and the international community to immediately act to end our exclusion from talks about the country's future.

These negotiations should involve everyone who supports peace and democracy. It's a travesty that the people in Syria most strongly demonstrating their belief in these principles have been left out in the cold.

SALEH M. MOHAMED is co-president of the Democratic Union Party.

Why is a fledgling democracy in Syria being left out of talks about the country's future?

Iran's forgotten Kurds step up the struggle

Florian Neuhof
 April 16, 2016
<http://www.thenational.ae>

Choman, Iraq // As the snow begins to melt in the spring, small groups of men prepare for a perilous journey over the mountains that straddle the border between Iran and Iraq.

Soon, the steep passes will become accessible again, and the men will slip across the border to continue a struggle the world has forgotten about. Dressed in traditional combat fatigues and wearing leather ammunition belts, these fighters belong to the exiled Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) that is looking to stage a comeback in its home country.

Once across, they will seek to attract new followers to rebuild their network in Iran's Kurdish region.

Kurds in neighbouring countries are getting plenty of attention: Iraqi Kurds are a valued partner for western countries in the fight against ISIL; Kurds in Syria are busy carving out their own statelet; and the Kurds in Turkey are being pummelled by state security forces in a campaign against the militant Kurdistan Workers Party (PKK). The plight of the 12 million Iranian Kurds is largely ignored, even though they have suffered discrimination and government persecution for decades.

Part of the reason is that Iran has been very effective in fighting Kurdish opposition groups like the KDPI, which was pushed into Iraqi Kurdistan by Iran's army in the 1980s. The government in Tehran treats dissent harshly in Rojhelat, as the Kurds call the Kurdish region in north-west Iran.

"The people of Rojhelat are increasingly unhappy with the government, but it's not possible for them to show this discontent. The regime is very strong and can't be beaten," says Kheder Pakdaman, who commands a small unit in the mountains above Choman, near the Iranian border.

At 47, Mr Pakdaman has been a peshmerga for 20 years. He and his handful of fighters have occupied a simple, two-roomed, concrete house along an unpaved road that winds into the mountains.

His men are a mixed bunch. Weather-beaten, leathery old-timers sit next to young men barely out of their teenage years. Their Kalashnikovs are never far from their sides and daggers in belts abound. Sniper rifles and machine guns complete the armoury.

For all their rugged appearance, however, the peshmerga speak eloquently about their cause. Many of them were politically active before the Iranian regime turned its guns on



Kheder Pakdaman, right, one of the KDPI's senior Peshmerga commanders, relaxes with a game of Backgammon while party luminaries watch on. (Florian Neuhof for The National)

the Kurds. The KDPI has been around since 1945, and a year later its founder Qazi Muhammed became president of the short-lived Kurdish Marhabad Republic.

The party was part of the opposition movement that toppled the Shah in 1979, but was soon at odds with Iran's new rulers, the religious regime established by Ayatollah Ruhollah Khomeini. In a military campaign against the KDPI not long after the revolution, about 10,000 Kurds are thought to have perished.

Iran's Kurdish region also suffers from economic neglect. Kurds struggle to get jobs in government and even in the public sector, causing widespread unemployment particularly among the youth. Ethnic, cultural or religious identities that differ from the Shiite majority are eyed with suspicion by Tehran, and any dissent is quashed.

For the mainly Sunni Kurds, who cherish their culture and language, this situation is difficult to bear. Hopes that things would improve when the moderate Hassan Rouhani was elected in 2013 were quickly dashed, and Kurds do not expect to benefit when the economy recovers after sanction are lifted as part of last year's nuclear deal.

"In Iran, the tyranny is evident. That made me join as a young Kurd," says 20 year-old Peshwar, one of the fighters in the room. Peshwar became a peshmerga two years ago, leaving behind his hometown of Bohan for a life in exile. If caught by the Iranian security forces, he can expect to spend many years in jail.

The party leadership believes it is benefiting from a growing dissatisfaction among Iran's Kurds.

"It is easy to find new recruits in Rojhelat. Hundreds of people contact us every day," says Qadir Wrya, a member of the KDPI politburo, at the party's headquarters in the Iraqi town of Koya.

Unlike PJAK, the Iranian branch of the PKK, the KDPI does not intend to bring about change through force of arms. While PJAK has launched attacks on military installations in Iran in recent years, the KDPI seeks to conduct a political struggle for Kurdish rights, and demands a more federal structure that grants a measure of self rule to the Kurds.

But the peshmerga run the risk of being ambushed by the Iranian army on their way, and deadly firefights are not uncommon.

The Kurdistan Regional Government (KRG) that rules the autonomous Kurdish region in Iraq has granted the KDPI refuge, but the KRG is also under pressure from Iran to clamp down on cross-border activities.

Iran has close ties with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), which dominates the eastern part of the KRG that includes the border areas and Koya, and Tehran's help in fighting ISIL has given it extra leverage in Iraq.

"The KRG have restricted our activities out of Iraq to protect their own interests. We understand that they are in a vulnerable position, and have shifted our activities into Iran more," Mr Wrya says.

As Iran turns the screw on the exiled KDPI, it inadvertently increases the potential for conflict at home. Forced to scale up its presence in Iran, the party will come into conflict with security forces from the government, which does not tolerate opposition movements on its soil.

"The party needs to increase its political presence in Iran. This will lead to a violent response," Mr Wrya says.

The younger generation of Peshmerga in particular seem ready for the fight. Reza, a 24 year old whose unit is based in an old farmhouse in the mountains near Iran, is one of them. Reza has fought ISIL with another exiled Iranian Kurdish party known as the PAK when the extremists stormed into Iraq in 2014. He has since joined the KDPI Peshmerga, and expects to be engaging a different enemy soon.

"I believe that the threat by the Iranian regime is stronger than that of Daesh," he says. ■

LE FIGARO

mercredi 13 avril 2016

En Irak, le calvaire sans fin des yazidis

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAHUK (KURDISTAN IRAKIEN)

MOYEN-ORIENT Des places sont vacantes dans les camps de déplacés de la région de Dahuk au Kurdistan irakien, qui abritent des dizaines de milliers de yazidis. Les tentes des villes de toile se sont en partie vidées à partir de l'automne lorsqu'une épidémie de départs a touché les membres de cette minorité chassée de ses terres par la campagne d'épuration ethnico-religieuse de l'État islamique d'août 2014. « Les jeunes ont pris la route pour l'Allemagne quand ils ont su qu'ils seraient bien accueillis dans ce pays où existe déjà une communauté yazidie. Ceux qui avaient envie de s'en aller mais n'avaient pas assez d'argent pour se payer le voyage clandestin ont profité de la baisse des prix demandés par les passeurs. Le tarif est passé de 10 000 dollars à moins de 1 000 dollars par personne » explique Walid.

En septembre dernier, le jeune homme avait accompagné sa femme, Jinan, une ex-prisonnière de Daech âgée 19 ans, venue dénoncer à Paris, à visage découvert, le sort des femmes yazidies mises en esclavage, violées et torturées par les djihadistes. Le couple avait repoussé l'offre d'asile politique proposé par les autorités françaises. « Notre place est chez nous dans notre pays, dans notre région de Sinjar », affirmait Jinan. Depuis, Jinan, qui a accouché en février d'une fille, et son mari n'ont pas changé d'avis mais le doute commence à s'insinuer dans leur esprit pourtant combatif.

Selon le bureau des affaires yazidies du gouvernement kurde, 120 000 membres de la communauté sur un total de 357 000 déplacés auraient immigré. C'est que le retour des yazidis sur leurs terres ancestrales est loin d'être à l'ordre du jour. Libérée de l'emprise djihadiste en novembre, la ville de Sinjar est en ruine. Sa reconstruction s'annonce longue et difficile. Privés de services publics, les villages de la contrée sont toujours en zone de guerre. Et si Daech devait reculer, la peur de nouvelles persécutions continuerait de hanter les yazidis qui réclament la protection d'une force internationale.

Se profile aussi à l'horizon le différend territorial entre l'État central irakien et le gouvernement du Kurdistan autonome. Sinjar appartient-elle à l'Irak ? Aux Kurdes ? Ou aux yazidis ? La question est posée, mais les réponses divergentes témoignent de la fragmentation ethnique et religieuse de l'Irak.



Violée à l'âge de 9 ans

Une majorité de femmes rescapées de l'enfer de Daech est prise en charge dans le Bade-Wurtemberg en Allemagne, dans le cadre d'un programme de traitement médical et de suivi psychologique. Un millier d'entre elles sont hébergées, en règle générale avec une parente, dans les foyers d'un pays débordé par l'afflux de migrants. En dépit des soins prodigués, elles subissent avec le déracinement un second traumatisme. Prises en charge par leur entourage, les autres restent souvent en situation de détresse. Dès les premières évasions, le Baba Cheikh, le guide spirituel des yazidis avait appelé à traiter ces femmes comme « ses filles, à les respecter quelles que soient les épreuves qu'elles ont endurées ». Un appel à une révolution des mentalités dans une société où le viol

condamne à la mort sociale. Ces femmes violées ont depuis été élevées au rang de résistantes, d'héroïnes. Des jeunes yazidies se sont engagées dans les rangs des forces kurdes et yazidies pour combattre l'État islamique. Mais « les entourages masculins peuvent être brutaux. Les frères n'arrivent pas à reconnaître leur statut de victime. Les femmes s'enferment alors dans leur silence », confie Élise Boghissian, la présidente de Shennong et Avicenne, une association qui vient soigner les ex-prisonnières dans des dispensaires mobiles. « Pour calmer leurs graves séquelles physiques et leurs souffrances psychiques, elles prennent des médicaments qui les abrutissent et provoquent des accidents. Les plus jeunes sont atteintes de crises de délire et de régression infantile », insiste cette acupunctrice de formation.

Sur 3 455 femmes kidnappées, plus de 1 900 sont toujours captives. Pour ces dernières, le calvaire se poursuit inexorablement malgré les efforts des réseaux de sauveteurs qui œuvrent dans l'ombre pour les faire libérer en organisant leur évasion ou en les rachetant à leurs tortionnaires. Le gouvernement du Kurdistan a ainsi débloqué un fonds de soutien d'un million de dollars. La nouvelle vague de « revenantes » arrive de Syrie où l'État islamique subit des revers. « 80 prisonnières de Raqqa ont été récemment sauvées. Nous avons pris en charge une fillette de 9 ans qui était violée tous les jours par plusieurs hommes » témoigne Élise Boghissian.

À Lalesh, le haut lieu de la spiritualité yazidie, des pèlerins désenchantés arpentent les jardins du temple. La tragédie en cours hante les esprits. « Rien n'est

1900
femmes
sont encore
captives

plus comme avant la guerre » dit Luckman Soeliman Mahmoud, le porte-parole du sanctuaire. « La joie a disparu. Le sort des prisonnières, les déplacements de population et la crise économique qui sévit au

Kurdistan déboussolent les yazidis. Les grandes fêtes religieuses sont célébrées dans la confidentialité », confirme-t-il. « Notre peuple est en grand danger » prévient le Baba Cheikh, le « pape » des yazidis, un vieillard à l'épaisse barbe blanche. « Je

suis triste de voir certains d'entre nous devenir fous de douleur, triste de voir mon peuple se disperser à l'étranger où son identité se dissout, triste de savoir qu'après Daech viendra une nouvelle génération de fanatiques embrigadée dès l'enfance dans les écoles de l'État islamique. » ■

Syrie : les négociations reprennent malgré les violences

Alors que les combats s'intensifient autour d'Alep où de nombreuses factions rebelles luttent contre les troupes de Bachar el-Assad, l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, estime que les négociations de paix qui doivent reprendre mercredi à Genève seront « cruciales ». Elles s'orienteront autour de « la transition politique, la gouvernance et les principes

constitutionnels ». Ces pourparlers devront être avant tout « constructifs et concrets », favorisant une communication féconde entre représentants du régime et de l'opposition après l'échec des négociations amorcées en mars dernier. Mais dans la province d'Alep, les combats font rage entre troupes du régime et ses alliés d'une part et djihadistes d'al-Qaïda et des alliés

rebelles d'autre part sur plusieurs fronts le long de l'autoroute Alep-Damas. D'après un général russe, le Front al-Nosra (branche syrienne d'al-Qaïda) et ses alliés veulent couper cette route vitale. Le premier ministre syrien, Wael al-Halqi, a affirmé dimanche que le régime et ses « partenaires russes » étaient disposés à lancer une offensive militaire pour reprendre Alep. M. D.

Le Point

12 Avril 2016

Irak : Daech utilise bien des armes chimiques (ministre français)

Selon le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, il existe des preuves que l'EI emploie du gaz moutarde contre les civils et les forces locales.

Source AFP, le 12/04/2016
Le Point.fr

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a déclaré mardi qu'il existait des « preuves » sur l'emploi d'armes chimiques par le groupe État islamique (EI) en Irak. « Daech (acronyme arabe de l'EI) use de tous les moyens. Nous avons ici la preuve de l'emploi d'armes chimiques contre les civils et les forces locales », a déclaré Jean-Yves Le Drian devant les militaires français formant les peshmergas à Erbil (nord de l'Irak).

L'emploi d'armes chimiques est de « plus en plus fréquent », a souligné un officier des forces spéciales françaises qui accompagnent et encadrent les peshmergas sur la ligne de front, sans plus de précisions. Après avoir eu recours au chlore (à usage également industriel), l'EI utilise désormais du gaz moutarde, de l'ypérite, une substance héritée de la Première Guerre mondiale, a-t-on ajouté de source militaire française. « On a bien vu la progression de l'un puis de l'autre », selon cette source. « Les Kurdes ont encore à l'esprit les gazages de Saddam Hussein. Daech joue là-dessus et cherche à maintenir les peshmergas dans la crainte » pour affaiblir leur détermination, a ajouté un autre militaire français sous le couvert de l'anonymat.

« Dédramatiser » cette menace chimique

Les soldats français, qui les forment au tir de canon de 20 mm et à la lutte contre les IED, leur



Jean-Yves Le Drian (d) avec le leader kurde irakien Massoud Barzani, à Erbil, le 12 avril 2016. SAFIN HAMED / AFP

apprennent aussi à « dédramatiser » cette menace chimique et à ne pas céder à la panique à la moindre alerte. En février, le coordinateur du renseignement américain James Clapper et le directeur de la CIA John Brennan avaient pour la première fois accusé ouvertement l'EI d'avoir utilisé des armes chimiques en Irak et en Syrie, et notamment du gaz moutarde. Jean-Yves Le Drian s'est rendu près la ligne de front dans le secteur d'Erbil, à une vingtaine de kilomètres de Mossoul, fief des djihadistes en Irak. La veille, à Bagdad, un général irakien lui avait remis symboliquement une prise de guerre, un drapeau de l'EI, saisi à Ramadi, ville récemment

libérée.

Dans la matinée, le ministre français a discuté avec le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, de la campagne militaire en cours. « On a travaillé à l'élaboration de la suite de la reconquête du territoire sur Daech », a-t-il dit à la presse. Jean-Yves Le Drian a aussi annoncé à Massoud Barzani de nouvelles livraisons françaises de munitions, d'uniformes et d'équipements de vision nocturne en juin. Depuis 2014, la France a livré plusieurs dizaines de canons de 20 mm et mitrailleuses de 12,7 aux peshmergas. ●

Poutine accuse les dirigeants turcs de collaborer avec les extrémistes

source: Belga — 14/04/2016
http://fr.metrotime.be

Le président russe Vladimir Poutine a accusé les dirigeants turcs de collaborer avec les extrémistes, lors d'une émission télévisée dans laquelle il répond aux questions des auditeurs. « Le pouvoir turc actuel collabore avec les radicaux davantage qu'il ne les combat », a-t-il affirmé. Dans le sud du pays, « il y a une guerre civile ». « La communauté internationale tente de ne pas le voir, mais c'est un fait. Il y a de lourds arme-

ments là-bas, des tanks, de l'artillerie », a-t-il encore expliqué, déconseillant par ailleurs aux Russes de se rendre en Turquie ou en Egypte, pour des questions de sécurité.

Jeudi également, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'exprimait quant à lui à l'occasion de l'ouverture de la conférence annuelle de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Istanbul. Il a exhorté le monde musulman à surmonter ses différences pour lutter contre le terrorisme. « Nous ne devons pas nous diviser, mais nous

rassembler (...) pourquoi attendons-nous une aide extérieure pour affronter nos différends et faire face aux actes terroristes? Nous devons nous en occuper nous-mêmes », a indiqué Erdogan.

Longtemps accusée de complaisance pour les groupes rebelles syriens les plus radicaux, la Turquie a rejoint l'été dernier la coalition antidjihadiste dirigée par Washington.

La Turquie vit depuis plusieurs mois en état d'alerte renforcée en



raison d'une série d'attentats attribués au groupe Etat islamique (EI), qui frappe la Turquie depuis la Syrie voisine, ou liés à la reprise du conflit kurde. Les Kurdes, eux-mêmes très impliqués dans le combat contre l'Etat islamique, accusent depuis un certain temps le pouvoir turc de fournir de manière détournée de l'aide aux islamistes de l'EI. ●

Syrie : quand les "alliés" modérés de la coalition usent "d'armes prohibées" contre les Kurdes

Bruno Rieth — 11 Avril 2016
www.marianne.net

Dans un communiqué, le groupe rebelle syrien Jaysh al-Islam a annoncé que l'un de ses leaders passerait devant une cour martiale pour avoir utilisé des "armes prohibées" lors d'affrontements à Alep avec les YPG, les forces kurdes syriennes. Des armes chimiques, semble-t-il. Ce qui jette le trouble sur la stratégie d'alliance de la coalition internationale, qui se repose sur le terrain sur Jaysh al-Islam dans sa lutte contre Daech.

Les ennemis de mes ennemis sont-ils nécessairement mes amis ? C'est la question qui se pose après les révélations sur les affrontements qui ont eu lieu cette semaine à Alep, en Syrie, entre le groupe Jaysh al-Islam et les YPG (les forces kurdes syriennes), qui tentent tous deux de reprendre la main sur la ville. Dans un de ses quartiers, contrôlé par des combattants kurdes syriens, des armes chimiques auraient été utilisées par le groupe de rebelles "modérés"



Capture d'écran d'une vidéo montrant l'utilisation "d'armes prohibées" par le groupe Jaysh al-Islam en Syrie.

syriens. Sur des vidéos des affrontements mises en ligne sur Internet, on peut ainsi voir une fumée épaisse et jaune s'élever dans le ciel après des explosions.

Dans un communiqué publié le 7 avril, le porte-parole du groupe syrien reconnaît que lors "d'affrontements avec des YPG pour le contrôle du quartier de Sheik Maksoud (...) un des leaders de Jaysh al-Islam d'Alep a utilisé des armes qui ne sont pas autorisées dans ce genre de confrontations, ce qui est constitutif d'une violation des règles internes du groupe

Jaysh al-Islam". Le communiqué indique également que ce commandant "a été déferé devant la justice militaire pour recevoir une punition appropriée".

Le groupe Jaysh al-Islam, constitué depuis 2011, compte parmi ses soutiens des pays du Golfe ainsi que les Etats-Unis. Ce qui pose tragiquement la question de la stratégie sur le terrain contre Daech. D'abord parce que ces "islamistes modérés" ont un temps copiné avec Daech : ils leur avaient ouvert les portes de Raqqa en 2013 avant de se faire trahir par

ces derniers. La frontière entre eux et les djihadistes de l'EI peut s'avérer très mince, fluctuante même au grès des circonstances. Ensuite, parce qu'ils mènent une guerre ouverte contre les forces kurdes de Syrie, alors même que les YPG sont un rempart très efficace dans le nord de la Syrie contre les forces de Abou Bakr al-Baghdadi, le "Calife" auto-proclamé de l'Etat islamique.

"Dans le canton et la ville éponyme d'Afrin (ouest du Rojava), la situation est beaucoup plus difficile et instable, expliquait ainsi Nasrin Abdallah, commandante en chef des YPJ, les unités de combattantes kurdes au Rojava (Syrie), dans un entretien à L'Humanité. Comme à Kobané, l'an dernier, nous sommes attaqués sur quatre fronts, par tous les groupes terroristes : le Front al-Nosra, Jaysh al-Islam, Ahrar al-Sham... et d'autres groupes armés. Nous sommes constamment sous la menace de leurs assauts contre la ville, qu'ils tentent de prendre". Des assauts alors même que les Kurdes dans leur diversité obtiennent de nombreuses victoires contre Daech sur le champ de bataille et que les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont récemment été créées sous l'impulsion des Kurdes de Syrie. Ce groupe rassemble des Kurdes, des rebelles arabes de l'ASL (Armée syrienne libre) et des milices chrétiennes, et bénéficie du soutien des Etats-Unis. ➔

⇒ On marche sur la tête.

Comble de l'absurdité, lors des négociations pour la paix en Syrie à Genève, les Kurdes avaient été priés de rester à la porte alors même que deux représentants des rebelles armés de Jaysh al-Islam et Ahrar al-Cham étaient présents lors de ces discussions. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov - qui avait donné

son feu vert à leur présence - avait tenu à préciser tout de même qu'ils n'étaient là qu'à "titre personnel" et n'étaient pas considérés comme "des partenaires dans les négociations"...

Cette stratégie ambiguë de soutien à des groupes "modérés", s'est déjà retournée une première fois contre les Américains lors d'un récent programme d'entraî-

nement mené par l'armée américaine. Lancé début 2015, celui-ci devait former et équiper quelque 5.000 Syriens par an sur trois ans pour venir renforcer les rangs des rebelles. Résultat, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient a annoncé en septembre dernier la prochaine réforme du programme. Et pour cause, les premiers rebelles syriens, tout juste sortis de la for-

mation, avaient, à peine posé le pied sur le sol syrien, remis une partie de leur équipement et munitions fournis par les Etats-Unis... au Front al-Nosra. Gênant.

En août 2012, Barack Obama avait prévenu que l'utilisation d'armes chimiques dans le cadre du conflit syrien serait une "ligne rouge" à ne pas dépasser. ♦



Kurdistan Regional Government
13 April 2016



France reiterates its support for Peshmerga Forces

WED, 13 APR 2016 | KRG Cabinet

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) – Prime Minister Nechirvan Barzani yesterday received France's Defence Minister

Jean-Yves Le Drian and his accompanying delegation.

Acknowledging that France faced the same enemy, Minister Le Drian reaffirmed France's support to the Peshmerga Forces, praising their role in the war against the Islamic State terrorist organisation, ISIS.

Prime Minister Barzani and Minister Le Drian discussed the latest developments in the Kurdistan Region and Iraq and the war against ISIS, including the anticipated liberation of the City of Mosul. They agreed on the significance of the liberation of Mosul and that coordination among Peshmerga, Iraqi army, and coalition forces was vital in this operation. Prime Minister Barzani stressed that the plan must clearly define the roles of each of the participating forces.

They also discussed the military and financial needs of the Peshmerga Forces. Prime Minister Barzani stressed the need for the Federal Government of Iraq to provide military and financial aid to the Peshmerga. He called on France to help ensure that Iraqi Kurdistan receives its full share of international military assistance in a timely manner.

Minister Le Drian promised to convey this request to French President Francois Hollande and international partners. He also stated that in June another batch of French military aid will be delivered to Iraqi Kurdistan.

The Kurdistan Regional Government's efforts to obtain financial aid, the plight of refugees and internally displaced persons, the need for Iraqi and international humanitarian aid, relations between Erbil and Baghdad, Iraqi Kurdistan's relations with neighboring countries, and a number of other issues of common concern were also discussed. ■



April 12, 2016

Six soldiers, 30 militants killed in southeast Turkey - security sources

April 12, 2016 By Seyhmus Cakan
<http://uk.reuters.com>

DIYARBAKIR, Turkey | Six Turkish soldiers and 30 Kurdish militants have been killed in the past 24 hours in attacks and clashes across Turkey's turbulent southeast region, security sources and the army said on Tuesday.

An estimated 57 people, including eight civilians, were wounded in the attacks, they said.

Thousands of militants and hundreds of civilians and soldiers have been killed since the banned Kurdistan Workers Party (PKK) resumed its insurgency last summer following a 2-1/2-year ceasefire and peace process.

The government has ruled out any return to the negotiating table and has vowed to crush

the PKK, which is considered a terrorist organisation by Turkey and its Western allies.

The security sources said operations in Sirnak province and in neighbouring Iraq and Syria had been stepped up and that gunfire and explosions could be heard in the area where earlier one soldier was killed and three others wounded.

A soldier was also killed and four wounded in an explosion in Daglica, a village in Hakkari province near the Iranian border, during clashes with the PKK, the army said.

Two soldiers were also killed during clashes with the PKK in the border town of Nusaybin near Syria, the army said in a statement later on Tuesday.

Prime Minister Ahmet Davutoglu put the death toll from a car bomb attack overnight

that targeted a Turkish gendarmerie base in the town of Hani at two. The army said 47 people, including eight civilians, had been wounded in that attack.

A large vehicle laden with explosives rammed into the gendarmes' base and the dormitory housing the families of security personnel, shattering windows and wrecking the roofs of buildings.

Following the attack, Turkish gendarmerie and special forces launched an operation with air support in the town centre and the countryside around Hani, which is north of Diyarbakir, the largest city in the mainly Kurdish southeast.

Witnesses said vehicles, houses and shops nearby had been damaged by the powerful blast in Hani. Six of the wounded civilians were relatives of the soldiers, the military said.

The military said 30 Kurdish militants had been killed on Monday in clashes in four southeastern towns that are currently under military curfew and are located near to Turkey's borders with Syria, Iraq and Iran. ♦

18 PKK militants killed near Turkey's Syrian border

MARDIN / April/18/2016
<http://www.hurriyetaidailynews.com>

Eighteen outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants, including two allegedly senior figures, have been killed near the border with Syria during an attempt to cross into Qamishli from Nusaybin in Turkey's southeastern province of Mardin.

Security sources said on April 18 that 18 militants were killed in clashes with Turkey's security forces overnight when they tried to illegally cross the border into Syria from the Turkish border town of Nusaybin.

Accordingly, security forces were conducting a sweep through the district when clashes broke out as militants tried to reach the nearby Syrian city of Qamishli, largely under the control of the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), the militia force of the Democratic Union Party (PYD), which Turkey considers to be an offshoot of the PKK.

Two M-16 infantry rifles, two pistols, 15 Kalashnikovs, three RPG-7 rocket launchers, a number of night vision glasses and a large

amount of ammunition were seized by security forces in a search conducted in the area after the operation ended.

A total of 263 PKK militants have been killed since security operations began with curfews imposed on March 14, the Mardin's Governor's Office announced on April 18. A total of 44 soldiers were killed in the same period, the statement added.

The Turkish General Staff said 13 other militants were killed across the southeastern provinces of Mardin, İrmak and Hakkari on April 17.

In a separate incident, one soldier was also reportedly killed on April 18 during clashes with PKK militants in Nusaybin during an operation in its Fatih neighborhood. The specialist corporal was injured and taken to the Nusaybin State Hospital, where he succumbed to his injuries.

Clashes also erupted in the Seyhan district of the southern province of Adana, after three PKK militants staged an attack with automatic weapons on an armored police vehicle on patrol, Do an News Agency reported on April



AA photo

18.

One PKK militant was killed and the other two escaped, while police began a search to apprehend the suspects, who fled the scene.

Meanwhile, a Swedish court has ruled that an alleged senior figure of the PKK, who had been the subject of an international arrest warrant and caught in Stockholm, will be extradited to Germany within 15 days.

The suspect, Zeki Ero lu, had been the subject of a red notice by the German Federal Prosecution Office since 2014 for allegedly being one of the senior figures of the PKK in Germany between 2012 and 2014.

Ero lu requested political asylum in Sweden, Anadolu Agency reported on April 17.

He was caught at Stockholm Arlanda Airport during a passport check as he was about to board a plane to Turkey and was later arrested. ■



April 18, 2016

Peshmerga salaries to be paid from US \$415m financial assistance

By Zhelwan Z. Wali/ 18 April 2016
<http://rudaw.net>

ERBIL, Kurdistan Region—The US Defense Secretary has announced that the US is going to allot \$415 million to the Kurdish Peshmerga forces and are committing an additional over 200 troops to the fight against the Islamic State (ISIS) in Iraq.

US Defense Secretary Ash Carter was in Baghdad on Monday to finalize the agreement.

The \$415 million allocated to the Peshmerga will be paid over several months to "pay the Peshmergas' salaries and other necessities," Jabar Yawar, Chief of Staff of the Peshmerga Ministry, confirmed to Rudaw.

The financial commitment comes just days after Qubad Talabani, Deputy Prime Minister of the Kurdistan Region (KRG), appealed for monetary support in Washington. "We have absolutely no problems with any conditions that [would] be placed on financial assistance given to us," he said while speaking to the Foundation



A burned Humvee and artillery are seen at the peshmerga base in Mahmour, after it was freed from control of Islamic State militants, south of Mosul, April 17, 2016.

for the Defense of Democracy think-tank, adding that the region needs \$100 million per month to fund the fight against ISIS.

"In response to a request from the Kurdistan Regional Government for economic assistance, the Department of Defense will provide these funds on a monthly basis to support selected Peshmerga units," Matthew R. Allen, a spokesman for the US Department of Defense (DoD) told Rudaw. "These forces have been among the most effective in the fight against ISIL and will be critical in the retaking of Mosul."

"These funds will be provided by, with, and through the

Government of Iraq, and will be drawn from DoD funds already appropriated," he explained. "They will help the KRG overcome severe impacts from its internal budget crisis through directed assistance to Peshmerga units involved in the counter-ISIL fight – helping cover stipends and other key Peshmerga needs."

Yawar stated that the financial support is the result of high level discussions between the KRG and US officials, noting that the US has been a staunch ally, "America has already armed two Peshmerga brigades."

KRG officials took to Twitter to express their gratitude for the sup-

port.

Lahur Talabani, Director of the KRG's intelligence agency, tweeted, "We thank the U.S. government for their commitment & support to our brave peshmerga forces who have been fighting ISIS on the world's behalf."

Masrour Barzani, Chancellor of the KRG Security Council also tweeted his appreciation and expressed hope for additional international support: "This war is a shared responsibility, and I hope other members of the Global Coalition will consider increasing their aid to Kurdistan."

The Peshmerga have not been paid their salaries for the past three months.

The additional US troops committed today will be mainly Special Forces, embedded with the Iraqi forces to advise and assist and will bring the Americans closer to the frontlines than they have been to date.

The US has also committed Apache helicopters to aid in the battle to retake Mosul. So far, Apache helicopters have only been used in Iraq to protect American personnel.

The new commitment of troops will bring the number of American forces in Iraq to 4,087, up from 3,870. ■

De Kilis à Adana

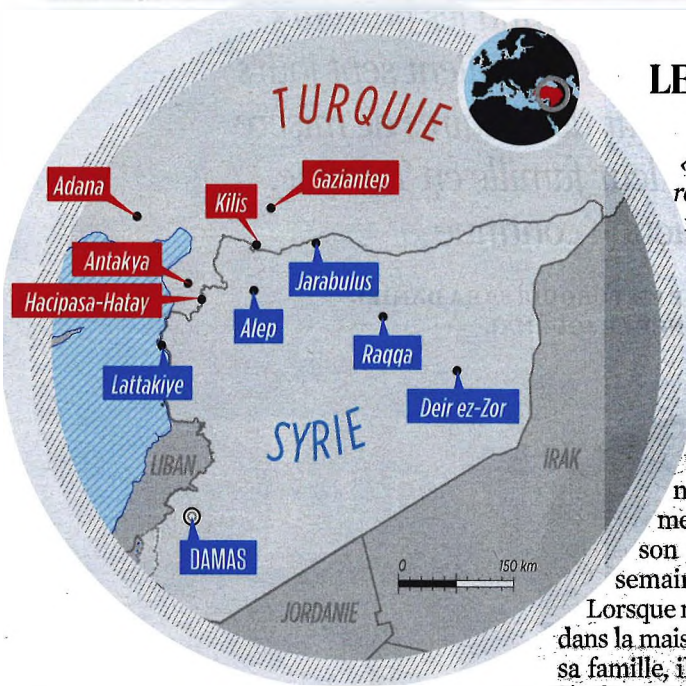
LES ENFANTS SYRIENS, FORÇATS D'ERDOGAN

Ils ont 8 ans, 11 ans, 15 ans. Ils ont connu les horreurs de la guerre en Syrie. Aujourd'hui, ils travaillent sept jours sur sept, douze heures par jour pour des salaires de misère et entretiennent souvent toute leur famille en Turquie. Pour eux, la malédiction continue



Mohamed Othman, 11 ans, s'est cassé la cheville dans la boulangerie où il travaille à Kilis tous les jours de 6 heures à 20 heures.

✈ DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EN TURQUIE SARA DANIEL
 📷 EMIN OZMEN/AGENCE LE JOURNAL



LES GAVROCHES DE KILIS

« S'il vous plaît, faites qu'il revienne ! » Mohamed Othman, 11 ans, un enfant syrien aux grands yeux graves, ne demande pas que la guerre s'arrête. Il est trop jeune pour se souvenir de la paix. Il n'est même pas effrayé par les tirs d'obus en provenance de Syrie qui font parfois trembler les vitres de sa nouvelle maison. Non, Mohamed voudrait seulement revoir son père parti il y a plusieurs semaines sans laisser d'adresse.

Lorsque nous l'avons rencontré à Kilis dans la maison en béton nu occupée par sa famille, il servait le thé aux invités à cloche-pied, à cause de sa cheville cassée. Employé avec son frère jumeau dans une petite boulangerie où il travaille tous les jours de 6 heures du matin à 8 heures du soir pour 30 euros par mois, il est tombé dans l'escalier de la boutique, les bras chargés de galettes de ce pain rond non

levé apprécié de part et d'autre de la frontière turco-syrienne. Sur le perron de sa maison, son oncle Ibrahim, un combattant d'Al-Nosra (un groupe apparenté à Al-Qaïda), barbe noire et blouson de cuir, a failli en venir aux mains avec ses parents qui venaient d'accepter de nous recevoir. Ils ont excusé son accès de violence en nous expliquant que le djihadiste était gêné de raconter à des étrangers que la famille de huit personnes était entièrement entretenue par deux enfants de 11 ans.

Dans cette petite ville frontalière de Turquie située à 50 kilomètres d'Alep, malgré la pluie battante qui obscurcit l'horizon, on ne voit qu'eux. Au coin des rues, dans les échoppes ou les cafés, poussant des charrettes remplies d'ordures ou de marchandises, ces minuscules gavroches aux visages sales zigzaguent entre des fantômes noirs, ces femmes syriennes qui portent l'abaya assortie d'un niqab qui ne laisse même pas entrevoir les yeux. Comme si une armée de nains avait pris le contrôle économique de ce qui est devenu au fil de la guerre une « petite Syrie » en territoire turc.

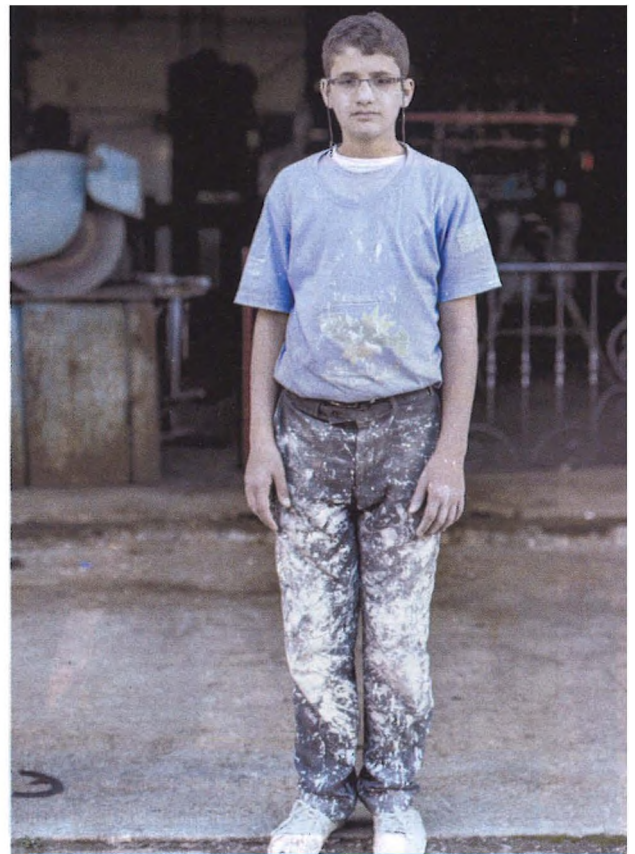
A Kilis, havre de guerriers syriens et internationaux de toutes obédiences, porte d'entrée des combattants de l'Etat islamique vers le djihad, ce sont les enfants qui travaillent. Apprentis de 6 ans, serveurs de 8, ébénistes de 11, il n'est jamais trop tôt pour commencer à gagner le pain de la famille. Dans cette ville dont la population a doublé depuis le début du conflit, comme dans le reste de la Turquie, submergée par l'afflux de réfugiés syriens, on donne surtout du travail aux enfants, parce qu'ils sont bon marché, corvéables à merci et qu'ils ont encore moins de droits que leurs aînés.

Même les Syriens qui arrivent à se mettre à leur compte en Turquie font travailler leurs enfants : Amar Allaoui, originaire d'Alep, est arrivé à Kilis il y a deux ans. Il a ouvert un magasin de meubles où il fait travailler ses trois enfants de 12, 13 et 14 ans. Ils coupent les planches à la scie, et appliquent les champs sur les tranches au fer à repasser. « Je n'ai pas le choix, il faut bien survivre, soupire le papa, gêné. Et puis les écoles destinées aux Syriens sont loin et bondées, plus de quatre-vingts élèves par classe. Ils n'apprennent rien et sont toujours malades. » Amar compte quelques clients turcs mais pas d'amis. « Ils ne comprennent pas pourquoi on vit là au lieu de se battre pour notre pays... » Quand on lui demande comment il voit l'avenir de ses enfants, le marchand de meubles répond sèchement : « Je n'espère rien pour eux, à quoi bon ? »

Alors que le taux de scolarisation des enfants en Syrie était de 99% pour l'école

primaire et de 89% pour l'école secondaire avant la guerre, filles et garçons confondus, au cours de l'année scolaire 2014-2015, moins d'un quart des 700 000 enfants syriens qui vivaient en Turquie étaient scolarisés. Sous la pression de la communauté européenne, l'Etat turc a accordé en janvier dernier aux Syriens adultes le droit de travailler, mais les employeurs turcs préfèrent toujours embaucher leurs enfants au noir. Pas vraiment étonnant dans un pays où le travail des enfants est un fléau national...

« C'est toute une génération qu'on sacrifie. La Turquie est en train de produire des enfants analphabètes et un lumpenprolétariat qui fait encore baisser le coût du travail », explique Soumaya. Jeune travailleuse sociale syrienne, elle est, elle aussi, employée au noir par une institution humanitaire turque prestigieuse. Cet afflux d'enfants ouvriers a des répercussions dans le monde entier. Récemment, les enseignes de prêt-à-porter Next et H&M ont reconnu avoir fait travailler sans le savoir des enfants syriens dans leurs usines turques. Soumaya décrit des cas désespérants, des enfants utilisant de dangereuses machines-outils sans protection et qui se retrouvent à l'hôpital avec



Houdaï, 12 ans, est employé dans un atelier de peinture. A cause des émanations toxiques, il a développé une maladie pulmonaire et fait régulièrement des séjours à l'hôpital.

des membres broyés. Triste égalité des sexes dans l'oppression : les filles ne sont pas épargnées par ces labours de force. Leur situation est presque pire que celle des garçons, explique l'assistante sociale, car elles courent aussi le risque d'être « vendues », parfois dès l'âge de 8 ans, à des Turcs ou à des Syriens pour des mariages permanents ou temporaires (de la prostitution déguisée). A Gaziantep, pendant notre enquête, Fahri Ali, un garçon de 13 ans originaire de Jarabulus, en Syrie, qui travaillait dans un magasin de réparation de réfrigérateurs, a eu la tête tranchée parce qu'il refusait de donner les 50 livres turques (15 euros) de sa solde hebdomadaire à un homme qui venait d'être relâché de prison. Comme si les criminels de droit commun en Turquie adoptaient désormais les rites barbares des djihadistes syriens.

LES THÉNARDIER D'ANTAKYA

Nous rencontrons Houdaï dans la zone industrielle d'Antakya, un repaire de Thénardier turcs qui emploient les enfants syriens à des travaux de carrosserie, de soudure ou de peinture. Houdaï repeint des meubles au pistolet douze heures par jour, sept jours sur sept pour 80 livres turques (25 euros) par semaine. Il est ➡

Le coût d'une "génération perdue"

La Turquie a accueilli officiellement depuis 2011 quelque 2,2 millions de Syriens qui ont fui la guerre dans leur pays. Seuls 250 000 d'entre eux vivent dans des camps, les autres ayant préféré s'installer dans les villes du pays, malgré une extrême précarité.

Dans un rapport publié fin 2015, l'ONG Human Rights Watch s'inquiétait déjà de la privation d'école des enfants syriens réfugiés en Turquie et soulignait les risques de cette situation : « Sans véritable espoir d'un avenir meilleur, des réfugiés syriens désespérés pourraient décider de risquer leur vie pour retourner en Syrie, ou pour entreprendre un dangereux exode vers l'Europe. » Ces enfants déscolarisés sont aussi des proies faciles pour les extrémistes. L'organisation Save the Children estime de son côté le coût de cette perte de formation pour la Syrie d'après-guerre à 2,18 milliards de dollars. Selon l'Unicef, près de 3 millions d'enfants syriens ont été privés d'éducation par la guerre, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. S. D.

Les enfants d'Amar Allaoui, Mohamed Nur, Omer et Abdulkadir, sont employés dans le magasin de leur père au lieu d'aller à l'école. Quand on lui demande comment il voit l'avenir de ses fils, Amar déclare séchement : « Je n'espère rien pour eux, à quoi bon ? »



► grand pour son âge, mais a toujours à 12 ans un visage d'enfant. Son bleu de travail est maculé de peinture, il est très pâle, porte des lunettes qui lui mangent le visage et se dandine d'un pied sur l'autre. Il voudrait écourter la conversation, car il a peur de perdre son travail. Et, pourtant, son job le tue à petit feu. Houdaï souffre d'une affection pulmonaire causée par les émanations de peinture. Le soir, il est pris de vomissements. La semaine dernière, il a passé six jours en soins intensifs à l'hôpital d'Antakya. A sa sortie, son patron l'a repris, mais la prochaine fois ? Dans la petite maison qu'elle partage avec deux autres familles syriennes, Asma, sa mère,

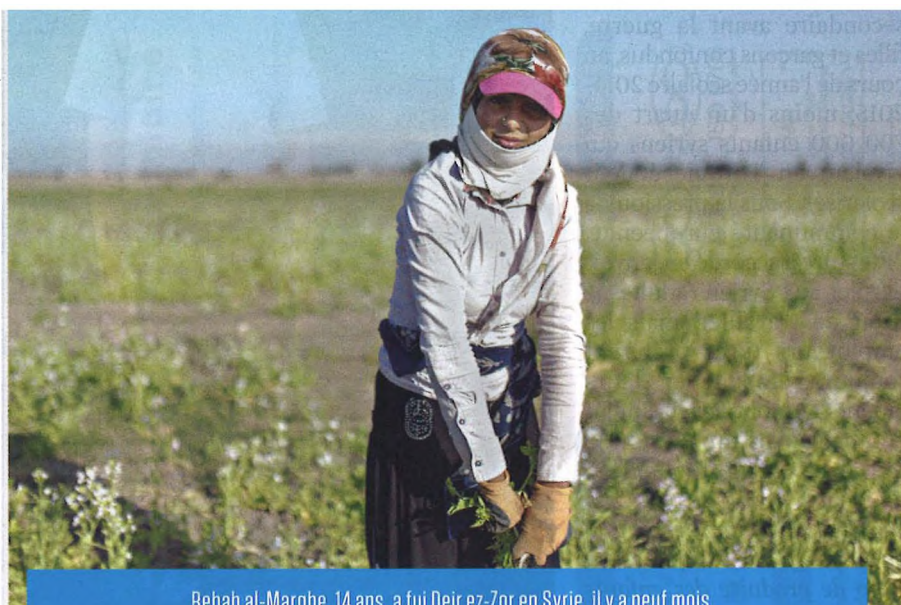
licenciée d'économie de la faculté d'Alep, explique qu'elle a trois fils, tous employés dans l'entreprise de peinture. De Houdaï, elle dit : « C'est un enfant, et je dois lui demander de travailler comme un homme. » Le matin, lorsqu'elle le réveille à 5 heures, il la supplie : « Encore cinq minutes, maman s'il te plaît ! » En Syrie, Houdaï était excellent en maths. Il aimerait bien reprendre l'école, mais affirme ne pas vouloir être « égoïste et décevoir sa mère ». Quand on lui demande s'il a des rêves, partir à Istanbul ou plus loin encore, sa mère l'empêche de répondre en haussant la voix : « Il est très malade, il ne peut ABSOLUMENT pas voyager. » Elle vit en réalité

dans l'angoisse de perdre son gagne-pain. Son mari, après des mois de chômage, est reparti vivre en Syrie. « Au début, il faisait des allers-retours, et puis la police turque lui a tiré dessus un jour, à la frontière. Il a fini par espacer ses visites, s'est remarié et on ne l'a plus vu. » Il y a un mois, le frère de Houdaï, Mustafa, 13 ans, a disparu. Grâce à des passeurs, il a rejoint son père, près d'Alep. « Je crois qu'il est reparti pour pouvoir enfin dormir », soupire Houdaï.

Dans la maison, à l'étage au-dessus, ce sont encore les enfants qui entretiennent leur famille. Abdou, un petit garçon gras-souillet de 11 ans, sanglé dans un pull bleu trop juste, travaille comme assistant couturier. Il lave les pièces de tissu, coupe les fils, porte des rouleaux de coton. Dans son atelier, ils sont douze enfants, tous Syriens. Trois jours plus tôt, le patron a insulté Abdou en hurlant parce qu'il avait mélangé des étoffes. L'enfant a fait une crise d'épilepsie. Lorsqu'on arrive à lui parler sans que sa mère écoute, le petit garçon confie, les yeux brillants, qu'il était le premier de sa classe en arabe, qu'il aime écrire et rêve de devenir professeur. Mais il sait que cela n'arrivera pas. Sa sœur vient d'avoir un bébé, et son mari l'a quitté. « Alors je vis dans la crainte que mon patron me dise qu'il n'a plus besoin de moi. »

TRAFICS À HACIPASA

Ce matin-là, Mohamed Ghanouchi, 16 ans, a eu de la chance. Il attendait sous le pont Narlica d'Antakya qu'on vienne le



Rehab al-Marghe, 14 ans, a fui Deir ez-Zor en Syrie, il y a neuf mois. Ouvrière agricole, elle gagne 6 euros par jour.

chercher pour du travail. Après s'être battu pour repousser d'autres candidats, il s'est hissé sur le pick-up d'Orman, un Turc replet d'une soixantaine d'années qui construit une maison dans la région de Hacıpasa. Dans cette partie de Hatay, c'est le paradis du business avec la Syrie. Matériaux de construction, voitures, cigarettes et surtout pétrole, la contrebande a toujours fonctionné de part et d'autre de la frontière. Mais la guerre a décuplé les trafics. Ici, dans ces champs d'oliviers et d'herbe grasse tapissés de coquelicots, sur des dizaines de kilomètres, la frontière n'est matérialisée que par des volutes légères de barbelés et, à certains endroits, par un cours d'eau, l'Oronte, que les Syriens ont baptisé le « fleuve récalcitrant ». Il y a quelques mois encore les camions-citernes faisaient la queue devant le village de Hacıpasa pour transporter le pétrole de Daech.

Dans le village voisin, le contremaître de Mohamed, qui s'affaire au milieu des parpaings et des bétonneuses, remarque en souriant que, désormais, c'est la main-d'œuvre, à défaut du matériel, qui vient de Syrie. A Idlib, Mohamed a vu un bâtiment soufflé par une bombe s'effondrer comme un château de cartes devant lui. Des corps éviscérés, des amis aux membres arrachés. A 16 ans, il dit : « *Je suis encore en vie. Que demander de plus ? Nous sommes une génération sacrifiée.* » En Syrie, il était en seconde. Mais il ne se berce pas d'illusions : jamais il ne reprendra ses études. « *Ça ne sert à rien d'espérer. L'espoir, ça vous coupe en deux, Ça vous tue.* »

PROLÉTAIRES AGRICILES DE L'ADANA

Il faut rouler longtemps sur les routes qui traversent les plaines fertiles de l'ancienne Cilicie, décrite dans les romans de Yaşar Kemal, pour trouver, au bout d'un chemin de terre, le campement de Tuzla. Là, une mer de tentes sales surplombe des champs de pastèques, qui alignent leurs mottes de terre recouvertes de nylon blanc. Aujourd'hui, le camp de travailleurs agricoles saisonniers est peuplé d'une majorité de Syriens. Ils ont pris la place des plus pauvres des Turcs, travailleurs kurdes ou anatoliens, chassés par cette nouvelle classe de prolétaires de guerre. Ce sont eux désormais qui se déplacent au gré des récoltes, betteraves et pommes de terre en Anatolie, tomates à Izmir, oranges et pastèques à Adana. Des fruits et légumes qui seront ensuite exportés dans toute l'Europe. « *Ces Syriens, ils sont privilégiés !* » peste Hasim, l'intermédiaire turc qui règne sur cette main-d'œuvre sans exigence

Adieu, rêve européen

Tous les migrants irréguliers ayant quitté les côtes turques pour rallier les îles grecques depuis le 20 mars sont désormais censés être renvoyés en Turquie. En contrepartie, l'Union européenne s'est engagée, pour chaque Syrien expulsé, à en « réinstaller » un autre depuis les camps turcs dans un pays membre, dans la limite de 72 000 places. Lundi, les 32 premiers Syriens sont arrivés en Allemagne en provenance d'Istanbul.

Dans un rapport publié la semaine dernière, Amnesty International dénonce les « conditions effroyables » qui règnent dans les camps grecs. Doute sur le respect des droits d'asile en Grèce, indignation de voir la Turquie inscrite sur la liste des « pays tiers sûrs » pour pouvoir y renvoyer les réfugiés, inquiétude quant aux critères de sélection des Syriens à réinstaller... Les organisations de défense des droits de l'homme rejettent en bloc cet « accord de la honte ». Sur la rive opposée, la Turquie n'est pas plus fiable. En dépit des contreparties que les Européens lui ont concédées (exemption des visas dès juin pour ses citoyens se rendant en Europe si elle respecte une série de critères, versement de 6 milliards d'euros d'aide, réouverture du processus d'adhésion à l'Union, soutien européen pour améliorer le sort des réfugiés sur le territoire syrien), rien ne garantit qu'Ankara fera preuve de zèle contre les réseaux de passeurs.
SARAH HALIFA-LEGRAND

autre que de fuir les combats. Le Turc distribue le travail, prend sa commission, fait sa loi. Mieux vaut être dans ses petits papiers...

En acceptant de travailler pour 7 euros la journée (encore moins pour les enfants), contre 20 pour les Kurdes, les Syriens ont cassé les prix, et la poignée de Turcs qui vivent dans le camp les haïssent pour cela. Entre les tentes posées à même la boue, dans les odeurs de putréfaction des égouts à ciel ouvert, les plus jeunes enfants, couverts de vermine, s'amusent à rouler dans des tonneaux vides ou à se battre. Les autres, un peu plus âgés ou adolescents, sont déjà dans les champs. Le camion est passé les prendre à 6 heures, les garçons devant, les filles dans la remorque, pour une longue journée de labeur. Pendant ce temps, les parents offrent le thé à Hasim dans l'espoir de monnayer une place pour un des leurs dans le camion du lendemain.

Dans le camp, tout le monde est malade, les épidémies sont chroniques, et il n'y a pas de médicaments. Nijah Maraghe, une jeune fille gracile de 14 ans aux yeux brillants de fièvre, n'a pas pu aller travailler aujourd'hui... Elle est arrivée ici il y a un an avec son oncle pour fuir les combats qui faisaient rage dans la région de Deir ez-Zor entre les troupes kurdes et celles de l'Etat islamique. A Tal Abyad, ils ont franchi la frontière encore

ouverte. Tous les mois, son oncle se rend dans un bureau de change non officiel d'Antakya d'où il peut envoyer par mandat de l'argent aux parents de Nijah, qui vont le récupérer à Raqqa, pourtant sous contrôle de l'Etat islamique... Souvent, quand elle peut se dérober à la promiscuité oppressante du camp, la jeune fille regarde sur le portable familial les photos de ses parents, de ses frères et sœurs et elle pleure.

Dans son village de Bab Ashab, près de Deir ez-Zor, elle était une enfant comme les autres qui aimait l'école, « *plus pour mes amies que pour les études* », reconnaît-elle. Ses parents avaient de la terre et faisaient travailler les autres. Et puis les groupes de rebelles se sont succédé à la tête du village : Al-Nosra, Jaysh a-Islam et enfin Daech, « *qui a tout détruit* ». Un jour qu'elle était partie au marché avec ses parents, Nijah a vu une tête décapitée au faite d'un poteau électrique. « *J'avais tellement peur de mourir, moi aussi...* » En Syrie, elle ne se souvient pas d'avoir eu des rêves, même modestes : « *J'étais si petite quand les choses ont commencé à devenir très graves...* » Ce soir, elle espère seulement aller mieux. Pouvoir le lendemain passer douze heures le corps plié en deux sur les pousses de pastèque et acheter ce sac de pommes de terre qui nourrira sa famille pendant une semaine entière. □

International New York Times

APRIL 19, 2016

Syria's future: A black hole of instability

Thanassis Cambanis

BEIRUT, LEBANON Noor, who is a commander in a pro-government militia near Damascus, thinks that President Bashar al-Assad will prevail in Syria's civil war. But even so, he thinks it will take his country a generation to recover. "After we finish this war, we'll spend another 10 years cleaning up the thugs and warlords on our own side," he told me when I met him in the Damascus suburb of Jaramana, in an apartment overlooking a highway where rebels and government forces clash nightly.

That was last fall, shortly after Russia began bombing in support of the government. This infusion of firepower changed the course of the conflict. After years of stalemate, Syria's civil war became unstuck. But that hasn't made it ready for settlement.

Negotiations over Syria's future restarted in Geneva last week amid cautious optimism that the regime and the opposition may finally be ready to discuss a deal. Russian and American diplomats are talking about shared goals, and both countries finally seem willing to strong-arm their clients to the table. Opposition groups and their sponsors say they have achieved levels of unity that will enable them to force concessions from the government, and for the first time they have admitted in public that they're willing to work with some regime figures.

But all of this misses the central point: Syria, one of the most important states in the Arab world, has cracked up, and no peace settlement can put it back together.

Despite talk of a "regime" and "opposition," Syria today is a mosaic of tiny fiefs. The government has ceded control of stretches of land to Iran, Russia and Hezbollah. Its opponents range from the apocalyptic Islamic State to a coterie of tiny insurgent groups led by local warlords reliant on foreign donors. On all sides of the conflict, warlords mark territory with armed checkpoints. These low-level bosses have tasted power; it's hard to imagine they will readily submit to any national government.

The collapse of Syria poses a huge threat to Middle Eastern stability. For good and for ill, Syria has been a major player in the Arab world since World War II. It often acted as spoiler, string-puller or savior in the conflicts that ravaged its neighbors. It was a major player among the dizzying cast of foreign powers that intervened in Lebanon's 15-year civil war, and brought that conflict to an end with an outright occupation blessed by the United States.

Without Damascus, a rogue's gallery



Kobani, Syria. Wednesday, Oct. 28, 2015. Once a coherent focal point in the Middle East, Syria seems destined to influence the region not as a puppet-master but as a black hole.

of militant movements might never have survived. Hezbollah grew into a powerful regional actor with sustained aid from Syria. Hamas's leaders weathered lean years in exile in Damascus. Many groups labeled terrorists by Western governments found refuge in Syria. The Assad government's patronage of Iraqi rebels helped fuel the uprising against the American occupation and provided crucial early support to radicals who today lead the Islamic State.

And yet, for all these destabilizing moves, Syria was a coherent focal point in a region short on leaders who could deal and deliver. On occasion, even the United States and Israel enjoyed close collaboration with Damascus.

Now, Syria seems destined to influence the region not as a puppet-master but as a black hole. Syria's war already has spawned chaos, from the millions of refugees seeking safety beyond the country's borders to the rise of the Islamic State and the tremendous traffic in weapons and cash to militants.

The next chapter could be even worse. Even if some fraction of the opposition can reach an accord with the government, the area they could try to rule would amount to a rump state. The nation's industrial heartland and most populous city, Aleppo, has been almost completely destroyed. Before the war, Syria's manufacturing economy, education and health

Peace talks have restarted, but Bashar al-Assad and the rebels are fighting over a state that is beyond salvaging.

systems all functioned well by regional standards; they are unlikely to recover. The postwar landscape will probably play host to extremists, entrepreneurs of violence and widespread graft.

So why does anyone have hope for the talks in Geneva?

One reason is superpower politics. Russia and the United States are looking for ways to calm tensions, and diplomats from both countries believe an accord could lead to progress on issues they consider more important, like Ukraine. Another critical factor is exhaustion: Iran and Hezbollah backed the regime for years but, without Russia's assistance, were unable to help it hold ground, much less win. Turkey, Saudi Arabia and the United States, the main sponsors of the opposition, have pulled back support whenever their proxies have surged, perhaps unsure that they'll behave responsibly if they win power.

Syria's civilians are desperate. The ranks of fighters are dwindling, especially on the government side. None of the parties have given up hope of outright victory, but an increasing number of rebels and midlevel government supporters acknowledge that they will either have to settle for a divided country or join forces with their sworn enemies. Some of the rebel commanders I interviewed in March said they believed the war had entered an endgame, but that it would take at least a few more years of fighting before serious negotiating would begin. Until now, none of the players have taken peace talks seriously.

Russia and America's renewed engagement has drawn the notice of nego-

tiators, but that means only that they believe they might be embarking on a real process — not that they expect a result soon. That rivals like Iran and Saudi Arabia, as well as Russia and the United States, will see eye to eye on a brokered deal to end the war is a long shot. But

the idea that they would work together to prevent Syria's continued decay into a zone of violence is an even longer one.

For now, Mr. Assad's negotiators still consider the rebels "terrorists," while the opposition insists that Mr. Assad, "the disease that struck Syria," must

step aside immediately. The state over whose fate they're haggling, however, appears beyond salvaging.

THANASSIS CAMBANIS is a fellow at the Century Foundation and the author of, most recently, "Once Upon a Revolution: An Egyptian Story."

International New York Times

APRIL 19, 2016

WHAT IRAN NEEDS TO FIX

Iran won't benefit fully from sanctions relief until it alters its conduct in the region.

Since concluding the nuclear deal with the United States and other major powers last July, Iran has yet to realize the expected economic benefits. The Iranians are frustrated, but to a large extent have themselves to blame.

The agreement promised an end to sanctions imposed by the United Nations and the European Union in return for a freeze on Iran's nuclear program. Iran has fulfilled its part; so have the major powers, and businesses are flocking to Iran in search of deals. Technically, Iran is free to export crude oil and access about \$50 billion in foreign exchange reserves in foreign banks.

Even so, Iran is having trouble rebuilding its economy.

One impediment is that most American sanctions remain in place because of Iran's involvement in terrorism and human rights abuses and its testing of ballistic missiles. Iran knew that lifting all American sanctions was never part of the nuclear deal. This means American companies are still banned from doing business in Iran, except for trade in civil aviation, carpets and agricultural products. Also, Iran is still barred from using the American financial system, and its dollars, through which most international business is conducted.

Before the nuclear deal, Iran was largely isolated from the international banking system. It has not kept up with strict new rules to prevent money-laundering and terrorist

financing. Experts say Iranian banks are badly run, politicized and lack transparency — warning signs for risk-averse foreign banks.

Iran's warlike behavior in the region — supporting President Bashar al-Assad in Syria, arming Hezbollah and testing missiles — further discourages investment. Iran can help itself by reforming its system and becoming a more constructive force in the region.

The Treasury Department is working to clarify the conditions for doing business with Tehran. There are no restrictions on foreign banks that want to do deals with Iran in euros or other non-dollar currencies. Foreign banks can also do trades in dollars if they can cover the transaction with the dollars they have on hand. In practice, that means smaller deals, because for larger ones, like oil contracts, they would have to access the American financial system, which is off limits.

Iran should be subject to sanctions when appropriate under United States law, but as long as it adheres to the nuclear deal, Congress should not take steps that would discourage legitimate business with Iran. It remains in America's interest for Iranians to benefit from the nuclear deal so that they stay committed to it and moderate forces in Iran are strengthened.

E Kurd Daily April 22, 2016

Iraqi Kurdistan's Barzani orders hospitals to treat wounded from Syria's Qamishlo

April 22, 2016 /by Editorial Staff in Kurdistan / <http://ekurd.net>

HEWLÊR-Erbil, Kurdistan region 'Iraq',—Iraqi Kurdistan Region's hospitals are on alert after an order by Massoud Barzani for facilities to be prepared to receive people injured in clashes between Syrian Kurdish and regime forces across the border in the city of Qamishlo in Syrian Kurdistan.

The Kurdistan Region's Presidency (KRP) released a statement Friday saying Barzani issued an order to hospitals in the Kurdistan Region to take in people wounded in recent fighting in Qamishlo.

"The Kurdistan Region's president charges all related institutions of the Kurdistan Region to do whatever necessary to assist and facilitate ways of receiving wounded people and provi-

ding all equipment for treatment," the statement said.

The casualties have been reported, both killed and wounded, as clashes continue between forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad and Syrian-Kurdish Asayish officers.

The clashes between Syrian regime forces and Kurdish Asayish continue on Friday for the 3rd day. Fighting between the Kurdish police Asayish force, and fighters from the pro-regime National Defence Forces erupted on Wednesday after a scuffle at a checkpoint in the city.

At least 12 Asayish members were detained by government forces and 90 government forces were also arrested by the Syrian Kurdish Asayish.

50 Syrian pro-government fighters surrendered Thursday to Kurdish forces in Qamishlo, a Kurdish security source said as fighting raged for

the second consecutive day.

Qamishlo is mostly controlled by Kurdish security forces who took over in 2011.

Syrian Kurdish groups now control wide areas of northern Syria, referred to by Kurds as Rojava, where they have set up their own government.

The Syrian Observatory for Human Rights, a British-based group tracking the war, said fighting this week began after the Asayish stopped a car carrying an officer of a militia that operates under the control of the Syrian army. It also reported an explosion that was likely to have been from a car bomb. ■

Copyright ©, respective author or news agency, nrtto.com | Ekurd.net



Sunni militia official: all Iraqis are indebted to Kurdistan's Peshmerga forces

By Rudaw April 19, 2016

ERBIL, Kurdistan Region - A Sunni militia official said Tuesday that the entire Iraqi nation owed a debt of gratitude to the Peshmerga, adding that if the Kurdish force takes part in an offensive to liberate the ISIS-controlled city of Mosul, it can be "easily reclaimed."

"All Iraqis owe them (the Peshmerga) and they should thank them," Zuhair Hazin Jabouri, a spokesman of the Hashd al-Watani militia told Rudaw. "Along with other Iraqi forces, including the Hashd al-Watani and the Iraqi

army, if Peshmerga take part in the battle for Mosul it can easily be retaken, because they fight loyally," he said.

Mosul, Iraq's second-largest city, has been the ISIS stronghold in Iraq since the religious zealots captured it in June 2014. A joint offensive involving Iraqi forces, its allied militias, the Peshmerga and the US-led coalition is anticipated, but military officials have not announced a firm timeline.

But Jabouri explained that "Mosul has been divided into four fighting fronts; villages around Mosul have to be initially reclaimed and later Mosul has to be surround-

ded. Then we can implement security plans for liberating Mosul."

He added that "all Iraqi forces have expressed willingness to take part in the Mosul offensive."

In his latest comments about developments against ISIS on the ground in Iraq, US President Barack Obama vowed to clear Mosul of ISIS this year.

In the meantime, the US defense Secretary Ash Carter was in Baghdad on Monday, where he announced that an additional 200 American troops will be deployed to fight ISIS in Iraq.

The US has also committed Apache helicopters to aid in the



Zuhair Hazin Jabouri, a spokesman of the Sunni militia known as Hashd al-Watani militia

battle to retake Mosul. To date, Apache helicopters have only been used in Iraq to protect American personnel. ■

Sunni tribes in Kirkuk say they will fight ISIS alongside Peshmerga

By Rudaw 17/4/2016

ERBIL, Kurdistan Region - Sunni tribal leaders and prominent figures from southern Kirkuk Province said that their tribesmen should take part in any battles being launched against the Islamic State (ISIS) to retake territory in the Kirkuk region.

In a meeting with the Kurdish leader Masoud Barzani on Sunday, the Sunni tribal leaders said that they are ready to fight alongside the Peshmerga to expel the extremist group from their territories, including Hawija, Daquq, and

Rashad, according to an announcement released by Barzani's office.

"The tribal chiefs of Kirkuk areas also emphasized that they trust the Peshmerga forces and security agencies; they are with any step being taken to protect the security of Kirkuk and its outskirts," the statement read. "They all appreciate the Kurdistan Region in opening its doors to a huge number of refugees, despite its economic crisis."

For his part, Barzani supports the participation of Sunni tribes in reclaiming their territories from ISIS, saying, "It is the best way,



President of the Kurdistan Region Masoud Barzani meeting with Sunni tribal leaders in Erbil on Sunday. Photo: KRP

and you should participate in liberating your areas and for that purpose we will coordinate with other associated parties."

Barzani reiterated his stance that the future of Kirkuk in a post-ISIS era depends on the local population. "As I earlier made clear," he said, "the fate of Kirkuk is in the hands of its people and in the future they will freely decide and we all must respect their deci-

sion."

He has also stressed that there will be no place for violent parties in these areas and all necessary measures have to be taken to secure the region.

"The extremists will have no future in the area," Barzani stated.

Hawija, Riaz, and Rashad are three districts southwest of Kirkuk considered to be ISIS strongholds. ■

U.S. provides Kurds with heavy weapons ahead of looming offensive to retake Mosul from ISIS

Shianee Mamanglu-Regala
16 April 2016
<http://www.christiantoday.com>

The United States has started arming Kurdish Peshmerga forces with two army brigades' worth of equipment as part of prepa-

rations for a looming U.S.-led coalition offensive to regain Mosul from the Islamic State (ISIS) terror group, according to news reports.

The U.S. government has sent armoured personnel carriers, mortars and anti-tank weapons to the Kurds, UPI reports.



Christians volunteers, who have joined the Kurdish Peshmerga fighters, take part in a training session by coalition forces in a training camp in Duhok province, Iraq on March 16, 2016. Reuters

The U.S. also donated personal military equipment including helmets, body armour vests, anti-chemical protection equipment, medical equipment and M16 rifles, the report says.

"This is the first time for our soldiers →

here and if you look around today, you can see they have all the same equipment," said Col. Bernd Prill, the commander of the Kurdistan Training Coordinated Centre (KTCC), Kurdistan local news Ara reports.

"This will make it easier for us and for them. Previously our trainers had to be prepared for five different weapons, now only for one," he added.

Last week, he said the Kurds begun the first Modern Brigade Course—a 10-week programme during which the Peshmergas are trained on basic infantry skills using U.S. weapons.

Brig. Gen. John E. Novalis II, who is overseeing coalition training of Iraqi security forces, told Stars and Stripes that the U.S. government have decided to give the Kurds

"two U.S. Army brigades-worth of equipment—heavier stuff" to aid in the ongoing offensive on Mosul, the de-facto capital of the ISIS in northern Iraq.

The Kurdistan Peshmerga is one of the few effective forces on the ground to battle with the ISIS.

In an earlier press conference, U.S. Army Col. Steve Warren told reporters that the U.S. weapons delivered to the Kurds would be coursed through the Iraqi government, and that it is up to the central government "to decide where every piece of equipment goes."

In addition to the heavy weapons for the Kurds, the U.S. military also deployed tactical aircraft capable of attacking ISIS's ability to communicate closer to the front lines of the battle against the terrorist group.

CNN reports that the U.S. European command sent a squadron of Marine Corps EA-6B Prowler aircraft to Incirlik Air Base in Turkey to support operations against ISIS. The Prowler can protect allied forces on the ground and strike aircraft by jamming any radar and communication devices ISIS has, it added.

First used in 1972 during the Vietnam War, the aircraft has been deployed to assist peacekeeping missions around the world as well as to enforce "no-fly" zones like the one over the former Yugoslavia in the 1990s. It has also been used in both Iraq and Syria since military action against ISIS began in 2014.

Last week, the U.S. Central Command also reportedly sent B-52 bombers into the ISIS fight for the first time. ●



APRIL 18, 2016

Independence for the Kurds is only a matter of time

Kurds worry about losing 'passports, imports, exports and airports' if they break away from Iraq abruptly, but an amicable separation might suit both sides eventually

GARY KENT / APRIL 18, 2016
www.independent.co.uk

Ten years back few people even knew where the Kurdistan region was. Today, few people ask what Peshmerga means. Many more know the Kurds in Iraq and their Peshmerga – those who face death – have been valiant and determined in fighting Daesh and are reliable allies.

The Kurds often bemoan a history of lost opportunities and even betrayal. They know the West needs them, as there is little appetite to use western forces even against Daesh, which represents a threat to us all. They fear that once the danger is over, or seems to be over, western governments may once more leave them marooned at the mercy of their enemies.

As one who has visited the Kurdistan region over 20 times in 10 years, I have seen it change for the better, only to suffer major reverses in the last three years. In the 1990s the Kurds evicted Saddam but were dirt-poor and endured a bloody civil war. The liberation in 2003 of Iraq put them in a prime position to refashion Iraq so they were accepted as equals in a binational, federal and democratic state. They had been free for longer of the dictatorship of Saddam Hussein and used their greater experience and expertise – also honed over centuries of being stuck in the middle – to stabilise federal governments for which they provided the president, the foreign minister and other weighty figures.

The 2005 constitution gave them much autonomy which they used to build an energy sector from scratch and effect an historic rapprochement with Turkey. Many now think Turkey would acquiesce to their independence, despite its fears that Turkish Kurds would seek to secede.

Given that the Kurds are landlocked, it would seem better to remain an autonomous part of Iraq with its larger economy and access to the sea. But

uncaring and sectarian governments in Baghdad have hollowed out federalism, which was always the condition of the Kurds remaining married to Iraq. Kurds fear that Baghdad is becoming a dictatorship and want no part of it.

Arab Iraq leaders often patronise and lecture the Kurds. The divisions were dramatically exposed when Iraq ceased to exist in all but name as Daesh forces sliced through a third of Iraq like a hot knife through butter. The Kurds overnight acquired 1,000 km of border with Daesh to just a few miles from Baghdad and no safe land route either.

Leaders in Baghdad seem unconcerned about whether Kurdistan stays, at least as equals. That they no longer allow constitutionally mandated fiscal transfers may indicate they hope the Kurds swing in the wind, sue for terms that would subordinate them, or exit. It is not what the Kurds signed up for in 2003 and it seems improbable that the chauvinist mentality in Baghdad that once drove genocide against the Kurds will change.

The US and Britain consistently promote a One Iraq policy. They are understandably wary that changing the status quo would weaken the fight against Daesh. But the One Iraq policy is running out of steam and credibility. Such positions are held in public while debate about their viability proceeds in private, and then an apparently sudden change is enunciated. Political scientist Aref Yilmaz told the Kurdish Rudaw newspaper, for which I write a weekly column, about "over 100 diplomatic meetings in Erbil last year with [the] international community directly speaking to Kurdish political actors, which is unprecedented".

Iraqi and Kurdistan forces certainly need to work together. When I visited the frontline in Kirkuk, however, I was told there was no co-operation between them although it would help to reach and fight Daesh.

There is much talk now about taking Mosul. Some



An Iraqi Kurdish peshmerga fighter fires on an Isis position JM LOPEZ/AFP/Getty Images

Kurdistani forces are 17 miles away while most Iraqi forces are over 100 miles away. But the crucial question is what mix of forces can demonstrate to Sunnis trapped in Mosul, some of whom have seen Daesh as less bad than Baghdad, that they will not suffer bloody revenge. Significant Sunni support for Daesh will not be eroded if it means the return of centralised and sectarian rule by Baghdad. This incubated Al Qaeda from which Daesh flowed and from which a son of Daesh could emerge. The One Iraq policy will not work in its own terms.

But precipitate moves to Kurdistan independence wouldn't work either. The nightmare scenario for Kurds is losing passports, imports, exports and airports. They know divorce has to be amicable and co-ordinated. Given that they can no longer stay together, Kurds and Iraqis would be better placed as neighbours to conclude security and economic agreements, which could be extended when Sunni areas overthrow Daesh.

Things are falling apart in Baghdad and that centre cannot hold all power if there is to be a genuine partnership against Daesh. The Kurds have been efficient allies but are warning with increasing urgency they cannot hold together themselves thanks to the huge economic shocks caused by Daesh and Baghdad, as well as their oil-addicted economy. There are no easy answers to the dilemmas facing the Kurds and Iraqis but the old answers are clearly of no great use. ●

Gary Kent, who writes in a personal capacity, is the director of the all-party parliamentary group on the Kurdistan region which has just issued a report on its recent delegation by British parliamentarians to the Kurdistan region.

L'ombre d'Ankara sur le Karabakh

Les Arméniens accusent la Turquie de guider les violences azéries sur l'enclave que se disputent Erevan et Bakou.



NICOLAS VIGNE
ENVOYÉ SPÉCIAL AU HAUT-KARABAKH



Des soldats arméniens montent la garde, aux environs de la ville de Martouni, vendredi 8 avril, au Haut-Karabakh. STAFF/REUTERS

CAUCASE Sur la petite butte qui surplombe le village de Talich, juste derrière le bâtiment municipal, un obus vient d'éclater. Un large cratère et des fragments de l'engin sont encore visibles. « Ne montez pas plus haut, ils sont derrière », conseille Arout, un officier de l'armée arménienne, dont le bataillon a pris durablement position dans le village après la « contre-offensive » menée par Erevan dans la journée du 2 avril. Le militaire désigne les troupes azéries, mais aussi les soldats turcs ainsi que des recrues de l'État islamique. Ces dernières seraient revenues de Syrie pour combattre, aux côtés de leurs frères musulmans, les ennemis arméniens, chrétiens. « La plupart viennent de Turquie, mais il y a aussi des mercenaires dans leurs rangs et sans l'aide et l'encouragement d'Ankara, ils n'auraient jamais pu lancer leur offensive », estime Arout, en énumérant les armes à leurs dispositions, des simples lance-roquettes jusqu'à des canons de 120 millimètres. Les « atrocités » commises à l'encontre d'un trio d'octogénaires de Talich, soi-disant assassinés puis mutilés, constitueraient, selon Erevan, la preuve de l'engagement de Daech aux côtés de Bakou dans le conflit du Haut-Karabakh.

Ce dernier est le plus explosif des « conflits gelés », hérités de la dissolution de l'URSS et du cortège d'indépendances qui l'a précédé (voir ci-dessous). Dans le cas du Haut-Karabakh, enclave montagneuse située à l'ouest de l'Azerbaïdjan, « le terme est impropre. Ici, on est plutôt en présence d'un volcan qui entre périodiquement en éruption sans que

l'on puisse prédire la date de cette éruption et son ampleur », commente un diplomate européen basé dans la région. Bien que peuplé à 95 % d'Arméniens, le Haut-Karabakh avait été cédé en 1923 à la République socialiste d'Azerbaïdjan, turcophone, par le pouvoir bolchevique.

À l'époque, Moscou voyait dans cette cession un moyen de complaire aux visions panturques de Mustafa Kemal, devenu un allié après le long affrontement entre les empires russe et ottoman - dans lequel fut inclus l'Azerbaïdjan. Après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, le Haut-Karabakh réclama son indépendance, qui n'a jamais été reconvenue. Cette revendication s'est en définitive soldée par une guerre de six ans entre Bakou et Erevan, ayant fait 300 000 morts, au profit de l'Arménie. L'Azerbaïdjan s'est dit prêt à reconquérir la région par les armes, si aucune solution politique n'était trouvée par les médiateurs du groupe de Minsk (Russie, France, États-Unis). Ces derniers planchent en vain sur la question depuis vingt-cinq ans. « Notre armée doit être prête, à n'importe quel moment, à rétablir l'intégrité territoriale du pays », répète le président azéri, Ilham Aliiev. Bakou et Erevan ne cessent de s'accuser de violer un cessez-le-feu, jusqu'à l'éruption de violence qui a fait plus de 110 victimes entre le 2 et le 5 avril dernier.

Partout, l'Arménie, de confession chrétienne et où l'Église est très influente, voit la main d'Ankara dans les violences. Même si, officiellement, la Turquie n'est pas partie prenante dans la dispute, « nous prions pour que nos frères azéris aient l'avantage dans ces

affrontements et nous les soutiendrons jusqu'à la fin », a déclaré, le 4 avril, le

« Les Russes sont soi-disant nos amis mais ils nous laissent nous débrouiller tout seuls face à l'Azerbaïdjan »

KAREN OGASSIAN, UN MÉDECIN DE L'HÔPITAL MILITAIRE DE STEPANAKERT

président Recep Tayyip Erdogan. Celui-ci a reçu mercredi soir à Istanbul son homologue azéri, Ilham Aliiev, à la veille du sommet de l'Organisation de la conférence islamique.

Avec la Turquie, c'est évidemment le souvenir du génocide arménien qui ressurgit. Nul endroit, mieux que Chouchi (Choucha en azéri), ne résume ce conflit mêlé de revendications religieuses et territoriales. Dans ce bourg de 4 400 habitants fondé au début du XVIII^e siècle, qui surplombe la cuvette de la capitale Stepanakert, trois bâtiments, en dehors des ruines de la dernière guerre, s'imposent à la vue: la mosquée, l'église et la forteresse, dont la fonction originelle suscite toujours des controverses entre historiens des deux bords. Deux pogroms anti-arméniens y ont eu lieu en 1905 et 1920 et, de l'époque post-stalinienne (1953) jusqu'à la guerre du Karabakh, la population arménienne y devint minoritaire.

« À Stepanakert, où nous vivions avant la guerre et où les Arméniens étaient majoritaires, les magasins étaient vides. Nous étions obligés de monter à Chouchi

- là où, au contraire, la population azérie était majoritaire et choyée - pour y trouver de bons produits comme des œufs ou de la viande », se souvient Armine Anoutounian. À cette habitante du village, ses parents interdisaient, à l'école, de fréquenter les cours de langue azérie. Ces derniers jours à Chouchi, la paranoïa antiturque restait palpable, certains résidents ayant débranché leur téléphone, craignant d'être « sur écoute » des services secrets d'Ankara. Les recrues du village en âge de servir sont parties au front. À l'entrée du hameau, un char soviétique fait office de monument destiné à célébrer la « libération », en 1992, de la ville, et ipso facto, la fuite de sa population azérie. Vingt-cinq ans après, le chef de l'enclave du Haut-Karabakh, Boko Sahakian, inféodé à Erevan, se voit investi d'une « mission dans laquelle son peuple serait en première ligne pour défendre le peuple arménien engagé dans un combat pour la dignité », face à « l'agression » turque et azérie.

En face, Bakou utilise une rhétorique similaire, à la différence près que cette dernière est dirigée contre « les militaires arrivés au pouvoir en Arménie grâce à la prise du Haut-Karabakh ». Est en particulier visé le président Serge Sarkissian, originaire du Haut-Karabakh, dont le portrait en treillis est affiché sur les boulevards d'Erevan. « Ces gens-là ne souhaitent que perpétuer l'ordre des choses et démontrer l'existence d'une soi-disant incompatibilité ethnique entre Arméniens et Azéris », estime le président de la commission des affaires étrangères du Parlement azéri, Samad Seidov. Ce dernier dénonce la « propagande arménienne » tendant à assimiler Bakou et l'État islamique.

Moscou, qui a parrainé la trêve, a fort à faire pour réconcilier les deux ennemis. Depuis la campagne de Syrie qui a vu l'armée turque abattre deux chasseurs russes, les relations entre la Russie et la Turquie sont à couteaux tirés, faisant craindre la reprise dans la région

d'une guerre par procuration. Plusieurs, dans l'enclave du Haut-Karabakh en viennent à souhaiter l'avènement de ce scénario et reprochent justement au Kremlin, qui possède deux bases militaires dans le pays, de ne pas suffisamment s'engager aux côtés d'Erevan contre Bakou. « Les Russes sont soi-disant nos amis mais ils nous laissent nous débrouiller tout seuls face à l'Azerbaïdjan », soupire Karen Ogassian, un médecin de l'hôpital militaire de Stepanakert, semblant oublier que la Russie vend des armes aux deux parties. L'an dernier, le Kremlin a accordé un prêt de 200 millions de dollars à l'Arménie à un taux de seulement 3 % pour lui faciliter l'achat, notamment, de lance-roquettes Smerch. Tout en jouant le rôle de banquier et de parrain militaire d'Erevan, Moscou n'est pas prêt à déséquilibrer l'un de ses alliés au profit de l'autre. ■

Irak : les Yézidis ont peur de retourner chez eux à Sinjar libérée de Daech

Par Jacques Deveaux — le 19/04/2016
geopolis.francetvinfo.fr

Le site ARA news, composé de journalistes indépendants, syriens et irakiens, constate que la population yézidie ne retourne pas vivre dans sa région, libérée des hommes de Daech depuis la fin de l'année 2015. En fait, selon les journalistes, les Yézidis craignent le retour potentiel des djihadistes. De plus, les destructions massives des infrastructures ne facilitent pas le retour des familles.

Sinjar a été reprise le 13 novembre 2015 par les Peshmergas kurdes et leurs alliés locaux. Pourtant, le fantôme de Daech y plane toujours. Au point que les habitants, qui ont fui la ville lors de l'arrivée des islamistes en 2014, préfèrent rester vivre dans les camps de réfugiés installés en territoire kurde.

Le traumatisme de la fuite éperdue, souvent à pied dans la montagne, devant l'avancée de l'EI en août 2014, puis les exactions contre les populations yézidiennes dans les villages de la région, sont encore dans tous les esprits.

TRISTES SOUVENIRS



Les Yézidis en quittant Sinjar se sont réfugiés dans la montagne où ils vivent encore. © Noe Falk Nielsen / NurPhoto

On ne dispose pas d'un bilan très précis des meurtres commis par les djihadistes.

400.000 personnes avaient fui vers Erbil et Duhok. Des dizaines de milliers d'autres, moins chanceux, s'étaient retrouvés bloqués dans le mont Sinjar. Les massacres de masse contre la population, les enlèvements de jeunes femmes pour servir d'esclaves sexuelles, avait poussé la communauté internationale à armer les combattants kurdes, puis à bombarder les positions de Daech.

Les journalistes d'ARA News ont rencontré

Shaban Khalaf, un réfugié qui vit dans le camp de Bajdkandala près de Zakho au Kurdistan irakien. Son explication du peu d'empressement de ses compatriotes à rentrer est simple. « Une des raisons du non retour des Yézidis est la présence de Daech dans les régions voisines. Leurs positions ne sont pas très éloignées de Sinjar. » Et il ajoute : « Qui sait ? Daech peut lancer une attaque surprise sur notre région. D'autant que les combats continuent contre les terroristes au sud de Sinjar. »

L'AUTRE PROBLÈME : LES DESTRUCTIONS

La région de Sinjar a durement souffert des combats lors de la reprise de la ville. Les infrastructures, mais aussi les habitations ont été régulièrement bombardées. Sans ces infrastructures, la vie est impossible à Sinjar. Les maisons sont souvent endommagées. Certaines ont été pillées. Enfin, des engins explosifs de tous types, mines, pièges et obus traînent un peu partout.

Pour une grande partie de la population, le retour au pays ne pourra se faire que sous la protection et l'aide de la communauté internationale. ■



Turquie: deux soldats tués, 52 blessés dans un attentat au camion piégé dans le sud-est

Diyarbakir (Turquie), 12 avril 2016 (AFP)

DEUX SOLDATS ont été tués et 52 personnes blessées par l'explosion d'un camion-citerne chargé d'explosifs devant un avant-poste militaire dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde, a annoncé mardi le Premier ministre turc.

Cet attentat, dont la responsabilité a été attribuée par les autorités au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a visé, tard lundi, un avant-poste du district de Hani, dans la province de Diyarbakir.

Un soldat a été tué sur le coup et un autre a succombé à ses blessures à l'hôpital, a précisé une source de l'armée à l'AFP.

Cinquante-deux personnes, civils et militaires, ont également été blessées, a déclaré le chef du gouvernement, Ahmet Davutoglu, qui s'exprimait devant le

Parlement à Ankara.

"Les assassins dressent des pièges traîtres à Diyarbakir", a grondé M. Davutoglu. "Ils récolteront ce qu'ils méritent", a-t-il menacé, "nos villes et nos montagnes seront nettoyées de tous ces criminels".

Une opération de ratissage a été lancée après cette nouvelle attaque meurtrière, a indiqué la source de l'armée à l'AFP.

La Turquie vit depuis plusieurs mois en état d'alerte en raison d'une série d'attaques liées au conflit kurde ou attribuées au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

En février et en mars, deux attentats à la voiture piégée ont respectivement fait 29 et 35 morts, ainsi que des dizaines de blessés, dans le centre d'Ankara. Ces attaques ont été revendiquées par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical et dissident du PKK. ●

Le Monde
MARDI 19 AVRIL 2016

La Turquie souffle sur les braises

Analyse

GAÏDZ MINASSIAN
Service Débats

LE BRAS DE FER ENTRE LES AUTORITARISMES D'ERDOGAN ET DE POUTINE S'EST DÉPLACÉ DANS LES MONTAGNES DU HAUT- KARABAKH

Nous soutiendrons l'Azerbaïdjan jusqu'au bout. » Ainsi s'est exprimé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dimanche 3 avril, en pleine « guerre des 4 jours » (2-5 avril) opposant les Azerbaïdjanais aux Arméniens du Haut-Karabakh. Deux jours après, mardi 5 avril, son premier ministre, Ahmet Davutoglu, surenchérit en déclarant que la Turquie serait aux côtés du « frère » azerbaïdjanais « jusqu'à l'apocalypse », alors que les deux belligérants annonçaient une trêve sous l'égide de la Russie. Comment expliquer ces propos tonitruants, voire irresponsables de la part d'un des Etats les plus importants de l'OTAN, à propos d'un conflit où la moindre étincelle peut embraser toute la région du Caucase du Sud ?

La question du Haut-Karabakh revient avec fracas à l'ordre du jour de la diplomatie mondiale. Province arménienne rattachée à l'Azerbaïdjan en 1921 par Staline, ce territoire grand comme un département français a été entre 1990 et 1994 le théâtre d'une guerre entre Azerbaïdjanais et Arméniens, qui s'est soldée par une défaite militaire de Bakou, 30 000 morts et un million de déplacés de part et d'autre. Depuis le cessez-le-feu signé en 1994 par Erevan, Bakou et Stepanakert, capitale de la République du Haut-Karabakh, ce conflit est l'objet d'un processus de paix mis en place par le Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Coprésidé par la France, la Russie et les Etats-Unis, il comprend une dizaine d'autres Etats, dont la Turquie, alliée de l'Azerbaïdjan.

En vingt-deux ans, la paix n'a pas avancé d'un millimètre. Elle a stagné depuis quelques années avec les violations incessantes du cessez-le-feu sur la ligne de front et a subitement reculé depuis le 2 avril avec des combats à l'arme lourde qui ont fait plus de 100 morts.

Rien n'indiquait jusqu'à cette nuit du 1^{er} au 2 avril que le Caucase du Sud allait se réveiller aux sons des canons, hélicoptères et autres drones. Rien ne semblait jusqu'à cette nuit de printemps contrarier la Russie, alliée d'Erevan et partenaire de Bakou, dans sa médiation pour la paix. Rien sauf le prolongement des tensions entre la Russie et la Turquie après la destruction du chasseur bombardier russe par

un F-16 turc en novembre 2015, au-dessus de la frontière turco-syrienne.

Le bras de fer entre la Turquie et la Russie, entre les autoritarismes de M. Erdogan et de M. Poutine, s'est de ce fait déplacé dans les montagnes du Caucase. Tout semble indiquer que le président turc a utilisé l'imbroglio du Haut-Karabakh pour soutenir son homologue azerbaïdjanais, İlham Aliev, et jeter une pierre dans le « jardin caucasien » de M. Poutine. Ainsi, l'hypothèse d'une responsabilité turque dans cette séquence meurtrière du conflit du Haut-Karabakh peut s'envisager à partir de trois éléments.

Le premier renvoie au statu quo diplomatique autour de ce conflit « gelé ». Membre du Groupe de Minsk, la Turquie est lasse de constater l'immobilisme des négociations et tient à manifester son inconditionnelle solidarité avec l'Azerbaïdjan. Ankara veut faire bouger les lignes, tourne en dérision ce groupe de contact et cherche à s'impliquer davantage dans les pourparlers. Pour les Turcs, qui ont fermé de façon unilatérale leur frontière avec l'Arménie depuis 1993 en solidarité avec Bakou, il suffirait d'une semaine pour régler l'affaire du Karabakh qui, quoi qu'il arrive, « se retrouvera un jour à coup sûr dans les mains de son vrai propriétaire azerbaïdjanais », promet Erdogan.

A Bakou comme à Ankara, l'amitié turco-

azerbaïdjanaise est placée sous le signe du slogan « une nation, deux Etats ». Régulièrement, les officiels des deux pays se rencontrent dans les capitales où la collaboration économique est étroite, à l'image du gazoduc transanatolien (Tanap) reliant la Caspienne à l'Europe via la Géorgie et la Turquie et dont la mise en route est prévue à partir de 2018.

COUPS DE MENTON

La Turquie et l'Azerbaïdjan sont des partenaires stratégiques de premier plan. Ankara fournit des armes et des conseillers militaires à Bakou et lui apporte un soutien diplomatique lors des différentes réunions internationales où le Haut-Karabakh est à l'ordre du jour. Fin mars, quelques jours avant le déclenchement des hostilités aux abords du Haut-Karabakh, les armées turques et azerbaïdjanaises achevaient une nouvelle session d'exercices militaires conjoints.

Enfin, fort de l'accord migratoire conclu à Bruxelles le 18 mars, le président turc se sent invulnérable et disposé à multiplier les coups de menton dans la droite ligne d'une diplomatie de nuisance – surtout quand elle peut contrarier son « jumeau » Poutine, lui-même adepte de provocations en tout genre, en lui faisant comprendre que le Caucase du Sud ne relève plus de la zone d'influence russe.

Or la Turquie n'a officiellement aucun intérêt à envenimer la situation, déjà bien tendue dans le Caucase du Sud. Lorsque la Russie et les Etats-Unis dénoncent à propos du Haut-Karabakh toute ingérence d'une puissance tierce – la Turquie étant directement visée –, Ankara accuse « la Russie de prendre parti dans ce conflit, après l'avoir fait en Ukraine, en Géorgie et aujourd'hui en Syrie ».

Si, dans cette séquence caucasienne du bras de fer russo-turc, le cynisme est du côté russe, dont la position ambiguë – la Russie est l'alliée de l'Arménie mais le principal fournisseur d'armes à l'Azerbaïdjan – alimente le conflit au lieu de l'apaiser, la rhétorique guerrière est du côté d'Ankara. Car les déclarations tapageuses du couple Erdogan-Davutoglu ont conforté le président Aliev dans sa volonté de tester ses capacités militaires et la ligne de défense des Arméniens. Mais attention, car à trop souffler sur le feu, on risque aussi de se brûler... ●

Will Islamic world accept Turkey's leadership?

Turkish President Erdogan's ambition was not subtle as he stumped for himself at the Organization of Islamic States summit.



Author Semih Idiz
April 19, 2016
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan used the recent Organization of Islamic Cooperation (OIC) summit as a grandstanding opportunity to pitch his qualifications to lead the Islamic world.

Erdogan hosted the OIC, which bills itself as the "Collective Voice of the Islamic World," in Istanbul for the April 14-15 summit. He used his opening address to blast the West again and to call on the Islamic world to unite to solve its own problems rather than relying on outsiders, who he said are only pursuing their own energy interests.

The gathering took place against a backdrop of sectarian violence in the Middle East that has resulted in bitter rivalry between Saudi Arabia and Iran, which was visible at the summit.

Diplomatic analysts were also quick to pick up on the message Turkey projected via the lineup in the traditional pre-summit portrait.

Erdogan, who is at the center of the picture, has Saudi King Salman bin Abdul-Aziz Al Saud to his right, while Iranian President Hassan Rouhani stands four down to his left, thus appearing to reflect the close ties Ankara is developing with Riyadh and its distance from Iran on various regional issues.

Erdogan's choice not to be flanked by Rouhani in the photo appeared to contradict the goodwill between Sunnis and Shiites he exhorted in his opening address later.

In his speech to more than 30 leaders — with the notable absentees being Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi and Jordan's King Abdullah, who are critical of Turkey's role in the Middle East — Erdogan pointed to the urgent need to surmount sectarianism among Islamic countries.

"My religion is not that of Sunnis, of Shiites. My religion is Islam," Erdogan said.

Sectarian divisions were also apparent during the summit when Iran lashed out at Saudi Arabia for executing prominent cleric Nimr al-Nimr and other Shiite activists in January. In the final communique adopted at the end of the summit, Iran in turn was condemned for interfering in its neighbor's affairs and for supporting terrorist groups.

The warm body language between Salman and Erdogan also played into the hands of those who argue that Turkey is turning its back on the West and increasingly looking to the Sunni world for new allies.

The OIC summit came just as the European Parliament issued a scathing report underlining that Ankara has not just slowed down the democratic reform process it committed itself to as part of its bid for European Union membership, but is backpedaling on reforms it had already enacted, particularly in areas such as freedom of the press and freedom of expression.

In his opening address, Erdogan did not waste the opportunity to blast the West, which seems to be his obsession. Pointing to the recent Nuclear Security Summit in Washington, Erdogan said the speakers there had referred to the terror attacks in Paris and Brussels but made no mention of similar attacks in Ankara, Istanbul or Lahore, although hundreds died in those attacks.

"This ambivalence is upsetting for us," Erdogan said, going on to question why, as Islamic countries, they were expecting assistance from others (meaning the West) to solve conflicts and fight terrorism.

"If we don't act, others do. But when they do, they do so for the sake of the oil there, not to bring harmony among us," he added, calling for an Islamic arbitration organization and an Islamic version of Interpol to be established in Istanbul.



Turkish President Tayyip Erdogan and King Salman of Saudi Arabia (L) are pictured during a family photo session at the Organization of Islamic Cooperation (OIC) Istanbul Summit, Turkey, April 14, 2016. (photo by REUTERS/Murad Sezer)

Erdogan also brought up another of his pet topics and railed at the composition of the United Nations Security Council, where he said there is not one permanent member to represent the Islamic world.

"It is essential for the UN to be reformed. It is our right to expect this if we want a just world," Erdogan said. "It is not possible for a system that is based on injustice to contribute to global justice."

Erdogan's address was noted for his references to "justice," while making hardly any mention of democracy or the rights embodied in the UN's Universal Declaration of Human Rights. His remarks were widely interpreted as referring to Islamic justice.

In their totality, Erdogan's words to the OIC, whose presidency Turkey is taking over for two years, were taken as a pitch for the leadership of the Islamic world, a view supported and encouraged by the pro-government media in Turkey.

Journalist Kemal Ozturk, arguing in his column against what he said is a mistaken belief that unity cannot be secured in the Islamic world, said this view is "based on preconceptions that are usually bogged down under concepts such as treachery, ignorance, misery and sectarianism."

Ozturk, a columnist for daily Yeni Safak, which supports Erdogan, pointed to the collective assets of Islamic countries that could be harnessed under strong leadership and indicated that this is a task for Turkey to fulfill.

"We must not forget that Turkey is the largest OIC country, its natural leader and older brother. Therefore, the task of reviving the unity of this organization and strengthening it falls foremost on Turkey," Ozturk wrote.

It remains an open question, of course, whether all the countries in the Islamic world are supportive of the idea of Turkish leadership.

Political scientist and columnist Nuray Mert, an acerbic Erdogan critic, is pessimistic about the potential of the Islamic world, at least as represented by the OIC, for positive change that is in tune with the modern world.

In her critique of the OIC summit, Mert pointed out that "any claim to political legitimacy with reference to a religion is problematic."

"It is the political power elite that defines and manipulates 'Islam' in terms of their interests. Political manipulation of religious legitimacy hinders criticism and accountability," Mert argued. She noted that almost all OIC members are authoritarian states ranking low in human rights and high in corruption.

"Although they pose as if they are fighting against violence and radicalism, the religious political power of Saudi Arabia and the Gulf states is legitimized by radical and exclusionist interpretations of Islam [and] their support of radical Islamist groups for their respective interests," Mert said.

"They themselves use violence as a political tool to suppress opposition and minorities, while most of them manipulate sectarianism — which they appeared to criticize at the summit — as a political tool." ♦

Semih Idiz is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He is a journalist who has been covering diplomacy and foreign policy issues for major Turkish newspapers for 30 years. His opinion pieces can be followed in the English-language Hurriyet Daily News. His articles have also been published in The Financial Times, The Times of London, Mediterranean Quarterly and Foreign Policy magazine.

Shelling of Aleppo neighborhood threatens to stir up Arab-Kurdish strife

The armed Syrian opposition's ongoing shelling on the Kurdish-majority Sheikh Maksoud neighborhood of Aleppo risks potential strife between Sunni Arabs and Kurds.



Sardar Mlla Drwish
April 22, 2016
<http://www.al-monitor.com>

Since February, the Syrian armed opposition has been shelling Aleppo's Kurdish Sheikh Maksoud neighborhood, where the Kurdish People's Protection Units (YPG) and about 25 armed opposition factions have been fighting.

The opposition is using locally made improvised weapons — such as the Hell cannon, Hamim missiles and mortars, in addition to other heavy weapons — against civilians. Shelling the neighborhood, where nearly 40,000 people reside, is a violation of the Syrian truce reached after the UN Security Council unanimously voted in favor of a cease-fire. Nidal Hannan, a journalist residing in the neighborhood, told Al-Monitor that April 5 was one of the deadliest days, as "the shelling resulted in the death of dozens of civilians."

Hannan denounced the Syrian political opposition's silence on the Sheikh Maksoud incidents. A number of Kurdish and Syrian journalists and activists, including Hannan, issued a statement April 9 calling on international human rights organizations to take quick and responsible action to end the shellings, which "rise to the level of war crimes." The statement also called for countering the actions of the armed factions, "which misrepresent the Syrian people's aspiration for freedom, dignity and human rights, and [harm] the principle of coexistence between Kurds and Arabs."

Human Rights Watch issued a report April 12 about the attacks against civilians.

The armed opposition, represented by Fastaqim Union (also known as Fatah Halab), blamed the increased attacks on the YPG, which it accused of opening a passageway to link the Sheikh Maksoud neighborhood with regime-controlled areas. But Imad Daoud, chairman of the civil administration in Sheikh Maksoud, denied any agreement between Kurdish fighters and the Syrian regime, saying, "The said passageway was opened in coordination between the Kurdish Red Crescent and the Syrian Red Crescent to meet the needs of civilians and help the wounded and sick."

Ward Furati, a member of Fastaqim Union's political bureau, told Al-Monitor that what happened was due to the Democratic Union Party's (PYD) control over the neighborhood. He accused the PYD of using the Russian intervention against the Syrian revolution, and coordinating with the Syrian regime to take over "liberated areas."

He said the battles began at a time when hostilities between the two parties were supposed to cease. Furati said Fastaqim Union issued a statement March 3 calling on the YPG to stop targeting civilians on the main road connecting the opposition-controlled areas to Aleppo's northern countryside. The statement also called for "putting an end to the use of heavy artillery and rockets, which have killed dozens of civilians."

Daoud, the neighborhood administrator, told Al-Monitor the armed opposition factions are blaming the PYD as a ruse to avoid admitting they have intentionally bombarded civilians. He said the attacks, which killed more than 100 civilians and injured around 700 others, were designed to implement regional and international agendas; he was referring to Turkey's support for the armed factions against Syrian President Bashar al-Assad.

A video posted online showed the Syrian Turkmen Brigades shelling the neighborhood with rockets bearing messages in Turkish, saying the attack was conducted to avenge the victims of Ankara and Istanbul.

According to Daoud, opposition factions, which deny attacking civilians, tried to break into the neighborhood from five different points and failed. The civilians, he noted, are situated about 300 meters (328 yards) away from the YPG's military positions.

On April 7, Jaish al-Islam admitted using prohibited weapons when targeting Sheikh Maksoud. UN Secretary-General Ban Ki-moon subsequently



Pregnant Woman Among Children And Civilians Killed By Syrian Rebels. The attack targeted the majority-Kurdish neighborhood of Sheikh Maqsoud

called for an investigation into reports of the use of chemicals.

Furati told Al-Monitor that a group affiliated with Jaish al-Islam had used Grad multiple-fire, truck-mounted rocket launchers, saying, "Grad rockets are not internationally prohibited, but the FSA [Free Syrian Army] leaders in Aleppo banned their use and the use of artillery in operations against Sheikh Maksoud to ensure the safety of civilians."

The group Imam Bukhari Jamaat, affiliated with Jaish al-Fatah and Jabhat al-Nusra, released a video showing that it targeted the Sheikh Maksoud neighborhood with different weapons.

Daoud said that the opposition is using weapons containing toxic substances. Moreover, activists posted videos April 12 that include testimonies by civilians and a nurse at the Kurdish Red Crescent Hospital in the neighborhood, accusing the opposition of using toxic substances. The opposition denied the allegation April 15.

The conflict in Sheikh Maksoud serves as a warning against increased tension between Kurds and Arabs.

Furati said the FSA does not distinguish between Syrians, as "a good number of Kurdish fighters are within our ranks." He accused the PYD of paving the way for a separatist project (in reference to the federal system announced by the Kurdish-led autonomous areas of northern Syria in March), saying that the attempt to separate the Kurds from the Syrian people "will not succeed."

Hannan found it strange that armed factions would attempt to hide the truth of targeting civilians and limiting the conflict to the Kurdish party, even as the factions target a Kurdish-majority neighborhood.

On April 9, the factions issued a statement, which they attributed to the FSA, calling for "distancing and moving civilians out of the neighborhood into safe places and bringing them back after the military operations are over."

Hannan, however, said the Kurds rejected the idea, seeing it as an attempt to force Kurdish civilians out of the neighborhood.

Daoud described the statement as a war crime and ethnic cleansing against the Kurds. He said all the neighborhood's residents, be they Kurds, Arabs, Turkmen or Christians, have rejected the statement, which stirs up strife between the Kurds and Arabs.

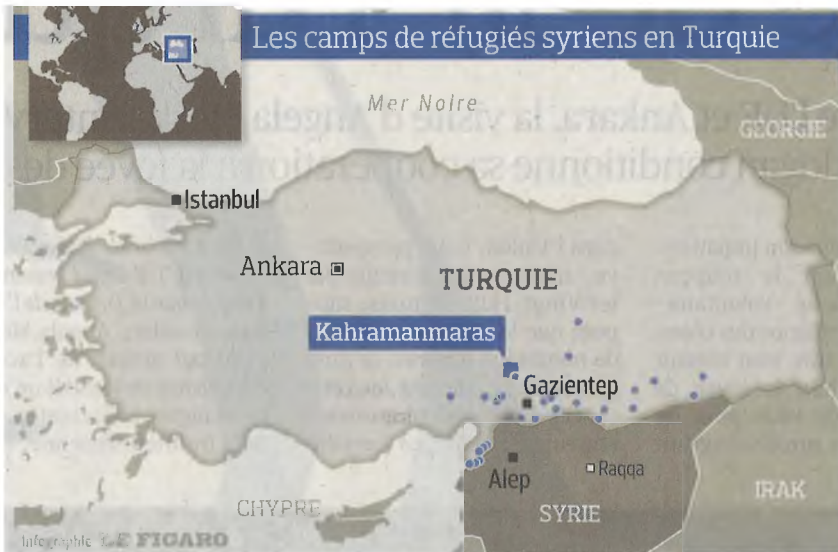
Furati said that the statement came in response to calls made by Sheikh Maksoud's residents, who are "trapped by the PYD."

An Arab resident of the neighborhood told Al-Monitor on condition of anonymity that the residents "do not trust a party that calls for distancing them while it is the one bombarding them." He called on the parties to the conflict not to involve civilians. ♦

Sardar Mlla Drwish is a Syrian journalist working in written, audio and electronic media. He holds a degree in media from Damascus University.

Migrants : la Turquie met la pression sur l'UE

Angela Merkel est samedi dans un camp de réfugiés en Turquie, alors que le nombre des migrants syriens sur les plages grecques, qui avait chuté, repart à la hausse.



Les camps de réfugiés syriens en Turquie

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

IMMIGRATION La gestion de la crise des migrants se heurte, une fois de plus, à un mur. Un mois après l'accord controversé scellé entre Bruxelles et Ankara, visant à réduire les traversées clandestines vers la Grèce, l'Organisation internationale pour les migrations signale une nouvelle vague de départs via la mer, à raison de 150 personnes par jour. « Ces arrivées en Grèce, qui avaient presque atteint ce mois-ci le niveau zéro, commencent à grimper de nouveau. Ces trois derniers jours, nous avons vu arriver 150 personnes par jour... C'est un signe que cette route reprend », a déclaré, ce vendredi, Joel Millman, le porte-parole de l'OIM, depuis Genève.

Souvent accusées de laxisme par les Européens, les autorités turques avaient pourtant mis les bouchées doubles pour dissuader les candidats au départ vers les îles grecques : démultiplication des postes de contrôle sur les routes de la ville portuaire d'Izmir menant aux criques, arrestation de passeurs, plus grande vigilance des garde-côte. En parallèle, et en vertu de l'engagement turco-européen, 325 migrants clandestins (originaires, dans leur grande majorité, du Pakistan, du Bangladesh et d'Afghanistan) ont été

rapatriés, les 4 et 8 avril, de Grèce vers le sol turc. L'accord prévoit en effet que la Turquie - qui accueille déjà 2,7 millions de réfugiés syriens - récupère tous les migrants entrés irrégulièrement en Grèce après le 20 mars. En contrepartie, l'UE a accepté un principe appelé « un pour un » : pour chaque Syrien renvoyé vers la Turquie depuis la Grèce, un autre Syrien doit être réinstallé depuis la Turquie dans l'UE, dans la limite de 72 000 places.

« L'UE a plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de l'UE »

RECEP TAYYIP ERDOGAN

Pour expliquer ce regain de départs, certaines mauvaises langues évoquent un « relâchement » volontaire d'Ankara, afin de mettre la pression sur l'UE pour obtenir ce qui l'intéressait dans l'accord : l'exemption des fameux visas pour voyager en Europe - exemption par ailleurs conditionnée au respect de 72 critères instaurés par Bruxelles. Cette rumeur, qui va bon train sur les réseaux sociaux, est invérifiable. Le président Recep Tayyip Erdogan ne cache cependant pas son impatience à obtenir d'ici fin juin cette concession très at-



tendue par la classe moyenne du pays. « L'UE a plus besoin de la Turquie que la Turquie n'a besoin de l'UE », a averti le dirigeant turc, en menaçant à demi-mot de stopper tout effort sur le dossier des migrants s'il n'obtenait pas satisfaction.

C'est dans ce contexte, à la fois confus et tendu, que la chancelière allemande, Angela Merkel, est attendue, ce samedi, à Gaziantep, près de la frontière syrienne, pour visiter un camp de réfugiés. Elle sera accompagnée du président du Conseil européen, Donald Tusk, et du vice-président de la Commission, Frans Timmermans. Un pre-

2,7
millions

de Syriens sont réfugiés en Turquie

mier voyage, prévu le week-end passé dans la ville de Kilis pour inaugurer un nouveau complexe d'accueil, avait été annulé en pleine polémique autour de satires télévisées allemandes visant le président turc. Mais le report de ce voyage semble avant tout avoir été motivé par des considérations sécuritaires : la localité de Kilis, à la lisière de la Turquie, fait actuellement l'objet de tirs répétés de roquettes lancées depuis le territoire syrien et imputés à l'organisation de l'Etat islamique.

Ce climat d'insécurité croissante inquiète d'ailleurs les organisations de défense des droits de l'homme, qui voient dans le renvoi en Turquie des migrants ayant fui la guerre une violation de leur droit à vivre en paix. Le flou qui plane sur le devenir des 325 migrants récemment rapatriés en Turquie pose également problème.

À ce jour, aucune information ne filtre sur leur sort, si ce n'est qu'ils ont été vraisemblablement envoyés en bus dans un camp de rétention de la région de Kırklareli, près de la frontière bulgare. Or, selon l'organisation Human Rights Watch, ces premiers renvois ont donné lieu à des « violations des droits » des migrants dans un pays qui « ne peut être considéré comme sûr ». ■

À Sivricehüyük, un camp de Syriens ravive les vieilles peurs des alévis

ANNE ANDLAUER

SIVRICEHÜYÜK (SUD DE LA TURQUIE)

LA PÂTURE des vaches n'est déjà plus qu'une masse de terre, un plateau monotone qu'on achève d'aplanir. Nuit et jour, les gendarmes guettent, et du haut des collines, à plus d'un kilomètre, on entend les « bips » et les « boums » des engins de chantier. Si les délais sont respectés, avant les récoltes d'automne, les 350 villageois de Sivricehüyük devront cohabiter avec 27 000 Syriens, dans l'un des plus grands camps de réfugiés de Turquie.

Mehmet Caner, le maire de ce village du sud du pays, blotti dans la province de Kahramanmaras (anciennement Maras), serre une liasse de papiers. Ce sont les pièces du « dossier » : documents officiels dont il a obtenu copie, lettres à la préfecture, pétition contre le projet, plainte au tribunal civil déposée le 1^{er} avril. « On ira jusqu'au bout, jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme s'il le faut, prévient Mehmet Caner, fort du soutien des maires de quinze villages alentour. Non seulement le projet est illégal, mais il menace notre structure socioculturelle et démographique, notre sérénité, notre sécurité, et la survie de notre communauté. »

Le sud de la Turquie compte déjà 26 camps, qui accueillent 10 % des 2,7 millions de Syriens réfugiés dans le pays. Aucun n'a pourtant rencontré une telle résistance, pas même celui érigé, à l'été 2012, dans une zone industrielle de Kahramanmaras, à une vingtaine de kilomètres de Sivricehüyük. C'est que cette plaine fertile abrite de nombreux alévis, une minorité aux croyances et coutumes très différentes de celles des réfugiés syriens. « Nous sommes à peine 3 000 dans la vingtaine de villages qui entourent le camp, et il y aura demain dix fois plus de Syriens. C'est la porte ouverte à toutes les provocations », souligne Ünal Ates, l'un des fondateurs d'une plateforme d'opposants au projet.

Tout à la fois croyance, culture, philosophie et mode de vie, l'alévitisme rassemble des millions de personnes en Turquie, qui font mentir le cliché d'un islam sunnite homogène. Syncrétiques, leurs pratiques empruntent au chiïsme sans s'y apparenter (adoration d'Ali, des 12 imams) quand d'autres rappellent davantage des cultes préislamiques, tel le chamanisme. Profondément ancrée dans l'Anatolie et sa ruralité, l'alévitisme transcende les frontières ethniques. À Kahramanmaras, les villages



La petite cemevi (lieu de culte alévi) de Sivricehüyük est devenue le quartier général des opposants au camp. ANNE ANDLAUER/LE FIGARO

alévis sont turcophones ou kurdophones, comme Sivricehüyük. « Personne ne peut nous garantir que Daech ou al-Nosra ne vont pas s'infiltrer parmi les ré-

« Personne ne peut nous garantir que Daech ou al-Nosra ne vont pas s'infiltrer parmi les réfugiés. Qui pourra nous défendre ? »

MEHMET CANER, MAIRE DE SIVRICEHÜYÜK

fugiés, lâche le maire, Mehmet Caner. Qui pourra nous défendre ? »

À l'instar des yazidis d'Irak, les alévis et leurs rites (prières mixtes, dans des cemevi et non des mosquées, usage de la danse, de l'alcool et de la musique) sont vus comme hérétiques par « l'État islamique ». Ils sont également associés aux alaouites de Syrie, minorité du président Bachar el-Assad, avec lesquels ils ont pourtant peu de liens historiques. « Certains pourraient être tentés d'attiser un conflit confessionnel en s'en prenant aux réfugiés, puis en accusant les alévis. C'est comme ça qu'avait commencé le massacre de Maras », s'inquiète Ünal Ates.

En décembre 1978, huit jours durant, des violences ont visé les alévis de la ville et des militants de gauche. Le bilan officiel s'élève à 110 morts. Officieusement, plus de 150. Une partie de la population a prêté main-forte aux hordes

d'extrême droite, faisant du pogrom de Maras le plus meurtrier et massif de l'histoire de la République. « J'avais 24 ans. Nos voisins – ces gens que je saluais tous les jours – ont mis à sac notre restaurant et ont tenté de nous tuer », se souvient Hasan Hüseyin Degirmenci. Jeune papa à l'époque, Hasan a fui Maras, comme 80 % des alévis de la province. La plupart ne sont pas revenus. Hasan, lui, a franchi le pas en 2011, quittant son exil suisse à l'âge de la retraite.

« Les plaies ne se sont jamais refermées », souffle cet homme à l'épaisse moustache blanche, qui dit avoir perdu le sommeil depuis que le chantier du camp a commencé juste à côté. « Qu'on ne vienne pas dire que les alévis sont contre les réfugiés : la majorité des alévis sont eux-mêmes réfugiés, en Turquie ou en Europe ! Je partage la peine de ces gens, mais l'État doit comprendre notre traumatisme, et les traumatismes de cette région », proteste Hasan, qui évoque aussi la disparition des Arméniens de Maras après le génocide de 1915.

Sur les 37 hectares de l'ancienne pâture, les pelleteuses sont à l'œuvre depuis début avril. Le préfet a reçu les maires, des activistes, des députés d'opposition. En vain. « On nous dit que le sol est propice à la construction d'un camp. N'y avait-il aucun autre endroit, à Maras ou dans toute la Turquie ? Fallait-il absolument l'installer au milieu de villages alévis ? », demande le maire, Mehmet Caner. « Et même si tout cela n'était que paranoïa, n'est-ce pas le rôle

de l'État que d'entendre les inquiétudes de ses citoyens ? », renchérit Seyit Sönmez, un avocat.

« Au fond, l'enjeu n'est pas tant la méfiance des alévis vis-à-vis des sunnites ou des réfugiés. C'est leur confiance dans l'État qui est ébranlée une fois de plus », ajoute ce juriste spécialiste du massacre de 1978, perpétré avec l'aide d'éléments des services secrets, sous le regard de policiers et de soldats passifs.

Et de rappeler la précarité des lieux de culte alévis, les cemevi, que l'État considère au mieux comme des centres culturels, au pire comme des lieux de rassemblement suspects. Les mosquées sunnites, à l'inverse, reçoivent un financement public et leurs imams sont fonctionnaires.

La petite cemevi de Sivricehüyük, devenue quartier général des opposants au camp, fourmille de villageoises en

pantalon bouffant et au voile fleuri cachant à peine leur chevelure. Ulas Özdemir, ethnomusicologue, les observe en souriant.

« Cet épisode sera peut-être l'occasion de faire émerger une société civile à Maras, qui est très en retard par rapport à d'autres provinces, dit-il. Il permettra peut-être aussi à tous ses habitants d'affronter le massacre de 1978, qui reste un lourd tabou. » ■

À Istanbul, la liberté d'expression en procès

LA GRANDE DALLE qui fait face au tribunal de Caglayan est noire de monde, ce vendredi matin. Portées à bout de bras, au-dessus de la foule, les pancartes donnent le tempo : « La paix ne peut être condamnée », « Nous ne serons pas associés à ce crime », « Nous sommes plus que 4 ». Elles font référence au procès des quatre universitaires turcs accusés de « propagande terroriste » qui s'ouvre cet après-midi-là dans une des salles d'audience de l'imposante bâtisse. Leur crime ? Avoir lu en public une « pétition pour la paix » dénonçant les « massacres » commis par les forces de sécurité turques pendant des opérations contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan dans plusieurs villes du Sud-Est.

Des armes pour les islamistes

« Ce procès est une violation de notre droit à la libre expression. Le président Erdogan cherche à faire taire toute voix critique. En poursuivant quatre de nos confrères, le pouvoir ambitionne de tous nous contrain-

dre au silence », s'emporte une jeune femme. Cette enseignante, qui préfère taire son nom par peur de représailles, vient d'arriver par bus d'Ankara, avec une cinquantaine de confrères, pour apporter son soutien aux accusés. Comme plus d'un millier d'autres universitaires, elle a signé la pétition en janvier dernier. Elle n'a pas été inquiétée, mais elle attend son tour. Nombre de ses confrères font l'objet de poursuites judiciaires. Certains d'entre eux ont même été remerciés. « Un triste exemple des dérives autoritaires du président », dit-elle.

À l'intérieur du tribunal gardé par un cordon de policiers, l'horloge affiche 10 heures. Coïncidence du calendrier, une autre audience s'appête à débiter : celle, également très médiatisée, de Can Dündar et Erdem Gül, les deux journalistes du quotidien d'opposition Cumhuriyet. Convoqués déjà par deux fois à la barre de ce même tribunal, ils sont accusés d'espionnage, de divulgation de secrets d'État et de tentative de coup d'État.

L'affaire remonte à mai 2014, quand le journal publie des preuves en images de la livraison d'armes par des camions des services de renseignements turcs à des rebelles islamistes de Syrie, en janvier 2014. L'audience, qui se tient à huis clos, va commencer. Les deux journalistes, incarcérés pendant trois mois puis libérés le 26 février, se volatilisent derrière une porte.

Plus d'une heure plus tard, ils réapparaissent sous les applaudissements. « On a retrouvé un peu d'espoir », annonce Erdem Gül à la foule : le juge, qui a ajourné l'audience au 6 mai prochain, a refusé d'associer l'affaire Cumhuriyet à un autre procès, mené en parallèle, contre les gendarmes et procureurs qui avaient intercepté ces mêmes camions. Ces derniers sont actuellement jugés pour « appartenance à une organisation terroriste ». Une décision qui pourrait leur éviter la prison à vie.

Quelques heures plus tard, les universitaires sont à leur tour appelés à la barre. Dans le couloir, la tension monte à nouveau. Cette fois-ci, il faudra attendre près de deux heures pour les voir ressortir, visages souriants, dans un nouveau brouhaha d'applaudissements. Arrêtés le 15 mars dernier, ils viennent d'obtenir la liberté conditionnelle. Mais le procès, lui, n'est pas terminé. ■

D. M. (À ISTANBUL)

Turquie: 3 soldats tués dans une explosion au passage d'un convoi militaire

Diyarbakir (Turquie), 22 avr 2016 (AFP)

TROIS soldats ont été tués et d'autres blessés dans une explosion au passage de leur convoi militaire vendredi à Tunceli, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont indiqué à l'AFP des sources médicales sous couvert de l'anonymat.

Selon un responsable militaire, l'explosion a été causée par une bombe artisanale installée au bord d'une route entre Tunceli et Elazig, dans le sud-est du pays ensanglanté depuis des mois par la reprise des combats entre l'armée et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'armée a lancé une opération de ratissage pour tenter de retrouver les auteurs de cette attaque, selon le responsable militaire.

Depuis plusieurs mois, le sud-est à majorité kurde de la Turquie vit à nouveau au rythme des combats quotidiens entre forces de sécurité turques et rebelles. Plus de 350 soldats ou policiers en ont été victimes, selon les autorités, qui évoquent un chiffre invérifiable de plus de 5.000 morts dans les rangs du PKK.

Jeudi encore, l'aviation turque a lancé des frappes contre des objectifs du PKK dans le Sud-Est, selon l'état-major.

Les opérations lancées par l'armée pour neutraliser les militants du



PKK, qui ont dressé des barricades dans plusieurs villes du Sud-Est, ont tué des dizaines de civils et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'autres.

Le pays tout entier vit depuis plusieurs mois en état d'alerte en raison d'une série d'attaques attribuées au groupe jihadiste Etat islamique (EI) ou liées au conflit kurde. Quatre attentats ont à eux seuls fait 79 morts en 2016 à Istanbul et Ankara. ●

From the Front Lines of Assad's Strike on the Kurds

New sideshow conflict threatens to drag the United States into war with Damascus.



Wladimir van Wilgenburg
April 22, 2016
<http://www.thedailybeast.com>

QAMISHLI, Syria — The Kurdish-dominated city of Qamishli, seen as the capital of Syrian Kurdistan, saw its second day of heavy clashes between the pro-Assad militias and Kurdish fighters on Thursday. Many civilians could be seen fleeing the city while cars with Kurdish reinforcements rushed in, shouting and flashing victory signs.

The uptick in violence appeared to be heading toward all-out war between the Kurds affiliated with the Democratic Union Party (PYD), America's most trusted ground proxy in the coalition campaign against the Islamic State, and pro-Assad Arab tribes. Such a sideshow conflict could threaten to drag the United States in, for the first time, against Damascus—something the Obama administration has been loath to do as it concentrates on degrading and destroying the so-called caliphate. But everywhere, as of late Thursday evening, the sound of heavy mortars and gunfire could still be heard.

The Daily Beast witnessed many Kurdish civilians fleeing Qamishli for nearby villages. "I am bringing my wife outside of the city, and then I will come back to fight," one civilian said.

While all throughout Thursday morning Qamishli was quiet, violence spiked in the afternoon when the regime, for the first time in the entirety of the five-year Syrian conflict, started to use heavy artillery in the city.

As a result of the intense fighting, it became impossible to reach the outskirts of the city. "There are no roads, friend, you better go back for your own safety, since you are a foreigner," a fighter told The Daily Beast, speaking in Kurdish.

"Apparently, the truce failed and Asayish [Kurdish security tied to the PYD] opened fire on the SAA [Syrian Arab Army] after they captured the Alaya Prison. Both sides blame one another. But the PYD and the Syrian government are still negotiating," Leith Abou Fadel, editor of the pro-government, Syrian Arabic news website al-Masdar, told The Daily Beast.

The Syrian regime got angry when the Kurds manage to advance and take the regime's Alaya prison, capturing at least 67 regime soldiers and killing five. The regime responded by firing artillery at noon and allegedly killing 60-year-old Saadia Mohammed and injuring 20 more civilians on Qamishli's Zaytunia street. Although pictures of dead Kurds were exhibited on social media of, The Daily Beast could not confirm the death of any as of press time.



Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) take cover behind a military vehicle as they advance in the southeast of Qamishli city, Syria, April 22, 2016. Reuters/Rodi Said

"The fighting today started from yesterday until today and they liberated the prison and the regime bakery," said Bave Welat, a member of the Kurdish security police. "We want to get rid of the regime from Qamishli, and today six of our members were martyred."

The prison was completely isolated. The Daily Beast managed to drive up to the site, but local Kurdish fighters prohibited a visiting the facility during the nighttime hours. "The fighting is still ongoing and we have taken the prison after they killed our comrades, that's why we have brought all of our forces to this region," said Bave Agid, a local Asayish leader stationed next to the prison. "About four to five high-ranking regime officers were arrested, and 55 soldiers."

The Kurds say the prison was used as a defensive position for the regime, and that even Iranian fighters beholden to Assad were arrested. "We got information that the regime mercenaries started to pay Arabs to prepare them for a war and they joined the National Defense Forces," Agid said, referring to a prominent pro-regime militia. "There is fighting now all over the city."

"I think we have four martyrs at this point, and maybe in Al-Wahda six members of our forces were martyred," he added.

Curiously, an ISIS suicide bomber attacked the Kurdish forces in nearby al-Wahda, where clashes were also taking place between regime forces and the Kurds. The simultaneity of the attacks led to rumors of collaboration between Assad and ISIS—rumors that previously were bandied about by Free Syrian Army rebels.

"This shows that ISIS is also in alliance with the regime and coordinating with them," Agid told The Daily Beast.

The fighting also reached Arab villages outside Qamishli such as Khirbat Hamu. Most Kurds believe that these clashes owe to the Kurds' announcement last March of a semi-



A bird flies near a torn Syrian national flag in the city of Qamishli, Syria April 21, 2016.

autonomous federal region for northern Syria.

"The regime rejects the establishment of a federal region and wants to control all the regions. That's why they try to create chaos," said Mansour Saloum, the Arab co-chair of the newly established federal region, told The Daily Beast. "Both the Syrian regime and the opposition don't allow the Kurds to get their rights," he added.

Even Kurdish rivals of the PYD seem to think the clashes are related to now-ended diplomatic negotiations in Geneva.

"We heard a few days ago there was an intervention by Algeria, to set up talks between the Syrian government and Turkey, and the PYD is angry, and is trying to control the whole Kurdish areas," said Majdal Delil, a member of the Kurdish Unity Party, which, unlike the PYD, is part of the Syrian opposition delegation to Geneva.

Most likely the fighting will continue, although there are reports about a regime delegation arriving from Damascus to negotiate a cease-fire.

"It's certain that the fighting will continue because all our forces are ready and are armed to fight," said Agid. "What will happen later, we don't know." ■

Syrian Kurds expand diplomatic network in Europe

Despite Turkey's blocking efforts, key Rojava actors PYD and YPG are opening office after office in Europe.



Author Fehim Taştekin
April 22, 2016
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan has long insisted that the Kurdish Democratic Union Party (PYD) and the People's Protection Units (YPG) are terror organizations that are more dangerous than the Islamic State (IS). If one day he sees YPG flags in the corridors of the European Parliament, Erdogan will swear never to return to Brussels. Remember 2009, when he silenced Israeli President Shimon Peres with his now infamous upbraiding, announcing, "I do not think I will be coming back to Davos after this."

Northern Syria's PYD and YPG are steadily expanding their legitimacy in Europe. The YPG flags on the doors and walls of the European Parliament are but a small indicator that Ankara's protests have made no impact.

The political and military actors of Syrian Kurdistan, known as Rojava, have succeeded in opening representative offices in various corners of Europe despite stern warnings from Ankara. A turning point came for the Kurds on Feb. 8, 2015, when French President Francois Hollande hosted a meeting with Asya Abdullah, the co-chair of the PYD, and Nesrin Abdullah, the commander of YPG's female branch, the Women's Protection Units (YPJ).

The Syrian Kurds, who are treated warmly both by the Russians and the West, opened their Moscow office not in the name of the PYD, but that of the Rojava administration on Feb. 10. They are diplomatically active in Brussels, which houses NATO, the European Commission and European Parliament. They have already opened offices in Prague and Stockholm. Copenhagen is next.

Erdogan had reacted sharply to the opening of the Moscow office, saying, "I am calling on countries supporting the PYD: If you have a conflict with them, these people will come and attack you with bombs like [IS]. From here I am warning Russia. They think that because they allowed the opening of the PYD office, they will be safe from them. They are wrong. There will be operations in Russia."

On Feb. 16, in Ankara, Erdogan warned the West: "I want to call on our Western friends again. The PYD and YPG are terror organizations. History will not forgive those who enabled these terror organizations to get organized as such."

These warnings did not yield any results. On April 3, the YPG-YPJ opened their Prague office in the presence of Kobani Canton's foreign relations official Idris Nassan, Jazeera canton's foreign relations official Abdulkerim Omer, YPJ commander Nesrin Abdullah and representatives of the Czech government.

The Prague office is managed by Iman Dervis of the YPJ and Servan Hasan of the PYD. Speaking to Al-Monitor, Hasan said that the opening of the office implies political recognition.

Asked about the choice of Prague, he said, "We opened this office not only for the Czech Republic, but for all of Europe. The reason why we opened in Prague first is because it is the first city Nesrin Abdullah visited. She met with officials of the Defense Ministry, Czechs, who lived under the sovereignty of different powers, represent a European society that comprehends the situation of the Kurds. They are interested in our efforts to build an administration that respects democratic and human rights. Moreover, our struggle against the Islamic State is greatly appreciated. They are all aware that IS is threatening not only the Middle East but also Europe. That is why there is much interest in the YPG and YPJ. Europeans support our struggle against radical Islamists. The Czech Republic has close relations with the Arab world. They follow developments in the region closely."

Asked about military or financial assistance from the Czech Republic, Hasan said, "We have contacts with several ministries, but we haven't received any weapons or money. As Kurds, we are fighting terrorists. In the field we are working with the United States. Our true function here is to establish diplomat-



Participants pose for a picture during a ceremonial opening of the representative's office of Syrian Kurdistan in Moscow, Feb. 10, 2016. (photo by REUTERS/Maxim Shemetov)

ic links and form strategic friendships."

Kurds always advocate a model to their European contacts that will allow diverse ethnic and religious groups to coexist in the Middle East. Of note, there is serious European interest in the Kurdish canton system that allots women a political representation quota of 40%.

The next office was opened in Stockholm on April 18 in the name of the Rojava administration. The opening was attended by Nesrin Abdullah, Omer, the Rojava administration's European representative Sinem Muhammed, the PYD's representative in Sweden Siar Ali and Bassam Ishak, president of the Syriac National Council of Syria. A Swedish minister and several parliamentarians were also present.

In Stockholm, Nesrin Abdullah met with Swedish Defense Minister Peter Hultqvist.

Zuhat Kobani, the PYD representative in Europe, told Al-Monitor the steps the group has taken there: "The office in Sweden represents Rojava, not the PYD. We will also open an office in Copenhagen. Politically, we have the support of the Danish government. We will open the office as soon as we find the right location. We are also working to open offices in Berlin and Paris. We have found a location in Paris.

"We are not officially recognized in Europe, but we have de facto recognition. Europeans allow us to open offices because they feel they must display political solidarity with our struggle in Rojava. We keep explaining our struggle with IS, our aspirations for democratic autonomy and democratic federalism. Europeans are slowly understanding our issues. We are not seeking assistance from European governments. Our goal is to ensure our legitimacy. These offices will develop relations with European institutions and provide information services."

Denmark, which in the past has infuriated Turkey by allowing pro-Kurdistan Workers Party (PKK) TV channels to broadcast there, appears ready to anger Turkey once more.

"It is very difficult for me to distinguish between the PKK and YPG," said Danish Foreign Minister Kristian Jensen, who had received much praise from the Turkish public — unlike his predecessor Martin Lidegaard, who had declared, "The PYD is not a terrorist organization. It is different from the PKK."

Following the IS attacks in Europe, Rojava's standing has changed. Last month, the Danish government announced it was ready to join the international coalition with F-16 jets and 400 soldiers.

There are now rumors that Denmark may even provide a military contribution to the YPG-led Syrian Democratic Forces, like the Americans.

To prevent the PYD and the YPG from gaining legitimacy in the West, Ankara is arguing that these two organizations are extensions of the PKK and will resort to terror when under pressure. It also claims they work for the Syrian regime and is carrying out ethnic cleansing against Arabs and Turkmens. But this futile approach at times backfires. While the YPG is praised for fighting against IS, Erdogan's frequent outbursts accusing the PYD and YPG of terrorism give the impression that Turkey supports IS.

Erdogan might not have a problem explaining to his national constituency why countries like Denmark, which he had denounced as terror supporters, are allowing the PYD and YPG to operate in their territories. He is likely to describe it as "provocation" by anti-Turkish forces, and nobody in Turkey will think of asking where the Turkish government had gone wrong. ♦

Fehim Taştekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Turkish newspaper Radikal. He is the host of a weekly program called "SINIR-SIZ" on IMC TV.

Fighting erupts in Iraq, and the Islamic State isn't part of it

By Loveday Morris and Mustafa Salim
April 24, 2016
www.washingtonpost.com

BAGHDAD — Kurdish troops and Iraqi Shiite forces exchanged mortar and machine-gun fire Sunday in a flare-up that killed at least 12 people and raised concerns about the state's ability to control an array of armed militia groups as areas are freed from the Islamic State.

The fighting broke out in Tuz Khurmatu, an ethnically and religiously mixed tinderbox town that is 120 miles north of Baghdad. Both sides blamed each other for the conflagration.

The Islamic State was pushed out of the surrounding area in 2014, but the armed groups here have since jostled for control and influence. Keeping militias under state control, and preventing them from turning on one another, is a major test for the Iraqi government as it slowly claws back territory from the Islamist militants.

As the fighting escalated Sunday, with both Kurds and Shiite militias sending reinforcements to the town, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi ordered the army to "take all necessary measures to control the situation." Leaders from all sides were contacted to "defuse the crisis" and focus efforts

against the common threat of the Islamic State, a statement from his office said.

The area, home to a mix of Arabs, Kurds and Turkmen, and both Sunnis and Shiites, is not new to clashes. Fighting also broke out between Shiite Turkmen and Kurdish forces in November last year, until a cease-fire was reached between local leaders. Since then, some residents have erected concrete walls to divide their neighborhoods.

Turkmen fighters with Iraqi Shiite militias claimed to have burned two tanks belonging to the Kurdish forces during the clashes Sunday. A Kurdish commander, Col. Azad Serwan, was also killed, both sides confirmed.

At least 10 fighters and two civilians were killed, Reuters reported. Shiite militias accused Kurdish forces of blocking them from being able to transport their casualties to a hospital.

Heavy shelling hit residential neighborhoods of the city, said Mohammed Ahmed, a 28-year-old resident, speaking by phone with the crack of gunfire audible behind him.

The town has become a "second Kashmir" said Turkmen member of parliament Niazi Oghlo, referring to disputed territory between Pakistan and India.



A Kurdish fighter runs for cover during a confrontation with Shiite forces in Tuz Khurmatu, Iraq on April 24. (Goran Tomasevic/Reuters)

Hadi al-Amiri, the leader of Iraq's Badr Organization, one of Iraq's most powerful Shiite militias, arrived in nearby Kirkuk to negotiate a resolution with Kurdish commanders.

"All sides have agreed to stop hostilities immediately," said Kirkuk's Kurdish governor, Najmaldin Karim. He said there would be a subsequent meeting to work out a longer-term solution but that he thought armed groups that are not official state forces should not be allowed inside towns and cities.

"It's not the first time — there is always tension," he said. ■



Two Peshmerga, 8 Hashd al-Shaabi killed in Khurmatu clashes

By Rudaw — 24/4/2016

ERBIL, Kurdistan Region — Two Peshmerga soldiers and at least eight members of the Shiite Hashd al-Shaabi militia

were killed in ongoing clashes in Khurmatu, in fighting that erupted the night before, sources told Rudaw on Sunday.

"We can say there is an urban battle between the Hashd al



Kurdish gunmen hold their rifles in front of the burning house of a Shiite militiaman during clashes in Tuz Khurmatu, Iraq, April 24, 2016. Reuters/Goran Tomasevic

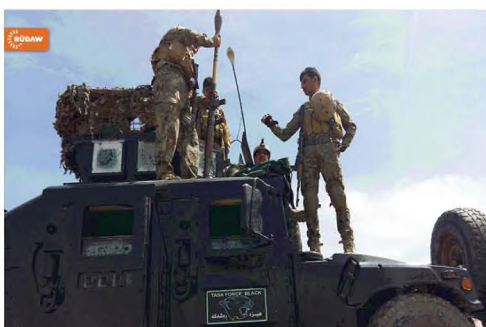
Shaabi and the Kurds," said Mala Kareem Shukur, a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Peshmerga commander.

He said that one civilian also was killed and several wounded. Peshmerga casualties include a Kurdish commander and two soldiers, he added.

A Peshmerga force entered

Khurmatu, targeting the Shiite fighters with heavy weapons and closing all main roads to stop the militia from bringing in reinforcements.

Khurmatu is located on the main highway that connects the Kurdistan Region to the Iraqi capital, Baghdad. ■



Peshmerga black force arrives in Khurmatu with heavy weapons

Syrie: les Kurdes créent une armée pour protéger leur «région fédérale»

Delil SOULEIMAN/AFP / 21 avril 2016

<http://www.lorientlejour.com>

Dans un pré verdoyant de Syrie, des combattants en treillis beige sautent une série d'obstacles: ils s'entraînent pour défendre leur région fédérale kurde, dans le nord du pays, proclamée en mars par ce peuple sans État.

Serrant leur fusil sous le soleil printanier, ces combattants, comme des milliers d'autres, suivent une formation obligatoire de neuf mois pour rejoindre les Forces de protection autonomes (FPA).

Celles-ci, selon leur commandant en chef Renas Roza, seront responsables de la défense de la région fédérale proclamée le mois dernier lors d'une réunion de représentants de partis kurdes, arabes et assyriens.

« Ceci est le noyau d'une nouvelle armée qui défendra la région fédérale dans le nord de la Syrie », explique à l'AFP M. Roza dans son bureau à Rmeilane, près de la frontière turque.

Le commandant se trouve sous une grande affiche du logo des FPA: un long sabre courbé traversé par un fusil sous une étoile rouge à cinq branches.

Selon M. Roza, des milliers d'hommes kurdes, arabes et chrétiens syriaques âgés de 18 à 30 ans ont suivi cette formation obligatoire.

Pendant les deux premiers mois, les conscrits apprennent les rudiments de l'armée. Ils suivent ensuite des cours sur les droits de l'Homme et la façon de traiter avec les civils.

NEUF MOIS DE SERVICE

Fadi Abdo Lahdo, un combattant syriaque en cours de formation dans le camp de Bawr, près de Rmeilane, explique que ses formateurs sont issus des forces commandos des Unités de protection du peuple kurde (YPG), branche militaire du Parti de l'union démocratique (PYD), principale formation kurde du pays.

« Nous apprenons à franchir des obstacles, qu'ils soient naturels ou en dur », raconte ce combattant à la peau claire, les yeux plissés sous le soleil.



Des Kurdes suivent une formation obligatoire de neuf mois pour rejoindre les Forces de protection autonomes (FPA) kurdes, à Rmeilane en Syrie, le 24 mars 2016. (AFP/DELIL SOULEIMAN)

« J'ai servi cinq mois, il me reste quatre mois pour terminer mon service », déclare Rinas Ahmad, un conscrit de 18 ans aux cheveux gominés. « Nous avons été formés sur le comportement à avoir avec les civils pour ne pas devenir comme l'armée syrienne », ajoute-t-il.

Les Kurdes de Syrie ont bénéficié du chaos généré par cinq ans de guerre, qui a morcelé le pays, pour étendre leur contrôle dans certaines régions du nord.

En 2012, ils ont instauré un système de trois « administrations autonomes » – Afrine, Kobané et Jaziré – qui ont désormais leurs propres forces de police et des écoles indépendantes.

Et en mars, ils ont annoncé à Rmeilane l'établissement de la « région fédérale » unissant les trois cantons. Une assemblée de 31 membres est chargée de préparer le terrain pour ce projet.

L'initiative a été rapidement critiquée à la fois par l'opposition et le régime, qui rejettent catégoriquement un système fédéral en Syrie.

LES INSOUIS TRAQUÉS

Les Kurdes continuent néanmoins leurs préparatifs. Les camps d'entraînement sont actuellement opérationnels dans les cantons d'Afrine et Jaziré et le seront bientôt dans

celui de Kobané, assure M. Roza.

Et garde à celui qui ne voudrait pas se soumettre au service militaire. « Nous vérifions les papiers des gens en les contrôlant aux checkpoints. S'ils n'ont pas fait la formation, nous les y amenons », affirme un porte-parole.

Les habitants non-kurdes vivant dans les régions contrôlées par le PYD, qui se plaignaient déjà d'un service militaire obligatoire de six mois, doivent en faire désormais trois supplémentaires.

Les FPA ont commencé à se déployer dans les zones récemment reprises au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Bien qu'elles ne soient pas encore impliquées dans les combats en première ligne, elles coopèrent avec les YPG et l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Ainsi, les combattants des FPA sécurisent les villes reprises à l'EI – comme Chadadi, dans la province de Hassaké.

Les Kurdes contrôlent plus de 10% du territoire syrien et les trois-quarts de la frontière avec la Turquie, et ont joué un rôle clé dans la lutte contre l'EI depuis l'émergence du groupe radical sunnite en Syrie en 2013. ●



Assaut des forces irakiennes pour reprendre une localité à l'EI

Bachir (Irak), 30 avr 2016 (AFP)

LES FORCES IRAKIENNES ont lancé samedi l'assaut pour reprendre au groupe Etat islamique (EI) une localité du nord de l'Irak depuis laquelle les jihadistes avaient lancé en mars une attaque chimique sur

la ville voisine de Taza, ont indiqué les autorités kurdes.

Le Conseil de sécurité de la région autonome du Kurdistan irakien (nord) a annoncé sur les réseaux sociaux que les forces progouvernementales "encerclaient Bachir, et que la localité était à 80%" libérée des jihadistes.

Il précise que l'assaut a été lancé à 03H00 GMT pour reprendre la localité de Bachir, à majorité turkmène, depuis le nord, l'est et le sud.

Les unités turkmènes des forces de Mobilisation populaire (force paramilitaire), qui avaient annoncé il y a trois semaines une opération pour reprendre Bachir, participent également à l'assaut.

L'EI avait lancé en mars une attaque chimique depuis Bachir qui avait tué trois enfants à Taza. ●

La douteuse carte turque d'Angela Merkel

Daniel Vernet

Allemagne — 22.04.2016

<http://www.slate.fr>

La chancelière allemande ne peut prendre le risque d'une rupture avec Recep Tayyip Erdogan, mais elle ne peut non plus se permettre de s'aliéner son opinion publique.

La visite d'Angela Merkel à Gaziantep, une ville du sud-ouest de la Turquie pas très éloignée de la frontière syrienne, ne sera pas une promenade de santé. Certes, la chancelière allemande sera accompagnée, le samedi 23 avril, de deux dirigeants de l'Union européenne, le président du Conseil européen Donald Tusk et le vice-président de la Commission Frans Timmermans, mais ce voyage, qui a déjà été repoussé d'une semaine, intervient à un moment où les relations germano-turques traversent une zone de forte turbulences.

Le prétexte immédiat est la prestation de deux humoristes de la télévision allemande. Le premier a utilisé le nom d'Erdogan pour parodier une chanson populaire. Le «boss du Bosphore» n'a pas apprécié. Il a fait convoquer au ministère des Affaires étrangères l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara. Le diplomate n'a pu que répéter que le gouvernement n'intervenait pas dans les programmes de la télévision, fut-elle publique.

Quelques jours plus tard, la deuxième chaîne de télévision diffusait un sketch de Jan Böhmermann dans lequel le dirigeant turc était traité, entre autres amabilités, de «pédophile» et «d'enculeur de chèvres». Tout le texte, qui fait passer les vanes des Guignols de l'info pour d'innocentes bluettes, était à l'avenant. Pour tenter de limiter les dégâts, Angela Merkel a cru bon de téléphoner au Premier ministre turc Ahmet Davutoglu pour s'excuser de ces expressions «sciemment blessantes».

Toutefois il n'a pas suffi à l'homme fort d'Ankara que la chancelière allemande aille à Canossa, ce qui d'ailleurs lui a été vivement reproché dans son pays. Il s'est référé à un vieil article du code pénal qui permet à un dirigeant étranger de porter plainte devant les tribunaux allemands pour injures. Remontant à 1871, l'article 103-5 a été baptisé «loi du shah» dans les années 1960 car il a été invoqué à maintes reprises par l'Iran. Pour que les poursuites puissent être engagées, il faut le feu vert du gouvernement fédéral.

La plainte de Recep Tayyip Erdogan a donc placé Angela Merkel dans un grand embar-



Recep Tayyip Erdogan et Angela Merkel, en février 2014. PATRIK STOLLARZ / AFP

ras. Si elle repoussait la requête du président turc, elle risquait de braquer définitivement un allié essentiel dans le contrôle des flux de réfugiés vers l'Europe. Si elle l'acceptait, elle s'exposait au reproche de céder aux pressions d'un homme de plus en plus autoritaire qui réprime les libertés individuelles et mène une guerre contre les Kurdes de son pays. Elle a choisi la seconde solution, contre l'avis de ses ministres des Affaires étrangères et de la Justice, deux sociaux-démocrates mus en l'occurrence par des raisons de principes plus que par des motifs partisans.

«DANS LA MAIN D'ERDOGAN»?

Est-elle pour autant «dans la main d'Erdogan», comme l'affirme le quotidien populaire Bild Zeitung? Angela Merkel a tenté de sauver la politique qu'elle a imposée dans la crise des réfugiés. Dans un premier temps, elle a prôné la «Willkommenskultur», la culture de l'accueil. Résultat: environ un million de réfugiés sont arrivés en Allemagne en 2015. Comment tarir ce flux sans fermer les frontières allemandes et accepter que les réfugiés s'entassent en Grèce? La chancelière a joué la carte turque. Sans un excès de concertation avec ses partenaires européens, elle a mis au point avec le Premier ministre turc un accord donnant-donnant qui a fini par être entériné par les Vingt-huit. Pour chaque réfugié illégal renvoyé en Turquie, l'UE acceptait un réfugié légal se trouvant déjà dans le pays. En contrepartie, Ankara recevait 6 milliards d'euros, l'ouverture de plusieurs chapitres dans la négociation d'adhésion à l'UE et la suppression des visas pour les citoyens turcs voyageant en Europe.

Couplé avec la fermeture des frontières, notamment celle entre la Grèce et la Macédoine, qui coupe «la route des Balkans», cet accord turco-européen a mon-

tré quelque efficacité. Le nombre de réfugiés arrivant en Europe a diminué drastiquement. Mais les Turcs commencent à se plaindre que les Européens ne respectent pas ce qui a été entendu. Les 6 milliards ne font pas problème. S'il le faut, on trouve toujours l'argent.

La négociation d'adhésion et la suppression des visas sont plus conflictuelles. Sur le premier point, personne n'est dupe, à Ankara comme à Bruxelles. L'UE a réitéré la vocation européenne de la Turquie tout en sachant qu'une adhésion était hors de portée. C'est même Angela Merkel qui, la première, a fermé la porte: oui à un «partenariat privilégié», non à l'intégration, avait-elle dit dès son arrivée au pouvoir en 2005. Quant à la suppression des visas à partir du mois de juin, elle ne sera possible que si la Turquie remplit 72 conditions! Recep Tayyip Erdogan, qui n'a pas beaucoup de succès diplomatiques à son actif et s'est même brouillé avec tous ses voisins, a tonné contre ce qu'il considère comme les attermolements de l'Europe. Celle-ci «a plus besoin de la Turquie que l'inverse», a-t-il menacé.

TRADITION DE LONGUE DATE

Angela Merkel ne peut se permettre le risque d'une rupture. Pour arriver à un arrangement, elle a misé sur les relations germano-turques qui s'appuient sur une tradition de longue date même si elles n'ont pas toujours été au beau fixe. L'Allemagne est le deuxième fournisseur de la Turquie (après la Russie, à cause des hydrocarbures), son premier client et le premier investisseur étranger. Trois millions et demi de Turcs vivent en Allemagne, dont la moitié ont la nationalité allemande, mais 1,3 million ont le droit de vote en Turquie et sont en majorité favorables à l'AKP, le parti d'Erdogan. Le président n'a pas hésité à venir à plusieurs reprises faire

campagne à Berlin ou sur les bords du Rhin. Au temps de la guerre froide, les deux pays ont été aux avant-postes face à l'URSS, l'Allemagne sur le front est, la Turquie sur le flanc sud. Quant l'Otan a décidé de déployer des missiles sol-air Patriot en Turquie pour contrer une éventuelle menace venant de Syrie, c'est à l'Allemagne qu'elle a fait appel. Ces missiles ont été retirés en 2015 quand il est apparu que le gouvernement d'Ankara luttait plus contre ses Kurdes que contre Daech et qu'Assad ne représentait plus un danger immédiat.

Angela Merkel a donc accédé à la demande d'Erdogan, en précisant bien

que l'ouverture d'une enquête par le parquet contre l'humoriste Böhmermann ne préjugerait pas de sa culpabilité. Elle a d'ailleurs annoncé qu'elle demanderait au Bundestag la suppression de l'article 103 du code pénal et elle a assorti sa décision d'une leçon sur l'Etat de droit qui ne pouvait que déplaire au président turc. Dans un Etat de droit, a-t-elle expliqué en substance, il ne revient pas au gouvernement mais à la justice d'apprécier le droit des personnes par rapport à la liberté de la presse et de l'art. Elle s'est inquiétée de la situation des médias en Turquie, en ajoutant que les droits fondamentaux, tels la liberté d'opinion, la liberté de l'art et la liberté de la presse, doivent être respectés

par un pays aspirant à entrer dans l'UE.

Cette philippique n'a pas impressionné outre mesure Recep Tayyip Erdogan. Quelques jours plus tard, un journaliste de la première chaîne de télévision allemande était retenu douze heures à l'aéroport d'Istanbul avant de se voir refusé l'entrée en Turquie. La semaine précédente, c'était le correspondant du magazine Der Spiegel à Ankara qui avait été prié de quitter le pays. ■

Daniel Vernet

L'EXPRESS 24 avril 2016

Combats meurtriers entre Kurdes et Turkmènes irakiens font 9 morts

24 avr 2016 (AFP)
www.lexpress.fr

Kirkouk (Irak), — Kurdes et Turkmènes irakiens étaient engagés dimanche dans des combats qui ont fait neuf morts à Touz Khourmatou dans le nord de l'Irak avant l'annonce d'un cessez-le-feu, selon des responsables.

Le contrôle de la ville de Touz Khourmatou est partagé entre Kurdes et milices chiites dont celle des Turkmènes, une des minorités d'Irak, depuis le début en 2015 des affrontements entre les deux camps.

La ville fait partie des régions d'Irak revendiquées aussi bien par la région autonome du Kurdistan que par le pouvoir central à Bagdad.

Les Turkmènes opèrent au sein des forces paramilitaires progouvernementales Hachd al-Chaabi, qui ont aidé l'armée du pouvoir central irakien à reprendre plusieurs régions au groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Les affrontements à Touz Khourmatou entre peshmergas kurdes et Turkmènes ont débuté vers minuit et se poursuivaient dimanche.

Hadi al-Ameri, commandant au sein des Hachd al-Chaabi, a annoncé lors d'une conférence de presse l'entrée en vigueur dimanche après-midi d'un cessez-le-feu après un accord entre les deux parties.

« Nous nous sommes accordés sur une cessation immédiate des combats à Touz », a déclaré le commandant.

Un témoin présent dans la ville a toutefois indiqué toujours entendre des bruits de tirs et d'explosions après cette annonce.

Le Premier ministre Haider al-Abadi a de son côté ordonné au Commandement conjoint des opérations qui supervise, en collaboration avec les Etats-Unis, la lutte



contre les djihadistes en Irak, de prendre « toutes les mesures nécessaires » pour mettre fin aux combats, selon un communiqué de son bureau.

Selon Challaal Abdel Baban, un responsable kurde local, un haut commandant peshmerga, un combattant kurde et deux membres des forces turkmènes font partie des neuf personnes tuées.

Un responsable de la police de Touz Khourmatou a confirmé le bilan et précisé que l'autoroute vers Bagdad avait été fermée par les forces impliquées dans les combats.

Selon Karim Choukour, un responsable kurde, les combats ont éclaté quand une grenade a été lancée sur le QG d'un parti kurde à Touz Khourmatou, blessant des combattants peshmergas.

Mais Hachd al-Chaabi a accusé l'adversaire d'avoir visé un de leur QG dans la ville.

Profitant de la débâcle de l'armée irakienne aux premiers mois de l'offensive lancée en juin 2014 par l'EI pour s'emparer de vastes territoires, les forces kurdes avaient pris le contrôle de zones au-delà



Des membres des Peshmerga près du checkpoint de Aski Kalak, au nord de l'Irak, le 12 avril 2016. (AFP/Archives/SAFIN HAMED)

des frontières de leur région autonome.

L'armée a ensuite eu recours aux forces paramilitaires chiites qui l'ont aidé à reprendre du terrain aux djihadistes, avec aussi l'appui de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

L'EI contrôle toujours des régions au nord et à l'ouest de Bagdad. ■

E.U. visa deal with Turkey draws growing criticism

BRUSSELS

BY JAMES KANTER

The European Union's decision to offer Turkey visa-free travel to the bloc as part of a deal to stem the flow of migrants to the Continent is prompting a divisive new debate over whether Europe gave away too much in its eagerness for an agreement.

The unease over the promise to make it easier for Turks to travel to European Union nations played out on Thursday at the European Parliament in Brussels. A committee hearing here became a forum for critics of the plan to argue that the bloc was sacrificing its principles in a rush to reach an agreement with Turkey's increasingly autocratic president, Recep Tayyip Erdogan.

Turkey won promises of billions of euros in extra aid and an agreement to move tens of thousands of Syrians from its camps to Europe as part of the March 18 deal. But an important concession for Ankara was the prospect of visa-free travel for its citizens across the Schengen area, which covers most of the European Union, by the end June.

The criticism at the European Parliament adds to pressure on leaders like

Speeding the timetable for visa-free travel gives "the impression that we are selling out a little bit here."

Chancellor Angela Merkel of Germany who have emphasized that Turkey plays an indispensable role in Europe's security, even as some humanitarian groups condemn the deal for trampling on the rights of refugees and migrants by allowing deportations.

The visa issue is yet another area highlighting how closer relations with Turkey have become as much about legitimizing Mr. Erdogan's agenda as about controlling migration. Mr. Erdogan appeared to seize on the European divisions over the visa issue on Tuesday by warning in a televised speech that the European Union needs Turkey more than Ankara needs the bloc.

But on Thursday, members of the civil liberties committee at the European Parliament directed still more criticism at aspects of the deal and pushed for a cautious approach to granting Turks visa waivers.

The decision to speed the timetable for visa-free travel gives "the impression that we are selling out a little bit here," said Sophie in 't Veld, a Dutch member of the Parliament. Europe, she said, is in danger of succumbing to a form of "blackmail" and should instead "be as

strict on Turkey as on other countries."

Emil Radev, a Bulgarian lawmaker, noted there had been repeated "threats" and "pressure" by Ankara to grant visa-free travel. Turkey, Mr. Radev suggested, still needs to earn the trust of Europeans.

"How will you support the member states, such as Bulgaria, which have borders with Turkey, should Turkey refuse to comply with its part of the agreement and there is higher immigration pressure towards the E.U.?" he asked.

Bodil Valero, a Swedish lawmaker, said there needed to be assurances that minority groups in Turkey were safe before granting more concessions. "We are talking out of both sides of our mouth," she said. "We have this agreement with Turkey and we accept what they say although we do know what the de facto situation is there on the ground."

Pushed onto the defensive, Marta Cygan, a senior official for migration policy at the European Commission, the European Union's executive body, told lawmakers that her department was in daily talks with Ankara to make sure that Turkey fulfills all 72 criteria required to grant the visa waiver.

"Nothing was relaxed," Ms. Cygan told the lawmakers, referring to the criteria. But she conceded that visa-free travel should be seen in the context of a deal that had already diminished daily flows of people across the Aegean Sea to about 200 during the past month from about 6,000 in October.

"We are living in a world of a crisis with unprecedented flows" of migrants, Ms. Cygan said. "Visa liberalization is one of the elements" to end that crisis.

Jens Stoltenberg, the NATO secretary general, echoed that view on Thursday. Speaking in Turkey, he said the numbers of migrants crossing the Aegean were "going significantly down" partly as a result of the deal, which he said should be fully carried out as part of efforts to "break the business model of the human traffickers."

On Wednesday, the European Commission said it could make the formal proposal for visa-free travel on May 4. Meeting that deadline would mean that Turkey will have fulfilled all the 72 criteria for visa-free travel for its citizens within the next couple of weeks.

The bloc's migration chief, Dimitris Avramopoulos, declined to say this week how many of those steps Turkey still must take. But they include granting all refugees access to the labor market; doing more to protect the civil rights of all Turkish citizens and residents; and strengthening data protection standards to allow exchanges of information with the European Union on security issues.

Kurds fight government in Syria as tensions rise

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

Amid renewed fighting across Syria, clashes broke out on Thursday between Kurdish militias and Syrian government forces, potentially opening a new front in the already complex conflict.

The skirmishes, in Syria's northeastern tip, where the government controls just a small enclave within a de facto Kurdish autonomous region, disrupted Qamishli, one of Syria's calmer, safer cities. Before this, Kurdish and government forces had largely avoided clashes as Kurdish militias largely focused on holding off Islamic State militants, with help from the United States and Russia. But tensions have been brewing since the Kurds formally declared their autonomous zone earlier this year.

The new fighting added to a sense that Syria risked slipping back into all-out war as a partial truce and an effort at political talks collapsed in tandem. The opposition negotiators walked out of talks in Geneva this week, saying they refused to continue while the government was committing "massacres," and the warring parties showed signs of preparing for new battles.

Two major humanitarian successes provided the lone bright spots in the darkening landscape. In one of the largest evacuations from besieged areas, 515 sick and wounded people were extricated from four blockaded areas: two opposition-held towns, Madaya and Zabadani; and two government-held towns, Foua and Kfarya. Those towns have had more luck in negotiations because they have been treated as a group, in negotiations often involving the government's ally, Iran, and the insurgents' Turkish backers.

And a United Nations convoy was reported to be on the way to Rastan, in Homs Province, which has not received aid since 2012.

American officials expressed concern over reports that Russia was moving artillery into place around the divided city of Aleppo to help its ally, the Syrian government, begin a new attempt to retake rebel-held areas there. There are growing fears about an offensive unleashing a new wave of refugees toward the Turkish border, joining the tens of thousands already marooned on the Syrian side.

In the fighting in Qamishli, Kurdish activists and news sites reported that as many as a dozen pro-government militia fighters had been killed, along with

at least two Kurdish fighters, members of the autonomous region's security forces, and showed video of a tattered government flag at the Alayia prison in the area, which they said had been taken over by Kurdish fighters.

The state news media did not mention the fighting in Qamishli, but pro-government websites said Kurds had started the battle by attacking army positions. Kurdish activists posted accounts online saying that the tensions began when government forces sought to prevent one of them from filming in the government-held security zone in the city.

Syria's most powerful Kurdish party, the People's Democratic Union, and its militias known as the People's Protection Units, or Y.P.G., have largely main-

tained an implicit cease-fire with government forces in exchange for local autonomy since the beginning of the Syrian uprising in 2011.

The Kurds have been the most consistently effective local ground force against the Islamic State, drawing competing support from Russia and the United States. Yet they have also sometimes clashed with opposition groups — drawing rebel accusations that they are collaborating with the government — and they have not won a seat at the table in Geneva because of strong objections from Turkey and Saudi Arabia, which are backing the rebels.

In an interview with a Saudi newspaper on Monday, the leader of the People's Democratic Union, Saleh

Muslim, sought to dispel suspicions of collusion with the government of Bashar al-Assad. He said that the Kurdish forces were "ready to fight Assad under a secular, democratic and civilian umbrella," that "Assad is falling no matter how long it takes" and that the era of his Baath Party is "gone, never to return."

But he said he did not want to carry out the fight in such a way that Syria would fall into the hands of the Islamic State or other jihadists. He also insisted that the declaration of autonomy was not a move to break up Syria, but an attempt to preserve it in a decentralized form that other regions could also adopt.

Maher Samaan contributed reporting from Paris.

BBC NEWS

25 April 2016

Kurdish PKK warns Turkey of long fight for freedom

The Kurdish rebel PKK movement has told the BBC that it is ready to intensify its fight against Turkey because Ankara is trying to make it surrender.

By Ian Pannell BBC News, northern Iraq, 25 April 2016
<http://www.bbc.com>

Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Cemil Bayik said President Recep Tayyip Erdogan was "escalating this war".

"The Kurds will defend themselves to the end, so long as this is the Turkish approach - of course the PKK will escalate the war," he said.

Separately, an aide to Mr Erdogan ruled out any negotiations with the PKK.

Turkish presidential adviser Ilnur Cevik told the BBC's Mark Lowen that the PKK was "trying to create a separate state in Turkey - this is outright secession".

When asked if there was any chance of negotiation, he replied: "At the moment, no".

He added that Mr Erdogan had popular support for the military campaign.

But Mr Bayik, the PKK's military leader, insisted that "we don't want to separate from Turkey and set up a state".

"We don't want to divide Turkey. We want to live within the borders of Turkey on our own land freely... The struggle will continue until the Kurds' innate rights are accepted."

He said Turkish intransigence had made the PKK ready to escalate the conflict "not only in Kurdistan, but in the rest of Turkey as well".

REGION IN TURMOIL

A two-year-old Turkey-PKK ceasefire broke down last July. Since then clashes have escalated, including Turkish air force strikes against PKK bases in northern Iraq.

Turkey, the EU and US refer to the PKK as a terror-

ist organisation. The military has imposed curfews in parts of Kurdish-majority south-eastern Turkey.

According to the International Crisis Group, more than 340 members of Turkey's security forces have since been killed, along with at least 300 Kurdish fighters and more than 200 civilians.

TURKEY V PKK - IN QUOTES:

Ilnur Cevik, chief adviser to Turkey's President Erdogan: "What they [the PKK] are doing at the moment is trying to create a separate state in Turkey. This is outright secession.

"We are going to struggle right to the bitter end to stop this. And the Turkish people are now determined - public opinion polls say. They say, 'don't stop'."

PKK leader Cemil Bayik: "He [President Erdogan] wants the Kurds to surrender. If they don't surrender, he wants to kill all Kurds. He says this openly - he doesn't hide it.

"The Kurds will defend themselves to the end, so long as this is the Turkish approach - of course the PKK will escalate the war. Not only in Kurdistan, but in the rest of Turkey as well."

Speaking in northern Iraq, Mr Bayik said the struggle for Kurdish rights "can only be resolved through negotiations" - but the PKK would only negotiate "if the Turkish state gives up its genocidal politics".

The PKK's political leader Abdullah Ocalan was jailed by Turkey in 1999. Mr Bayik said Turkey must improve Mr Ocalan's prison conditions before any ceasefire talks could take place.

"For over a year there have been no visits to him, there is no information on or from him. There cannot be any negotiations under these circumstances."

Mr Bayik said "there is no concrete contact at the



moment" with the Turkish authorities. "There have been calls made to us. Letters have been sent to us to stop the war and we answered them," he said, refusing to specify who had approached the PKK.

ANKARA BOMBINGS

An offshoot of the PKK called TAK (Kurdistan Freedom Hawks) said it carried out a bomb attack last month that killed 37 people in a busy commercial district of the capital Ankara.

TAK called it retaliation for Turkey's military crackdown in the mainly Kurdish city of Cizre. TAK also said it carried out a suicide bombing against a military convoy in Ankara in February that killed 28 people.

When asked about those bombings, Mr Bayik said they were "nothing to do with the PKK - TAK carries out these actions".

"TAK is another organisation - we don't know who belongs to it."

The Turkish government has condemned not only the PKK but also the Kurdish HDP (People's Democratic Party), which won 59 seats in the 550-seat Turkish parliament in November.

Mr Erdogan accuses the HDP of supporting the PKK.

The PKK launched an armed struggle against the Turkish state in 1984, in a push for Kurdish independence. More than 40,000 people have been killed in the conflict.

Mr Cevik said that "once... the PKK has been driven out, then Turkey is going to start talking not to the PKK or HDP or whatever, but to Kurdish opinion leaders, serious people".

The lull in fighting before last July had been used by the PKK to boost its presence in south-eastern Turkey, he alleged. "They took us for a ride, they took Erdogan for a ride... he had no idea he was going to be double-crossed like this." ●

Kurdish forces to keep territory taken from Syrian government forces in Qamishli

By Reuters - April 24, 2016

BEIRUT — Kurdish security forces will keep territory taken from pro-government forces during a rare three-day outbreak of violence in a city in northeastern Syria, a truce announced by Kurdish authorities on Sunday indicated.

The fighting in Qamishli, near the Turkish border, disturbed a largely peaceful coexistence there between the Kurds' Asayish internal security forces that control most of the city and pro-government forces holding the airport and part of its centre.

During the fighting that broke out last Wednesday and was halted late Friday afternoon, Asayish forces seized the main prison and several government-controlled positions in the city.

The truce, which seemed to be holding on Sunday, headed off possibly wider fighting between the pro-government forces and the Kurds, whose YPG militia is an important ally in the US-led campaign against Daesh on other fronts in Syria.

A copy of the truce agreement seen by the Syrian Observatory for Human Rights said "each side will keep the territory under its control". Kurdish authorities and media said this meant territory taken from government control would not be returned.

The agreement said that employees of the Syrian state must not be threatened, deprived of their salaries or recruited into joining "local protection units that belong to the regime".

Damascus maintains a strong administrative presence and still pays government employee salaries in Qamishli, one of the largest cities in Hasaka province in Syria's far northeast corner adjoining Turkey and Iraq.



Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) stand near a military vehicle in the southeast of Qamishli city, Syria, April 22, 2016. Reuters/Rodi Said

Both sides also agreed to free prisoners taken during the clashes, the agreement said.

Syrian Kurdish Regional Interior Minister Canaan Barakat, speaking in Qamishli on Sunday to announce the terms of the truce, said 17 civilians, 7 Asayish members and 3 YPG members had been killed in the clashes.

The Britain-based observatory, which tracks the five-year-old war in Syria, said 22 members of Syrian government forces died and 80 were taken prisoner. It said 23 civilians died during government shelling of Kurdish-controlled areas.

The agreement said the structure of pro-government forces stationed in Qamishli would be reviewed and Damascus would no longer interfere in local society, but provided no further information elaborating on these measures.

Compensation would be paid to civilians who lost relatives or suffered material damage in government shelling, it added.

The truce also stipulated the state of emergency in the city should be lifted. The observatory said life is slowly returning to normal but the main market remained closed.

Syrian Kurdish forces now dominate wide areas of northern Syria and have set up their own government there. Syria has become a patchwork of areas controlled by the government, an array of rebel groups, Daesh militants, and Kurdish militia.

Mediators have struggled to get Syria's combatants to honour a broader February 27 deal to cease hostilities to enable peace talks to proceed. On Friday, the UN special envoy for Syria vowed to take the talks into next week despite a walkout by the main armed opposition and preparations on both sides to escalate the war. ●



Suicide bomb kills 6 Kurdish security personnel in northeast Syria

April 30, 2016 / REUTERS

A suicide bomb blast killed at least six members of the Kurdish internal security forces operating in the town of Qamishli in northeastern Syria on Saturday, the Syrian Observatory for Human Rights monitoring group said.

The explosion, which targeted a checkpoint of the force known as the Asayish, also wounded five others, the British-based monitoring group said.

The powerful Kurdish YPG militia controls large swathes of northeastern Syria including most of Hasaka province.

There was no immediate claim of responsibility for the bombing. Islamic State, which the YPG is fighting against, has carried out bomb attacks against Kurdish forces in the area.

A bombing in December also targeted a Christian-inhabited area of Qamishli.

The YPG has been the most effective partner on the ground for a U.S.-led aerial campaign against Islamic State in Syria.



Last week Qamishli was the scene of a rare outbreak of fighting between Kurdish forces and Syrian government militiamen, who have mostly avoided confrontation in Syria's five-year civil war. ●

Kurdish and Shiite officials agree to de-escalate tensions in Khurmatu

rudaw.net 24/4/2016

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish and Shiite officials said they agreed to broker a truce following a meeting to de-escalate tensions in Khurmatu between the Peshmerga and the Shiite militia force known as Hashd al-Shaabi.

"We agreed to broker a cease-fire and, at the nearest juncture, we will hold a wide-ranging meeting to resolve the root of the issue," said Hadi al-Amiri, a high commander within the Hashd al-Shaabi, in a joint press conference with the Kirkuk Governor, Najmaddin Karim in Khurmatu.

Amiri added: "Those killed today will be considered martyrs and compensated by the [Iraqi government]. I will talk to the prime minister to pay tribute to them."

He denied that tensions will further escalate in the area.

"We will never accept clashes between elements living in the area. All these troubles have to be resolved through dialogue and we will not allow any party to seize the opportunity of violence in the area."

At around 23:40 on Saturday night, small-scale fighting between a few Kurdish youths and Shiite militia of the Hashd al-Shaabi



Shiite leader Hadi al-Amiri (centered) with the Kirkuk Governor Najmaddin Karim (R)

began. Later the fighting developed and expanded. Alley-to-alley clashes erupted in a third of the town.

The death toll in the Peshmerga forces has risen to five killed since fighting began in Khurmatu. Eight Shiite fighters were also killed, a Rudaw reporter said on Sunday.

A Peshmerga source had said that one civilian was among the dead.

For his part, the Kirkuk Governor Karim said, "I affirm [the comments of Amiri] there is no issue between the elements [in Khurmatu] but there are people

taking advantage of the rivalries."

Karim explained, "Today we held a good meeting, we sat with Peshmerga commanders... We all agreed that this war is in nobody's interest and an agreement must be ratified as soon as possible."

"Khurmatu is like Kirkuk. We want Kirkuk's promotion of co-existence to be reflected in Khurmatu too. Those claiming to send reinforcements into Khurmatu are the ones impeding political processes," Karim added.

About Amiri's visit to Khurmatu, the Kirkuk governor believed "Amiri's visit alongside his delega-

tion proves that there is an understanding that fights have to stop at this point. If anyone from any party takes the initiative to fight, they must be found and dismissed in Khurmatu."

At the end of his speech, the governor added, "A jointly Kurdish, Shiite and Turkmen police force should be formed to protect the town and restore security to the area."

Peshmerga military officials had earlier said that they were ready to hold talks with the Shiite Hashd al-Shaabi militia group on condition that the group withdraws its forces.

"All Hashd al-Shaabi militia must withdraw from Khurmatu and the Peshmerga will evacuate its forces brought into Khurmatu today, in return," stated a Peshmerga announcement, which Rudaw has obtained.

Earlier on Sunday, a Peshmerga force entered Khurmatu, targeting the Shiite fighters with heavy weapons and closing all main roads into the town to stop the militia from bringing in reinforcements.

Khurmatu is located on the main highway that connects the Kurdistan Region to the Iraqi capital, Baghdad. ■

U.S. unsure of Syrians', Kurds' effectiveness in ISIS fight

By Carlo Muñoz - April 25, 2016
<http://www.washingtontimes.com>

U.S. military leaders remain unclear as to size and capability of Syrian and Kurdish militias Washington is depending on to lead the fight against the Islamic State terror group in Syria.

The main mission of the 250 U.S. troops President Barack Obama ordered into the country on Monday will be to draft a more accurate picture of the local fighting force willing to take on the Islamic State, also known as ISIS, Pentagon spokesman Peter Cook said.

"We do not know all the forces at play" among the various groups fighting battling to drive ISIS from its strongholds in Raqqa and elsewhere in the country, Mr. Cook told reporters at the Pentagon.

Recent reports on U.S. estimates allied rebel groups in Syria at roughly 3,000 to 8,000

fighters, with American trainers looking to increase that number to 15,000. Mr. Cook declined to comment on those figures during Monday's press briefing. But he did reiterate the American mission would be focused on "amping up the pressure ... [and] speed up the overall timeline" for a Syrian-led offensive on Raqqa.

Mr. Cook also declined to provide any details on the specifics of the U.S. training mission in Syria, including which local forces American trainers planned to meet with, whether the 250-man force would be deployed in small teams or as a single group or whether more U.S. trainers would be needed as the timeline for retaking Raqqa moves ahead.

He did reiterate that while the American troops heading to Syria would not be directly involved in the fighting, they would be at risk as a result of being deployed into a war zone. "The idea is they will not be on the front lines,

but they will be in harm's way," Mr. Cook said.

Earlier this month, Operation Inherent Resolve spokesman Col. Steve Warren said the plan to liberate Raqqa from ISIS control is still in the early stages, with American advisers and drafting battle plans with local rebel forces.

"The plan to liberate Raqqa is not as developed as the plan to liberate Mosul," Warren told reporters at the Pentagon during an April 8 briefing from Baghdad. "That is ongoing, it is in the early stages."

Revamping the rebel training mission in Syria remains a key objective for U.S. Central Command chief Gen. Joseph Votel.

"We are counting on these local forces. ... we have to work on their timetable," Mr. Cook said of ongoing planning efforts to retake Raqqa from Islamic State control. "This is their home ... this is about accelerating their effort" in the fight against the Islamic State, he added.

Over 200 American troops, backed by a contingent of attack helicopters and long-range rocket weapon systems, are en route to Iraq to back local forces as they prepare to assault Mosul, home to Islamic State in Iraq. ●

Rakka, l'EI à portée de canon des Kurdes

Avec la coalition internationale, les forces kurdes préparent l'après-Etat islamique, qui s'annonce disputé

REPORTAGE

AÏN ISSA (SYRIE) - envoyé spécial

Les panneaux plantés le long de la route indiquent encore les distances qui séparent Aïn Issa des grandes villes de Syrie. Il fut un temps où « la route internationale » M4, qui longe la petite bourgade perdue, reliait les vastes plaines agricoles du nord-est du pays au port méditerranéen de Lattaquié. Elle traversait alors Alep, carrefour commercial du nord du pays. Ces vestiges du temps de paix portent la mémoire de cette géographie perdue, ravie par cinq années de guerre.

De rares camions y balancent encore leur carcasse bruyante, laissant dans leur sillage des nuages de fumée noire rejetés par des moteurs qui tourment à l'essence mal raffinée. Vue d'Aïn Issa pourtant, « la route internationale » est devenue une frontière. Longée par les tranchées et les positions militaires, elle sépare les territoires passés sous contrôle kurde des zones dominées par les djihadistes. Rakka, la « capitale » syrienne de l'organisation Etat islamique (EI), se trouve à moins



Un membre des Unités de protection du peuple (YPG) sur la ligne de front au sud d'Aïn Issa, en Syrie, le 25 novembre 2015.

CHRISTOPHE PETIT TESSON/MAXPPP

un front immobile. « Le jour où nous avancerons, ce sera pour aller à Rakka. On ne s'arrêtera pas entre-temps », explique le « camarade » Jiyân, chargé de cette position. D'ici là, il faut attendre et essayer les attaques ponctuelles que l'EI lance depuis les villages qu'il occupe, visibles à l'horizon.

Souvent, ce ne sont que quelques obus de mortiers tirés de loin en loin mais, parfois, les djihadistes parviennent à planifier des attaques-suicides. Des camions piégés sont alors lancés à toute vitesse à travers le no man's land, en direction des lignes YPG. Le 18 février, le conducteur d'un de ces véhicules a réussi à atteindre le parking du restaurant avant de se faire exploser, tuant une combattante kurde.

Relais de la coalition

Cette portion du front est commandée par Jamshid Ali Asker, un Kurde syrien de 33 ans. Quand il n'est pas sur les lignes, il occupe avec ses hommes une maison en bordure d'Aïn Issa. Le village tout entier a été déclaré zone militaire, mais les traces d'un quotidien perdu subsistent. Treillis militaires et armes automatiques se mêlent à un décor de tapis synthétiques, de fauteuils aux motifs fleu-

Ouverte lors du siège de Kobané fin 2014, cette coopération s'est muée en un partenariat structuré

ris et de coussins violets à franges. Dans une pièce où les rideaux tirés filtrent le soleil de la mi-journée, Jamshid Ali Asker, l'allure modeste et le visage émacié, confirme l'intention des forces kurdes syriennes d'avancer vers le sud : « Les YPG seront la principale force qui libérera Rakka de Daech [acronyme arabe de l'EI] en se coordonnant avec la coalition internationale. »

D'après lui, cette coopération s'est beaucoup approfondie au cours des derniers mois. Ouverte lors du siège de Kobané, fin 2014, elle s'est muée en un partenariat structuré, au détriment des groupes rebelles modérés, les Kurdes s'étant affirmés comme le principal relais au sol de la coalition.

« Depuis décembre 2015, nous rencontrons sur le terrain les représentants des forces de la coalition,

des militaires américains, britanniques et français, avec qui nous apprenons à mieux nous coordonner », affirme Jamshid Ali Asker. Il dispose d'une tablette numérique dont le modèle unique, largement diffusé sur les lignes kurdes, est équipé d'une application lui permettant d'établir les coordonnées des objectifs ennemis afin de les adresser à la « chambre d'opération commune », située à proximité de Kobané. C'est là que les frappes aériennes sont coordonnées avec le commandement kurde au cours d'opérations dont la coalition a l'initiative.

L'offensive qui aboutira à la libération de Rakka n'est pas encore prête à être lancée d'après le commandant kurde. « Nous devons passer de la défense à l'attaque. Pour cela, nous avons besoin de véhicules blindés, sans quoi nous ne pourrions dominer le terrain entre la route internationale et Rakka, souligne-t-il. Notre commandement en a demandé à la coalition mais, pour l'instant, nous n'avons pas reçu de réponse. » En plus des blindés pris à l'ennemi, les forces kurdes se sont appuyées jusqu'à présent sur des véhicules civils renforcés artisanalement par des plaques de métal soudées. Une



de 60 kilomètres au sud.

Au bord de la route, les Unités de protection du peuple (YPG, Kurdes) ont pris leurs quartiers dans un restaurant abandonné. Les fenêtres occultées ne laissent plus passer la lumière du jour dans la salle vidée de ses tables et de ses chaises. Sur le toit, les combattants peuvent observer

Jeep recouverte d'un blindage improvisé sur lequel des motifs de camouflage ont été sommairement peints occupe la cour.

Cooptation des notables locaux

Si la coopération de la coalition avec les forces kurdes est efficace sur le plan militaire, elle pourrait être porteuse de risques politiques non négligeables. Dans leur lutte contre les djihadistes de l'EI, les YPG, soutenus par l'aviation coalisée, ont pris le contrôle de territoires excédant de loin les seules enclaves kurdes du Nord syrien pour étendre leur domination à des zones de peuplement arabe. Le PYD, le mouvement politique chapeautant les YPG, entend unifier l'ensemble de ces territoires au sein d'une structure autonome « fédérée » dont il a annoncé la création de manière unilatérale à la mi-mars avec l'appui de certaines personnalités arabes.

Ce projet, qui a suscité le rejet du régime syrien comme de l'opposition, est en fait la traduction institutionnelle des Forces démocratiques syriennes (FDS), la structure militaire créée par les YPG avec certains groupes armés mineurs – arabes ou autres – représentant d'autres communautés. « L'importance militaire des groupes armés

(non kurdes) est politique. Les YPG représentent la seule force importante, mais on ne peut pas libérer Rakka sans impliquer des éléments arabes », explique le commandant Jamshid Ali Asker. Une fois la ville libérée, ce rôle de figuration pourrait cependant ne pas suffire. L'encadrement kurde affirme pourtant vouloir appliquer à Rakka un système similaire à celui qu'il pratique en dehors des zones kurdes en cooptant des notables locaux.

C'est le modèle qui prévaut dans la localité majoritairement arabe de Tal Abyad, située sur la frontière avec la Turquie et dont les forces kurdes ont pris le contrôle en juin 2015. Dans un bureau de la « maison du peuple » locale – l'institution civile de base dans les régions passées sous contrôle kurde –, Azad, un cadre du mouvement kurde, expose les efforts de préparation en cours pour la période qui suivra la libération de Rakka. « Actuellement, nous organisons des réunions avec des personnalités influentes, des gens à l'autorité reconnue, des chefs de tribu originaires de Rakka pour qu'ils fassent part de notre programme à leur entourage. Une fois la ville libérée, ils pourront y mettre en place des structures de gouvernement conformes à notre modèle

La collaboration entre Kurdes et coalition pourrait être porteuse de risques politiques non négligeables

fédéral », explique-t-il sous un portrait du leader emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, chef et fondateur de l'organisation kurde turque jumelle du PYD et en guerre contre Ankara. Selon lui, aucune autre forme de gouvernance ne pourra être tolérée. A la question de savoir si les représentants de la coalition interviennent dans ce travail politique, le camarade Azad refuse de répondre.

A l'arrière du front, il est cependant une poignée de villages arabes où flotte le drapeau de la révolution syrienne et où les emblèmes des YPG sont absents. La Brigade des révolutionnaires de Rakka, un groupe issu de l'Armée syrienne libre, a pris ses quartiers dans ce réduit territorial. Après une histoire mouvementée qui l'a vu prêter allégeance au Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaida, puis se

faire expulser de Rakka par l'EI et se rapprocher ensuite des YPG à Kobané, la brigade n'entend pas laisser ses alliés kurdes décider du destin de Rakka. Mahmoud Al-Hadi, 50 ans, président du « bureau politique » du groupe, affirme travailler à la constitution d'un futur conseil local sans se coordonner avec les efforts de ses alliés kurdes : « Les gens de Rakka n'accepteront jamais d'être contrôlés par des étrangers à nouveau. Ils ne veulent pas de la division de la Syrie. Si les Kurdes essaient d'imposer leur système, la population ne restera pas sans rien faire. »

Seule l'existence d'un ennemi commun donne une cohérence précaire à cette alliance déséquilibrée entre les rebelles de Rakka et les YPG. Aussi M. Al-Hadi n'exclut-il pas que la fin de la fêrude djihadiste à Rakka ne marque le début de nouveaux problèmes. « Une fois Daech vaincu, nous ne pourrions compter que sur la coalition pour garantir des rapports pacifiques entre les uns et les autres », prévient-il. ■

ALLAN KAVAI



25 avril 2016

Turquie: le PKK prêt à "intensifier" les combats

AFP — 25 avril 2016
<http://www.liberation.fr>

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est prêt à "intensifier" les combats contre les forces de sécurité turques, a affirmé son chef militaire à la BBC, accusant le président Recep Tayyip Erdogan de provoquer une "escalade".

"Les Kurdes se défendront jusqu'au bout, et tant que ce sera l'approche de la Turquie, alors bien sûr le PKK intensifiera la guerre", a déclaré Cemil Bayik, chef militaire de cette organisation classée "terroriste" par Ankara, Washington et l'UE, dans cette interview diffusée lundi.

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, le conflit kurde a repris l'été dernier et sonné le glas des pourparlers de paix engagés à l'automne 2012 par le gouvernement avec le PKK pour mettre un terme à une rébellion qui a fait 40.000 morts depuis 1984.

Les autorités turques ont rejeté ces dernières



semaines l'idée d'une nouvelle trêve, le président Erdogan estimant qu'il n'y avait qu'une solution : "arracher le PKK de cette terre, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus la moindre trace".

Réagissant à la diffusion de l'interview de M. Bayik par la BBC, le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, a estimé qu'"aller rencontrer ici ou là les dirigeants du PKK et ensuite présenter leurs revendications comme

raisonnables et légitimes, ce n'est rien d'autre que fournir une aide indirecte à leur propagande".

Le sud-est à majorité kurde de la Turquie vit à nouveau au rythme des combats quotidiens entre forces de sécurité turques et rebelles. Plus de 350 soldats ou policiers en ont été victimes, selon les autorités, qui évoquent un chiffre invérifiable de plus de 5.000 morts dans les rangs du PKK.

Lundi encore, deux soldats turcs ont été tués et deux autres blessés par l'explosion d'une bombe artisanale à Nusaybin (sud-est), où de jeunes militants du PKK ont dressé des barricades et proclamé l'"autonomie".

Réfutant les accusations de visées séparatistes, M. Bayik, basé dans le Kurdistan d'Irak, a dit à la BBC : "Nous voulons vivre à l'intérieur des frontières turques sur nos propres terres en liberté. La lutte continuera jusqu'à ce que les droits naturels des Kurdes soient acceptés".

Les combats entre l'armée et le PKK ont tué des dizaines de civils et provoqué l'exode de dizaines de milliers d'autres.

Le pays tout entier vit depuis plusieurs mois en état d'alerte en raison d'une série d'attaques attribuées au groupe jihadiste Etat islamique (EI) ou liées au conflit kurde. Quatre attentats ont à eux seuls fait 79 morts en 2016 à Istanbul et Ankara. ◆

Accord entre régime et Kurdes après de sanglants combats à Qamichli

Les combats ont fait depuis mercredi 17 morts civils, 10 chez les miliciens kurdes et 31 dans les rangs du régime.

24 avril 2016 (AFP)
www.ledevoir.com

Beyrouth — Le régime syrien et des représentants kurdes se sont mis d'accord dimanche sur un échange de prisonniers pour consolider la trêve à Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, ont affirmé des sources de sécurité.

De violents combats avaient opposé pendant trois jours les forces kurdes et les combattants prorégime dans cette ville de 220.000 habitants, majoritairement kurdes, contrôlée à la fois par les milices kurdes et par l'armée épaulée par des supplétifs.

"Un accord, intervenu dans la nuit pour ramener le calme à Qamichli, comprend un échange de prisonniers", a affirmé à l'AFP une source kurde.

"Il a été décidé de consolider la trêve intervenue vendredi par un échange de prisonniers et de blessés à partir de dimanche", a confirmé une source de sécurité du

régime.

L'accord a été conclu à l'aéroport de Qamichli entre représentants du gouvernement et ceux des Unités de protection du peuple kurde (YPG, principale force militaire kurde).

Les combats entre combattants kurdes et miliciens prorégime avaient éclaté mercredi avec un accrochage à un point de contrôle avant de dégénérer avec l'intervention de soldats et membres des YPG.

Les forces Kurdes ont fait état de 17 civils, 10 combattants kurdes et 31 membres prorégime morts dans les combats. Elles détiennent en outre 102 soldats et miliciens prorégime.

Selon une source kurde, l'accord prévoit également la libération par le régime de tous les Kurdes qu'il détient dans la ville avant même le début du conflit en mars 2011. Leur nombre n'a pas été précisé.

Les Kurdes garderont par ailleurs



De violents combats avaient opposé pendant trois jours les forces kurdes et les combattants prorégime à Qamichli en Syrie.

Photo: Delil Souleiman Agence France-Presse

les positions conquises dans la bataille, y compris la prison de la ville.

Les deux parties ont décidé de maintenir des canaux de communication pour régler d'autres questions comme la réduction du nombre des miliciens prorégime à Qamichli.

L'armée et ses supplétifs contrôlent l'aéroport et certains quartiers de Qamichli. Le reste de la province de Hassaké, dans laquelle se trouve Qamichli, est aux mains des YPG qui ont annoncé en mars la création d'une "zone autonome"

dans le nord et le nord-est de la Syrie.

Face aux tentatives des jihadistes du groupe État islamique (EI) pour avancer dans la province de Hassaké, régime et Kurdes avaient fait front commun mais les tensions restent vives entre eux.

La guerre en Syrie, déclenchée par une révolte contre le régime, implique une multitude d'acteurs et de puissances régionales comme internationales. Elle a fait en cinq ans plus de 270.000 morts et contraint plus de la moitié de la population à fuir son foyer. ■

Quatre universitaires turcs jugés pour "propagande terroriste"

Ces professeurs sont poursuivis pour avoir signé une pétition dénonçant les violences de l'armée dans ses opérations contre les rebelles kurdes.

AFP — 22/04/2016
Le Point.fr

En janvier dernier, plus de 1 200 intellectuels turcs et étrangers avaient signé la fameuse pétition pour la paix, suscitant la fureur du président islamiste Recep Tayyip Erdogan.

Le procès de quatre universitaires turcs accusés de « propagande terroriste » pour avoir signé une pétition dénonçant les violences de l'armée dans

ses opérations contre les rebelles kurdes s'ouvre vendredi à Istanbul dans un climat tendu. En détention depuis le mois dernier, Esra Munger, professeur à l'université Bogazici, Muzaffer Kaya, qui enseigne aux Beaux-Arts, Kivanc Ersoy, professeur à l'université Nisantasi, et Meral Camci, professeur jusqu'en février à l'université Yeni Yüzyil, risquent jusqu'à sept ans et demi de prison. Ils sont accusés de propagande pour avoir lu en public une « pétition pour la paix » dénonçant les « massacres » commis par les forces de sécurité turques pendant des opérations contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes sous couvre-feu.

DÉRIVE AUTORITAIRE

Des manifestations de soutien sont attendues devant le palais de justice d'Istanbul avant le début du procès, à 13 heures (heure de Paris). En janvier dernier, plus de 1 200 intellectuels turcs et

étrangers avaient signé cette pétition, suscitant la fureur du président islamiste-conservateur Recep Tayyip Erdogan, qui avait promis que les pétitionnaires paieraient le « prix » de leur « trahison ». Dans la foulée, des procédures judiciaires avaient été déclenchées dans toute la Turquie et une vingtaine d'universitaires, placés en garde à vue, ravaillant dans ce pays comme à l'étranger les critiques de la dérive autoritaire de monsieur Erdogan.

Le sud-est à majorité kurde de la Turquie revit depuis des mois au rythme des combats meurtriers et quotidiens entre les forces de sécurité turques et les rebelles. Le président turc a proposé au début du mois de déchoir de leur citoyenneté turque tous ceux qu'ils considèrent comme les « complices » du PKK, avocats, intellectuels, journalistes ou élus. Le procès à huis clos de deux journalistes du quotidien d'opposition Cumhuriyet se poursuit également avec une troisième audience vendredi matin à partir de 9 heures. Can Dündar, son rédacteur en chef, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont accusés d'espionnage, de divulgation de secrets d'État et de tentative de coup d'État, et risquent la prison à vie. ●

Apologia for a Kurdish State

Through cooperation in the European Union, Estonia could be the midwife of an independent Kurdistan.



INDREK TARAND
NO. 152 • APRIL 2016
<http://www.diplomaatia.ee>

“And when the oppressed and marginalized die because they are oppressed and marginalized, the powerful are at fault.” — John Green, US writer, on the migration crisis.¹

Demonising the Middle East has become a habit. Torn apart by conflicts, with no end in sight. A tragedy seemingly fated to last forever. The whole region tends to be viewed as a nest of failed states. Treating the Middle East as a glass half empty is justified to some extent, but could the optimistic “glass half full” view be considered as well?

Yes, it could—because the pessimists are ignoring the role and potential of the Kurds. The peshmerga, which operates in the northern region of Iraq, owes its fighting capacity primarily to the democratically elected Kurdistan Regional Government (KRG). The latter became possible after Saddam Hussein’s regime was overthrown with the support of the US and its allies. Tiny Estonia also had a part to play in this.

It is easier to define Kurdistan by trying to summarise what it is not. It is not, nor has it ever been, an internationally recognised country. The region has no ethnic, religious or linguistic unity. There is no common political administration. There is no common economy, due to existing state borders as well as geographical and cultural divisions. The territory is undefined, although the core region is very clear. Kurdistan’s importance lies not in its existence as a geopolitical region or zone, but rather in its potential.²

Marking the ethos and geopolitical area of Kurdistan as a dotted line on the timeline is a prerequisite for understanding this article. My line begins with a statement by Mehrdad Izady, a graduate of Columbia University who teaches at Harvard: “The history of the Kurds began about 50,000 years ago. These people were the locus of the Neolithic revolution!”³ Of course, this statement is an attempt to create a Kurdish identity and not so much a part of history—a scientifically verifiable discipline. Other authors of the Kurdish story and narrative, for example Wadie Jwadih, devote only 26 pages in their voluminous book to the region’s history prior to Islam. According to him, everything began with the Arabs, who introduced the “true doctrine” to the Kurds when defeating the Sassanian dynasty at the Battle of al-Qadisiyyah in 642. Incidentally, it was the Sunni doctrine, which today is dominated by the most reformed, i.e. the most secular, school—Sufism. The Mongol invasion must be mentioned, because in 1258 Mongol forces completely ravaged Kurdistan to the extent that annual tax revenue paid to the central government dropped by a factor of ten—from two million dinars to 200,000 dinars.

The first entity bearing the name of Kurdistan was established by Sultan Sanjar in 1157 in the course of his administrative reforms and, despite the province being peripheral, it played its part in trade relations between Europe and Asia. However, Vasco da Gama’s expedition of 1497 decisively moved trade routes to the seas and the mountainous Kurdistan lost a lucrative way of making money.

The most famous Kurdish person is undoubtedly Saladin, who drove the crusaders out of Jerusalem—and, indeed, out of all of Palestine and Syria—although his self-image was more about being a soldier of Allah and less about developing the Kurdish identity. For many centuries, Kurdistan served as a buffer zone in the rivalry between the Ottoman and Persian empires, where both tried to use the Kurds to their own advantage.

The Kurdish people are the world’s largest ethnic community whose independence has so far remained unattained due to international relations. According to different censuses, there are 25–30 million Kurdish citizens in Turkey, Syria, Iraq and Iran. In addition, there are millions as refugees in the US, Europe and Arab countries. There is even a small number in Russia and Transcaucasia.

However, the Kurds could have had their chance at about the same time Estonia, Finland, Poland and Czechoslovakia managed to establish statehood on the ruins of the empires that were crumbling in the turmoil of the First World War. Unfortunately, the planners of Entente and its practitioners lagged behind the declared goals of the policy of values, and even the last fragments of the principles brought up at the Paris Peace Conference were washed into oblivion with the Treaty of Lausanne. Because of this, the Kurds argue (just as Estonians consider the Tartu Peace Treaty sacred) that the 1920 Treaty of Sèvres did foresee their independence. In reality, the treaty only has a footnote referring to their autonomy, written in relation to the independence of Armenia. The final seal on the French–British dispute over dominance in the region was placed by the League of Nations with the resolution of the so-called Mosul Question in 1926. The mission was led by none other than Estonian general Johan Laidoner, and information was presented that the Kurds did not want to be subjects of Turkey or Iraq. Because of this, perhaps Estonians have an even more special responsibility to be the midwife of Kurdish independence.⁴

16 May 2016 marks the centenary of the signing of the Sykes–Picot Agreement, and as events in Syria, Iraq and Turkey are currently in everyone’s daily newsfeed, there is reason to analyse the unique possibility of a solution. The Sykes–Picot Agreement is viewed in the Arab world and Turkey as the Molotov–Ribbentrop Pact is viewed in the Baltics. Sir Mark Sykes and François Georges-Picot were tasked by their governments to carve out spheres of influence in the territory of the dissolving Turkish Empire, while keeping in mind their ally, Russia. Foreign minister Sazonov had asked that Russia be given control of the Dardanelles, Istanbul and the Armenian areas of northern Turkey. But the Bolshevik coup removed Russia from the game. Paradoxically, we know about the deal thanks to the Bolsheviks, who selectively published confidential foreign-policy documents under the leadership of Lev Trotsky, solely to create the impression that the Bolsheviks were not ruthless imperialists. On 23 November 1917, the newspapers Pravda and Izvestia published confidential documents that embarrassed the British and French governments and their diplomacy. To this day, France has not wished those aspects of its history to be published in too much detail. This might be because the diplomat Picot was the great-uncle of Valéry Giscard d’Estaing, president from 1974 to 1981. It is even more likely that the French position is due to the part the region played in the Second World War, when the Vichy government operated there as Hitler’s ally. The situation was rather different for the British—just three days after the information from the Bolsheviks, the material was also published by The Manchester Guardian newspaper.

It is no wonder that such a division of spheres of influence remains a hot topic today. Just two years ago, when armed groups of ISIS broke through the border between Syria and Iraq, they declared, with bulldozers working in the background, that the “Sykes–Picot border” was with a thing of the past.

There are enough countries, nations, groups and religious sects operating on the landscape—or even theatre of war—to describe it as a true Babel. These include the Kurdistan Workers’ Party (PKK), founded by Abdullah Öcalan, whose arrival in Tallinn was at one time dreaded because the US and many other countries considered (and still do) the PKK primarily a terrorist group. The People’s Protection Units (YPG) operate in Syria and are

➤ successfully fighting the al-Nusra Front, the local branch of al-Qaeda. The peshmerga are the Kurdish armed forces, whose name can be translated as “those who defy death” or “daredevils”. Iranian Kurd Haji Ahmadi leads the Free Life Party of Kurdistan (PJAK) from Cologne and, being a German citizen, he has not been turned over to the Iranian government, which naturally considers him a terrorist. The Kurdish political movement and party-political landscape are fractured. Paradoxically, the most important is the Turkey-based left-liberal People’s Democratic Party, whose co-chairs are Fingen Yüksekdag and Selhattin Dimirtas, the latter a Zaza from eastern Anatolia. This party’s electoral success foiled Turkish president Recep Tayyip Erdoğan’s first attempt to establish a presidential constitution. Iraqi Kurdistan is dominated by the Kurdistan Democratic Party, which is legally the only legitimate Kurdish political organisation.

Kurdish organisations in Iraq and Syria are naturally trying to take advantage of the anniversary of the Sykes–Picot Agreement to promote Kurdish autonomy in federal Syria as well as in Iraq. Ibrahim Ibrahim, the European spokesperson of the leading Kurdish political organisation in Syria, the Democratic Union Party, stresses that there is undoubtedly readiness to discuss the details of federalisation at the Geneva Peace Conference. But apparently it is impossible to back down from the principle itself. KRG president Barzani said on 3 February this year that the time for a referendum on Kurdish independence had come.

The US has tentatively supported Kurdish autonomy as an end result of the Syrian civil war—through Secretary of State John Kerry and also former employees of the Obama administration Philip Gordon and James Dobbins, who have not excluded this idea from the federal constitution they are promoting.⁵ On the other hand, support has been shown by the Kremlin, in President Vladimir Putin’s cryptic messages. There is a slight dilemma here for Estonia and the European Union—are the Moscow cynics planning to follow their diplomatic traditions again and link these matters to the problems of Crimea and eastern Ukraine?

This was naturally followed by poisonously allergic reactions from Baghdad and, especially, Ankara. Turkey—once the object of the Sykes–Picot Agreement and now a member of NATO and the European Union’s most important partner in regulating the migration crisis—is of key importance in establishing a Kurdish state. But how to make the key open the lock and not try to close it forever?

As is known, Turkey considers the Kurds living in its territory “mountain Turks”, and their more radical members—the ones who demand independence and have gathered in the military wings of the PKK (the People’s Defence Forces and the all-female YJA-Star)—are considered terrorists. President Erdoğan has repeatedly had his own citizens bombed and military attacks carried out against them, because he instinctively sees Kurdistan as a much bigger threat than ISIS. Characteristic of an autocratic ruler, he ignores Dimirtas’ party as the inevitable partner in the further democratisation of the country. Turkish forces did not even help the Kurdish army in Syria defend the city of Homs.

Ankara’s allergy to any Kurds is probably the reason the Kremlin has slowly begun to encourage the Syrian Kurds and get at least some payback for the downing of a Russian fighter. Putin is certainly not a sincere supporter of the Kurdish cause, but since he believes that it is currently in Russia’s interest, sincerity does not matter from the Kurdish point of view. What matters most is that the major nuclear powers come to a mutual understanding.

What could a future Kurdish state look like? Presumably, it would first be necessary to break up the political entity called Iraq. The areas north and east of Mosul should be internationally recognised as an independent Kurdistan. The Kurds in the north-eastern part of Syria need a clear signal that they will have a chance in the future to decide democratically whether they want to remain a federal territory of Syria or leave and join an independent Kurdistan. At the same time, Turkey needs to be convinced that the new state would be beneficial for it as well, not a threat with a domino effect and a source of endless irredentism. If the independent Kurdistan is an economic and democratic success, we might expect not the division of Turkey but an effect like the German Democratic Republic. Just as occupied eastern Germans took to their heels and escaped to the West, PKK fighters would lay down their guns and perhaps prefer a peaceful life in a country with their mother tongue. (The Kurdish language issue is rather complicated, because a large part of the population is still illiterate, and of those who have acquired

literacy, some use the Arabic alphabet, some Latin and others Cyrillic.) The Russian and Iranian governments should allow permanent residence for the Kurds living in their territories, although it can be assumed that this option will not be used widely at first. But with a centuries-long time horizon, the western border of Persia (i.e. Iran) is not necessarily unalterable and enabling a referendum should not be a cherished dream for the local Kurds but instead an international norm.

The annual gross national product of Iraqi Kurdistan is US\$23 billion, even with low oil prices. It is estimated that the economy of the entire area inhabited by Kurds could be as much as \$133 billion, equal to the GDP of Hungary. Stable political order and citizen-centricity is clearly more progressive than the process of chaos in Syria and decay in Iraq.

Kurdish attitudes towards religion are not influenced by Wahhabi or Shiite fever, but are like a Reformed Islam. Among other things, other religions are tolerated, including Christianity and Yazidism (a very old and unique religious group which is sometimes mistakenly linked to Zoroastrianism). Since 2014, members of this group have been escaping the atrocities of ISIS/Daesh to the Kurds, and there is also a large community of Yazidis living in Germany—nearly 50,000 in Bremen, for example.

This article is, of course, simplified and schematic and does not consider the myriad of cultural, religious, linguistic and geopolitical nuances on the landscape, such as the feelings of Armenians. But it could be the basis of a meaningful action plan. Indeed, such an action plan could be created if the Estonian government tasked the Ministry of Foreign Affairs to work on the plan in the background. The aim would be to call an international forum at which the main participants agree on the details in a spirit of goodwill. Sometimes a small country like Estonia has the moral credit to undertake such a diplomatic initiative. (In the framework of the European Union’s common foreign policy, Estonia has already taken the first correct steps, which have gone relatively unnoticed by the general public: together with Germany, Denmark, the UK and Croatia, Estonia is among EU countries that have supported the peshmerga fighters with weaponry.⁶)

This could be compared with Norway’s efforts through the Oslo Accords on the Israel–Palestine conflict, or even Finland’s role in the Helsinki Accords of 1975. *Comunità di Sant’Edigio*, an NGO founded by Italian Andrea Riccardi, would be a potential partner. If a start were made today, Estonia would have a great opportunity to develop something with its partners in the course of preparations for taking the rotating EU presidency in 2018. The much-acclaimed and longed-for common foreign and security policy must not remain mere cossetting in the Estonian post-Soviet space; Estonia has the capacity to initiate a much more interesting game with higher stakes. If used correctly, being the midwife of Kurdish independence is the kind of initiative which could avoid criticism of Estonia not having any ideas for the EU presidency agenda. Sven Mikser’s and Marko Mihkelson’s talents could be put to use and their time at the centre of power on Toompea (Estonian parliament and government) would be given new meaning. “Owning” this kind of process would make Estonia a very credible candidate for membership of the UN Security Council.

Establishing an entirely new state on the territories of Mesopotamia and Syria would have a stabilising effect with potential reaching beyond the modernisation and pacification of the Arab lands. Core Kurdistan, even if not Greater Kurdistan, might no longer remain a cultural abstraction. It has the potential to take up the position that Kurds use to describe themselves: “the heart of the Middle East”. This would indirectly support European policy to reduce migration flows. Moreover, it would indirectly help resolve the “mother conflict” in Israel—regardless of Sykes and Picot’s unrealised ideas on this front.

The best-known Kurdish proverb is “Kurds have no friends but the mountains”. Ideally, a new proverb could be added in half a century’s time: “Kurds have no friends but the mountains and Estonians”. ■

1 John Green addresses the migration crisis in a video for UNICEF.
2 Maria T. O’Shea, *Trapped Between the Map and Reality: Geography and Perceptions of Kurdistan*, 2012
3 Mehrdad R. Izady, *The Kurds: A Concise History and Fact Book*, 1993
4 See also: I. Tarand, *Missioonist. Mitte vaid missioonidest* — Eesti Ekspress, 25 October 2007 (in Estonian)
5 *International New York Times*, 17 March 2016
6 Eerik-Niiles Kross, *Reetmine nr 8* — *Postimees*, 31 July 2015

Gains against ISIS fail to stabilize Iraq

BAGHDAD

Civilians in Falluja starve as forces, backed by U.S., besiege militant-held city

BY TIM ARANGO

Iraqi forces, backed by American airstrikes and advised by American officers, have been making strides in Anbar Province, slowly taking back territory from the Islamic State.

But in Falluja, a city in Sunni-dominated Anbar that has been in the hands of the Islamic State longer than any other in Iraq or Syria, civilians are starving as the Iraqi Army and militias lay siege to the city. And elsewhere in the province, Shiite militias supported by Iran are carrying out kidnappings and murders and restricting the movement of Sunni Arab civilians, according to American and Iraqi officials.

For seasoned observers of the American military involvement in Iraq — going back more than 25 years to the start of the Persian Gulf war — it is all part of a depressingly familiar pattern: battlefield gains that do not bring stability in their wake.

“Unfortunately, as has been a trademark of American involvement with Iraq at least since 2003 (and arguably since 1991), military success is not being matched with the commensurate political-economic efforts that will ultimately determine whether battlefield successes are translated into lasting achievements,” Kenneth M. Pollack, a senior fellow at the Brookings Institution and a longtime Iraq analyst, wrote recently in an online column.

A growing number of critics are warning that American-supported military victories need to be backed up with political reconciliation between Sunni and Shiite Arabs, something Iran is working against, and with determined efforts to rebuild cities so that civilians can return. In Anbar, they note, the situation is bleak: Shiite militias have worsened sectarian animosities, and hundreds of thousands of civilians have been unable to return home.

More broadly, analysts and officials say, it has become clear that although the United States and Iran both want to defeat the Islamic State in Iraq, they have been unable to work together to promote unity in the country — even after a deal was reached last year over Iran’s nuclear program, which many hoped would allow them to cooperate more closely.

Nowhere is this dynamic more pronounced than in Anbar, a vast desert area of western Iraq that for years has been a homeland for the Islamic State



MOADH AL-DULAIMI/AGENCE FRANCE-PRESSE

Iraqis fleeing the town of Hit in Anbar Province during fighting this month. Sunni Arab civilians in the province have reported kidnappings and murders by Shiite militias.

and its forerunner, Al Qaeda in Iraq, and where hundreds of American soldiers and Marines were killed after the American invasion of Iraq in 2003.

As the United States supports the Iraqi Army and some local tribal fighters in battling the Islamic State, Iran has quietly pursued its objectives in the province, officials say. It wants to secure a land route to Syria and its allies, the government of President Bashar al-Assad and Hezbollah, the Lebanese Shiite movement, and to protect Baghdad and the Shiite-dominated south of Iraq.

The situation in Anbar has grown increasingly muddled as the Obama administration has stepped up its military support to Iraq, announcing that it will deploy Apache helicopters and position more troops closer to the front lines. It has touted victories in Anbar as an important step toward liberating the country from the Islamic State, also known as ISIS or ISIL, and as a prelude to a campaign, possibly this year, to retake Mosul, Iraq’s second-largest city.

But Iran’s proxies are undercutting efforts to unite the civilian population, a necessity if Iraq is to eventually extinguish extremism. In the siege of Falluja, a Sunni city, the Shiite militias have prevented civilians from leaving Islamic State territory while resisting calls to allow humanitarian aid to reach the city. Sunni Arab civilians in the province are increasingly reporting kidnappings and murders by the militias, accounts that American and Iraqi officials say are credible.

In some cases, after civilians have disappeared, their families have received ransom demands. Abu Abdulrahman, a resident of Amiriyat al-Falluja, a city in Anbar under the control of the government, said three of his cousins vanished last year after being

stopped at a militia checkpoint.

“We haven’t heard anything about them since then,” he said, although a man approached the family and demanded a ransom of \$8,000, which was paid. “He disappeared with the money,” he said.

Conditions are so dire in Falluja for the tens of thousands of civilians trapped there that dozens of people have starved to death, civilians and activists say. Food prices have skyrocketed, with a bag of flour that would cost \$15 in Baghdad going for \$750, Human Rights Watch has reported.

The rights group recently warned that if aid does not reach Falluja, “the results for civilians could be calamitous.”

“We are profoundly worried about Falluja,” Lise Grande, the United Nations humanitarian coordinator for Iraq, said in a recent statement. “There are reports of widespread food shortages and lack of medicines. We don’t have access to the city, but we have to assume based on what we are hearing that people are in terrible trouble.”

Hadi al-Ameri, a prominent Iraqi official who leads the Badr Organization, a longstanding militia backed by Iraq, said in an interview this year as the siege of Falluja began that it was a military necessity to “surround the city, to cut off supply lines.”

When asked about the demand from the United Nations and other groups to find a way to send food in, he said, using another acronym for the Islamic State, “to give food to who — to Daesh?”

Inside Falluja, some civilians who say they initially supported the Islamic State as preferable to the government in Baghdad now say they would welcome liberation. But they say they are caught between the Islamic State, which has become more brutal toward civilians as

the siege has dragged on, and the government and militias.

"The situation inside Falluja is difficult because of the siege imposed by the security forces outside Falluja, and from the inside by ISIS, who won't let us get out of the city," said Ahmed Mohammed, a Falluja resident reached by telephone.

Cellphone reception is spotty, and anyone seen talking on a cellphone is at risk of arrest. "It has become very difficult for us to use our mobile phones because ISIS expects that we may be talking with the government," said Qais al-Jumayli, who was reached by phone last week. "Therefore, we are very cautious."

He added, "We don't know our destiny, or the destiny of our families."

Falih Hassan and Omar Al-Jawoshy contributed reporting from Baghdad, and an employee of The New York Times from Anbar Province.



Shiite fighters firing a rocket toward Islamic State militants last week on the outskirts of Falluja in Anbar Province. Dozens of people have starved to death in Falluja, civilians and activists say.

THE JERUSALEM POST

April 20, 2016

Analysis: Turkey trying to balance relations between Iran, Saudis

By ARIEL BEN SOLOMON - 04/20/2016
<http://www.jpost.com>

Ankara walking a tightrope amid ongoing crises.

The Turkish government is carefully walking a tightrope in building relations with both Iran and its regional archrival Saudi Arabia, in addition to Israel.

Because of a crisis of relations with Russia and its ongoing war with the Kurds and its support for the Sunni rebels in Syria, it would seem that Turkey and Iran would be at odds, especially considering the latter's cooperation with Russia.

However, despite the fact that the Turks and Saudis are aligned with the Syrian rebels who are at war with the Syrian regime and its allies Iran, Russia and Hezbollah, Turkey has strong economic connections with Iran. In order for Turkey to project its power in the region it requires cordial relations with Iran in order to promote its business and political influences in places like Iraq.

Furthermore, both Turkey and Iran oppose an independent Kurdistan and seek to keep the rising Kurd power in check.

"Turkey is increasingly dependent upon energy from Iran, particularly since its relations with its other energy supplier Russia are very tense after shooting down a Russian plane," Prof. Efraim Inbar, director of the Begin-Sadat Center for Strategic Studies at Bar-Ilan University, told The Jerusalem Post.

Turkey certainly is concerned with the rise of

Iran in the region and this is why it enhances its relationship with Saudi Arabia, said Inbar.

"Turkey and Saudi Arabia, the Sunni powers are displaying weakness after failing to depose [President] Bashar Assad's regime despite their common efforts," he said.

And regarding relations with Israel, Inbar argues it is "needed to counter Iran's growing clout." The AKP government's Islamic coloration is preventing Ankara from becoming too close to Jerusalem, he added.

Michael Stephens, a research fellow for Middle East Studies and head of the Qatar branch of the Royal United Services Institute think tank told the Post, "It appears the Turks have concluded that the best position for them is to balance between the Gulf States and Tehran, not fully committing to either side, yet seeking economic benefit from both."

"It is a delicate balancing act, that will require a lot of work to maintain given current regional tensions," he said.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan said at a joint news conference with his Iranian counterpart, Hassan Rouhani, in Ankara on Saturday that his country and neighboring Iran must work together to narrow their differences in order to tackle terrorism and sectarianism in the region.

Erdogan's comments came a day after the Organization of Islamic Cooperation, meeting in Istanbul, accused Iran of supporting terrorism and interfering in the affairs of Middle Eastern countries including Syria and Yemen.

Turkey imports large amounts of natural gas from Iran and the two countries are looking to



boost banking and trade ties, with the goal of tripling bilateral trade to \$30b. annually in the coming years.

"The situation is ripe for cooperation between Turkey and Iran in the post-sanctions era," Rouhani said.

How long Turkey can keep this balancing act going is a question since the Islamist AKP's natural allies are non-status quo Sunni revolutionary forces in the region such as the Muslim Brotherhood and other Islamist groups in Syria and elsewhere.

Saudi Arabia, a status-quo power, has major issues with the Muslim Brotherhood and other Islamist groups that want to topple the Saudi monarchy. Partly for this reason, the Saudis have strongly allied themselves with Egypt's regime that toppled a Muslim Brotherhood president from power.

Therefore, Turkey is balancing its relations with Iran and Saudi Arabia, but does not feel fully at home with either. ■



Diplomatie A la table des négociations à Genève, Moscou a mené la danse et choisi avec quelle opposition il accepte de discuter.

SYRIE

BALLET RUSSE ET RUSE DE GUERRE



Des portraits de Vladimir Poutine et de Bachar al-Assad dans une boutique de souvenirs à Damas, en avril.

PHOTO HASSAN AMMAR. AP.

Par
HALA KODMANI

Le rideau doit tomber formellement, ce mercredi à Genève, sur la session des pourparlers intersyriens. En réalité, la pièce s'est interrompue la semaine dernière sur une scène de dévastation diplomatique et militaire. La Russie, maître du jeu en Syrie depuis la fin de l'été, continue de décider du sort de la guerre et de la paix. Aux yeux de l'opposition syrienne, elle est responsable du déraillement du processus politique. Dans le même temps, les autres pays impliqués et favorables aux négociations semblent avoir renoncé à jouer leur rôle.

Sur le terrain, la trêve, plus ou moins respectée depuis fin février, a volé en éclats il y a une dizaine de jours. Les bombardements du régime et de l'aviation russe ont fait une centaine de morts dans les zones contrôlées par l'opposition armée, à Alep (nord). La livraison de l'aide humanitaire aux localités assiégées, en particulier dans la banlieue de Damas, a été tardive et très partielle. C'était, avec la cessation des hostilités, l'autre condition préalable pour l'ouverture du dialogue entre le régime de Bachar al-Assad et l'opposition. Résultat, la principale délégation de cette dernière, représentée par le Haut Comité des négociations (HCN), a quitté la table de Genève, depuis jeudi, pour protester contre la dégradation de la situation. Ce groupe est composé de plusieurs tendances politiques et surtout de formations militaires, y compris islamistes radicales, qui combattent les forces du régime sur le terrain.

«Sabotage programmé des négociations»

«La Russie est la clé du changement en Syrie. Il suffirait d'un coup de fil de Poutine à Al-Assad pour l'obliger à respecter les termes de la cessation des hostilités», affirmait Samy Musalat, porte-parole du HCN, avant de quitter Genève la semaine dernière. Il n'y a jamais eu d'appel de Vladimir Poutine et l'escalade des

combats s'est poursuivie, si bien que certains opposants syriens se demandent si finalement Genève n'a été qu'une duperie. «*Fallait-il organiser cette comédie pour nous pousser à bout et rendre l'opposition syrienne représentative responsable de l'échec des négociations, pour revenir sur le régime et les opposants compatibles?*» s'interroge un chef de l'opposition qui tient à garder l'anonymat. Souvent prompts à décrire avec précision des plans retors qu'ils prêtent aujourd'hui à Moscou et/ou à Washington, les opposants estiment pouvoir appuyer leurs soupçons au sujet d'un «*sabotage programmé des négociations*».

Le comportement des Russes sur le terrain, comme les déclarations de leurs responsables et leurs diplomates depuis l'avortement des pourparlers à Genève, rappellent ces derniers jours qu'ils n'ont pas changé leur stratégie: liquider militairement la rébellion anti-Al-Assad, comme ils l'ont fait depuis le début de leur campagne militaire à l'automne, et disqualifier l'opposition politique qui rejette une transition laissant en place Bachar al-Assad. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, bête noire de l'opposition syrienne, avait affirmé, après le retrait de la délégation du HCN de Genève, que «*ce n'était pas une perte*» et qu'il «*ne fallait pas lui courir après*». «*Les négociations se poursuivent malgré le retrait de certains participants*», a ajouté Lavrov lundi, lors d'une conférence de presse. Surtout, il a précisé que le HCN n'était pas «*le seul groupe de l'opposition syrienne*». En réalité, des personnalités et des groupes d'opposants alternatifs au HCN ont été invités depuis la première session de négociations dans la ville suisse, en mars. Sous les appellations de «*groupe de Moscou*» ou même de «*groupe de Hmeihem*», du nom de l'aéroport militaire à Lattaquié (Syrie) qui sert de base à l'aviation russe, certains anciens responsables du régime ou des représentants de la société civile sont venus contester la re-

ANALYSE

présentativité du HCN. Tolérés par Bachar al-Assad, ils sont surtout prêts à accepter de partager les responsabilités avec lui. Ils ont annoncé que les discussions se poursuivaient à Genève jusqu'à ce mercredi, malgré le départ du «*groupe de Riyad*», surnom du HCN.

«Dégradation des pourparlers»

Bonne ou mauvaise foi, mensonges ou vraies intentions, quel que soit leur jeu, les Russes semblent encore les seuls à se préoccuper de près du dossier syrien. Le porte-parole du Kremlin se disait lundi «*très inquiet de la dégradation des pourparlers*».

Les autres partenaires régionaux, européens ou américains de la réunion de Vienne (qui a permis en janvier le lancement du processus politique sur la Syrie et qui a voté à l'unanimité la résolution 2254 de l'Organisation des Nations unies ouvrant la conférence de Genève) sont, eux, quasi silencieux. Le médiateur de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a bien appelé à la rescousse des ministres des Affaires étrangères des pays concernés, proposant une réunion d'urgence pour sauver le processus, mais il n'a pas été entendu.

Négociations parallèles

Les États-Unis, coparrains de l'initiative qui a mené les Syriens à la table de négociations, multiplient les déclarations contradictoires. «*Comme les Russes, ils ne disent pas ce qu'ils font et ne font pas ce qu'ils disent*», résume un éditorialiste syrien sur un site d'opposition. Il s'étonne que Barack Obama, «*à la tête de la première puissance mondiale, parle comme n'importe quel spectateur impuissant*». Le président américain venait de déclarer, dans une interview à la BBC, à propos des tractations, que «*les choses étaient difficiles*». Derrière les rideaux, d'autres discussions sont engagées, y compris à Genève. Des réunions discrètes entre conseillers américains et

russes se tenaient dans un hôtel, non loin du palais des Nations. Le dossier syrien est examiné et l'avenir d'une transition dans le pays est discuté dans les détails. Diverses versions d'un projet de Constitution élaborées dans ces rencontres parallèles ont été publiées sur

certain sites d'information arabes. Tous les observateurs du conflit avaient prévu que le processus des négociations, après cinq années de guerre impliquant de nombreux acteurs extérieurs, serait long et compliqué. Opiniâtre, le médiateur des Na-

tions unies pour la Syrie doit annoncer ce mercredi, date formelle de la fin de la session de pourparlers à Genève, si et quand un prochain rendez-vous peut être fixé. ◆

Sur le terrain, un retrait trompeur

Malgré l'annonce, en mars, par le Kremlin du départ de ses troupes, l'armée russe déploie l'artillerie lourde et s'engage au plus près des combats au sol. Une stratégie risquée.

Le 14 mars, l'annonce du départ des troupes russes de Syrie avait surpris. Pourquoi Moscou, allié indéfectible du régime de Bachar al-Assad, décidait-il de s'effacer alors que ni l'Etat islamique, cible officielle, ni les rebelles, ennemis officiels, n'étaient vaincus? Un mois plus tard, la réponse ne fait plus de doute: le retrait russe n'a pas eu lieu. «Malgré l'annonce d'une évacuation partielle, nous voyons que la Russie maintient une présence militaire considérable pour soutenir le régime d'Al-Assad en Syrie», a déclaré jeudi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Au sol, l'armée russe vient de déployer de l'artillerie lourde à proximité d'Alep. Dans

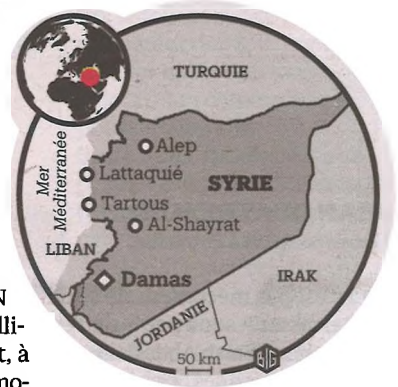
les airs, des avions ont procédé mardi à des bombardements à Atareb, dans la province d'Alep, selon des militants syriens.

«Objectif atteint». Preuve que le retrait n'est pas prévu à court terme, les missions logistiques depuis la Russie se poursuivent. D'après l'agence Reuters, le bâtiment Saratov a été repéré ces dernières semaines sur le Bosphore alors qu'il naviguait pour rejoindre la base de Tartous, sur la côte syrienne. Un avion-cargo Iliouchine Il-76, capable de transporter 50 tonnes d'équipements, a atterri le 10 avril à l'aéroport militaire de Lattaquié. Ce type d'avion a déjà été utilisé pour amener en Syrie des véhicules et des hélicoptères.

S'il reste majeur, le soutien russe a changé de nature. Il ne s'agit plus, comme lors du début de l'intervention en septembre, d'assurer la survie du régime, dont le fief de Lattaquié était alors menacé. «Cet objectif a été atteint. L'armée russe n'a plus besoin de faire des démonstrations de force, comme lorsqu'elle avait tiré des

missiles balistiques depuis la mer Caspienne à l'automne», explique Elie Tenenbaum, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Moscou accélère à l'inverse le déploiement d'hélicoptères d'attaque. Début avril, l'institut IHS Jane's a repéré sur des photos satellites des hélicoptères Mi-28N (chasseurs de nuit) et Ka-52 Alligator sur la base d'Al-Shayrat, à proximité de Homs. Les deux modèles sont des équivalents des Tigre français ou des Apache américains.

Inflexion. Leur arrivée sur le théâtre syrien devrait signifier sinon un changement, en tout cas une inflexion, de la tactique de l'armée russe. Il ne s'agit plus seulement de bombarder avec des avions volant à haute altitude, mais de s'engager au plus près des troupes au sol. «Il est même probable que des officiers russes soient déployés au sol pour coordonner les offensives», ajoute Elie Tenenbaum. Les hélicoptères Ka-52 ont déjà été utilisés lors de la reprise



de Palmyre à l'Etat islamique, en mars, par des troupes syriennes et le Hezbollah libanais. Des forces spéciales russes étaient aussi présentes. La nouvelle stratégie de Moscou comporte toutefois des risques, les hélicoptères volant à basse altitude étant plus vulnérables que des avions à des tirs de missiles sol-air. D'après le cabinet Stratfor, des groupes rebelles ont été vus ces dernières semaines en possession de Manpads, des systèmes portables antiaériens. Début avril, un avion de l'armée syrienne a été abattu au sud d'Alep par un tir de missile.

LUC MATHIEU



28 avril 2016

Coups de poing entre élus au parlement

Les coups de poing ont fusé jeudi au cours d'une réunion de la commission constitutionnelle du parlement qui a viré à la rixe entre députés du parti au pouvoir et leurs collègues pro-Kurdes.

Ankara, 28 avril 2016 (AFP) //www.20min.ch

La commission était réunie pour discuter d'une proposition soutenue par le gouvernement de retirer leur immunité aux parlementaires ayant déjà provoqué de telles tensions. Cette mesure doit s'appliquer à tous les parti politiques, mais les opposants au gouvernement actuel y voient une manoeuvre du Parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir pour détruire le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) dont les élus pourraient être poursuivis devant la justice -s'ils n'étaient plus protégés par leur immunité- pour leur soutien présumé aux séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

Les tensions avaient déjà dégénéré mercredi en coups de poing au parlement, coutumier de tels incidents, mais les violences qui se sont déroulées jeudi à la commission constitutionnelle ont été encore plus grandes. En effet, si des députés en sont à nouveau venus aux poings



quand des dizaines d'entre eux se sont précipités dans un coin de la salle, d'autres ont sauté sur la table pour mieux attaquer leurs adversaires.

Conséquence de cette rixe, les discussions ont été reportées à lundi, a précisé NTV. ●



Syrie: Au moins 50 miliciens prorégime se rendent aux Kurdes

Qamichli (Syrie), 21 avril 2016 (AFP)

AU MOINS 50 combattants prorégime se sont rendus jeudi aux forces kurdes au cours de violents combats à Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, a indiqué à l'AFP une source de sécurité kurde.

"Des combattants loyaux au régime s'étaient réfugiés dans la prison de Qamichli et les forces kurdes leur ont laissé jusqu'à (jeudi) midi pour se rendre. Comme ils ne l'ont pas fait, les Kurdes ont pris d'assaut le bâtiment et les 50 hommes se sont rendus", a expliqué cette source.

Dix membres des Forces de défense nationale (FDN, prorégime), quatre combattants des Assayech (forces de sécurité kurdes) et deux civils, dont un enfant, ont été tués à Qamichli en deux jours d'affrontements entre les forces progouvernementales et kurdes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme

(OSDH).

La majorité de cette ville de la province de Hassaké (nord-est) est entre les mains des Kurdes mais le régime en contrôle quelques quartiers

Les combats ont commencé mercredi à la suite d'une dispute entre des combattants prorégime tenant un barrage et une voiture de police kurde, d'après les Kurdes.

Selon un correspondant de l'AFP, des tirs d'armes lourdes étaient entendus jeudi dans toute la ville.

Les forces prorégime ont tiré jeudi des roquettes contre la prison, le siège du Conseil démocratique syrien (organe politique regroupant les Kurdes et des Arabes) et des quartiers résidentiels, d'après la source de sécurité kurde.

Le groupe Etat Islamique (EI) a par ailleurs revendiqué dans un communiqué une attaque suicide jeudi à Qamichli contre des "mécraents", disant qu'elle avait fait plusieurs morts. Selon l'OSDH, une moto piégée a explosé à un point de contrôle des Assayech, sans pouvoir fournir un bilan des victimes.

Les forces kurdes et prorégime ont jusqu'à présent coordonné leur action contre les jihadistes de l'EI dans la province de Hassaké mais les tensions sont grandes entre elles. ●

LE FIGARO

29 avril 2016

Syrie: 64 morts dans des combats entre rebelles et Kurdes

Par Lefigaro.fr avec AFP le 28/04/2016

Beyrouth - Au moins 64 combattants ont péri depuis hier en Syrie dans des affrontements entre des groupes rebelles et des

Au moins 64 combattants ont péri depuis mercredi en Syrie dans des affrontements entre des groupes rebelles et des forces kurdes dans le nord de la province d'Alep (nord), a rapporté jeudi l'Observatoire syrien des droits de l'homme

(OSDH).

Selon un bilan fourni par le directeur de cette ONG, Rami Abdel Rahmane, 53 rebelles, notamment islamistes et 11 combattants des Forces démocratiques syriennes (alliance arabo-kurde) ont été tués dans des combats dans la zone de Tal Rifaat, une ville contrôlée par les Kurdes syriens.

Les rebelles ont attaqué mercredi la localité mais ont été repoussés par les Kurdes. Des photos diffusées sur Twitter montrent les corps des



Au moins 64 personnes sont mortes dans des combats entre rebelles et Kurdes, depuis mercredi en Syrie. @ Fadi al-Halabi / AMC / AFP

rebelles tués baladés dans un semi-remorque dans la ville kurde d'Afrin.

Il s'agit, selon l'OSDH, du plus grand nombre de rebelles tués dans une bataille contre les Kurdes. ◆

L'EXPRESS 30 avril 2016

Syrie: attentat suicide à un barrage kurde, 5 morts

30 avril 2016 AFP
http://www.lexpress.fr

Qamichli (Syrie) - Un kamikaze a fait détoner samedi sa ceinture d'explosifs à un point de contrôle de la ville majoritairement kurde de Qamichli dans le nord-est de la Syrie, tuant cinq policiers kurdes, a indiqué un responsable de la police.

L'attentat suicide a fait également quatre blessés, a affirmé à l'AFP Jowane Ibrahim, commandant des Assayech (les forces de sécurité kurdes, ndlr).

L'attentat de samedi n'a pas été immédiatement revendiqué mais le groupe extrémiste Etat islamique (EI) avait déjà mené plusieurs attentats de ce genre dans cette ville proche de la frontière turque et dont le contrôle est partagé entre les forces kurdes et le régime de Bachar al-Assad.

Le 21 avril, les jihadistes avaient revendiqué une attaque suicide à Qamichli, affirmant qu'elle avait fait plusieurs morts.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) avait rapporté qu'une moto piégée avait explosé à un point de contrôle des Assayech, sans fournir de bilan.

Le Pentagone considère les forces kurdes comme la force la plus efficace dans la lutte contre l'EI en Syrie, où le groupe jihadiste a été expulsé de plusieurs villes par les Unités de protection du peuple kurde (YPG) soutenues par les frappes de la coalition dirigée par Washington.

Les forces kurdes et les troupes du régime avaient jusqu'à présent coordonné leur action contre les jihadistes de l'EI dans la province de Hassaké, où se situe cette ville, mais les tensions se sont accrues récemment entre les deux bords.

Il y a une dizaine de jours, de violents combats ont éclaté entre forces kurdes et combattants prorégime, qui se sont soldés par un accord de cessez-le-feu entre les deux parties et un échange de prisonniers.

Selon les Assayech, 17 civils, 10 combattants kurdes et 31 membres des forces du



Jowane Ibrahim, commandant de la police kurde, arrive sur le lieu de l'attentat suicide à Qamichli en Syrie, le 30 avril 2016 AFP

régime sont morts durant les trois jours de combats.

L'armée et ses supplétifs contrôlent l'aéroport et certains quartiers de Qamichli. Le reste de la province de Hassaké est aux mains des Kurdes qui ont annoncé en mars la création d'une "zone autonome" dans le nord et le nord-est de la Syrie. ■

With Iraq in turmoil, some call for a partition

Some experts see a path in creation of Kurdish, Shiite and Sunni zones

BY TIM ARANGO

With tens of thousands of protesters marching in the streets of Baghdad to demand changes in government, Iraq's Shiite prime minister, Haider al-Abadi, appeared before Parliament this week hoping to speed the process by intro-

IRAQ MEMO

ducing a slate of new ministers. He was greeted by lawmakers who tossed water bottles at him, banged on tables and chanted for his ouster.

"This session is illegal!" one of them shouted.

Leaving his squabbling opponents behind, Mr. Abadi moved to another meeting room where supportive lawmakers declared a quorum and approved several new ministers — technocrats, not party apparatchiks — as a step to end sectarian politics and the corruption and patronage that support it.

But like so much else in the Iraqi government, the effort fell short, with only a handful of new ministers installed and several major ministries, including oil, foreign and finance, remaining in limbo. A new session of Parliament on Thursday was canceled.

Almost two years after the Islamic State swept through northern Iraq, forcing the Obama administration to re-engage in a conflict it had celebrated as complete, Iraq's political system is barely functioning, as the chaotic scenes in Parliament this week demonstrated.

With the surprise visit to Baghdad on Thursday of Vice President Joseph R. Biden, Jr., who as a senator famously called in a 2006 essay for the partition of Iraq into Sunni, Shiite and Kurdish zones, it seems fair to ask a question that has bedeviled foreign powers for almost a century: Is Iraq ever going to have a functioning state at peace with itself?

"I generally believe it is ungovernable under the current construct," said Ali Khedery, a former American official in Iraq who served as an aide to several ambassadors and generals. Mr. Khedery said that a confederacy or a partition might be the only remedy for the country's troubles, one that he called "an imperfect solution for an imperfect world."

Mr. Khedery is now a sharp critic of American policy in Iraq, saying it has consistently ignored the realities of its underlying political problems. Iraq, he said, "is a violent, dysfunctional mar-

riage, and we keep pouring American lives and dollars into it, hoping for a miracle. We should instead seek to broker an amicable separation or divorce that results in self-determination for Iraq's fractious communities."

Writing last year in Foreign Affairs, Mr. Khedery said Washington should "abandon its fixation with artificial borders" — a reference to the map of the Middle East drawn by the British and French after the collapse of the Ottoman Empire at the end of World War I — and allow Iraq to break up.

With the Islamic State now in control of territory in Iraq and Syria, expanding into Libya, Afghanistan and elsewhere, and having carried out attacks in Paris and Brussels, it is perhaps easy to forget that the group rose in the first place as a consequence of the failure of politics in Iraq — in that case, the sectarian policies of Mr. Abadi's predecessor as prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite.

American officials have said that maintaining Iraq's unity is still their policy, but United Nations officials in Baghdad have quietly begun studying how the international community might manage a breakup of the country.

The political problems of Iraq have been made worse with the collapse in the price of oil, the country's lifeblood, the grinding war against the Islamic State and, more recently, fighting between Shiite militias and Kurds in the north that analysts worry could foreshadow a new, violent struggle in the country.

Iraq, it seems, is stuck in a cycle of history that endlessly repeats.

Almost 100 years ago, Gertrude Bell, the British official and spy who is credited with drawing the borders of modern Iraq after World War I, fretted about the project. In creating a new nation, she wrote, "we rushed in to this business with our usual disregard for a comprehensive political scheme." A forthcoming documentary, "Letters From Baghdad," explores the life and legacy of Bell, demonstrating how little has changed in Iraq over a century.

Even today, Bell's legacy is still felt: This week, Mr. Abadi put forward Sharif Ali bin Hussein, a descendant of King Faisal, who was chosen by Bell in 1921 to rule Iraq, as foreign minister. But Mr. Hussein was rejected by lawmakers as an unfortunate reminder of Iraq's failed monarchy.

Much of what troubles Iraq today is the legacy of Saddam Hussein's brutality. Shiites and Kurds, oppressed under the dictator's Sunni-dominated regime, have been unable to overcome their grievances. Sunni Arabs say their entire community has been unfairly marginalized for the crimes of Mr. Hussein.

"Iraq, it seems, has a long memory but is short on vision," Kate Gilmore, a human rights official at the United Nations, said this week in unusually descriptive language after visiting Iraq. "It is like a vehicle traveling over rocky terrain, with a large rearview mirror but only a keyhole for a windscreen, despite a vicious contest for the wheel. The dominant narrative among many of Iraq's leaders is of 'my community's grievance,' failing to acknowledge the widespread nature of Iraqis' suffering and failing to chart a course for an inclusive future."

Mr. Maliki, in an interview this year with The New York Times, acknowledged that he was unable, while in office, to overcome this history.

"The Kurds want compensation for the past," said the former prime minister, who these days seems determined to undermine Mr. Abadi at every turn. "The Shia, too. Sunnis still fear from the majority, and fear being called in to account for what Saddam did."

In addition to the squabbling among communities, divisions within the Shiite leadership, with Mr. Maliki and others pushing back against Mr. Abadi's efforts at restructuring, are at the core of the political crisis.

Mr. Maliki, whose grandfather participated in an armed uprising against the British in the 1920s, became one of Iraq's three vice presidents after he lost the prime minister's post in 2014. One of the first changes proposed by Mr. Abadi last summer, when he faced protests, was to eliminate the offices of vice president.

"We should instead seek to broker an amicable separation or divorce that results in self-determination for Iraq's fractious communities."

But two of the occupants refused to leave, even though their salaries were cut off.

One of those was Mr. Maliki, who still occupies his palace and insists he is still a vice president of Iraq. "What Abadi did was illegal and unconstitutional," he said. Still, he said, he had no ambition to return to office, even though many Iraqi officials and Western diplomats in Baghdad believe he has been scheming to do just that.

"I don't miss it," he said. "And I don't want to return to it."

Hadi al-Ameri, meanwhile, another Shiite rival to Mr. Abadi, who runs a powerful militia that is supported by Iran, is seen by many as harboring ambitions to replace Mr. Abadi.

Even so, he said, "only if I were crazy would I accept" the job of prime minister. "We don't have democracy in Iraq," he said. "Here, everyone wants to drive the car. The winner and the loser."

He added, as a way of defending Mr. Abadi's failures in uniting the Iraqi state, that "even if a prophet came to rule Iraq, he wouldn't be able to satisfy all sides." ●

Biden visits Iraq in bid to bolster ISIS fight

BAGHDAD

BY GARDINER HARRIS

In an unannounced visit shrouded in secrecy, Vice President Joseph R. Biden Jr. came to Iraq on Thursday for the first time in almost five years, hoping to help a weak prime minister and to bolster the military campaign against the Islamic State.

The intense security and clandestine nature of the trip reflected the challenges Iraq still faces 13 years after the United States-led invasion. Mr. Biden arrived for the visit, which was under discussion for months, at a moment when the country's political leadership is mired in yet another crisis.

Mr. Biden planned to urge the Iraqis to put the good of their nation above sectarian, regional or personal interests as the country confronts a constellation of threats: militarily, from the extremists of the Islamic State; economically, from low oil prices; and politically, from the stalemate between Prime Minister Haider al-Abadi and Parliament over Mr. Abadi's efforts to reconstitute his cabinet.

After arriving at the American Embassy by helicopter, Mr. Biden was driven to the nearby Government Palace to meet Mr. Abadi.

Defense Secretary Ashton B. Carter and Secretary of State John Kerry have also made unannounced visits to Iraq this month. And in Saudi Arabia last week, President Obama said American officials had been telling their Iraqi counterparts that "they have to take the long view and think about the well-being of the country at a time when they're still fighting" the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

"Now is not the time for government gridlock or bickering," he said.

Mr. Biden last visited Iraq in November 2011, just weeks before the last American troops in Iraq were scheduled to leave. In a solemn ceremony, he saluted Iraqi troops, trained and equipped with billions of dollars from the United States, saying he hoped they would safeguard the country.

Three years later, those forces disintegrated in the face of an onslaught from Islamic State fighters and the inability of a corrupt central government to support and supply them.

The United States has added back nearly 5,000 troops in Iraq, and it is using airstrikes and logistical support to bolster the country's slow campaign



Vice President Joseph R. Biden Jr. arriving in Baghdad on Thursday. The tight security and secrecy of the trip reflected the challenges Iraq still faces 13 years after the United States-led invasion.

against the Islamic State, which still occupies large stretches of territory.

While the military campaign is showing signs of progress, American officials fear that renewed political turmoil in the country could hinder it. In one example, enormous street protests led by Moktada al-Sadr, a radical Shiite cleric, prompted Mr. Abadi to withdraw troops from the fight against the Islamic State to bolster security in Baghdad. The protests turned out to be peaceful, and the troops were returned to the front lines afterward. But American officials said the episode showed how political turmoil can be a troubling distraction.

Mr. Biden gave a speech last year at the National Defense University in Washington hailing Iraq's political class for rallying from defeats to create a strong and united government. "Iraqi leaders can't afford to lose that sense of political urgency that brought them to this point," Mr. Biden said.

But since then, the political situation in Iraq has become so fluid that Mr. Biden's team has sometimes been unsure whether officials he planned to meet with would still be in office when he arrived.

"The United States has always put a bandage on the politics while concentrating on security, not realizing that the politics is the source of much of the worry on the security front," said Ramzy Mardini of the Atlantic Council, a Washington-based research institution.

Dealing with Iraq's political woes has been a never-ending balancing act for

the United States. Two years ago, American officials supported the ouster of former Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who was viewed as too powerful, authoritarian and sectarian. Now, they are trying to shore up Mr. Abadi, who is seen as too weak.

The recent battlefield gains have done little to resolve Iraq's deep-seated problems. Hundreds of thousands of civilians displaced from the recaptured territory have been unable to return, and the deadly sectarian and tribal rivalries that fed the conflict in those areas largely persist.

Iraq will need billions of dollars in aid to reconstruct parts of the country shattered by warfare. American officials worry that the aid will not be forthcoming until donor countries see signs that Iraq's politics are more settled.

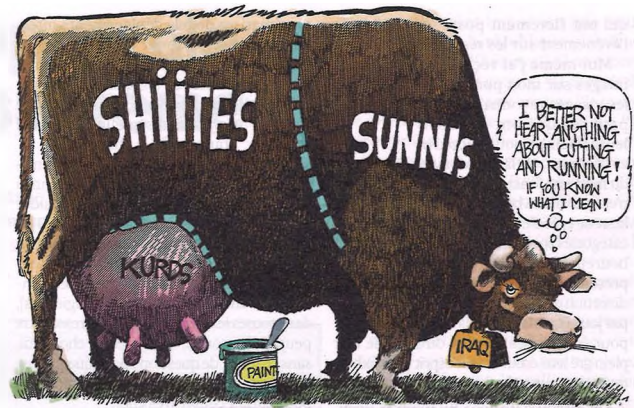
As the military campaign approaches Mosul, a multiethnic and multisectarian city, delicate talks will be needed between the central government's forces and those of the Kurds in the semi-autonomous north to determine who will do what, American officials said.

Retaking Mosul is a goal of Mr. Obama's, although in a recent interview he did not say when he expected that to happen. "My expectation is that by the end of the year, we will have created the conditions whereby Mosul will eventually fall," he told Charlie Rose of CBS.

In his talks with officials, Mr. Biden is expected to urge all sides in Iraq to unite behind a single plan to retake the city. ●

IRAK

Le Kurdistan enfin vers l'indépendance



↑ "Chiïtes" "Sunnites" "Et qu'on ne me parle de dérapage! Hein!" "Kurdes" "Peinture" "Irak". Dessin de John Darkow paru dans **Colombia Daily Tribune**, Missouri.

L'idée d'un Irak fédéral ne séduit plus les Kurdes, déçus par les successeurs corrompus de Saddam Hussein. Un référendum pour l'indépendance serait organisé avant la fin 2016.

L'Irak en tête des pays les plus corrompus de la planète

Toujours dans le cadre de l'opération Anfal, quelque 4 500 villages ont été détruits. Deux cent mille personnes ont été chassées de chez elles et ont été contraintes de s'installer dans d'autres régions du pays. Certes, deux ans plus tard, elles ont été autorisées à revenir, mais dans le même temps un nombre comparable d'habitants des villages détruits ont été entassés dans des grands ensembles, encerclés de militaires stationnés aux portes des villes. La campagne, qui a débuté en février 1988, s'est poursuivie jusqu'en septembre 1988, quand des dizaines de milliers de Kurdes ont fui vers la Turquie et l'Iran.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis et il a fallu aux Kurdes endurer d'autres drames. Après la défaite irakienne face aux troupes américaines lors de la guerre de libération du Koweït en 1991, l'armée de Saddam Hussein s'est retournée contre sa propre population, pour réprimer le soulèvement des Kurdes dans le Nord et des chiïtes dans le Sud. Cette répression s'est soldée par un exode massif. Des centaines de milliers de Kurdes ont alors pris la fuite à travers les montagnes, dans une peur épouvantable de subir de nouvelles attaques chimiques. C'est après ce nouveau drame que les Américains ont décidé l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle, puis d'une zone autonome kurde.

Depuis la chute de Saddam Hussein, en 2003, et jusqu'en 2014, les Kurdes ont toujours réaffirmé leur attachement à un Irak fédéral. Ils ont même participé au gouvernement central de Bagdad, jouant un rôle important dans la préservation de l'unité du pays. Mais depuis, des conflits territoriaux les ont opposés au pouvoir central, et, à l'instar des sunnites, ils ont été marginalisés au sein du gouvernement du Premier ministre chiïte Nouri Al-Maliki. De même y a-t-il eu conflit sur l'attribution des reve-

nus du pétrole [extrait au Kurdistan]. A cela s'ajoute un niveau de corruption au niveau fédéral, qui place l'Irak en tête des pays les plus corrompus de la planète.

Répression. Certes, les Kurdes ont une part de responsabilité [dans cette dégradation des rapports avec Bagdad], mais ils sont loin d'être les seuls à blâmer. Quoi qu'il en soit, le fait est que les différends entre eux et le pouvoir central se sont accumulés, le tout sur fond d'aggravation de l'antagonisme sunnites-chiïtes. Cet antagonisme a atteint son apogée avec l'apparition de Daech, qui, à partir de 2014, s'est installé sur les quelques milles kilomètres de la frontière entre la région autonome du Kurdistan et le reste de l'Irak.

Tous ces événements n'ont fait que creuser un peu plus le fossé qui les sépare des autres Irakiens. D'autant que toute une génération de jeunes Kurdes n'ont plus appris l'arabe [depuis 1991] et ne se considèrent déjà plus comme Irakiens. Et peut-être que les Irakiens de leur côté ne les considèrent pas non plus comme tels.

Aujourd'hui, des responsables politiques chiïtes s'expriment publiquement pour pousser les Kurdes à organiser un référendum sur leur indépendance. Voilà le cœur du sujet : le référendum sur l'indépendance auquel aspirent les Kurdes. Il pourrait être organisé avant la fin de l'année selon le président de la région autonome, Massoud Barzani, qui a l'appui de larges couches de la population. Même ceux qui sont plutôt réservés par rapport à cette idée ne s'y opposeront pas. Car un peuple qui a connu Halabja et tous les drames qui ont eu lieu avant et après, et qui est confronté aujourd'hui au phénomène Daech, un tel peuple n'a pas d'autre choix que de se déclarer indépendant.

— **Kameran Karadaghi**
Publié le 27 mars

— **Al-Hayat** Londres

Les Kurdes ont fêté le 21 mars, le Norouz, leur nouvel an, avec les traditionnelles manifestations de joie et des feux allumés sur les flancs des montagnes. Pourtant cinq jours auparavant, le 16 mars, ils ont célébré l'anniversaire de l'attaque au gaz sarin contre la ville de Halabja [en 1988, faisant quelque 5 000 morts]. Cette attaque à l'arme chimique faisait partie de l'opération Anfal, ordonnée par le président irakien Saddam Hussein. Il s'agissait d'une opération de destruction et de purification ethnique, avec remplacement des populations kurdes par des Arabes. Cent cinquante mille à deux cent mille civils y ont perdu la vie, hommes, femmes et enfants. Celui qui a dirigé l'opération, Ali Hassan Al-Majid, dit Ali le Chimique, s'est défendu plus tard en disant que les Kurdes exagéraient le nombre de morts et que, selon lui, il y aurait eu "seulement" 100 000 morts.

Ce n'est que quinze ans plus tard, après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, qu'on a découvert les fosses communes où les victimes avaient été enfouies. Elles se situaient dans le centre et le sud du pays [loin du Kurdistan]. On a découvert trois cent cinquante de ces fosses, mais les familles des victimes n'ont pas pour autant pu identifier les restes de leurs proches.

US and Syria's Kurds: Love on the rocks?

PKK violence is complicating US relations with Syria's Kurds just as Turkey steps up its cooperation against the Islamic State.



Amberin Zaman
 April 29, 2016
 www.al-monitor.com

“The Kurds have no friends but the mountains.” This well-worn adage conveys the Kurds’ isolation in the face of centuries of suffering under successive rulers. In Turkey, Iran and Iraq, where the largest concentration of Kurds live, there are plenty of mountains that have provided sanctuary to Kurdish civilians and rebels alike. Not so in Syria, where some 2 million Kurds are largely confined to the arid plains bordering Turkey, putting them at the mercy of their oppressors and the flat terrain.

Yet, in recent times, the Syrian Kurds have seemed invincible. Fighting under the banner of the People’s Protection Units (YPG), they are at the vanguard of the US-led campaign to eradicate the Islamic State (IS) in Syria. Since 2011, when the Syrian conflict erupted, they have gone from being a systematically suppressed minority to a significant player, simultaneously allied with Russia and the United States.

Despite their gains, however, the constantly shifting dynamics of the conflict have left the Syrian Kurds once again feeling vulnerable. In off-the-record conversations with Syrian Kurdish fighters and politicians, a constant theme emerged — whether their newfound partner the United States has an end game for Syria, and if so, where the Kurds fit into it. Barzan Iso, a local analyst with close ties to the Syrian Kurdish administration, summed up growing concerns in a question: “Is the United States’ alliance with the Syrian Kurds part of a broader strategy, or will they dump us and pack up once Daesh [IS] is defeated?”

The question gained urgency on April 20, when Syrian government forces arrested several Kurdish youths in the northeastern border town of Qamishli, where the regime continues to maintain an uneasy presence alongside the Kurds. YPG sources said the youths were detained for avoiding mandatory service in the Syrian army. The ensuing clashes between regime forces and the Asayish (a local Kurdish police force) left dozens dead, but the Kurds prevailed, seizing control of several government positions and dictating the terms of a truce declared April 24.

The regime of Bashar al-Assad remains squarely opposed to Kurdish self-rule. Some speculate that the Qamishli dustup was linked to last month’s declaration of the Federation of Northern Syria, uniting the three Kurdish-majority regions into a single entity. The government and members of the Syrian opposition swiftly denounced the declaration as “illegal.” Washington said it does not recognize the new federal entity either.

Many analysts believe that so long as defeating IS remains the Obama administration’s primary goal, it is unlikely to reverse its policy of avoiding military confrontations with the regime, not even in defense of its Kurdish allies.

“The United States has little interest in engaging the Syrian regime militarily,” said Aaron Stein, a senior resident fellow at the Atlantic Council, in an interview with Al-Monitor. “Such an escalation would run counter to the current strategy, particularly the narrow focus on the Islamic State.”

Daniel Neep, an assistant professor at Georgetown University’s Center for Contemporary Arab Studies, agrees. “If YPG militias were to come under sustained attack from the Assad regime, the US would presumably provide arms and equipment, but chances of air strikes or boots on the ground are effectively zero,” he told Al-Monitor.

US officials, however, have tried to reassure the Kurds that their concerns are unfounded, reminding them that without US military intervention in Kobani, they would not be where they are today. President Barack Obama’s recent authorization for the deployment of 250 additional Special Forces personnel to the 50-member contingent already operating in YPG-controlled areas ought to be proof of the US commitment, officials contend.

In any case, the Syrian regime is unlikely to mount a full-scale attack on the Kurds any time soon. It can ill afford to open a new front against the Kurds while it remains bogged down by rebels elsewhere. The presence of US Special Forces in the Kurdish-controlled areas is another big deterrent.

“The US would not allow its forces to be targeted, so there is obviously a line that the regime cannot cross,” Stein said. Such arguments offer scant comfort to Syria’s Kurds, however.

The United States continues to ignore the Kurds’ calls for diplomatic recogni-



Kurdish fighters from the People’s Protection Units (YPG) walk along a street in the Syrian city of Qamishli, April 22, 2016. (photo by REUTERS/Rodi Said)

tion. Unlike Russia, Washington refuses to back the Syrian Kurds’ demands to take part in the Geneva peace talks. Just as critically, Washington refuses to support the YPG’s long-running ambition to punch a corridor through the Manbij pocket, a 60-mile strip of territory IS still holds on the Turkish border.

The corridor would connect Kurdish-controlled areas east of the Euphrates River with the mainly Kurdish Afrin enclave to the river’s west. Turkey has threatened to intervene militarily to stop the Syrian Kurds from doing so on the grounds that the YPG is no different from the Kurdistan Workers Party (PKK).

The PKK is on the State Department’s list of terrorist organizations, but the YPG is not. Washington seized on this loophole to deepen its partnership with the Syrian Kurds. That distinction has been wearing thin since last August, however, when a two-year cease-fire between the Turkish army and the PKK collapsed, together with peace talks between the Ankara government and PKK leader Abdullah Ocalan. The conflict has since been escalating, with hundreds of casualties on both sides. In February, the Kurdistan Freedom Falcons, a PKK-linked group, mounted two successive suicide bomb attacks, leaving scores of Turkish security personnel and civilians dead.

“Unless Turkey’s Kurdish problem is resolved, and without a distinct Syrian Kurdish leadership apart from the PKK, Syrian Kurdish autonomy will continue to be constrained,” predicted Denise Natali, a senior research fellow at the Institute for National Strategic Studies in comments to Al-Monitor. The YPG’s cozy ties with Russia haven’t helped either, Natali added.

In an effort to show support for Turkey in the face of PKK attacks, the United States has resumed support for Turkish-backed rebels in recent weeks, sending a clear signal to the YPG that it is no longer the only game in town. Despite sustained coalition aerial support, however, the Turkish-backed groups have failed to make a dent. IS wrested back much of the territory the rebels had captured in an offensive in early April. Not only that, the extremist group has stepped up cross-border attacks against Turkey, shelling Kilis, killing 18 civilians so far.

It is little wonder then that Washington, with the help of the YPG-led Syrian Democratic Forces (SDF), is pressing ahead with plans to capture the city of Manbij, thought to be the operational nerve center of IS.

The SDF was established last year in part to address Turkish fears of Kurdish hegemony along its borders. Although the YPG remains the dominant force, the SDF includes Arabs, Christians and Yazidis. The number of Arabs within the SDF is growing, which makes strategic sense, because only Arabs can hold Arab-majority population centers like Manbij and — more critically — Raqqa, the “capital” of IS’ self-declared caliphate. There is some speculation that newly arrived US Green Berets will train the SDF to become the “moderate rebel” force that Washington long dreamed of establishing in Syria but has failed to achieve.

Where does all this leave the YPG, which says it will take part in the battle to retake Raqqa only if the United States helps it link up the areas under its control? Much hinges on whether Turkey and the YPG’s PKK mentors find a way to settle their differences. The rhetoric emanating from both sides suggests neither is so inclined. ♦

Kurdish fighters parade the corpses of dozens of dead jihadis killed during failed offensive in northern Syria

By Euan McLelland For MailOnline / 28 April 2016
www.dailymail.co.uk

A gruesome video shows the bodies of dozens of dead jihadis being paraded through the streets of a north Syrian town to the sound of cheers and music.

The clip is believed to have been recorded in Efrin following a brutal gun battle between Kurdish and IS fighters.

In it, the corpses of around 30 men are strewn across the back of a flat-bed truck as they are driven through the town centre.

They are followed by scores of people on motorcycles, who celebrate the victory by waving their arms and shouting wildly.

Along the pavements, hundreds gather to cheer on the motorcade, singing songs and even playing musical instruments.

The grim video was shared on Twitter by a Kurd supporter activist himself Dr Partizan.

In posting the clip, he wrote: 'This is your fate if you try to attack Efrin fighters, dozens of Jihadists killed in just one day.'

He later added detail about the number of ISIS fighters killed and injured during a failed offensive on the outskirts of Efrin a day earlier.

His figures allege the 83 extremists died while more than 100 were left wounded.

As well as his video, Dr Partizan uploaded photographs showing a huge cache of rifles, heavy machine guns and rocket-propelled gre-



In it, the corpses of around 30 men are strewn across the back of a flat-bed truck as they are driven through the town centre

nade launchers, all thought to have been seized by the Kurd fighters.

Kurdish forces in Syria have been battling IS since 2014.

In recent months the Kurds have inflicted a series of defeats on the terror network in northern Syria, with the help of US-led coalition air-power.

Fighting under the banner of the Syrian Democratic Forces (SDF), the YPG has emerged as a key ally of the coalition, which considers it one of the few effective partners on the ground in Syria. ■

AP Associated Press

Turkey's sectarian rift sparks brawl in parliament

ANKARA, Turkey -- April 29, 2016 — Associated Press

Turkish lawmakers on Thursday fought and threw punches at each other as they debated a contentious ruling-party proposal to strip themselves of immunity from prosecution - a move that could pave the way for the trial of pro-Kurdish legislators on terrorism-related charges. Five people were hurt in the fighting, a news agency reported.

A parliamentary committee began initial discussions on the proposed constitutional amendment, which was drafted by the ruling party after President Recep Tayyip Erdogan accused the pro-Kurdish People's Democratic Party, HDP, of being an arm of the outlawed Kurdish rebels, and repeatedly called for the prosecution of some party leaders.

The move comes amid a surge of violence in Turkey's southeast after a fragile, more than 2-year-old peace process with the rebels collapsed. Hundreds of people, including close to 400 security force members, have died in the renewed fighting, which also displaced tens of thousands of people and left some towns and districts in ruins.

The HDP, which backs Kurdish and other minority rights, denies accusations that it is the political arm of the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK. It has called on the government to end security forces' operations in the southeast to resume peace efforts. The PKK is considered a terror organization by Turkey and its Western allies.

Although the measure would lift the legal immunities of all lawmakers who have legal cases pending against them, critics say the proposed amendment particularly aims to oust HDP lawmakers from parliament.



Turkish lawmakers push each other during a brawl on the assembly floor after a pro-Kurdish lawmaker accused security forces of "massacres" against Kurds in the southeast. Associated Press

The party's two co-leaders, Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, face possible prosecution for making statements last year in support of calls for Kurdish self-rule in southeastern Turkey.

The committee meeting began with people arguing and pushing each other in a meeting room that turned out to be too small to hold scores of journalists, lawmakers and employees who wanted to observe the proceedings.

The meeting grew tenser in the afternoon, and Dogan news agency video showed lawmakers throwing punches at opponents and others trying to stop the brawl. The chaos forced committee leaders to postpone the discussions until Monday.

Dogan news agency said three ruling-party and two HDP lawmakers sought medical help after the brawl.

On Wednesday, a brawl also erupted on the assembly floor after an HDP lawmaker accused the security forces of "massacres" against Kurds in the southeast, sparking anger in the ruling party, where people were heard shouting "Terrorist, terrorist! ●

Uneasy alliance between Kurds and Shiites in Iraq under further strain

Florian Neuhof — April 28, 2016
<http://www.thenational.ae>

Tuz Khurmatu, Iraq // As calm returned to the deserted streets of Tuz Khurmatu, Kurdish fighters at a peshmerga base on the edge of the town stuck photos of fallen comrades on the wall.

Two officers from their unit died when armed Shiite groups attacked their position during heavy clashes that began on Saturday and continued despite urgent attempts to broker a ceasefire.

Politicians and military leaders came to an agreement on Wednesday to end the latest outbreak of violence in the contested town, but few believe the peace will last long.

Lying on the southern rim of a swathe of land claimed by both the Kurds and the government in Baghdad, Tuz Khurmatu could become the fuse that ignites a tinderbox of tensions into a full-scale conflict between the peshmerga and government-sanctioned Shiite militias known as the Hashed Al Shaabi.

"After the war against Daesh is over, they will try and take our land. They are worse than Daesh," Brig Gen Saeed Ali Mohammed, the commander of peshmerga forces in Tuz Khurmatu, said of the militias.

For now, the Kurds and the Hashed are uneasy allies in the fight against ISIL. Both played a key role in blunting and then reversing the extremists' surge in Iraq, but relations have been poor from the outset.

Supported by Iran, the Hashed have become more powerful than the government in Baghdad, and consider themselves the defenders of Shiism and of the Iraqi state. This puts them at odds with the mainly Sunni Kurds, who took advantage of the Iraqi army's flight from ISIL's advance to move into areas that they consider historically theirs, but which were not included in the autonomous Kurdish region established in 1992.

Tensions in Tuz Khurmatu first boiled over with a shootout between peshmerga and Hashed fighters at a checkpoint last November. In response, Hashed members and groups of armed local Turkmen kidnapped Kurdish residents and burned Kurd-owned shops, while peshmerga and armed Kurds did the same in Shiite areas, according to a report by Human Rights Watch.

Tuz Khurmatu is ethnically and religiously mixed, with about 100,000 inhabitants made up of Sunni Kurds and Arabs, and Shiite Turkmen.

Hashed militias started arriving in the town after the peshmerga repelled ISIL attempts to take it in the summer of 2014, which is when



Kurdish fighters standing in front of a wall separating peshmerga fighters from Shiite militiamen positions in the city of Tuz Khurmatu, 175km north of Baghdad, Iraq, on April 26, 2016. Andrea Diczynski/EPA

the killings began.

The Turkmen started to join the Hashed units or create their own armed groups and began murdering Sunni Arabs, Kurdish and Arab residents told The National.

"If you look down the wells outside of town, you will see them filled with bodies of Sunni Arabs that have been kidnapped and killed," says Barham Ahmed, a local Kurdish doctor.

A member of the city council who requested anonymity for fear of reprisals said the militias had killed 250 people so far. Sunni Arabs have largely fled the town, reducing their population size from about a quarter to next to none, Dr Ahmed said.

The success of ISIL has fanned sectarian hatred amongst Iraq's Shiite majority, and the Hashed have previously been accused of sectarian human rights abuses in areas they have retaken from the terror group.

But the Hashed, whose motivation ranges from sectarian to nationalist, also eye the Kurdish presence in Tuz Khurmatu with hostility, and they do not accept Kurdish claims to the town.

The Kurds are unwilling to budge.

"Tuz Khurmatu is part of Kurdistan. We will not accept that our enemies take even an inch of our land," said Brig Gen Mohammed, sitting in his office beneath photos of his fallen men.

The severity and the duration of the most recent clashes underline the animosity between the two sides. While officials have tried to downplay the scale of the fighting, members of a police unit told The National that 10 Kurdish fighters had died. Mr Ahmed, who treated the wounded, said 28 peshmerga came to his hospital for treatment on the first

day alone.

On the day of the agreement, Kurdish troops claimed they were still coming under fire while delivering supplies to their bases in the city.

The Kurds claim that the fighting started when mortar rounds were fired into their neighbourhoods from Turkmen areas. Residents say mortar rounds continued to crash down in the early hours of Wednesday, and that sniping from Shiite areas ceased only on Tuesday evening.

The fighting has put the Kurdish community on edge.

"The Hashed are worse than Saddam, who would leave you alone if you didn't say anything. The Hashed kill you even if you do nothing," laments Mallah Karim, an old man shopping for groceries at a street market.

Residents say the market used to come under sniper fire until the Kurds cut off the road leading into the adjacent Shiite neighbourhood with a barrier of blast walls earlier this year. They refer to this structure, which is made taller by bricks piled on top of the concrete barriers, as the "Berlin Wall".

Through narrow gaps in the wall, sandbagged Hashed positions can be seen, no further than 100 metres away. The buildings are pock-marked with bullet holes, and spent cartridges litter the ground in front of the wall.

The deal struck between the Kurds and the Hashed calls for both sides to withdraw their units from the town by Friday, and for police units from Tikrit and Kirkuk to enter and patrol the city.

Most expect the ceasefire to be brittle. Brig Gen Mohammed says he is pessimistic that the truce will hold over the long term.

"But for now we want peace so that we can focus on the common enemy, Daesh," he added.

Tuz Khurmatu is one of the many places that could become a battlefield for the Kurds and Shiite militias once the common enemy is vanquished. In Jalawla, a city to the south-east, the peshmerga expelled the Hashed after a shootout last year. The biggest bone of contention is the oil-rich city of Kirkuk, which the peshmerga took over from the collapsing Iraqi army in 2014 and successfully defended against ISIL.

The Kurds consider the ethnically mixed city to be Kurdish, and its oil is an important plank for their aspirations for independence from Iraq.

"We took Kirkuk with our blood and we will defend it with our blood," says Sami Ali, a peshmerga captain at Tuz Khurmatu. ■



28 April 2016

'Mass killings' of Kurds in Cizre reported to UN

28 Apr, 2016
<https://www.rt.com>

Turkey's Human Rights Association says it has submitted a report to the United Nations detailing the mass killing of Kurds in the city of Cizre. The documents were sent to the United Nations High Commissioner for Human Rights to investigate.

"I spoke to the head of the OHCHR about the Russian position and what is happening in Cizre. We have a report of what has happened there, with testimonies of eyewitnesses who survived. We submitted it to the High Commissioner [for Human Rights]," president of the Human Rights Association Ozturk Turkdogan told RIA Novosti in an interview.

In March, RT submitted footage it obtained in Cizre, in the south-east of Turkey, to a number of human rights organizations, such as Amnesty International and Doctors without Borders. The footage documented atrocities carried out by the Turkish government against the Kurdish population in the town.

One local woman told RT's William Whiteman that between 45 and 50 people were burned alive in a building, and many of the victims appeared to have been beheaded by the Turkish troops.

"They [Turkish forces] burned all of them. When we entered this basement we found decapitated bodies," the witness told Whiteman. "They burned them and beheaded them."

Despite the evidence presented, there was a lack of condemnation from the West and human rights organizations, which prompted the Russian Foreign Ministry to accuse the bodies of being "selective" in their condemnation.

"We presume that all reports, particularly documented ones, about brutal and massive human rights and international law vio-



The southeastern town of Cizre in Sirnak province, Turkey © Sertac Kayar / Reuters



Award-winning photographer and video journalist Refik Tekin captures the moment Turkish security forces open fire on Kurds without warning. The footage was shot in the Kurdish city of Cizre, south-east Turkey, in January this year. Tekin was with a group of Kurds who wanted to evacuate bodies and injured people from the street

lations should be thoroughly investigated," spokeswoman Maria Zakharova said in an official statement published on the Foreign Ministry's website. "For these purposes, there are special international procedures and mechanisms. It's essential that they be used impartially and objectively."

Zakharova also criticized international human rights groups, HRW and Amnesty International in particular, which are supposed to be spearheading the investigation, for not being active enough and their "lack of comments" on the matter.

We think that international human rights organizations, such as Human Rights Watch and Amnesty International should be

the ones drawing the international community's attention to the issue as they claim to be experts in this field," she said.

After seeing RT's report on the plight of the Kurds in Cizre, the Russian Foreign Ministry addressed the UN High Commissioner for Human Rights' office, asking it to investigate.

"We have voiced grave concern over the report presented [by RT], and in line with your appeals to non-governmental and legal structures, we likewise alerted the UN High Commissioner for Human Rights to the matter," Russian Foreign Minister Sergey Lavrov told journalists during a joint press conference with his German counterpart, Frank-Walter Steinmeier.

On March 17, RT launched a petition calling for a UNHRC-led investigation into claims that mass killings of Kurdish civilians had taken place in Cizre. It was specifically based on reports from an RT crew that visited the area and found shocking scenes of destruction. The RT journalists also collected horrifying accounts of atrocities committed against Kurdish civilians there.

In April, the leader of the pro-Kurdish HDP (People's Democratic Party) Selahattin Demirtas said the Kurdistan Workers' Party (PKK) wanted to agree to a return to talks with the Turkish government a few months ago, only for Ankara to reject the proposal.

"A few months ago, we were in contact with Qandil (PKK) in an effort to return to the negotiating table. The government knew that we were working for this but they rejected it," Demirtas said, as cited by Reuters.

A two-and-a-half-year ceasefire between the PKK and Ankara was shattered in July. Kurdish militants are fighting for the right to self-determination and greater autonomy for Kurds – demands which Ankara rejects.

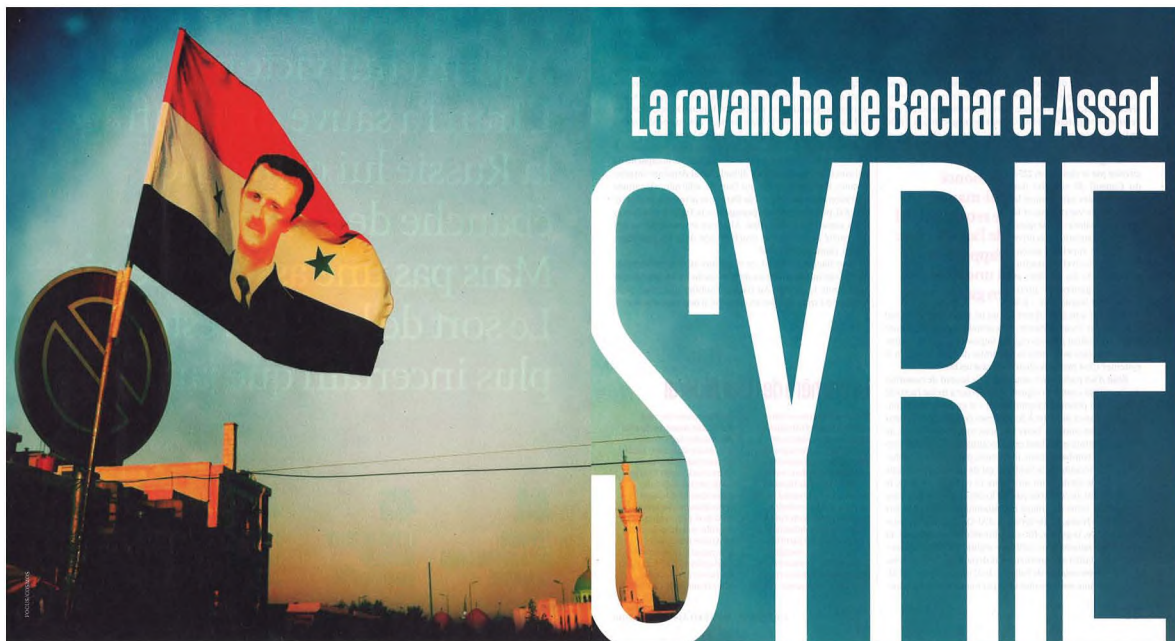
Since July, almost 400 soldiers and police and several thousand militants have been killed in the conflict, largely occurring in Turkey's southeast, according to government figures. Opposition parties say between 500 and 1,000 civilians have also been killed in the fighting.

Previously, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said members of the PKK should either surrender or be "neutralized," stressing that the time for peace talks is over.

In a speech broadcast live by the state television channel TRT, Erdogan said that counter-terror operations against PKK fighters will continue until the last militant is neutralized. The president expressed confidence that the mission would be accomplished. Erdogan went on to state that Ankara had tried to disarm PKK fighters, but those efforts had not been successful. ♦



lexpress.fr • n° 3380 semaine du 13 au 19 avril 2016



VINCENT HUGÉUX, AVEC HALA KODMANI

Genève, son lac, ses banques, son théâtre d'ombres diplomatique... Sauf miracle, l'acte III des « pour-parlers indirects » entre le régime de Damas et la nébuleuse rebelle, engagé ce 13 avril au bord du Léman, ne sortira pas de l'ornière le dialogue de sourds mis en scène par l'opiniâtre envoyé onusien Staffan de Mistura. D'autant que les émissaires de Bachar el-Assad n'y sont attendus que le surlendemain : cinq d'entre eux briguent le même jour au pays un siège de député à la faveur d'un scrutin parlementaire ubuesque, circonscrit aux régions sous contrôle, soit le quart du territoire national. Déjà, le round précédent, disputé entre le 14 et le 24 mars et censé dessiner les contours d'une très incertaine transition politique, avait buté sur un écueil récurrent : le sort réservé au dictateur alaouite. Cette nouvelle session, a prévenu le porte-parole du Haut Comité des négociations (HCN) de l'opposition coalisée, est « vouée à l'échec » si elle escamote un enjeu à ce point crucial.

Au regard des réalités de terrain, la « feuille de route » esquissée par la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies hésite entre le catalogue de vœux pieux et la poésie surréaliste : il y est question d'une autorité exécutive intérimaire appelée à accoucher d'une nouvelle Constitution avant la fin de l'été ; et d'élections générales – présidentielle et législatives – à la mi-2017. « Je suis assez sidéré par un tel échéancier, confesse le chercheur Thomas Pierret, fin connaisseur de l'échiquier syrien. Comment peut-on espérer imposer un processus institutionnel sans avoir brisé la mainmise du clan Assad sur le

**Annoncé
mi-mars,
le retrait partiel
de l'armée russe
s'apparente
à une mise
en garde**

système ? C'est mettre la charrue devant les bœufs. »

Fruit d'un pacte russo-américain, l'« accord de cessation des hostilités » entré en vigueur le 27 février a freiné l'activité militaire ; et permis l'acheminement – si embryonnaire soit-il – de secours et de vivres à des dizaines de milliers de Syriens piégés par les combats. Deux nuances, toutefois. D'abord, de graves violations entachent cette accalmie extrêmement précaire, tel le bombardement, le 31 mars, par l'aviation bachariste d'une localité de la banlieue est de Damas, fatal à une trentaine de civils, dont au moins 12 enfants. Ensuite, le cessez-le-feu ne concerne pas les forces djihadistes, à commencer par celles du groupe Etat islamique ou de ses rivaux du Front al-Nosra, filiale syrienne d'Al-Qaeda. En clair, pendant la trêve, la guerre, fût-elle plus sélective, continue. Et chacun des ennemis du « califat » – régime, rebelles, Kurdes – tente de se tailler un sanctuaire aux dépens des deux autres.

Après la reconquête de Palmyre, le 27 mars, puis celle d'Al-Qaryatayn, une semaine plus tard, par une armée « régulière » sous perfusion qu'aura sauvée l'irruption sur le champ de bataille du parrain russe, d'autres objectifs clignotent sur les cartes d'état-major : le verrou stratégique de Deir ez-Zor et la province pétrolière éponyme, convoitées aussi par une alliance arabo-kurde ; Alep, ex-capitale économique coupée en deux ; Raqqa, fief syrien de Daech. Pendant ce temps, sur le front irakien, l'armée de Bagdad, épaulée par des conseillers américains et des supplétifs chiites, a entrepris aux abords de Mossoul, bastion de l'« émir » Abou Bakr al-Baghdadi, un siège qui s'annonce long, aléatoire et meurtrier.

Galvanisé par la reprise de Palmyre

En Syrie comme en Irak, nul doute que Daech apparaît sur la défensive. L'érosion de son emprise territoriale est indéniable. Le pilonnage intense infligé par la coalition occidentale a anémié ses capacités de production et d'exportation d'or noir, rongé ainsi son pactole financier ; au point que le versement de la solde des combattants, révisée à la baisse, serait souvent suspendu. De même, les liquidations ciblées de cadres influents, par le biais de raids aériens ou de tirs de



Pendant ce temps, à Damas, la vie continue (ici, une soirée de mariage dans un restaurant chic). Le régime ne contrôle plus qu'un quart du territoire syrien.

drones, ébranlent le commandement opérationnel.

Il n'empêche. Si le fantôme de l'empire transfrontalier régi par une version barbare de la charia se dissipe, la capacité de nuisance des fantassins du djihad global demeure intacte. Témoin, l'offensive menée sur Dumeir, ville morcelée située à 40 kilomètres au nord-est de Damas, et la reprise, le 10 avril, d'Al-Raï, précieux point de passage vers la Turquie perdu trois jours auparavant. De même, Al-Nosra et ses satellites ont déclenché une offensive synchronisée dans les provinces d'Alep, Hama et Lattaquié.

Pour Bachar el-Assad, ce tyran aux allures trompeuses d'échassier indolent, l'heure de la revanche aurait-elle sonné? Sans doute le croit-il. Au risque d'oublier que, tenu pour moribond à trois reprises en cinq ans, il doit moins sa survie à ses talents manœuvriers qu'au soutien obstiné de ses mentors iraniens et de son allié moscovite. Tous ses visiteurs récents l'attestent : la reprise de Palmyre, la « perle du désert », promptement abandonnée en mai 2015, a dopé jusqu'à l'arrogance sa confiance comme son ego. Peu après, on entendra ainsi celui qui voit dans le compromis le chemin le plus court vers le suicide claironner son ambition de « libérer toute la Syrie ». A l'évidence, l'intransigeance hautaine qu'affiche Bachar el-Assad envers les palabres genevoises exaspère Vladimir Poutine et les siens. Annoncé mi-mars, le retrait partiel de l'armée russe s'apparente à une mise en garde sur le registre, non du « Qui t'a fait roi? », mais du « Qui donc t'a maintenu sur le trône? ». Les rodомontades politiques de l'ancien étudiant en ophtalmologie irritent tout autant, qu'il s'agisse de la tenue des législatives évoquées plus haut, d'une présidentielle anticipée, à laquelle il se dit prêt, ou du casting d'un très hypothétique gouvernement d'union nationale. Dans son

esprit, l'exercice consiste au mieux à accueillir une poignée d'opposants au sein d'un cabinet dont il restera l'unique patron ; aux antipodes de l'organe transitoire doté des pleins pouvoirs qu'exigent ses adversaires, et dont lui serait exclu. C'est que pour le Kremlin, plus attaché à son sanctuaire méditerranéen – notamment la base navale de Tartous –, à la prévention de la contagion terroriste et à sa dignité retrouvée de superpuissance qu'à Bachar lui-même, tout est négociable, y compris le devenir du despote miraculé. Encore faudrait-il dénicher un substitut crédible... Scénario que récuse toujours Téhéran, autre tuteur vital d'un régime qui n'aurait pas survécu sans l'engagement au sol des Gardiens de la révolution et de cohortes de miliciens chiïtes. « Logique, commente un expert : pour perpétuer son lien organique avec le Hezbollah libanais, l'Iran a besoin d'exercer un contrôle absolu sur les rouages militaires et sécuritaires syriens. »

Le chantage, ou la dissuasion du faible au fort

Même si sa « russo-dépendance » lui interdit de mépriser les oukases du clan Poutine, Bachar détient encore, selon Thomas Pierret, une arme dans son arsenal : le chantage, ou, en plus policé, la dissuasion du faible au fort. Si vous me lâchez, vous perdez tout... « Qui manipule qui? s'interroge le chercheur. La question vaut d'être posée. » Rien de bien nouveau sous le soleil levantin : pour preuve, cette confiance glissée dans les années 1980 par un ambassadeur soviétique à son homologue britannique, inspirée par la raideur du baasiste Hafez el-Assad, patriarche de la tribu : « Il accepte tout ce que nous lui offrons, sauf les conseils. »



V. SHARIFULIN/ITAR-TASS/CORBIS

Un vieil homme vend des sachets d'épices dans une rue de Damas. Qui règnera sur la Syrie de demain ? La Russie est prête à se passer de Bachar, pas l'Iran.

La chimère de l'Etat fédéral

L'imbroglie syrien serait-il soluble dans le fédéralisme ? Scénario aussi séduisant qu'illusoire. La juxtaposition d'un protectorat alaouite, couvrant sur le flanc ouest le « pays utile » de Damas à Lattaquié, d'une entité kurde au nord et d'un territoire sunnite, purgé dans l'idéal de ses tumeurs djihadistes, entérinerait une partition de facto. « Donc, souligne l'orientaliste Thomas Pierret, escamoterait l'enjeu crucial du partage du pouvoir. Lequel

reste inconcevable tant que le clan Assad, incapable de concéder à ses rivaux la moindre légitimité, garde les commandes à Damas. » Autre écueil : seule l'enclave kurde peut se prévaloir d'une identité ethnique et confessionnelle homogène. Quid de la principauté alaouite, au sein de laquelle les Arabes sunnites pourraient être majoritaires ? Quid enfin du statut de villes fracturées par le conflit, telles Homs, Alep ou Idlib ?

►► L'Italo-Suédois Staffan de Mistura a établi une liste de « 12 points de convergence » virtuels entre le pouvoir alaouite et ses ennemis de l'intérieur. Il aurait pu en inscrire un treizième : le rejet commun du Rojava, cette « entité fédérale » proclamée le 17 mars par les Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique (PYD), tenus pour l'heure à l'écart des tractations de Genève, sur les cantons de Kobané, d'Afrin et de Djézireh (nord-ouest). Il ne s'agit nullement d'un acte de sécession, jure Saleh Muslim, figure de proue du PYD. Admettons. Reste que si ce parti bénéficie, comme sa branche armée – les Unités de protection du peuple, fer de lance du combat contre le djihadisme –, du soutien des Etats-Unis et de la Russie, l'initiative a le don de hérisser le « sultan » turc Recep Tayyip Erdogan.

Lequel, plus que jamais obnubilé par l'irrédentisme kurde, range ses promoteurs parmi les terroristes, aux côtés de leurs cousins du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de l'Etat islamique. Voilà qui risque d'envenimer encore les relations, respectivement exécrables et tendues, qu'Ankara entretient avec Moscou et avec Washington. Même si, longtemps accusée de complaisance envers la galaxie djihadiste, la Turquie, qui héberge 2,7 millions de réfugiés syriens, a rallié à l'été 2015 la coalition anti-Daech et renforcé l'étanchéité de sa frontière sud.

Sans doute Bachar el-Assad se délecte-t-il des bisbilles de ses ennemis. Qu'il s'empresse de savourer sa vengeance en trompe-l'œil : s'il a précipité vers la mort tant de Syriens, une Syrie lui survivra. Quel en sera le visage ? Mystère. @vhugeux

La dictature d'un clan

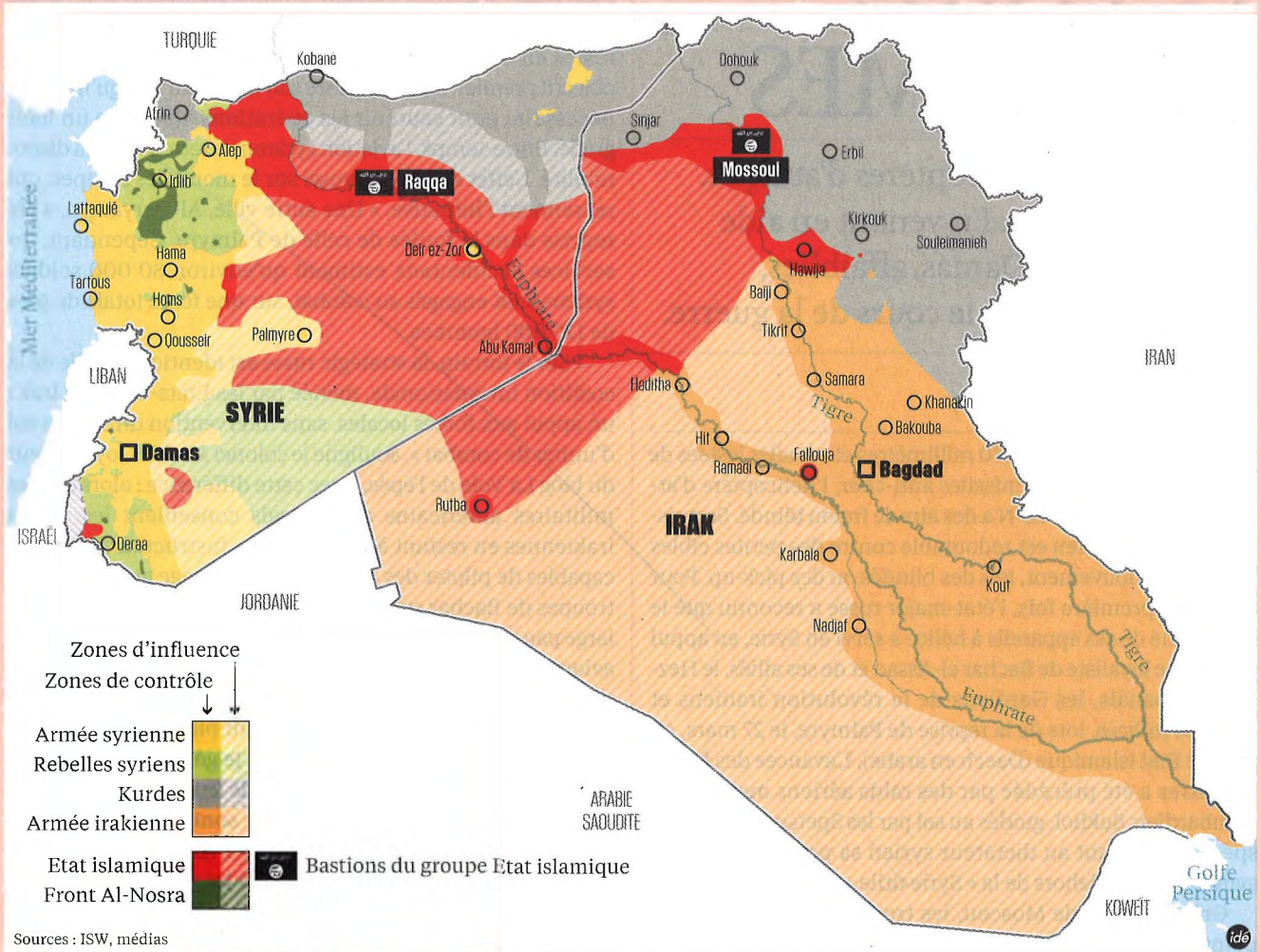
Hypercentralisé, opaque et paranoïaque, remis en selle par l'engagement irano-russe, le pouvoir syrien n'a guère subi de défections d'envergure depuis 2013. Dans l'entourage de Bachar, les seuls changements notables résultent de décès, naturels ou pas, comme de promotions et d'évictions parfois dictées par Téhéran ou Moscou. La mort a ainsi privé en juin 2015 le fils el-Assad de Mohammed Nasif Kheirbek, un vétéran

de la camarilla baasiste qui passait pour son « second père ». Rien à voir avec le trépas, deux mois plus tôt, de Rustom Ghazaleh, caïd de l'espionnage politique, tabassé à mort sur ordre du chef du renseignement militaire, lui-même congédié. En juillet 2012, une autre disparition avait intrigué : celle de l'influent Assef Chawkat, beau-frère du raïs, fauché par une explosion à ce jour inexplicable. Complot interne ? Pas exclu : Bouchra, épouse du défunt et aînée de fratrie, tiendrait Bachar et son cadet Maher, pourtant blessé lors du même attentat présumé, pour responsables

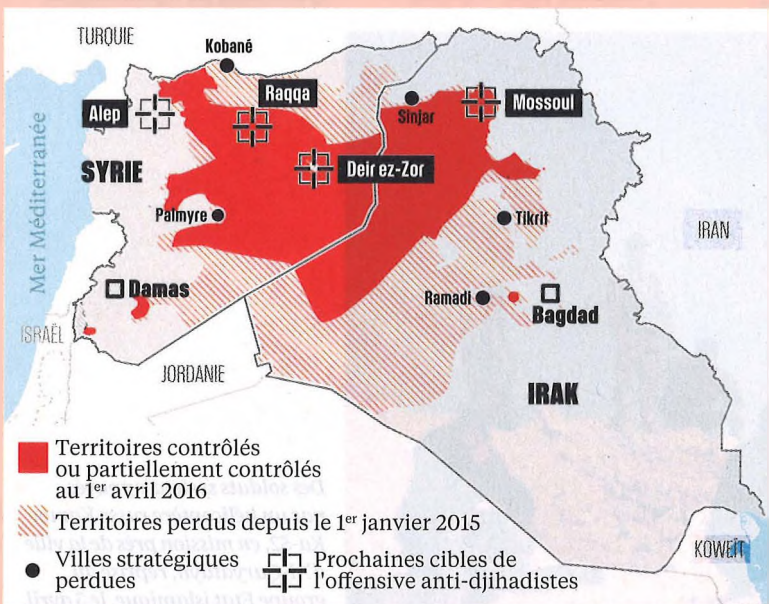
de son veuvage, au point de s'être promptement expatriée à Dubaï. Général connu pour sa férocité, le fameux Maher el-Assad commanderait toujours, en dépit de rumeurs récurrentes de disgrâce, la 4^e division blindée, unité d'élite de l'armée. Cousin germain du président, Rami Makhlof demeure le grand argentier du régime : première fortune privée du pays, familier des paradis fiscaux, il contrôle une bonne moitié de l'économie syrienne, finance l'effort de guerre et orchestre, via des sociétés écrans dont certaines apparaissent dans les « Panama papers », le

contournement des sanctions internationales. Si son frère Hafez, lui aussi général, a vu ses galons pâlir, un autre Makhlof, prénommé Talal, promu en janvier à la tête de la Garde républicaine, figure parmi les piliers de l'appareil militaro-sécuritaire. Statut auquel peut aussi prétendre Jamil Hassan, chef du réseau de renseignements le plus redouté – celui de l'armée de l'air – et cadreur de l'appareil répressif et carcéral. A la présidence, le vieux Ali Mamlouk, de confession sunnite, sert le fils comme il servit le père, et jouirait de la confiance de Moscou. Atout ou handicap ?

Syrie, Irak : qui contrôle quoi ?



Etat islamique : les territoires perdus depuis le 1^{er} janvier 2015



Effectifs estimés des principales forces en présence

Les pro Bachar el-Assad



Les opposants armés



Source : L'Express

en couverture



lexpress.fr • n° 3380 semaine du 13 au 19 avril 2016

PARIS-DAMAS UN CHEMIN SANS ISSUE

en couverture

La France est proche de la Syrie depuis des siècles. Elle s'est pourtant enlue dans un entrelacs diplomatique qui la tient à l'écart de la résolution du conflit.

PAR CHRISTIAN MAKARIAN

Nulle part mieux qu'en Syrie on ne peut mesurer le poids de l'Histoire dans les relations actuelles que la France entretient avec le Moyen-Orient. Sans remonter aux croisades, ni même aux échelles du Levant sous François I^{er}, qui se souvient que *Partant pour la Syrie*, un air entraînant aux accents d'opé-

Le 26 novembre 2015, François Hollande rend visite à Vladimir Poutine, à Moscou. Il défend l'idée d'une coalition anti-Daech et d'une coopération militaire en Syrie.

rette, servit d'hymne national durant le second Empire? De fait, Napoléon III fut le premier à reprendre, casqué, le chemin de l'Orient, en décidant, en 1860, d'intervenir militairement pour défendre les chrétiens massacrés par les Druzes au mont Liban, puis victimes des sunnites à Damas. L'empereur utilisa, pour la première fois, l'expression « opération à but humanitaire ». C'est aussi en Syrie que l'émir Abd el-Kader fut exilé, après plusieurs épisodes de résistance contre l'invasion française de l'Algérie. En 1860, au péril de sa vie, il défendit les chrétiens de Damas et fut décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur.

Il existe, en France, un prisme syrien, un lien très ancien et profond, que le mandat en forme de protectorat obtenu de la SDN (Société des nations) par Paris, de 1920 à 1944, n'a fait que renforcer – en dépit d'une politique coloniale très discutable. Dès 1918, un Grand Liban, alors en majorité chrétien, est séparé de la Syrie par le général Gouraud et devient un Etat quasi indépendant; le reste est partagé entre trois entités, Damas, Alep et le « territoire des Alaouites ». En 1939, alors que des accords avaient été conclus, à la fin de 1936, avec les



Y. KADOBNOV/REUTERS

nationalistes syriens en vue de l'indépendance, le gouvernement français détache souverainement toute une région du nord-ouest de la Syrie – le sandjak d'Alexandrette (de population majoritairement alaouite, mais avec une forte minorité turcophone) – pour l'octroyer à la Turquie afin de s'assurer, à l'approche de la guerre, qu'Ankara ne pactiserait pas avec l'Allemagne. Une concession territoriale qui ne sera jamais admise par les dirigeants syriens successifs.

Sur ce fond historique conflictuel, les relations entre Paris et Damas ont été en grande partie sous-tendues, durant les quarante dernières années, par le sort du Liban et l'attachement – légitime – des dirigeants français successifs à cette nation fragile et communautaire. Or c'est au pays du Cèdre, dès les prémices de la guerre du Liban (1975) et bien avant le printemps arabe de 2011, que le régime de Hafez el-Assad a ciblé la France. En 1981, à Beyrouth, l'ambassadeur de France, Louis Delamare, est assassiné afin de briser toute son action en faveur de la paix; tous les regards se tournent vers le régime syrien. En 2005, encore à Beyrouth, c'est un ami personnel de Jacques Chirac, le Premier ministre libanais Rafic Hariri, qui est tué dans un attentat de grande ampleur; bien qu'à ce jour la lumière n'ait pas été complètement faite, les témoignages accablants contre les services secrets de Damas s'amoncellent.

Paris tente de fédérer les opposants à Assad

C'est dans ce contexte global qu'il faut situer le sentiment engendré par la dynastie Assad, père et fils, au sein de la classe politique française lorsque éclatent les premières émeutes de Deraa, dans le sud de la Syrie, le 18 mars 2011. Il ne peut alors y avoir de concession faite à Bachar el-Assad, dont on prédit trop rapidement la chute selon le modèle subi par le Tunisien Ben Ali et l'Égyptien Moubarak. Nicolas Sarkozy, notamment, est très préoccupé par le « ratage » tunisien, épisode durant lequel son éphémère ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, a montré son empathie pour le régime honni. Cette erreur majeure va évidemment peser lourdement dans la décision d'intervenir militairement en Libye, avec le dénouement que l'on sait, et sur les événements de Syrie. Car, jusque-là, Paris avait également pris le tortueux chemin du rapprochement avec Damas.

La suite est un entrelacs diplomatique à peine croyable. À partir de 2009, le médecin Eric Chevallier, l'ambassadeur en Syrie nommé par Bernard Kouchner, s'est engouffré dans le rapprochement avec le régime. Dans un livre passionnant, *La Face cachée du Quai d'Orsay* (Robert Laffont, voir l'encadré page 48), Vincent Jauvert raconte à propos de ce diplomate que, « pour se faire apprécier de l'Élysée, il instaure d'emblée une intimité avec les gros bonnets du régime ». Une fois Alliot-Marie remplacée par Alain Juppé, fin février 2011, il persistera et déclarera en aparté, trois jours seulement avant le soulèvement de Deraa : « J'ai reçu l'assurance que les forces de l'ordre syriennes ne tireront que des balles en caoutchouc. » Avant d'être remplacé, Chevallier effectue tout de même un baroud d'honneur. D'abord, il maintient que le régime d'Assad est plus solide qu'on ne le pense à Paris – et, cette fois, il a raison! Puis il rend courageusement visite aux victimes d'Assad et l'ambassade se trouve attaquée par les

A partir de 2015, François Hollande désigne l'Etat islamique comme la cible principale

sbires du dictateur, ce qui vaudra à Eric Chevallier de poursuivre sa carrière.

Un tel micmac appelle pour le moins une clarification. C'est Alain Juppé qui va y procéder, mais en suivant la ligne anti-Assad alors recommandée par beaucoup d'experts militaires, qui prétendent savoir que le régime est à bout de souffle. Juppé est un « Chirac boy », il n'a donc

aucune faiblesse à l'égard du clan Assad. « Bachar doit partir » devient le maître mot de Washington à Paris, en passant par Londres. Cette ligne est poursuivie, et même amplifiée, de 2012 à 2015, par Laurent Fabius, qui tente de mettre les Américains devant leurs responsabilités. Pour appuyer cette conviction continue, la France joue sa propre carte : soutenir l'opposition syrienne, du moins sa part présentable, ce qui consiste à tenter de fédérer les opposants à Assad – en dehors des djihadistes sanguinaires. Une chimère, qui, chemin faisant, nous éloigne de plus en plus de la Russie, laquelle a précisément décidé de s'investir dans le conflit d'une manière décisive. La France s'enfoncé dans l'organisation de conférences d'opposants, qui s'entre-déchirent et font du départ d'Assad leur seul point commun, tandis qu'Obama garde ses distances avec un engrenage de type libyen et que Moscou prépare sa montée en force au côté du régime de Damas et de l'Iran. Ces contradictions apparaissent insurmontables : entre autres exigences, les opposants demandent des armes en masse, pour ne pas se laisser écraser ; on leur en fournit avec parcimonie, parce qu'on se méfie de leurs allégeances islamiques et qu'on ne veut pas jeter de l'huile sur le feu. L'arrivée au pouvoir de la gauche, en 2012, renforce la noble attitude face au dictateur assassin : pas de concessions, Assad finira par tomber. L'acmé est atteint à la fin du mois d'août 2013, après une attaque à l'arme chimique contre des civils, par un François Hollande résolu à une intervention aérienne contre les forces de Damas. David Cameron, puis Obama (qui avait pourtant fixé une ligne rouge, largement franchie par Assad) excipent de l'absence de soutien parlementaire pour ne pas s'engager. Laurent Fabius ne cessera de regretter ce lâchage.

La France entame sa solitude syrienne, tandis que les avancées spectaculaires de Daech se confirment en 2014 et en 2015. Après les attentats de Paris de janvier 2015, François Hollande tente un repositionnement et abandonne le « ni-ni » (ni Assad ni Daech) pour désigner le groupe Etat islamique (EI) comme cible principale. L'Élysée décide de passer du bombardement circonscrit aux positions de Daech en Irak à une (faible) extension de l'action aérienne française en Syrie ; tandis que les Russes entrent en scène militairement et pilonnent les groupes d'action syriens soutenus en vain par Paris. La logorrhée du pseudo-califat islamique démontre une haine ahurissante de la France – ce qui a été confirmé depuis par les dépositions des auteurs des attentats de Bruxelles. ➡



Soldats syriens et russes (au fond) à Maarzaf, le 2 mars. La Russie a décidé de s'investir dans le conflit d'une manière décisive.

F. GOLOVKIN/AP/SIPA

►► Le 26 novembre 2015, quelques jours après le carnage du Bataclan, François Hollande rencontre Vladimir Poutine à Moscou afin d'esquisser une « grande coalition » anti-EI et d'instaurer une coopération militaire en Syrie, notamment sur le plan naval. Selon le propre aveu du contre-amiral qui commandait le groupe aéronaval du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, on est resté loin de la « concorde » annoncée par Paris et Moscou. « On ne s'est pas coordonné, on n'a pas coopéré. On a fait de la *deconfliction* », résume ce haut gradé.

Il revient à Alain Juppé d'être le seul responsable politique à avoir battu sa coulpe et à reconnaître aujourd'hui, en privé, que « les Russes ont gagné ». Sans doute Laurent Fabius a-t-il trop longuement tenu la même ligne que son prédécesseur. Toujours est-il que la France se trouve maintenant hors jeu, « cornérisée » ; c'est entre les chefs des diplomaties russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry (voir page 45), que la partie se prolonge en dépit des 300 000 morts du conflit syrien. Sans la France. ■

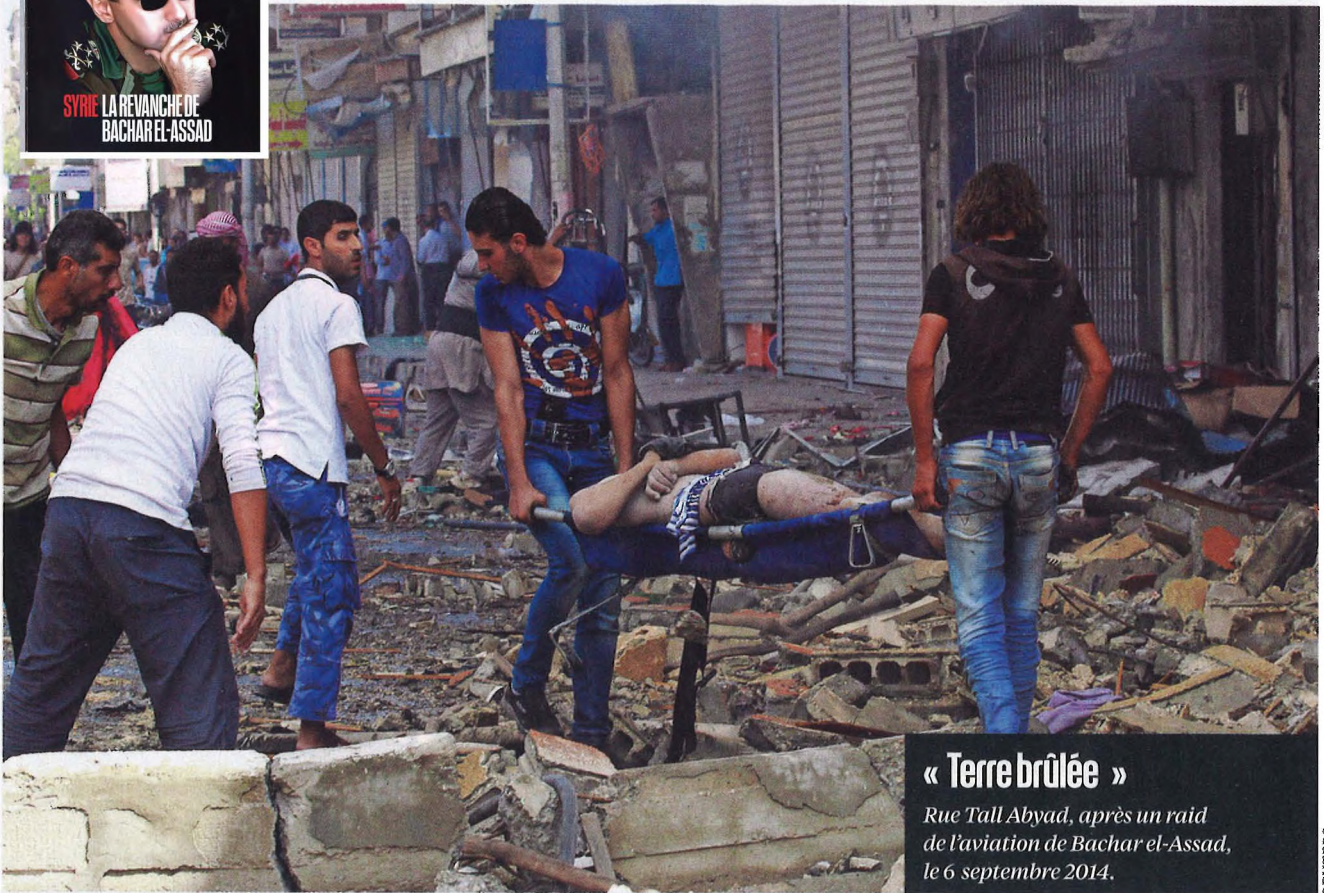
Etranges diplomates

Par où commencer ? Difficile de choisir l'anecdote la plus attristante, dans la longue liste de révélations rapportées par Vincent Jauvert dans son livre sur « la face cachée du Quai d'Orsay »... Passe encore qu'à Damas, en 2010, l'ambassadeur de France se félicite d'avoir fait prendre en charge « l'intégralité des coûts importants » de la fête

du 14 juillet par l'un des piliers (depuis en exil) du régime d'Assad. Glissons sur les relations entre la France et nombre de pays du Golfe, si « pragmatiques » que Paris en vient à oublier ses valeurs. Oublions les salaires exorbitants, les trafics et les petits arrangements indignes, tels ces appartements du V^e arrondissement parisien

longtemps mis à la disposition des dignitaires du Quai pour moins de 50 euros par mois. Le plus grave est ailleurs. Une partie de la haute fonction publique ne semble pas comprendre à quel point ces pratiques sont désastreuses : certains, au sein de l'élite administrative, préfèrent la culture du privilège à celle de la transparence.

Nombre de diplomates français font un travail formidable, et on est peiné de devoir le préciser. Mais que dire des autres, dont la carrière aurait connu une fin brutale au Foreign Office de Londres ou au Auswärtiges Amt de Berlin ? M. E. *La Face cachée du Quai d'Orsay*, par Vincent Jauvert. Robert Laffont, 306 p., 20 €.



« Terre brûlée »

Rue Tall Abyad, après un raid de l'aviation de Bachar el-Assad, le 6 septembre 2014.

REUTERS

LES NAUFRAGÉS DE RAQQA

Ni Daech ni Bachar. Les civils piégés dans le bastion syrien de l'Etat islamique redoutent autant le statu quo qu'une reconquête par l'armée de Damas ou l'irruption des forces kurdes venues du Nord. Témoignages.

Jeune journaliste de Raqqa, aujourd'hui réfugié en Turquie, Mohamed Adnan parvient à rester en contact étroit avec de nombreux habitants de cette ville soumise depuis juin 2013 aux diktats de Daech. Récit traduit et édité par Hala Kodmani, avec Vincent Hugué.*

Ahmad connaît bien Palmyre, mais ses souvenirs n'ont ni les couleurs d'une carte postale ni l'austère majesté d'un traité d'archéologie. Au cours de la décennie 1990, cet ancien fonctionnaire a été détenu trois années durant dans la tristement célèbre prison de Tadmor, symbole de l'abjecte cruauté du clan Assad, pour appartenance à un parti d'opposition. Aujourd'hui retraité à Raqqa, le sexagénaire assimile la prise de la « perle du désert » à une « opération de relations publiques à haute valeur ajoutée pour le régime ». Depuis la « capitale » syrienne de l'Etat islamique, Ahmad parvient à communiquer par messagerie Internet instantanée, contournant ainsi le contrôle vigilant que les gardes-chiourmes de Daech exercent sur les cybercafés de la cité. Inlassablement, l'ex-captif revient sur l'étonnante conquête, en mai 2015, de Palmyre par les djihadistes. « Leurs combattants sont partis de Raqqa pour une véritable parade militaire de 300 kilomètres à travers le désert, complètement à découvert. L'aviation du régime s'est abstenue d'entraver leur avancée, d'ailleurs suivie par les radars satellites du monde entier. Puis ils se sont mis à détruire les sites archéologiques, pillés auparavant par les *chabiha* [miliciens à la solde du pouvoir], et voilà maintenant que Bachar récupère la ville en se présentant comme le protecteur du patrimoine mondial. »

Au passage, Ahmad relève que Daech avait pris soin de détruire le bague à l'explosif, effaçant ainsi les preuves et les indices des crimes commis par Hafez el-Assad, puis par son héritier.

« Désormais, poursuit-il, tout le monde parle de la libération de Raqqa, mais personne ne pense à nous, habitants de la ville, relégués au rang de boucliers humains. » Comme lui, quelque 200 000 Syriens sont pris au piège. Asservis depuis près de trois ans par l'implacable loi des fantassins du « califat », soumis ces derniers mois à des bombardements aériens de toutes origines, ces naufragés urbains se sentent gagnés par de nouvelles angoisses, à l'heure où s'ouvre entre les forces armées rivales la compétition pour la reconquête du fief de l'Etat islamique. Conclu à la fin de février sous l'égide des « parrains » américain et russe, l'accord de cessation des hostilités ne s'applique pas aux groupes djihadistes, à commencer par Daech, le Front al-Nosra, franchise syrienne d'Al-Qaeda, et leurs satellites. Voilà pourquoi les Raqqaouis n'attendent rien des pourparlers indirects de Genève, dont le troisième round devait commencer le 13 avril et qui ne les concernent pas vraiment : leur sort, en effet, est lié à cette autre guerre, plus féroce encore, engagée contre le terrorisme djihadiste. Un signe : si la trêve semble globalement respectée dans les autres régions du pays, les raids se sont intensifiés sur Raqqa. « Le régime, accuse Ahmad, met en œuvre la stratégie de la terre brûlée et veut détruire complètement la ville pour mieux la contrôler. » Le 19 mars, l'aviation de Damas a ainsi pilonné la rue Tall Abyad, artère commerciale, tuant une quarantaine de civils, pour la plupart occupés à faire leur marché. « Les médias ont rapporté que l'armée de Bachar avait bombardé la ville, sans préciser que ses frappes n'avaient touché aucune cible Daech. » De son côté, la coalition occidentale, qui « traitait » jusqu'alors les bâtiments et les camps d'entraînement de l'occupant djihadiste à l'aide de ses chasseurs bombardiers, s'est mise à viser au moyen de drones les véhicules transportant au hasard des rues ses cadres et ses soldats. Au risque de « dommages collatéraux » : lors des semaines écoulées, plusieurs victimes civiles ont péri ainsi.

« La vie à Raqqa est devenue intenable, soupire Nada, fraîchement arrivée dans le sud de la Turquie. Pendant que les avions venus de partout nous matraquent jour et nuit, les hommes de Daech s'en prennent aux habitants, auxquels ils interdisent formellement de quitter le territoire. » Flanquée de ses deux enfants en bas âge, la jeune femme est parvenue quant à elle à fuir au terme d'un périple de plus de quinze heures : il lui a fallu d'abord franchir les check points établis par Daech entre les villages, puis couper par les plantations de pistachiers au nord d'Alep pour atteindre enfin la frontière Nord, désormais verrouillée par l'armée turque. « Mon mari m'a forcée à partir pour mettre les petits à l'abri, précise Nada. J'espère qu'il pourra nous rejoindre bientôt. Tout le monde voudrait quitter Raqqa, mais ça devient très difficile. D'autant que bien peu ont les moyens de payer les passeurs. Nous avons vendu notre maison pour 1 million de livres syriennes, soit 2 000 dollars [un peu moins de 1 800 euros], et j'ai dû donner 800 dollars pour arriver jusqu'en Turquie. » Depuis 2014, des dizaines de milliers de Raqqaouis ont quitté leur cité, abandonnant des logements aussitôt occupés par

La proclamation unilatérale, le 17 mars, de la naissance d'une entité « fédérale » kurde ne fait qu'amplifier les craintes

des familles djihadistes. Tel est le cas de Firas, médecin réfugié depuis quelques mois côté turc, et dont l'appartement est désormais habité par des volontaires ouzbeks. Lui tremble à l'idée que l'un ou l'autre des acteurs militaires engagés sur le terrain donne l'assaut. « Les gars de Daech vont tout miner, prédit-il. Ils se battront et défendront leur bastion à coups de voitures piégées et d'attentats kamikazes. Des milliers de familles seront prises en otages. Ce sera un *hamman dam* [un bain de sang]. »

Aucun des scénarios envisagés n'apaise les angoisses des enfants de Raqqa, qu'ils soient restés ou non. Leur ville, ils le savent, apparaît comme le prochain trophée du combat contre le terrorisme. Une attaque par les forces d'Assad, appuyées par l'aviation russe et, au sol, par les « cousins » iraniens et autres supplétifs chiites, sur le modèle de la reprise de Palmyre ? Telle n'est pas l'hypothèse la plus probable aux yeux des Syriens de la région. Et notamment de Zyad, ancien volontaire du Croissant-Rouge, parti il y a un an après un séjour de trois mois dans les geôles de l'Etat islamique. « Je ne pense pas que l'armée du régime arrivera jusqu'à Raqqa, avance-t-il. Elle est encore à 300 kilomètres du but et semble très affaiblie. Ce sont plutôt les Kurdes, épaulés par quelques milices arabes locales, qui parviendront à déloger Daech. Avec, bien sûr, la couverture de l'aviation occidentale. » Les avancées récentes de la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) – filiale syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) –, appuyée tour à tour par l'aviation russe et par les Américains, inquiètent plus qu'elles rassurent. Car on se souvient de ce qui est advenu dans plusieurs localités dont les combattants kurdes ont chassé Daech. Cas d'école le plus souvent invoqué : Tall Abyad, une localité située au nord de Raqqa et frontalière de la Turquie. Après sa conquête, en juin 2015, par les troupes du PYD, ses habitants, tous considérés par les « libérateurs » comme des partisans ou des complices des djihadistes, se sont vu interdire tout retour à leur domicile. Plus récemment, un épisode analogue s'est déroulé plus à l'est, dans la région de Hassetché, ainsi que dans certaines bourgades au nord d'Alep : les civils concernés végètent depuis plusieurs semaines sous des tentes, en lisière de la frontière turque ; ils ne peuvent ni traverser celle-ci ni rentrer chez eux.

La proclamation unilatérale, le 17 mars, de la naissance d'une entité « fédérale et démocratique » dans les zones sous contrôle kurde, baptisée « Rojava », ne fait qu'amplifier les craintes. « Si c'est eux qui prennent notre cité à l'Etat islamique, avance le jeune secouriste Zyad, ils risquent fort de se venger sur les civils. Que Daech reste ou s'en aille de Raqqa, les grands perdants seront une fois encore ses habitants. » ■

* Pour d'évidentes raisons de sécurité, le nom de l'auteur et les prénoms cités ont été modifiés.

en couverture

EN COUVERTURE

Le nouvel Iran



Vent nouveau.
Le pont Tabiat, à Téhéran, lieu emblématique de la capitale iranienne.

40 | 7 avril



DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN, ARMIN AREFI

La Perse millénaire renaît de ses cendres. Après les années sombres de l'ère Ahmadinejad, l'heure du changement a sonné en Iran. Depuis l'élection surprise du président modéré Hassan Rohani en 2013, l'image de la République islamique dans le monde est en train de changer. L'Iran renoue avec son passé de quatre mille ans. Celui du « Roi des rois », Cyrus le Grand, et de sa première déclaration des droits de l'homme. Celui de la merveilleuse Persépolis, berceau de la civilisation. Après trois décennies d'isolement sur la scène internationale, la République islamique est reconnue par l'Occident. Tel est le message implicite contenu dans l'accord historique sur le nucléaire iranien conclu en 2015. Mais la levée des sanctions internationales contre Téhéran enchante autant qu'elle inquiète.

Elle concrétise le désir d'ouverture de la population iranienne jeune et éduquée, qui avait défié dans la rue l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad en 2009, avant d'être féroce réprimée. Elle permet aux entreprises françaises d'effectuer leur retour dans cet eldorado qui détient les premières réserves de gaz au monde et les quatrièmes en pétrole. Mais elle donne également l'occasion au pouvoir iranien, dominé par le Guide suprême conservateur, l'ayatollah Khamenei, de remettre la main sur des dizaines de milliards de dollars d'avares gelés.

Epicentre. Longtemps isolée sur la scène internationale, cette grande puissance historique joue désormais un rôle central. Enquête sur l'autre « révolution » iranienne.

EN COUVERTURE

■■■ De quoi relancer une économie en détresse sans mettre fin à son programme nucléaire controversé. Et approvisionner ses sulfureux alliés dans un Moyen-Orient à feu et à sang, du Hezbollah libanais au Hamas palestinien en passant par le Syrien Bachar el-Assad. La sanglante guerre de religion (chiïtes contre sunnites) que se livrent par procuration l'Iran et l'Arabie saoudite, les deux grandes puissances régionales, en Irak, en Syrie, au Yémen ou au Liban, a de beaux jours devant elle...

Ce serait toutefois oublier que, dans ce conflit politique entre Perses et Arabes, ce sont les premiers qui demeurent sur le terrain les véritables alliés de l'Occident contre Daech, renvoyant le royaume wahhabite à ses nombreuses contradictions. Et les Iraniens sont bien plus proches de nous qu'on ne le croit. Si la République islamique n'a jamais autant exécuté par pendaison que l'année dernière, la société iranienne, elle, avance... A l'université, la majorité des étudiants sont des femmes. En dépit de lois toujours fondées sur la charia, les Iraniennes se battent depuis trente-sept ans et font changer, lentement mais sûrement, des textes discriminatoires. Chaque jour, le voile islamique obligatoire tombe un peu plus. A contrario, les Saoudiennes ont toujours interdiction de conduire.

Cette volonté, irrépressible, de changement, les Iraniens l'ont à nouveau montrée lors des dernières législatives en votant massivement, dans les grandes villes, pour les listes modérées, malgré les mises en garde du Guide suprême. Décidément, on est loin de la révolution islamique de 1979. Un nouveau chapitre de l'histoire du monde s'ouvre à Téhéran... ■



Abbas Milani
Historien américano-iranien, directeur du programme d'études iraniennes à l'université américaine Stanford.

Abbas Milani : dans la tête des Perses

Réveil. L'historien décrypte les mutations inexorables de la société iranienne.

Le Point : Assiste-t-on aujourd'hui au réveil de l'Iran ?

Abbas Milani : L'Iran s'est déjà réveillé. C'est un processus de trente ans qui, petit à petit, se concrétise. J'ai toujours pensé que l'Iran dont parlait l'Occident n'était qu'une partie de ce pays. Il y a un autre Iran, l'Iran des jeunes, l'Iran des femmes, qui agit avec intelligence lors des élections. Regardez celle du président (modéré) Rohani en 2013. Ce n'est pas lui qui a créé les conditions du changement. Il n'est que le résultat de cette volonté populaire. Les Iraniens savaient que, s'ils ne pouvaient pas choisir le candidat qu'ils souhaitaient réellement, ils devaient en revanche porter leur choix sur la meilleure option possible. Ils ont agi de la même manière aux dernières élections du Parlement et de l'Assemblée des experts,

DE LA PERSE À L'IRAN : 4 000 ANS D'HISTOIRE

- 2000 L'Iran, « terre des Aryens ». Les Perses et les Mèdes, peuples d'Asie centrale de langue indo-européenne, s'installent sur le plateau iranien.



- 550 Premier Empire perse. Cyrus II fonde l'Empire achéménide. « Roi des rois », il serait à l'origine de la première déclaration des droits de l'homme. Sous Darius I^{er}, l'Empire perse devient le plus vaste de l'Antiquité, en s'étendant de l'Inde à la mer Egée. Persépolis accède au rang de capitale. Le zoroastrisme, qui a influencé les trois monothéismes du Livre, en est la religion officielle.

637 Invasion arabe. Les Arabes envahissent l'Empire perse sassanide et l'intègrent dans leur califat. L'islam remplace peu à peu le zoroastrisme. Mais les Iraniens se démarquent des Arabes en épousant progressivement l'islam chiïte.

1905 Révolution constitutionnelle. Une révolte d'intellectuels, soutenus par le clergé et le Bazar, contre le pouvoir absolu de la dynastie Qadjar aboutit à la création du premier Parlement iranien et à l'adoption d'une Constitution.

1907 La Perse divisée. La Russie et le Royaume-Uni se partagent le pays en trois « zones d'influence » (Nord pour Moscou, Sud-Est pour Londres et une zone neutre). En 1941, les deux puissances envahirent directement l'Iran, forçant le chah Reza Pahlavi à abdiquer en faveur de son fils Mohammad Reza Pahlavi.

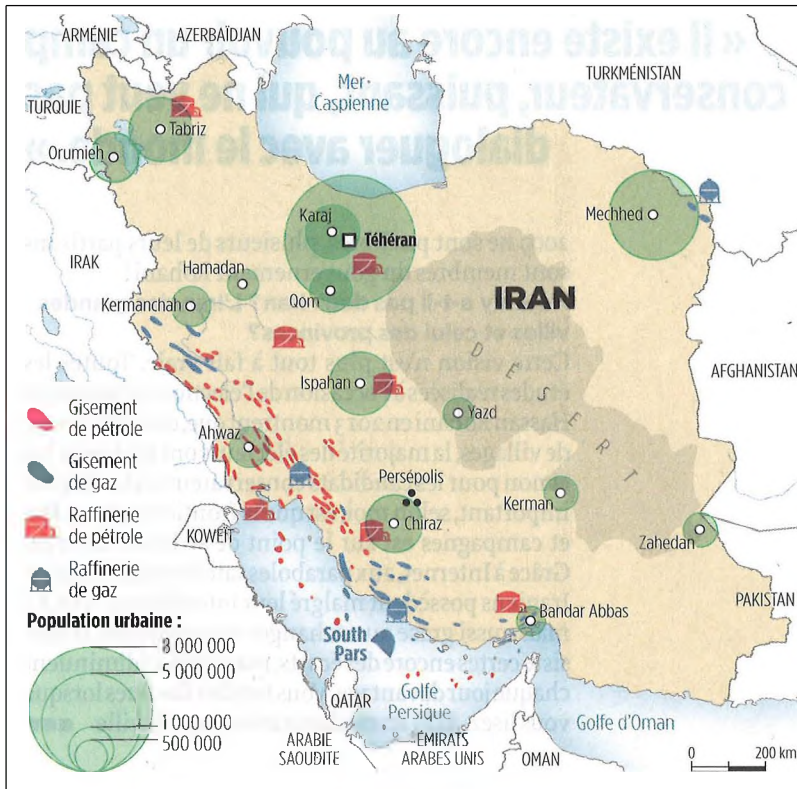


Août 1953 Coup d'Etat de la CIA et du MI6. Seul Premier ministre élu démocratiquement en Iran (en 1951), Mohammad Mossadegh est renversé après avoir nationalisé le pétrole iranien. Le chah (photo) est réinstallé au pouvoir.

Février 1979 Révolution iranienne. Après trente-huit ans de pouvoir sans partage, le régime impérial du chah est renversé par une révolte populaire mêlant islamistes, communistes, marxistes et libéraux. Exilé à l'étranger depuis 1964, l'ayatollah Khomeyni revient triomphalement à Téhéran et proclame, le 1^{er} avril 1979, la République islamique d'Iran.



STEVE GLADFELTER - WWW.BRIDEMANIMAGES.COM - AGIP/RUE DES ARCHIVES - SETBOUN/SIPA



qui ont pourtant été les plus contrôlées de l'histoire de l'Iran. Le peuple a retourné le scrutin en sa faveur et l'a transformé en véritable référendum. Les Iraniens ont envoyé au monde et à leur pouvoir le message selon lequel ils ne peuvent plus tolérer la situation actuelle. Ils désirent être en lien avec le monde

extérieur, ils aspirent à une société plus ouverte, avec de la musique, des médias et des théâtres libres...

La fin des sanctions contre l'Iran va-t-elle accélérer ce processus ?

Le gouvernement modéré de Rohani, avec le soutien des réformateurs et de la majorité du peuple, a montré qu'il souhaite une relation nouvelle avec l'Occident, mais aussi un véritable changement à l'intérieur du pays. S'il y arrive, alors ce sera un pas crucial pour l'émergence d'un nouvel Iran. Car l'arrivée de la richesse intellectuelle et technologique en Iran est à mon sens la seule voie pour que le pays sorte de la crise économique et sociétale dans laquelle il est plongé. Mais il existe encore au pouvoir un camp conservateur, puissant, qui ne veut pas dialoguer avec le monde et qui a créé une situation explosive au cours des dernières années. Il est incarné par le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei. Son bras armé, ce sont les Gardiens de la révolution (armée idéologique du pouvoir) et les miliciens bassidjis, chargés de réprimer la population. Les « durs » conservent une place importante avec leurs députés au Parlement et leurs religieux, certes minoritaires dans le clergé, à l'Assemblée des experts. Tout cela représente un vivier de 6 à 8 millions de voix.

Comment expliquer que les conservateurs tiennent le pays depuis presque quatre décennies ?

Ils ont mis la main sur des pans entiers de l'économie iranienne. Outre l'argent, ils ont la force et n'hésitent pas à l'utiliser. Et la vérité est que le peuple iranien ne souhaite pas lutter violemment contre cette minorité. Il ne veut pas que l'Iran se transforme en Syrie. Regardez avec quelle force le pouvoir iranien

Novembre 1979 Prise d'otages à l'ambassade américaine. Des étudiants islamiques iraniens retiennent 52 diplomates de la représentation américaine à Téhéran pendant 444 jours, provoquant la rupture des relations entre les deux pays.

SAVAD/SIPA - REZA/SIPA - BERNO/SIPA - GOTTIA/LE NEW YORK TIMES/REDUX-REA - KEITH/REUTERS



De 1980 à 1988 Guerre Iran-Irak. Se sentant menacé par la proclamation de la République islamique chiite, Saddam Hussein envahit l'Iran. Soutenu par l'Occident et les monarchies du Golfe, il fait pourtant face à une étonnante résistance du régime islamique naissant, qui en profite pour se consolider en interne et réprimer toute opposition. Le conflit durera huit ans et fera un million de morts.

13 juin 2009 Mouvement vert anti-Ahmadinejad. La réélection du président ultraconservateur (photo) est jugée frauduleuse par une partie de la population. Pendant six mois, elle organise des manifestations pacifiques sans précédent en République islamique. Dirigée par les candidats malheureux Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, la contestation sera féroce réprimée, avec plus de 150 morts.



14 juin 2013 Election à la présidence du « modéré » Hassan Rohani (photo). Le nouveau président est élu dès le premier tour avec 50,5 % des voix, grâce à un programme axé sur la normalisation des relations avec le monde et la relance de l'économie, par la résolution du conflit sur le nucléaire.



14 juillet 2015 Accord sur le nucléaire iranien. L'Iran accepte de réduire drastiquement son programme nucléaire en échange de la levée des sanctions. La République islamique entame un réchauffement diplomatique avec les Etats-Unis (photo).

EN COUVERTURE

■■■ soutient Bachar el-Assad. Une partie du message est adressée au peuple iranien. On lui signifie: «Si on est capables de s'emparer de la moitié de la Syrie, de prêter au pouvoir syrien des milliards de dollars, d'assumer 300 000 morts, imaginez ce qu'on est prêts à faire pour l'Iran...» Le message est à mon avis passé. Les Iraniens ont vu en 2009 que le régime était prêt à utiliser la violence pour rester au pouvoir.

Comment expliquez-vous que ce mouvement de contestation se soit éteint ?

Je ne suis pas du tout d'accord. Si c'était le cas, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi [leaders du Mouvement vert, assignés à résidence depuis 2011, NDLR] seraient aujourd'hui libres. Et l'ancien président réformateur Khatami aurait le droit de s'exprimer dans les médias. Lorsque le Guide suprême, à la veille des dernières élections, met en garde les électeurs contre l'«influence» de personnalités qui ne seraient pas sur la ligne officielle de la révolution, il trahit une inquiétude certaine. La crainte d'un peuple qui montre à chaque élection qu'il n'est pas satisfait. Le gouvernement mesure cette aspiration populaire. A tel point qu'il existe aujourd'hui un paradoxe d'une subtilité étonnante: alors que les leaders du mouvement de

« Il existe encore au pouvoir un camp conservateur, puissant, qui ne veut pas dialoguer avec le monde. »

2009 ne sont pas libres, plusieurs de leurs partisans sont membres du gouvernement Rohani!

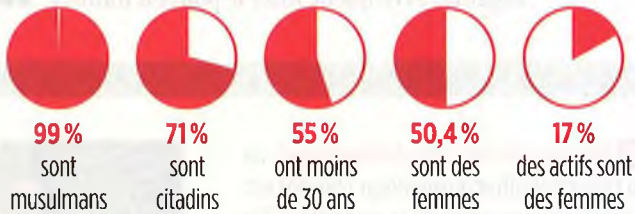
Mais n'y a-t-il pas deux Iran ? L'Iran des grandes villes et celui des provinces ?

Cette vision n'est plus tout à fait vraie. Toutes les études réalisées à l'occasion de l'élection du président Hassan Rohani en 2013 montrent que, dans beaucoup de villages, la majorité des électeurs ont voté pour lui et non pour les candidats conservateurs. Mais le plus important, selon moi, est que la frontière entre villes et campagnes est sur le point de se briser en Iran. Grâce à Internet, aux paraboles satellites [que tous les Iraniens possèdent malgré leur interdiction, NDLR], mais aussi grâce aux échanges économiques. Il subsiste certes encore des écarts, mais ceux-ci diminuent chaque jour davantage. Vous tombez des nues lorsque vous lisez, dans les médias iraniens, que la ville ■■■

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE ET EXÉCUTIONS

CARTE D'IDENTITÉ

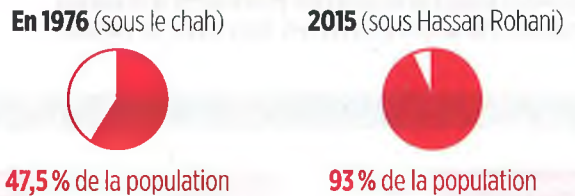
79 millions d'habitants



Les Iraniens sont perses et non arabes. Ils parlent le persan, langue d'origine indo-européenne, qui s'écrit néanmoins avec l'alphabet arabe depuis l'invasion de 637.

ÉDUCATION

Taux d'alphabétisation



3^e pays au monde avec 233 695 ingénieurs en 2015
+ de 50% des étudiants à l'université sont des femmes
10,5 millions de diplômés, dont 60% de femmes

CONDITION DE LA FEMME

Obligation de porter le voile et de se couvrir le corps depuis 1979. Si les Iraniennes votent depuis 1963, elles subissent des **lois discriminatoires** en matière d'héritage, d'indemnisation en cas d'homicide ou de témoignage devant un tribunal.

1,8 enfant par femme. C'est le taux de fécondité malgré une politique gouvernementale nataliste. **Il était de 7 au début de la révolution.**

EXÉCUTIONS

966 personnes ont été exécutées en 2015, principalement pour trafic de drogue. La trahison, l'espionnage, le meurtre, l'attaque à main armée, le viol, la sodomie, l'adultère, la prostitution et l'apostasie sont également passibles de la peine capitale. La République islamique d'Iran est le pays qui **exécute le plus de mineurs au monde**, avec 73 condamnations à mort entre 2005 et 2015.

BEAUTÉ

4^e rang mondial en termes de **rhinoplastie esthétique.**
10^e concernant la **chirurgie esthétique.** Les Iraniennes sont fées de rhinoplastie et d'injections de Botox aux joues, au front ou aux lèvres. Mais un nombre croissant d'hommes se font désormais également opérer le nez.
7^e **marché au monde** pour la vente de cosmétiques.

■■■ de Mechhed, l'une des plus conservatrices du pays, est devenue un bastion de la musique de rap underground en Iran! Que, dans un village éloigné de la province d'Azerbaïdjan, 80 filles et garçons ont été récemment arrêtés parce qu'ils dansaient et buvaient de l'alcool dans une soirée! Que la ville sainte de Qom, deux jours avant la Saint-Valentin, était victime d'une rupture de stock de cadeaux et de cartes! Il y a à peine quinze ans, j'aurais cru à de la science-fiction.

Malgré toutes les restrictions, l'Iran n'est-il pas plus démocratique que la plupart des pays de la région?

C'est vrai en ce qui concerne la société iranienne, pas la République islamique. C'est cette société qui lutte pour la démocratie depuis plus de cent ans. C'est cette société qui a fait la révolution constitutionnelle en 1905, qui a élu démocratiquement le Premier ministre nationaliste Mossadegh dès 1951. C'est cette société qui a obtenu le droit de vote et d'éligibilité pour les femmes en 1963. C'est elle encore qui a fait chuter en 1979 le chah, à la tête d'un des pouvoirs les plus puissants du Moyen-Orient. C'est cette société enfin qui a soutenu les (réformateurs) Khatami, Rafsandjani, puis Moussavi. Sur le plan démocratique et de la société civile, les Iraniens n'ont aucun équivalent dans la région, excepté peut-être les Turcs et les Israéliens. Mais s'ils sont à l'origine de l'une des plus importantes révolutions du XX^e siècle, après les révolutions bolchevique et chinoise, leur but

Le mariage temporaire

Il est possible, en Iran, de s'engager, devant un mollah, pour une durée provisoire allant de 1 heure à 99 ans. Mais cette particularité de l'islam chiite est très mal vue par la société iranienne, qui y voit une forme de légalisation de la prostitution.

n'était pas l'instauration du Velayat-e faqih (pouvoir du Guide suprême). D'ailleurs, lorsqu'il était réfugié à Neauphle-le-Château, jamais Khomeyni n'a utilisé ce mot. Au contraire, la première Constitution élaborée par l'ayatollah, lorsqu'il se trouvait en France, était calquée sur celle de la V^e République.

Comment s'inscrivent les trois décennies de République islamique dans l'histoire millénaire de l'Iran?

La République islamique a provoqué la plus grande émigration de l'histoire de l'Iran. Jamais, depuis quatre mille ans, 10% de la population n'était partie vivre à l'étranger. Mais le pays a également connu deux autres migrations sans précédent au cours du XX^e siècle. Tout d'abord, le déplacement des femmes à l'extérieur du foyer, qui est survenu au cours des cinquante dernières années. Ensuite, l'exode des populations des campagnes vers les villes, un processus qui, en Iran, s'est réalisé en quarante ans. D'un côté, la République islamique est le résultat de certains de ces changements. De l'autre, elle s'est parfois dressée contre eux, comme pour les femmes. Mais elle n'a pas réussi.

Les lois islamiques ne leur sont-elles pourtant pas défavorables?

De Khomeyni à Khamenei, tout a été fait pour que les Iraniennes restent à la maison, d'autant qu'il est extrêmement dur pour elles de se dresser contre une loi fondée sur le Coran. Selon la Constitution iranienne, la vie d'une femme vaut moitié moins ■■■

SEXE ET RENCONTRES

Les relations sexuelles sont officiellement interdites avant le mariage, et les boîtes de nuit n'existent plus (elles étaient autorisées sous le chah). Pourtant, la jeunesse iranienne drague beaucoup, dans la rue, les cafés, les cinémas, les fêtes privées et sur les réseaux sociaux.

Un rapport du Centre de recherche du Parlement iranien soulignait en 2014 que **80% des lycéennes iraniennes avaient un petit ami** et « même des contacts sexuels ».

MARIAGE

Age minimum
Hommes : **15 ans**
Femmes : **13 ans**
(moins si accord du père et du juge)

Age moyen
28,1 ans pour les hommes
23,4 ans pour les femmes

DIVORCE

21% C'est le taux record atteint en 2014. Le phénomène est encore plus important dans les grandes villes. A Téhéran, près d'un couple sur trois se sépare.

Le divorce est autorisé depuis 1967 pour les Iraniennes. Mais, contrairement à son mari, la femme doit motiver sa décision devant un juge, en prouvant que son conjoint la bat, a des problèmes psychologiques ou ne peut subvenir à ses besoins. Autre motif de divorce en faveur de la femme, l'impossibilité pour le mari de payer sa dot, ce qui peut même le conduire en prison. **La garde des enfants de 7 ans ou plus va automatiquement à l'homme.**

HOMOSEXUALITÉ

Peine de mort, en cas de récidive. Ce n'est pas le cas de **la transsexualité, qui est autorisée** après que l'ayatollah Khomeyni a émis une fatwa (décret religieux) légalisant les opérations de changement de sexe pour « maladie ». Celles-ci sont même en partie financées par le gouvernement. Mais certains homosexuels se résignent à opter pour le bistouri afin d'éviter la potence.

INTERNET ET MOBILES

20 millions d'Iraniens utilisent l'application Telegram, qui n'est pas filtrée par les autorités, contrairement à Facebook ou Twitter.

57,2% de la population est connectée à Internet. L'Iran est le premier pays au Moyen-Orient, avec 46,8 millions d'internautes.

85% de la population iranienne possède un téléphone portable et 51% un smartphone. L'Internet 3G et 4G se développe rapidement. Les Iraniens sont habitués à contourner la censure gouvernementale.

EN COUVERTURE



■ ■ ■ que celle d'un homme. Les postes les plus importants du pays leur sont interdits. L'âge minimal pour convoler a été abaissé à 9 ans. Tout a été mis en œuvre pour que le droit au divorce soit l'apanage des hommes. Mais les Iraniennes n'ont pas accepté tout cela. Elles ont une tradition historique de lutte pour leurs droits. Imaginez, il y a cent ans, l'Iran possédait déjà un magazine féminin ! Sous la pression des Iraniennes, l'âge du mariage a été relevé à 13 ans. Et aujourd'hui, l'âge réel moyen est de 24 ans. La majorité

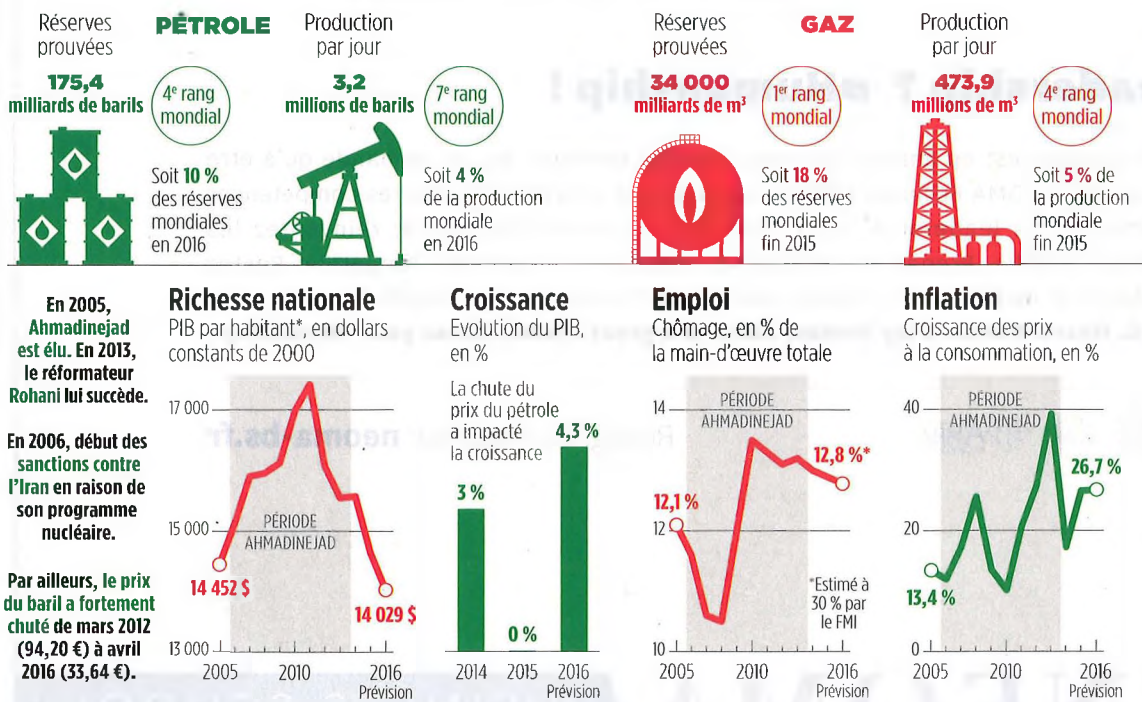
Printemps iranien. Téhéran au mois de mars. Un groupe de rock se produit dans la rue, comme dans n'importe quelle ville occidentale.

des diplômés à l'université sont des femmes. Cette année, pour la première fois de l'histoire de l'édition en Iran, il y a plus d'auteurs femmes que d'hommes ! Et la loi sur la responsabilité civile vient de changer en faveur des Iraniennes ! Désormais, en cas d'accident de la route, les assurances sont tenues de rembourser la même somme, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme. C'est considérable ! Donc, si on peut changer la loi du Coran, on peut tout changer.

Comment expliquez-vous cette dichotomie entre population et pouvoir ?

Ce n'est pas la première fois que le peuple iranien attire lentement vers lui un pouvoir dominant. Lorsque les Arabes ont envahi l'Iran il y a quatorze siècles, les Iraniens ont d'abord lutté pendant trois cents ans, avant de modifier leur stratégie : il s'agissait alors de changer l'islam de l'intérieur. Le Français Henry Corbin a parfaitement décrit leurs efforts pour intégrer des rituels zoroastriens préislamiques à cette religion (le chiisme est considéré comme une variante iranienne de l'islam). Les Iraniens ont reproduit le même plan après les invasions mongole (1219) et séfévide (1501). Aujourd'hui, de la même manière, ils choisissent une autre voie que la lutte violente pour se révolter. Ils ont compris ce que disait Foucault. Que la puissance se joue au jour le jour. Regardez la vie quotidienne des Iraniens, elle n'a rien à voir avec le pouvoir, croulant et masculin, de la République islamique. C'est un véritable signe de la maturité politique de ce peuple ■ PROPOS RECUEILLIS PAR ARMIN AREFI

ÉCONOMIE : CE QUE PÈSE L'IRAN



350 dollars
C'est le salaire moyen iranien. Celui d'un enseignant est de **300 dollars**.

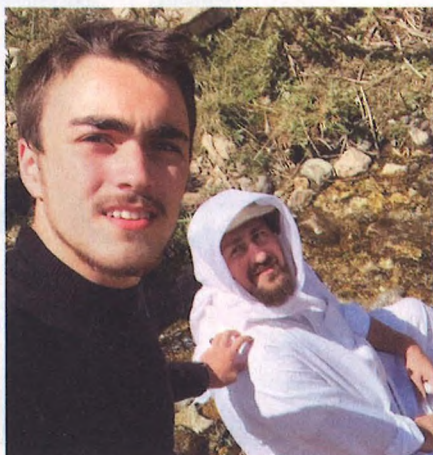
55 milliards de dollars, dont 32 milliards d'avoirs bloqués dans les banques internationales. C'est ce que doit empêcher la République islamique du fait de la levée des sanctions après le 16 janvier de l'accord sur le nucléaire iranien.

* Avec correction de la parité de pouvoir d'achat. Sources : FMI (décembre 2015), BP Statistical Review of World Energy (juin 2015), ministère iranien du Pétrole (mars 2016), AFP, Trésor américain, Banque centrale iranienne.



Le Point 7 avril 2016 n° 2274

Quand la révolution dévore les enfants de Khomeyni



Réformateur. Hassan, petit-fils du fondateur de la République islamique, est dans le collimateur des conservateurs.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN, ARMIN AREFI

L'imposant dôme doré triomphe dans le sud, aride et populaire, de Téhéran. Protégé par quatre minarets tutoyant le ciel pollué de la capitale, il est visible jusqu'aux monts enneigés de l'Elbourz. Posés sur des dalles de marbre, une succession de tapis persans indiquent le chemin aux «sœurs» et aux «hommes» qui empruntent une entrée distincte.

Ils sont accueillis par le portrait géant de l'ayatollah Khomeyni, le fondateur de la République islamique, tout sourire, et celui de l'actuel Guide suprême, l'ayatollah Khameneï, plus pensif. Ce soir là, un jeune mollah au turban noir, la marque des descendants du Prophète, fait son entrée. Calme et souriant, son visage rond ceint d'une courte barbe noire, Hassan Khomeyni, le petit-fils de l'ayatollah le plus connu au monde, prend la direction de la prière devant des centaines de fidèles.

Derrière lui, un énorme mausolée recouvert de feuilles d'or abrite deux sépultures. Celle de son père côtoie le tombeau, monumental, de son grand-père. Depuis 1995, c'est lui le gardien du temple. Des 15 petits-fils de l'ayatollah qui a fait tomber le chah, Hassan était sans doute le préféré. Il a suivi vingt années d'études religieuses dans la ville sainte de

Héritage. Hassan Khomeyni (à g., au centre et à dr.), le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni, accompagné de son fils, Ahmad, 18 ans (au centre et à dr.).

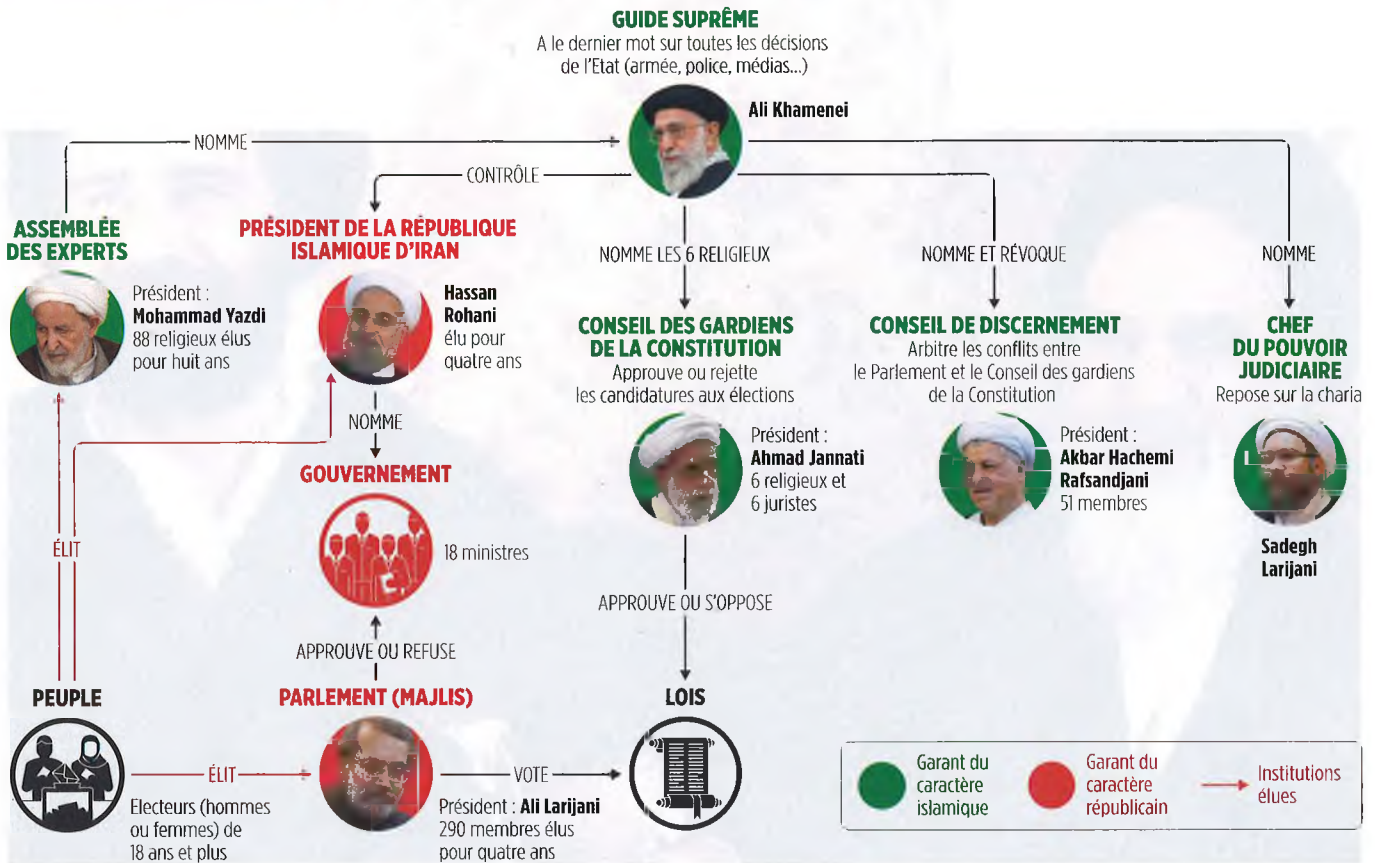
Qom, où son grand-père avait un temps promis de s'exiler, avant de s'emparer du pouvoir en 1979. A 43 ans, ce *hojatoleslam* (religieux de rang intermédiaire) y enseigne aujourd'hui. «*Ses cours sont toujours très prisés, avec 300 élèves qui y assistent en moyenne*», assure son ami Javad Emam, un homme politique réformateur. Outre son nom, c'est surtout la modernité de son enseignement qui séduit. «*S'il a toutes les apparences du religieux, il n'est pas obtus*», poursuit son ami. *Il ne se réfère pas qu'aux sciences religieuses, mais utilise aussi l'anglais, l'économie, ou les sciences sociales. Il attire les jeunes en traitant des questions d'actualité et en intégrant les nouvelles technologies.*»

Ronaldinho. Vêtus de la robe de mollah, ses élèves utilisent les réseaux sociaux pendant ses cours, malgré leur interdiction par les autorités islamiques. «*Il nous autorise à poser toutes les questions librement*», nous confie l'un d'entre eux. Cette ouverture d'esprit, Hassan Khomeyni la doit, au dire de ses amis, à sa curiosité insatiable. «*En parallèle de ses études religieuses, il s'est penché sur des domaines aussi*

« Dans ses cours, Hassan attire les jeunes en traitant des questions d'actualité et en intégrant les nouvelles technologies. » Un ami

EN COUVERTURE

Un système politique complexe



variés que la philosophie, la politique, la société, la psychologie ou l'histoire», explique le réformateur Mohammad Atrianfar, qui le connaît bien. Le petit-fils du fondateur de la République islamique a d'ailleurs eu la chance de découvrir le monde. Il a étudié en Inde, au Pakistan, et même en Afrique du Sud, où il a appris l'anglais et pu nourrir sa culture encyclopédique. A l'abri des regards, il a par exemple pris en défaut le pourtant très cultivé Ali Larijani, président du Parlement iranien, sur le fonctionnement des élections américaines.

Le descendant de l'ayatollah est apparu cette fois aux yeux de tous, sur le plateau de «90», le talk-show phare de la télévision iranienne consacré au football. Il y a notamment déclaré, chapelet à la main, sa flamme à l'ancien joueur du PSG Ronaldinho, et s'est remémoré, non sans malice, le 8-0 encaissé par l'Arabie saoudite contre l'Allemagne en Coupe du monde 2002.

«J'en'ai encore jamais vu quelqu'un d'aussi humain que lui», s'émerveille Javad, propriétaire d'un magasin de vêtements, qui le côtoie,

tous les jeudis, aux abords du mausolée de l'imam Khomeyni. «Chaque fois qu'il vient, il s'assoit auprès des gens et discute avec eux, écoute leurs problèmes et tente de les aider.»

A Qom, où il réside du samedi au mercredi, il vit dans un modeste pavillon en compagnie de sa femme, Neda Bojnourdi, fille d'ayatollah, et de ses quatre enfants. Il se déplace en Samand, la voiture nationale iranienne, composée de pièces détachées de la Peugeot 405. Lorsqu'il est à Téhéran, il loge au domicile de ■■■

■■■ son père, situé derrière la maison historique de l'imam Khomeyni à Jamaran, une modeste propriété en briques blanches, perdue au milieu des ruelles du nord de la capitale.

C'est là qu'il a décidé il y a quelques mois de se jeter dans l'arène politique. Il en a aussitôt découvert toute la dureté. Et pour cause... Hassan Khomeyni a choisi le camp des réformateurs. Ce n'est pas un hasard : dès son plus jeune âge, il a rencontré les proches de son grand-père, des figures de la gauche islamique iranienne qui ont accompagné l'imam durant

son long exil en Turquie, en Irak et en France. Grâce à son ancêtre, il a aussi fréquenté Mir Hossein Moussavi, alors Premier ministre de la République islamique, Mohammad Khatami, ministre de la Culture, ou Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, commandant en chef des armées. Des révolutionnaires de la première heure devenus au fil des ans les chefs de file réformateurs. Des «héros», aujourd'hui bannis. Ceux qui rêvent de voir Hassan Khomeyni comme un mollah frondeur qui utilise son nom pour forcer son destin risquent d'être déçus. Tout juste somme-t-il la télévision d'État de ne plus utiliser les propos de son grand-père pour sa propagande et ainsi brouiller l'image de son aïeul auprès des jeunes. «De par son nom de famille, Seyed Hassan Khomeyni doit se placer, comme le faisait son grand-père, au-dessus de la mêlée. On ne peut attendre de condamnation officielle de sa part», explique le réformateur Saeed Laylaz, qui l'a côtoyé. Mais il n'a pas besoin d'exprimer haut et fort sa position dans ce pays pour la faire comprendre de tous.»

En juin 2009, lorsque des millions d'Iraniens sont descendus

dans la rue pour protester contre la réélection controversée à la présidence de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, plusieurs de ses proches ont été arrêtés. Mais il n'a rien dit. En revanche, en coulisses, le petit-fils Khomeyni s'est agité pour obtenir leur libération. Il a chargé ses deux frères cadets de rendre visite aux détenus libérés. Une ligne rouge, aux yeux des ultraconservateurs, qui voient Hassan Khomeyni comme un soutien du « mouvement de sédition » contre la République islamique. « Hassan n'est pas un Khomeyni mais un Moussavi [nom du leader de l'opposition, NDLR] et il va bientôt avoir de sérieux problèmes », souffle un ancien responsable conservateur. « Dans toute révolution, certains restent en travers du chemin », confie, prudent, le conservateur Hamid Reza Taraghi.

Vingt ans après la mort de l'ayatollah Khomeyni, le culte de la personnalité du fondateur de la République islamique reste toujours aussi vivace. Mais son descendant est aujourd'hui un pestiféré pour les conservateurs, qui tirent les ficelles du pouvoir. En juin 2010, un an après le mouvement vert, alors qu'il prononçait un discours en direct du mausolée de son grand-père, Hassan Khomeyni a été interrompu par les sifflets incessants des supporters d'Ahmadinejad, le président ultraconservateur de l'époque. Fait unique, c'était la première fois en Iran qu'un Khomeyni était ainsi chahuté en public. Sa (timide) revanche, le petit-fils la prendra quelques mois plus tard, à sa façon. Lors de la visite de Mahmoud Ahmadinejad au mausolée de son grand-père, il ne se déplacera pas.

Instagram. Six ans plus tard, alors que le nouveau président Rohani est un « modéré », et qui plus est son allié, Hassan Khomeyni n'est plus sifflé. Dans les rues de Téhéran, son portrait fleurit sur les nombreuses affiches de campagne, où on l'aperçoit prier derrière le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, le président, Hassan Rohani, et l'ancien président Hachemi Rafsandjani. C'est ce dernier, vieux briscard de la politique

Rupture. A la fin des années 70, le jeune Hassan embrasse la main de son grand-père, l'ayatollah Khomeyni, au côté de son père Ahmad. Près de quarante ans plus tard, il entend transmettre ses valeurs.



« Hassan n'est pas un Khomeyni mais un Moussavi, il va bientôt avoir de sérieux problèmes. » Un ex-responsable conservateur



Relève. Ahmad, le fils de Hassan, étudiant en théologie. Surnommé le Justin Bieber iranien, il fait déjà parler de lui.

iranienne, qui l'a poussé à se présenter à l'Assemblée des experts, organe de 88 religieux chargés de nommer le prochain Guide suprême. « Une tromperie », s'insurge le conservateur Hamid-Reza Taraghi. « Hassan Khomeyni est beaucoup trop jeune. Certains l'ont grandi inutilement pour utiliser son nom, alors qu'il a des faiblesses en lui et ne possède aucun statut particulier en Iran. Or, lorsque l'on cueille un fruit qui n'est pas mûr, on ne peut plus le manger. »

Le petit-fils Khomeyni a pourtant été dévoré par le régime de son grand-père en février. Le Conseil des gardiens de la Constitution a pointé son refus de participer à l'examen d'entrée à l'Assemblée des experts, prouvant sa science religieuse, alors même que celle-ci avait été confirmée par plusieurs *marjah* (plus hautes autorités religieuses de l'islam chiite). « Il ne s'agit nullement d'une disqualification », souligne Hamid Reza Taraghi. *Sayed Hassan Khomeyni n'ayant pas daigné passer l'examen d'entrée, le Conseil des gardiens n'a même pas pu se*

prononcer. En République islamique, les enfants des responsables ne sont pas au-dessus des lois. »

Le mollah éclairé est-il aujourd'hui condamné à délaissier la politique et à se retirer définitivement à Qom ? Tant s'en faut, estime le député « conservateur modéré » Ali Motahari. « Les disqualifications du Conseil des gardiens sont si nombreuses que celui-ci a perdu sa légitimité passée », ose ce fils de l'ayatollah Motahari, un ancien compagnon de route de l'imam Khomeyni. *A l'inverse, ceux qui sont aujourd'hui éliminés ne perdent pas leur légitimité auprès du peuple. »* En attendant, c'est l'arrière-petit-fils de l'ayatollah Khomeyni (le fils de Hassan), un étudiant en théologie de 18 ans, qui fait parler de lui... Sur sa page Instagram, le site préféré de la jeunesse iranienne, Ahmad a délaissé sa robe de mollah pour un ensemble baskets-jean-sweat à capuche Nike. « Tout le monde sait pourquoi [mon père] a été disqualifié », poste celui dont les selfies lui valent des milliers de « likes » et le surnom de Justin Bieber iranien ■



Le Point 7 avril 2016 n° 2274

Téhéran.
 Cette passerelle est devenue le symbole du « printemps » iranien. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, ARMIN AREFI

Tabiat, le pont de tous les désirs

Le drapeau noir du deuil, en hommage à Fatemeh Zahra, fille du Prophète, flotte au-dessus de l'autoroute Modarres, qui traverse la mégalopole iranienne de 15 millions d'âmes. Voilà une heure que les véhicules font du sur-place, provoquant un épais nuage de fumée qui obstrue la vue sur les monts hauts de 4 000 mètres. Seul passe-temps pour les automobilistes, l'étonnant spectacle offert par le pont Tabiat (« Nature »), géant de fer de 270 mètres de longueur suspendu 30 mètres au-dessus du trafic. Inauguré en 2014, sous les sanctions internationales, il relie le parc Ab-o Atash (« de l'Eau et du Feu ») au parc Taleghani. C'est aujourd'hui le plus grand pont piéton de Téhéran. « Il a été construit pour que la population s'y arrête et fasse une pause, alors que la ville a été davantage conçue pour les voitures », explique Leila Araghian, son architecte, une Iranienne de 32 ans.

Des gens de toute la capitale s'y retrouvent, du nord, aisé, jusqu'au sud, plus populaire. Et il y a foule en ce jeudi après-midi, veille de week-end en Iran. Des lions persans de pierre assurent la garde des lieux, alors que l'agent affecté à la sécurité semble distrait par les va-et-vient incessants. Une passerelle en bois s'enfonce jusqu'au cœur du premier étage de l'édifice. Le jeune Mohsen jaillit. Coiffé à la Cristiano Ronaldo, ce Téhéranais « fashion » de 17 ans, jean, baskets et sweat à capuche, vient de repérer deux « bombes iraniennes » au maquillage appuyé. « Je les ai vues à la station de métro. Elles prenaient un selfie, je me suis moqué d'elles et on a rigolé », explique-t-il. Moshen a usé d'un « ticket », comprenez une blague, visant à faire rire ses cibles, pour mieux les attirer. Depuis, il ne les lâche plus et compte bien les ferrer. Foulard islamique tombant, elles laissent dépasser leurs mèches rebelles, manteau serré à souhait jusqu'à la taille et jupe en résille tombant sur leur jean. Mains dans les poches, l'adolescent se porte à leur hauteur et leur glisse un mot doux à l'oreille. Mais ■■■



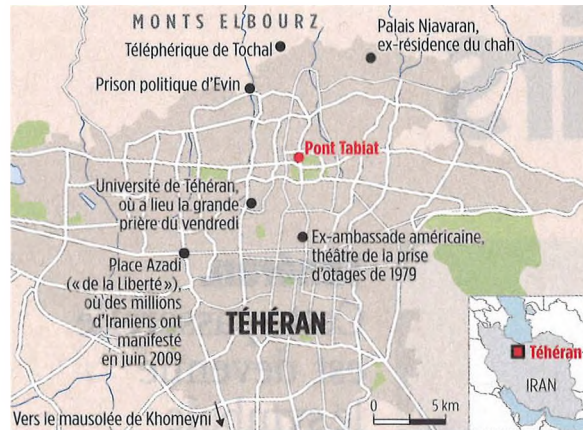
Pionnière. Leila Araghian, l'architecte de 32 ans à l'origine du pont Tabiat.

ALI KAVEH/REA POUR « LE POINT »

EN COUVERTURE

■■■ les jeunes filles accélèrent de plus belle sans se retourner. « Elles me provoquent, s'impatientent-t-il. Je vais les ramener chez moi quand mes parents ne seront pas là. » Ce sera peine perdue. Le jeune Iranien doit s'avouer vaincu. Il dégage alors son portable pour se connecter sur Instagram, le réseau social prisé par la jeunesse et autorisé par la République islamique.

Au troisième étage du pont Tabiat, nombre de jeunes – surtout des filles – s'adonnent au selfie, parfois même en ayant ôté leur foulard, sans que les quelques agents présents y trouvent à redire. Les passerelles s'entrelacent et mènent désormais à une plateforme ronde qui domine la structure. Trois jeunes femmes en tchador noir contemplant leurs compatriotes. Voici l'autre Iran, conservateur, tout aussi réel que celui de Mohsen. Et gare à qui-conque ose leur sortir un ticket. « La liberté, c'est d'être en sécurité dans son pays. C'est ne pas ennuyer les autres. Si jamais quelqu'un me demande mon numéro de téléphone, je prends mon sac et l'abats sur sa tête, prévient Parastou, une étudiante en religion de 22 ans à l'université Alzahra. La pire chose pour une femme en tchador est qu'un homme la reluque. » La jeune Iranienne n'en demeure pas moins coquette. Son voile intégral noir cache un petit foulard argenté assorti à ses boucles d'oreilles et son vernis à ongles. « J'ai beaucoup de prétendants, mais on ne trouve pas beaucoup de bons garçons ici », soupire-t-elle en évoquant le *khastegaari*. Selon cette tradition encore en vigueur dans de nombreux foyers iraniens, c'est l'homme qui doit se présenter au domicile de la femme, qu'il connaît souvent à peine, pour demander



Mégalopole

Capitale de l'Iran depuis 1796, Téhéran recense aujourd'hui 15 millions d'habitants. La ville rassemble les lieux les plus emblématiques de la République islamique. De l'ex-ambassade américaine, où 52 diplomates ont été pris en otage pendant 444 jours en 1979, à l'université de Téhéran, théâtre de la prière du vendredi, où les ayatollahs les plus influents du pays prononcent leurs diatribes antioccidentales. En passant par la funeste prison d'Evin, où sont enfermés les opposants politiques.

sa main à ses parents. Pour Parastou, c'est la seule possibilité de sortir du cocon familial. Impossible pour ses parents d'imaginer la laisser habiter seule à Téhéran. Et cela est valable pour la grande majorité des Iraniennes célibataires, y compris les plus modernes.

« Une femme est le miroir de sa famille », explique Parastou avec un grand sourire. Mais les temps changent. Désormais, « ce sont les jeunes femmes qui choisissent leur mari, et les parents ne font qu'aider », assure-t-elle. A l'entendre, certains autoriseraient même leur fille à contracter avec le futur époux un « mariage temporaire » de quelques semaines, une spécificité de l'islam chiïte, pour mieux se connaître... Son homme idéal ? Un bon caractère, une pratique de la prière et une bonne situation financière. « Il est difficile pour une fille de songer mener une vie plus modeste que pendant sa jeunesse », confesse-t-elle. Malgré des traditions toujours profondément ancrées, Parastou se connecte toutes les cinq minutes sur son compte Instagram et sur la messagerie en ligne Telegram, qui compte 20 millions d'utilisateurs en Iran. Bien qu'islamique, son université lui permet tout autant de multiplier les contacts avec le sexe opposé. Mais elle le jure : « Jamais je ne piétinerai ma fierté pour choisir quelqu'un. C'est lui qui devra venir vers moi. »

Les passerelles en bois ont pris une couleur de bronze. La nuit est tombée sur le pont, illuminé par des néons or et bleu. La structure se fonde dans l'obscurité du parc Taleghani, une forêt miniature où

la pénombre est appréciée...

« Les couples aiment les endroits sombres en Iran », sourit Hamed, bijoutier de 28 ans à la petite barbe noire de hipster. Mais il se reprend, plus amer : « Vous savez, il n'y a pas beaucoup de loisirs en Iran. » Le jeune homme ajoute une nouvelle couche de ketchup sur la pizza au pesto qu'il déguste avec sa fiancée, Tanaz, une artiste de 26 ans. Situé au deuxième étage du pont Tabiat, le fast-food fait à la fois office de McDonald's, de KFC et de Pizza Hut ! L'addition sera salée : 20 euros les pizzas, alors que le salaire moyen n'est que de 350 euros... Mais c'est sans doute le prix de la tranquillité. Les portraits des ayatollahs Khomeyni et Khamenei trônent au-dessus de la ventilation. Cachée derrière un poteau, l'affiche rappelant l'obligation de respecter le voile islamique semble appartenir au passé.

« Je pourrais vous fouetter ».

« L'Iran a changé, assure Tanaz, dont le foulard n'est plus qu'un châle en laine allant à ravir avec son chemisier beige. Je ne vois plus de police des mœurs. Et les jeunes ont appris à tenir tête à leurs parents. Les miens me laissent sortir tard le soir. » Son fiancé, Hamed, se remémore ainsi une scène incroyable. Il a récemment été arrêté en voiture par des *bassidjis*, miliciens chargés de faire respecter l'ordre moral (en 2009, ces derniers étaient les principaux artisans de la répression du mouvement vert anti-Ahmadinejad). Or il rentrait d'une soirée... alcoolisée. « "Je pourrais vous fouetter pour cela, mais je sais bien que vous recommencerez", m'a alors dit l'un d'eux. Et ils m'ont laissé partir ! Vous imaginez ? Je pense que le pouvoir veut aujourd'hui calmer le peuple et lui redonner espoir. » Ensemble depuis un an et demi, les deux amoureux se sont fiancés il y a un mois. Le couple n'a rien à envier à l'Occident. « On sortait sans aucun problème, confie Hamed. On ne pouvait juste pas aller à l'hôtel, alors on partait pour Shomal, dans le nord du pays, au bord de la mer Caspienne. » En 2009, Hamed et Tanaz songaient pourtant sérieusement à quitter leur pays, comme nombre

Cachée derrière un poteau, l'affiche rappelant l'obligation de respecter le voile islamique semble appartenir au passé.



Fast-food. Le deuxième étage du pont Tabiat abrite des restaurants. A 20 euros la pizza, l'addition est salée pour les salaires iraniens, dont la moyenne avoisine 350 euros.



dans la capitale. Comme lui, ses deux amis, Bahman, employé dans une usine de chaussures, et Mahmoud, agent de propreté, ont dû arrêter leurs études très tôt afin de subvenir aux besoins de leur famille. «*Mon problème est qu'avec 315 euros par mois je dépense plus que ce que je gagne*, avoue Bahman, teint mat et cheveux rasés. *Le fossé entre classes sociales est criant. Mon obsession, c'est d'avoir du pain le soir à la maison. Alors, les loisirs...* » Quant au mariage, les trois jeunes n'y pensent guère: ils n'en ont tout simplement pas les moyens. En Iran, lorsqu'un «*homme prend femme*», c'est à lui de se charger des dépenses du foyer. Depuis l'aggravation de la situation économique, les Iraniens se marient moins. Et pourquoi s'embêter avec une épouse quand on peut avoir une myriade de petites amies en même temps ?

Drague. Deux jeunes femmes, aux longs cheveux d'ébène, croisent bientôt les trois amis. Et leur jettent un regard perçant. Bahman se précipite vers elles. «*Que je dévore votre foie tout cru*», ose-t-il. Les deux filles pouffent, et acceptent de prendre son numéro: «*Regardez, tout le monde drague!* pointe son copain Ali. *Dans quelques années, ce sera la Turquie, ici! Un pays islamique où tout le monde sera libre. Un pays où régnera la dépravation.* » Les mines se referment. La politique ? Ces jeunes s'en moquent, et peu importe que les dirigeants iraniens soient réformateurs ou conservateurs, eux n'ont pas vu de différence dans leur assiette. En revanche, ces enfants du sud de Téhéran affirment être profondément attachés aux valeurs de la République islamique. «*Si la République perdait son côté islamique, le pays sombrerait*, assure Bahman, qui se dit pourtant peu religieux. *Regardez tous nos voisins. Au moins, en Iran, le peuple vit en sécurité.* » ■

de leurs amis, dans l'espoir d'une vie plus douce. Mais cette envie a disparu. «*Les jeunes ne pensent plus à la politique. Ils ont compris en 2009 que ce régime allait rester*, lance Hamed, la mort dans l'âme. *Ceux qui ne sont pas contents s'en vont, les autres essaient de vivre leur vie du mieux qu'ils peuvent.* »

Une foule est toujours amassée à l'entrée du pont, au pied du parc Ab-o Atash. Inauguré en 2009, il doit son nom à ses fontaines et ses flammes de 6 mètres crachées par une demi-douzaine de tourelles. Véritable labyrinthe de curiosités, le jardin renferme une mini-Géode, un petit pont suspendu ainsi qu'un amphithéâtre. L'envoûtante mélodie d'une guitare espagnole s'échappe à présent des haut-parleurs. Trois jeunes à la démarche chaloupée déambulent

sur un chemin éclairé en dalles de pierre. «*Je suis ton serviteur, Dadash [mon frère]!* » se lancent-ils mutuellement en signe d'amitié profonde. En dépit du froid, ils ne portent qu'un simple pull, ce qui leur vaut les moqueries de certains passants. Eux n'ont pas été invités aux fêtes privées organisées ce soir dans le nord de Téhéran, où alcool, décolleté et drogues sont l'ordinaire. Ils viennent du quartier populaire de Shabdolazim, dans le sud de la mégapole, d'où ils arrivent en métro. «*L'Iran est un pays fantastique, qui propose tous les loisirs que vous souhaitez... à condition d'être riche* », ricane Ali, solide gailard de 23 ans. Originaire de Zanjan (ouest), il a quitté l'école dès l'âge de 17 ans pour aider son père, agriculteur. Désormais sans emploi, il vient de poser ses bagages

Foule. Plus qu'un simple passage, le pont Tabiat est devenu un but de promenade pour tous les habitants de Téhéran.